

هذه هي الدنيا

Guide Arts et Spectacles

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13917 - 4,50 F

JEUDI 26 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La diplomatie soviétique et la révision de la Constitution

M. Gorbatchev en Finlande

BIEN que la Finlande et l'URSS soient liées depuis plus de quarante ans par un pacte d'amitié et d'assistance, les visites officielles de chefs d'Etat soviétiques à leur « bon voisin » du nord ont été fort rares : Mikhaïl Khrouchtchev en 1960, Leonid Brejnev en 1976 pour la signature de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki — un événement qui consacrait aussi la reconnaissance de la neutralité finlandaise par Moscou. C'est au tour de M. Gorbatchev de venir dans ce petit Etat nordique, qui, après quelques siècles de domination suédoise, devint en 1809 grand-duché du tsar Alexandre I^{er}. Ce statut lui conféraient une très large autonomie que les Finlandais contestèrent quand les maîtres de Saint-Petersbourg se mirent dans la tête de « russifier » leur pays.

La farouche résistance qu'ils opposèrent, puis, à cette tentative d'assimilation, puis pendant la seconde guerre mondiale, avec des armes presque rouillées, à l'invasion de l'armée rouge explique sans doute pourquoi les Soviétiques n'ont pas essayé d'annexer un pays et un peuple qui — ils le sentaient — ne se plieraient jamais, tant l'allergie au système communiste y était grande. Bien sûr, les Finlandais perdirent cette guerre et des territoires, mais ils sauvèrent ce qui pouvait l'être : leur indépendance, au prix de ce fameux traité d'amitié et du paiement de lourdes réparations à Staline.

MAIS la situation demeurait précaire, et pendant quarante ans la diplomatie finlandaise, conduite par les présidents Paasikivi, Kekkonen et Koivisto, s'est efforcée d'établir avec Moscou des rapports de bon voisinage, en insistant sur la « neutralité » et en tenant compte des intérêts stratégiques de grande puissance de l'URSS dans la région. Aujourd'hui, ces relations sont sans nuages. Certains avancent que cette indépendance est limitée, évoquant une fois de plus la « finlandisation », mais cette expression ne chugne pas les Finlandais aussi longtemps qu'elle est appliquée à la situation et à l'histoire spécifiques de leur pays, qui a connu un sort plus enviable que l'Estonie, la Lituanie ou la Lettonie.

En Europe de l'Est — notamment en Hongrie et en Pologne, — on parle de plus en plus de « modèle finlandais », qui permettrait d'échapper de l'emprise soviétique. Mais la situation de ces pays est fondamentalement différente, comme on le fait remarquer à Helsinki. Entre autres, parce que la Finlande n'a pas été occupée pendant ou après la guerre, et qu'elle a ainsi pu préserver son système politique démocratique et ses institutions.

M. GORBATCHEV, qui a plusieurs reprises ces dernières années, est donc arrivé mercredi à Helsinki, où il restera trois jours. Sur le plan politique, il n'y a pas de contentieux. Au plan économique, en revanche, le commerce bilatéral, qui se fait selon les principes du « clearing », donne des signes d'épuisement. La Finlande importe plus de 90 % de son pétrole d'Union soviétique, et paye la facture avec des biens de consommation, des navires et des équipements industriels. Mais la désorganisation de l'économie soviétique empêche la Finlande de diversifier ces échanges, largement déficitaires.



Le Soviet suprême fait de la surenchère démocratique

Passant outre aux objections de M. Gorbatchev, le Soviet suprême fait de la surenchère démocratique. Il s'est prononcé, mardi 24 octobre, en faveur de la possibilité, pour chaque République de l'Union, d'élire dorénavant son président au suffrage universel. Il s'est également prononcé contre la pratique des mandats de député réservés à des représentants d'organisations politiques ou sociales, comme le Parti communiste. Ces dispositions n'auront force de loi que si elles sont approuvées à leur tour par le congrès des députés.

MOSCOU

de notre correspondant

Ignorant les objections de M. Gorbatchev et dépassant toutes les espérances des députés les plus radicaux, le Soviet suprême s'est prononcé, mardi 24 octobre, en faveur de l'élection au suffrage universel direct des présidents des différentes républiques de l'URSS.

S'il était confirmé, en novembre, par les 2 250 membres du Congrès auxquels revient le droit de modifier la Constitution, ce vote provoquerait un bouleversement radical des institutions soviétiques en créant de nouvelles législatives politiques. Son importance a toutefois été amoindrie par une seconde décision, sans doute moins importante sur le fond mais plus spectaculaire encore. Le Soviet suprême a en effet proposé une autre modification de la Constitution qui retirerait aux organisations politiques et sociales constituées le droit de désigner directement des députés en leur sein.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 8

Nouvelles filières dès la rentrée 1990

Des ingénieurs seront formés hors des grandes écoles

Le gouvernement a donné le feu vert à la mise en place, dès la rentrée de 1990, de nouvelles formations destinées à enrayer la pénurie d'ingénieurs en France. A côté de la filière des grandes écoles, une nouvelle voie d'accès au diplôme formera, en particulier par la formation continue, des ingénieurs de terrain. Des établissements supérieurs et des industriels seront associés à cette formation, comme devait le préciser MM. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, et Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, devant le conseil des ministres du mercredi 25 octobre.

Le constat est désormais unanime : la France manque d'ingénieurs. Lancé il y a deux ans par le Haut Comité éducation-économie et son président d'alors, M. Daniel Bloch, ce cri d'alarme a été depuis repris et amplifié par tous les acteurs concernés : commission des titres d'ingénieur, Comité national pour le développement des grandes écoles, directeurs d'IUT (instituts universitaires de technologie), Conseil national du patronat français et syndicats d'ingénieurs et cadres.

Ce retard français dans la formation des ingénieurs s'est imposé comme une évidence d'autant plus criante que les échéances européennes ont favorisé les comparaisons internationales. Les cent soixante-seize écoles d'ingénieurs de l'Hexagone forment un peu plus de 14 000 ingénieurs par an, contre plus de 20 000 en Grande-Bretagne et 29 000 en République fédérale d'Allemagne. Et toutes les prévisions montrent que les effectifs de cadres techniques (400 000 actuellement) devront à peu près doubler d'ici vingt ans.

GÉRARD COURTOIS
Lire la suite page 14



Lire nos informations page 3

Les leçons du mini-krach

La tourmente boursière révèle une nouvelle fois la fragilité d'un système financier assis sur un volcan de dettes

par Erik Izraelewicz

Comme un ouragan, la tempête qui s'était abattue, la semaine dernière, sur l'ensemble des marchés mondiaux, s'est déjà éloignée... des cotes boursières. Le mini-krach du vendredi 13 octobre (une chute de 7 % en moins d'une heure de la valeur des actions à la Bourse de New-York) n'a pas débouché sur un véritable effondrement des cours. Mais les marchés boursiers restent très nerveux, très

« volatiles » comme disent les experts. La journée du 24 octobre à New-York en a été une nouvelle preuve, avec une nouvelle chute des cours puis un rebond (lire page 37).

Pour l'instant, le film d'octobre 1989 n'a pas cherché à surpasser dans le grandiose celui d'octobre 1987, encore moins celui d'octobre 1929. Dix jours après la grande bourrasque, les effets en ont déjà presque été effacés sur la plupart des grandes places financières.

La suite du scénario ? Les météorologues financiers restent prudents. « On peut avoir à tout moment un nouveau krach boursier », n'a pas hésité à prédire, samedi 21 octobre, M. Maurice Allais, le prix Nobel d'économie 1988, à Nice, à l'occasion de l'université annuelle du Club de l'Horloge. Les acteurs financiers eux-mêmes sont plongés dans une grande incertitude.

Lire la suite page 38

L'accord sur le Liban

Le général Aoun isolé dans le camp chrétien page 4

La contestation en Roumanie

Nouvelle attaque contre M. Ceausescu page 6

Le débat au PCF

Deux points de vue, de Michel Naudy et Anicet Le Pors page 12

L'islam et l'école

M. Jospin prône le respect de la laïcité, mais demande qu'aucun élève ne soit exclu des classes page 14 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C

Un Paris archi-monumental

Le Salon international d'architecture s'ouvre le 28 octobre

Du marbre, du verre, du blanc, des escaliers vertigineux, des mètres cubes d'espace, bref, du high-tech spectaculaire. En quelques années, Paris est devenu l'écrin de nouveaux monuments, qui ont transformé sa physionomie. Le Grand Louvre, la Grande Arche, l'Opéra Bastille, l'Institut du monde arabe ou le ministère des finances, et bientôt une bibliothèque futuriste, conçue comme un livre ouvert sur les bords de la Seine. Le Salon de l'architecture, qui se tiendra à la Villette du 28 octobre au 5 novembre, se veut international. Il sera français, il n'y a rien.

De quoi vont parler les cent vingt exposants venus du monde entier ? Des grands travaux, bien sûr. A quel congrès Bofill, Perrotti, lorsqu'ils rencontreront les valeurs montantes de l'architecture mondiale comme le Japonais Shin Takematsu ou le Coréen Toyo

Ito ? Au nouveau Paris, c'est certain. Fait du prince, désir d'éternité. L'occasion de dresser un bilan architectural de l'ère Mitterrand est trop belle.

Le Salon verra peut-être resurgir les passions, les polémiques et les enthousiasmes qu'ont suscités ces gigantesques chantiers. En Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, ils ont fait sourire ou grincer des dents, et ont inspiré des pamphlets ironiques, quelques fois lyriques, et beaucoup de jalousies. Paris et Londres se disputent éperdemment le titre de capitale architecturale du monde. La bataille a pris un tour nettement favorable pour la France, au point que le prince Charles est monté au créneau. Mais Londres a encore toutes ses chances, car Paris s'est transformé, à défaut de s'être organisé.

BÉNÉDICTE MATHIEU
Lire notre supplément pages 25 à 27

La crise de l'enseignement de l'architecture

Au moment de célébrer les vingt ans de la réforme Malraux, les étudiants en architecture, interrogés par IPSOS, se montrent très mécontents de leur enseignement et de leurs professeurs. Lire, pages 17 à 20, « le Monde Campus »

POUVOIRS

1989 50

1789-1989

histoire constitutionnelle

l'héritage révolutionnaire
le bilan des Constitutions
les conventions
les jokers
les doctrines
modèles étrangers en 1791
l'idée de Constitution

mai 1977 - octobre 1989 : déjà 50 numéros !

1789 vu de 1989
par Olivier Duhamel

Publié avec le concours du C.N.R.S.

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Bio-éthique

Le gouvernement souhaite un débat national

Faut-il une loi sur la bio-éthique ? Ouvrant mercredi 25 octobre le colloque « Patrimoine génétique et droits de l'humanité », M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, s'est, pour la première fois, prononcé sur l'avant-projet de loi élaboré, par M. Brabant sur la bio-éthique. Selon M. Curien, certains des grands problèmes que tente de résoudre ce texte sont encore l'objet de débats, parfois passionnés. « Les concepts de base sur lesquels repose la législation ne sont peut-être pas suffisamment et clairement dégagés, de sorte que la législation risquerait de « figer » artificiellement le débat, voire de susciter plus de problèmes qu'il n'en résoudrait », estime le ministre.

Considérant, comme M. Curien, que cet avant-projet nécessite au préalable un vaste débat national, le professeur François Gros, président du comité scientifique du colloque, juge pour sa part, dans un entretien accordé au Monde, que la France aurait intérêt à ne pas légiférer sur ces problèmes. Lire nos informations page 13

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 160 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Démocratie

Après l'Est, le Sud

par Moncef Marzouki

DANS l'esprit de Lénine, l'Orient et le sud de la Méditerranée devaient être ce gigantesque champ de manœuvre où le communisme triompherait, par une gigantesque opération d'encerclement, viendrait prendre à revers l'Europe. Pris en étau entre l'Est et le Sud, l'Occident colonialiste et impérialiste finirait par tomber comme un fruit mûri sous ses propres contradictions internes.

Qui ne souriait aujourd'hui devant l'étendue de la déconfiture des communistes face à un tel rêve à jamais évanoui ?

Mais, pour les générations d'homme du Sud, qui ont rêvé sur le banc des facultés (occidentales) du salut venant de l'Est, cette déconfiture prend des dimensions cataclysmiques et pourrait avoir des conséquences incalculables.

Certes, il y a les inconscrits : ils vont se répéter avec cette schizophrénie propre à tous les idéologues que c'est là le résultat de la mauvaise application de la sainte doctrine, et qu'il n'y a qu'à retourner au « vrai Marx ». Passons et vite.

Pour d'autres, l'événement, pour choquant et décevant qu'il paraisse, n'est décevant pas moins le capitalisme dont nous subissons la domination de plus en plus arrogante, ni de ses méfaits ni de ses effets pervers. Il n'annule en rien la grandeur du rêve, et du projet socialiste, qui rentra à l'instar du phénix de ses cendres, et se drapera de mille et mille utopies, tant que les masses misérables, de notre vaste Sud, seront condamnées à vivre des misères de l'Occident repu et imprudemment triomphaliste.

Mais, au-delà de ces réactions épidémiques, les sudistes ont toutes les raisons de suivre avec espoir ce qui se passe à l'Est, puis-que ce n'est pas tant le socialisme qui étale sa faillite que la dictature.

Or de quel souffle le Sud sinon de cette même dictature ? Ici comme là-bas, c'est le régime fondé sur l'homme unique, le parti unique, l'idéologie bête et abêtissante qui fait naufrage. Par la multiplicité de ses effets pervers : autoritarisme, népotisme, déresponsabilisation collective, il entrave, appauvrit la société et fait régner la terreur et la violence. Contre quel luttons-nous en permanence, si ce n'est contre cette dictature, dont la fin signifie pour nous l'indépendance des hommes, parachevant le premier

combat : l'indépendance des nations ?

Qu'est-ce que pour nous la fin de la dictature sinon l'instauration d'un régime où la liberté, l'évaluation et l'alternance remplacent dans la gestion sociale l'incertitude de ces régimes, somme toute primitifs et primaires, compte tenu de ce qu'exigent la complexité, la différenciation, la maturité des sociétés humaines. Partout où elle s'effondre gonfle l'espoir. Ainsi, loin d'être ou de devenir la base avancée du communisme contre l'Europe, le Sud aspire et va participer au gigantesque élan démocratique amorcé en Europe et qui s'étend comme un feu de brousse à la planète entière.

Visage de l'espoir

A tous les intégristes qui nous disent que la démocratie est « occidentale », nous répondons qu'elle n'est pas plus occidentale que l'islam n'est arabe. Bien commun de toute l'humanité, elle prend aujourd'hui, au Sud comme à l'Est, le visage de l'espoir.

Déjà amorcée et engagée dans ces extrêmes Sud que sont l'Afrique latine et l'Asie du Sud-Est, la démocratie est aujourd'hui un spectre qui hante les dictatures arabes. De la péninsule Arabique à l'océan Atlantique, la myriade démocratique, la nébuluse des droits de l'homme s'organise et se renforce dans une course de fond pour hériter de ces régimes déjà condamnés par l'histoire.

La Tunisie hier, l'Algérie aujourd'hui ne sont que les détonateurs de la réaction en chaîne. Puisse alors le balancier de l'histoire faire que le régime de la liberté dure le plus longtemps possible ! Mais que les démocrates nordistes n'oublient pas que le combat contre la victoire sont indivisibles et que l'enjeu n'est rien d'autre que la paix et le développement des uns et des autres. Aussi se doivent-ils de participer à sauver le Sud de la misère de la dictature et de la dictature de la misère, et par la politique et par un vrai plan Marshall.

Et pour que cela aille plus vite, reprenons à notre compte l'un des bons vieux slogans : « Démocrates de tous les pays unissez-vous ! »

Moncef Marzouki est président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Professeur de philosophie à Sousse, il est également l'auteur du livre *Arabes et vous saviors* (Ed. Lieu commun, le Monde du 18 juin 1987).

Europe

Qui pose la question allemande ?

par Freimut Duve

FRIEDRICH DURRENMATT qualifie sa pièce de théâtre *La Visite de la vieille dame* de « tragédie ». Le tragique réside dans ce que, dans le tréfonds de cette vieille personne, rien ne change alors qu'elle exige la mort de son amour de jeunesse. Le comique de la pièce, lui, vient de ce que au village de Gillingen, ceux chez qui l'on vient en visite ont complètement changé alors que les visiteurs, eux, ne s'en aperçoivent pas. La vieille dame séculaire est, depuis quelques semaines, de retour ; elle porte le nom familier de « question allemande ». Et l'on débat de son retour tout comme si elle n'avait point changé, et comme si elle resurgissait aujourd'hui dans les colonnes de la presse internationale aussi jeune et aussi fraîche qu'aux temps de Ranke (1), de Bismarck ou d'Adenauer.

Dans *Time Magazine*, Charles Krauthammer lance un avertissement : « La question allemande est de retour ». La droite la plus extrême de la République fédérale exulte : « Ils choisissent la liberté, ils veulent l'unité ». « Ils », ce sont les quelques cinquante mille réfugiés qui, ces dernières semaines, sont arrivés chez nous, en Allemagne de l'Ouest. Mais c'est quelque peu interloqué que nombre de ces

conservateurs qui jubilaient constamment, en écoutant plus attentivement, ceux qui manifestent en Allemagne de l'Est ne revendiquent pas l'unité nationale, que se pose, pour eux, la question des réformes, d'une participation à la vie politique, d'un changement radical, mais pas la question allemande. Les citoyens d'Allemagne de l'Est dénoncent la faillite de la direction du SED (le Parti communiste allemand), mais ils ne parlent pas d'une disparition de la République démocratique allemande.

Plus jamais réunis

Ce n'est pas seulement au cours de ces quarante dernières années que nous, Allemands, avons vécu, en Europe centrale, dans la conscience d'une communauté d'appartenance historique et culturelle, tout en acceptant toujours plus la séparation en deux États qui nous a été imposée par l'histoire. Nous le savons : les Allemands ne seront plus jamais réunis au sein d'un État national comparable au bloc soudé que représente la République française.

Onze ans avant l'avènement du nouveau millénaire, le monde offre

un autre visage qu'en 1945. Quarante-quatre ans après la fin de la guerre, le monde s'est transformé, et les Allemands, eux aussi, ont changé. Les Allemands qui, à Leipzig ou à Rostock, réfléchissent à leur avenir y pensent différemment en 1989 que leurs parents qui se demandaient, alors, s'il leur fallait ou non plier bagage. La politique et l'État impriment leur marque à l'avenir, mais la culture et la société aussi. Les autres peuples ont du mal à le comprendre : les Allemands n'ont cessé de ressentir une appartenance culturelle commune alors même qu'ils vivaient dans des États différents.

Telle est ma thèse : la culture publique, au sein de laquelle se forme la conscience politique, s'est radicalement transformée dans les deux États allemands depuis les années 50. De nos jours, nous, citoyens-télespectateurs, ne vivons plus dans un État unique, nous vivons tous en même temps dans d'autres États et d'autres cultures. Nous vivons de plus en plus dans une sorte de culture-collage. Cela vaut pour la plupart des régions du monde, et pas seulement pour les Allemands.

La question de l'identité tant mise à l'honneur récemment perd ce fait de vue. On assiste plus au développement d'une société mondiale unifiée, parfaitement intégrée, qu'à la formation d'un monde composé de ghettos nationaux fermés sur eux-mêmes. Il est vrai que Gorbatchev a redonné une actualité à la question des nationalités. Mais ceux qui discutent à l'heure actuelle de la renaissance d'un grand État national allemand connaissent-ils vraiment les Allemands de 1989 ? Peut-on vraiment, aujourd'hui, comparer la conscience historique nationale des Ukrainiens ou des Lettons, étouffée par les Russes, avec la conscience nationale des Allemands ?

Enfants de la télévision

Les Allemands de RDA possèdent depuis vingt ans, à disposition, dans leur salle de séjour, leur seconde patrie, sous forme de rétrotransmission télévisée. La première génération des enfants de la télévision a grandi à Leipzig et à Berlin : ce ne sont plus seulement des Allemands ; ce sont des Français, des Américains, des citoyens

du monde, nostalgiques. Naturellement, comme nous tous, ce sont d'abord des Allemands. Mais, tout comme les Européens de l'Ouest, à Lyon, à Birmingham ou à Düsseldorf, ils sont aussi supra nationaux. Aujourd'hui, grâce à cette gigantesque expérience consistant à disposer pour la première fois d'une patrie culturelle télévisuelle, les Allemands ont la chance de mettre à l'épreuve et de comparer ce qui leur est propre et ce qui est autre, sans pour autant être étranger.

Le passeport vert de la République fédérale, que brandissent les réfugiés, est un passe-partout pour le monde ; ce n'est pas un ticket d'entrée dans le club des vétérans de l'État national allemand.

Cet État ne reviendra pas à la vie. Il n'est pas non plus l'expression de notre histoire. Notre modernité spécifique — Adolf von Knigge (2) le constatait il y a déjà deux cents ans — c'est la réconciliation d'une structure étatique multiforme et décentralisée et d'une communauté d'appartenance culturelle indéfectible. Dans cet esprit, Hitler comme Bismarck ont fait violence à notre histoire, celle des Allemands en Europe centrale.

Je sais que les Français et les Anglais ont bien du mal à nous croire lorsque nous affirmions : l'Europe d'abord, et ensuite seulement le dépassement de la partition. Mais nous avons tiré la leçon de notre histoire. La majorité des Allemands en RDA et en RFA ne souhaitent pas revenir à un État national. Notre dessein est d'appartenir à une Europe unie. Il existe de nombreuses raisons et un grand consensus qui justifient cette évolution, mais évidemment aucune garantie ! A nos amis en France, en Italie, en Grande-Bretagne, nous adressons cette prière instante : regardez autour de vous dans votre propre pays ; ne trouvez-vous pas que vous-même et vos concitoyens êtes fondamentalement différents en 1989 de ce que vous étiez en 1945 ? Ne sommes-nous pas tous déjà, malgré Le Pen, des Européens ?

Freimut Duve est membre (SPD) du Bundestag.

- (1) Historien allemand (1795-1886).
(2) Écrivain allemand (1752-1796).

TRAIT LIBRE



AU COURRIER DU Monde

« Alger républicain » et les communistes

Dans le *Monde* du 5 octobre votre envoyé spécial à Alger, Jean de la Guénière, écrit : « Il est déjà question de la répartition d'Alger républicain, le grand quotidien communiste disparu en 1963, qui s'ouvrait à l'horizon d'autres sensibilités ». Qualifier ce journal de « grand quotidien communiste », c'est ignorer sa particularité et, du même coup, restreindre sa grandeur. Car, avant, comme après la guerre de libération nationale, il n'était pas un quotidien communiste. Certes des communistes y travaillaient, nombreux, mais ils n'étaient pas les seuls. Par ailleurs, nombre de personnalités du mouvement national algérien y ont collaboré — membres du MFLD, du PCA, de l'UDMA, des Oulama, etc. — et après la guerre le même esprit l'a animé, ce que les anciens envoyés du *Monde* peuvent confirmer.

JEAN-PIERRE SAID,
secrétaire général
des Amis d'Alger républicain
en France

Défense non violente

Chrétien ayant participé à de nombreuses actions non violentes

et organisateur de stages de formation, mon expérience et aussi l'histoire de la non-violence me disent que le texte « Lutter autrement », présenté dans le *Monde* du 9 octobre (qui me réjouit à bien des égards) contient une erreur : croire que l'on peut « combiner » méthodes guerrières et non-violence.

L'efficacité de la non-violence tient pour une large part au respect absolu de l'adversaire, à l'absence de compromission avec la violence. « Combiner » c'est admettre le bien-fondé du meurtre, position plus qu'ambigüe, assimilable à l'hypocrisie, qui aurait le double effet d'offrir des armes à l'oppressant et de diviser, donc d'affaiblir, les résistants.

« Combiner » serait un leurre, un piège. Les leaders des grandes luttes non violentes le savaient. Certes, c'est difficile à faire passer dans l'opinion française, mais la vérité est aussi une composante de la force non violente.

ALBERT RATZ
Saint-Victor-des-Oules (Gard)

La France et l'arme nucléaire tactique

La publication successive par le *Monde* (jeudi 5 et vendredi 6 octo-

bre), sous les signatures de M. François de Rose et de M. Egon Bahr, de points de vue convergents sur la défense nucléaire française, n'est pas, je pense, qu'un effet du hasard. Néanmoins, il est frappant de voir l'atlantisme dur et le pacifisme mou se retrouver, sous des titres qu'ils auraient pu échanger, pour exprimer l'heure inquiétude à l'idée que la France puisse se doter d'un armement tactique dépassant par sa puissance et sa diversification les besoins de l'« ultime avertissement ». Et de mettre la France en contradiction avec sa doctrine affichée.

Bien entendu, dans un cas et dans l'autre, les motivations sont différentes. Pour l'un il s'agit de préserver le quasi-monopole nucléaire des États-Unis au sein de l'OTAN. Pour l'autre il s'agit d'écartier tout obstacle devant le mouvement tendant à la suppression totale du nucléaire tactique en Europe. Mais, d'une façon ou d'une autre, ce qui transparaît est une méfiance fondamentale à l'encontre de la politique nucléaire de la France, jugée perturbatrice par nature.

Cependant, si d'aventure le désarmement ne donne pas tout ce qu'on attend de lui, si le militaire réapparaît en Russie (a-t-il d'ailleurs disparu ?), il faudra bien de nouveau réfléchir à la défense européenne et au rôle du nucléaire tactique — y compris celui de la France — dans la posture dissuasive globale de l'Occident.

En attendant, la France se doit de poursuivre son effort, dans ce domaine comme dans les autres, sans se laisser entraver par des considérations théoriques. Nous avons toujours eu, fort sagement, la doctrine de nos moyens, ce qui nous a limités longtemps à la protection de nos intérêts vitaux. Dès lors que nos moyens se développent, nous pouvons ajuster notre doctrine à l'intérêt de l'Europe le demandant.

Déjà, au fil des déclarations présidentielles, on constate une évolution dans le sens d'une plus grande solidarité avec nos alliés : gageons qu'il en sera de même pour l'« ultime avertissement ».

J. DE LA FERRIÈRE,
ancien ambassadeur

Laïcité mutilante

Il faudrait peut-être rappeler à ce principal et à ces enseignants qui violent rogne par ce trois numéros viciement au collège avec un fichu sur la tête l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. »

Si ces excellents collègues croient l'ordre public menacé par trois foulards, quel est le ridicule de cette peur d'un quelconque trouble de très profondément dérangé dans notre système scolaire.

Cet incident nous rappelle en tout cas que certains ne sont restés à la conception véritablement mutilante de la laïcité, celle de l'illustre père Combes, qui a abouti si souvent à appauvrir très gravement la culture et la personnalité de nos élèves.

GILBERT TOURRET
professeur agrégé (Lyon)

Menaces sur l'Institut néerlandais

Permettez-moi d'apporter quelques renseignements complémentaires à l'article annonçant la menace de fermeture de l'Institut néerlandais à Paris. Cet institut abrite la plus vaste bibliothèque d'expression néerlandaise en France : environ 27 000 titres, dont plus de 20 000 « utilisables ». Si les arts, métiers d'art, l'architecture et tiennent une place prépondérante,

les rayons lettres-histoire, économie-sciences-politiques, droit, etc., sont bien garnis. En outre, on y trouve une centaine de quotidiens, hebdomadaires, mensuels, etc., avec leurs collections respectives. Or cette bibliothèque est accessible au grand public, soit sur place, soit par prêt.

L'Institut organise tous les ans des séries de conférences, de débats, de lectures de textes par leurs auteurs (et traducteurs), auxquels participent scientifiques, économistes, juristes, auteurs de renom, souvent de renommée internationale.

Il programme et organise quantité de séances de musique de chambre, de récitals (instrument et chant), de jazz, qui ont lieu dans son hôtel particulier. C'est sous son égide et grâce à son initiative qu'ont lieu des concerts, l'octon d'oratorios, etc., en d'autres lieux ; par exemple, à la basilique Sainte-Clotilde.

Il organise des projections de films allant du muet aux toutes dernières productions. Or cette « vitrine de la culture néerlandaise » voit depuis plusieurs années ses crédits de fonctionnement et « culturels » se rétrécir comme peau de chagrin. Ce cas n'est pas unique, loin de là. Voici quelques mois, la survie de l'Institut Goethe de Paris était sérieusement menacée. Une levée de bouilliers dans les médias allemands y a mis (provisoirement ?) le holà. Et on nous parle à longueur d'année de l'intensification des échanges culturels entre les pays de la CEE, de la « maison commune » à partir de 1993 !

RAYMOND BARTHE
(Paris)

Musique et politique

Dans un article du *Monde* du 17 octobre, M. Alain Lompech a cru bon de déclarer que la récente publication des concertos donnés par Wilhelm Furtwängler de 1942 à

1944 ne soit accompagnée d'aucun « avertissement solennel », et ce en raison de la présence, dans la salle, comme dans l'orchestre, de nazis.

Il serait facile de pousser cette suggestion à l'absurde. Par exemple en proposant la pose de plaques d'« avertissement solennel » devant tout monument ou musée visité par des dignitaires nazis et ayant compté, parmi les gardiens ou guides, des adhérents du même parti.

DENIS LANDARET-MAUBON
(Paris)

[Si la visite d'un monument par des nazis est une chose, l'utilisation d'un monument à la gloire du Reich en est une autre. Or les concerts radiodiffusés de Wilhelm Furtwängler étaient dédiés, à son corps défendant, comme des actes de propagande. Conscient de cet état de fait, ce chef d'orchestre a toujours refusé de diriger dans les pays occupés par l'Allemagne. Il existe, dans Paris même, des plaques apposées sur la façade de certains immeubles, qui rappellent qu'ils ont abrité pendant la guerre les exécutants nazis, sur celle de l'hôtel Lutetia, notamment. Nous ne devons rien d'autre à la Deutsche Grammophon Gesellschaft que de rappeler de façon sobre et précise ces faits historiques. Ce dont elle est devenue bien veule.

Rectificatif

Je vous remercie d'avoir publié ma lettre sur le Conseil économique et social. La chambre des recueils, dans le *Monde* du 5 octobre. Cependant, une confusion, qui m'est peut-être due, s'est glissée dans le texte : en effet, au lieu de « soit ainsi en passe de devenir la chambre des recueils ou de consolidation » il fallait lire « consolidation ».

PATRICK MARTIN-GENIER
Tournon (Ardèche)

Le Monde

Édité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1986)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDOPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

هنا من الال

ÉTRANGER

De Valladolid à Strasbourg

M. Mitterrand réaffirme les responsabilités de la CEE face à la crise des pays de l'Est

M. Mitterrand devait faire, mercredi 25 octobre dans l'après-midi, une déclaration au Parlement européen de Strasbourg, après avoir déjeuné avec des députés européens. Mardi soir, le président de la République s'était entretenu à Paris pendant deux heures avec le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl. Cette rencontre avait pour objet la préparation du sommet européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre. Il est probable cependant, étant donné que les deux dirigeants se reverront à Bonn début novembre pour le sommet franco-allemand, que le président de la République souhaitait également infor-

mer M. Kohl de la trame de son discours de mercredi. A l'issue de cette rencontre, le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Vadrine, a déclaré que les deux hommes font des « analyses très proches et très convergentes » sur les changements à l'Est qui revêtent, selon eux, « une importance considérable pour le changement des équilibres en Europe ». Le porte-parole a souligné que, devant ces évolutions, Paris et Bonn devaient « rester en convergence étroite », et que la Communauté économique européenne était « le bon niveau à partir duquel faire face à ces événements ».

s'engage au point de rejeter le meilleur de ce qu'ils ont reçu : le meilleur, ajouté à ce petit talisman qui change tout et qui s'appelle la liberté. Vallé qui ressemble à une mise en garde contre un renouveau philosophique radical et, peut-être, contre les déséquilibres géo-politiques qui pourraient en résulter.

A la même question, M. Gonzalez avait plus sobrement répondu en déclarant souhaiter « le dépassement du socialisme réel », « la démocratisation du socialisme », même si se développent parallèlement « des alternatives elles aussi légitimes ».

C'est dans ce vaste contexte politique européen que M. Mitterrand devait évoquer à Strasbourg la perspective de l'union monétaire, dont il s'est également entretenu à Valladolid avec M. Gonzalez. Il proposera, lors du sommet européen par lequel s'achèvera en décembre la présidence française, que les Douze décident de convoquer pour le deuxième semestre de 1990 la conférence intergouvernementale chargée de procéder aux réformes institutionnelles nécessaires. Le gouvernement espagnol souhaiterait aller plus vite et propose juillet 1990 ; il fait de la sorte contrepoids à ceux qui traitent les pieds, à savoir les Pays-Bas et surtout la Grande-Bretagne, hostile au principe même d'une telle évolution.

MM. Mitterrand et Gonzalez ont également parlé de la lutte contre la drogue, autre sujet sur lequel leurs points de vue sont très proches. A propos du blanchiment de l'argent sale, M. Mitterrand a été plus net que jamais : « Il faut que les banques ouvrent leurs livres. Tout le reste ne sera que faux-semblant ».

CLAIRE TRÉAN

Précisant des idées déjà avancées

L'URSS propose la liquidation d'ici à l'an 2000 de toute présence militaire à l'étranger

L'URSS « propose la liquidation d'ici à l'an 2000 de toutes les bases militaires à l'étranger, ainsi que de toute présence militaire en territoire étranger », a déclaré le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze.

« Nous sommes prêts », a ajouté le ministre dans son rapport prononcé, lundi 23 octobre, devant le Soviet suprême (le Monde du 25 octobre), et dont le texte intégral a été publié, mardi, par les Izvestia, à mener la liquidation des groupes politico-militaires en Europe sur la base de la réciprocité ».

Cette déclaration reprend les propositions déjà avancées par l'URSS d'un futur démantèlement de l'OTAN et du pacte de Varsovie, mais elle les précise en suggérant une négociation sur un retrait total des forces soviétiques d'Europe de l'Est d'ici à l'an 2000, ainsi qu'une évacuation réciproque des bases militaires des deux blocs en Asie.

Des forces déjà réduites

« Pour la première fois depuis longtemps », a encore dit le ministre, « aucun soldat soviétique ne participe à des combats à l'étranger et, j'en suis convaincu, n'y participera pas à l'avenir. Pour la première fois, également, les forces armées soviétiques stationnées à l'étranger sont fortement réduites ». L'état-major soviétique avait annoncé, le 19 octobre, que 27 400 militaires soviétiques ont été retirés d'Europe de l'Est depuis le début de l'année, dans le cadre de la réduction de 50 000 hommes prévue dans cette région d'ici à 1991.

La version intégrale du rapport de M. Chevardnadze contient une autre autoréférence de la politique étrangère, à propos, cette fois, des armes chimiques. « En 1969 », dit le ministre, les Américains ont arrêté la production d'armes chimiques.

Washington : des propos « extraordinaires »

« En réponse, nous avons continué d'en produire pendant près de vingt ans, sans tenir compte des milliards de roubles dépensés, du tort causé à l'environnement et du

danger pour la santé des personnes ».

A Washington, le porte-parole du département d'Etat a qualifié, mardi, d'« extraordinaires » de franchise et de « pas dans la bonne direction » les déclarations de M. Chevardnadze reconnaissant que l'URSS avait violé le traité ABM avec son radar de Krasnoïarsk et condamnant l'invasion de l'Afghanistan.

Ces déclarations, a dit M. Tutwiler, « reflètent la nouvelle pensée et démontrent que les Soviétiques reconnaissent qu'il est important qu'ils soient honnêtes à propos de leurs politiques passées ». Elle a ajouté que ces propos du ministre soviétique constituent « une évaluation posi-

tive des relations américano-soviétiques » et les a mis en parallèle avec les récents discours du secrétaire d'Etat James Baker, soulignant les chances « historiques » d'amélioration des relations avec l'Union soviétique.

Le Washington Post a, en outre, révélé, mercredi, que l'URSS va réduire de moitié la production de ses chars dans les cinq années à venir. Cette décision aurait été communiquée, selon le quotidien, par le général Iazov, ministre soviétique de la défense, au cours de ses entretiens avec son homologue américain à Washington au début de ce mois. Selon le Pentagone, l'URSS produit chaque année trois mille deux cents chars, contre sept cent soixante-quinze pour les Etats-Unis. — (AFP, AP.)

Forces de stationnement et conseillers techniques

L'Union soviétique maintient des forces en Europe de l'Est, au titre du pacte de Varsovie, mais aussi dans des territoires autres, comme au Vietnam ou en république populaire de Mongolie (ex-Mongolie extérieure) environ 60 000 hommes (dont le quart est en cours de retrait, selon Moscou).

En Europe de l'Est, des forces soviétiques stationnent en Allemagne de l'Est (380 000 hommes, avec des missiles SCUD ou SS-21 et environ huit cents avions de combat), en Tchécoslovaquie (70 000 hommes, avec des missiles SCUD et une centaine d'avions), en Hongrie (65 000 hommes, avec trois cent soixante-dix avions) et en Pologne (40 000 hommes, avec des missiles SCUD). En décembre 1988, M. Gorbatchev a annoncé son intention de retirer, avant 1991, environ 50 000 hommes des territoires alliés en Europe.

Au Vietnam, l'URSS maintient environ 2 800 hommes et une trentaine d'avions de combat, et en république populaire de Mongolie (ex-Mongolie extérieure) environ 60 000 hommes (dont le quart est en cours de retrait, selon Moscou).

On recense enfin plusieurs milliers de conseillers techniques (de l'ordre de 25 000, selon des estimations de source occidentale) auprès de l'encadrement des armées locales en Amérique latine (notamment à Cuba, au Nicaragua et au Pérou), en Afrique et au Proche-Orient (principalement en Algérie, en Angola, en Ethiopie, en Irak, en Libye, au Mali, au Mozambique, en Syrie ou au Yémen du Sud), en Asie (notamment en Afghanistan, en Inde, au Cambodge ou au Laos). Ces détachements soviétiques, outre leur mission de formation, contrôlent également les matériels militaires que l'URSS a fournis à ces pays.

Le rapport annuel d'Amnesty International

Forte augmentation des « exécutions extra-judiciaires »

En 1988, dans une vingtaine de pays, « des dizaines de milliers de personnes ont été tuées délibérément et en toute illégalité par des agents gouvernementaux », indique Amnesty International dans son rapport annuel, rendu public mercredi 25 octobre (1).

L'Organisation de défense des droits de l'homme consacre cette année l'introduction du rapport « au phénomène des « exécutions extra-judiciaires ». Elle révèle que « les massacres et les assassinats ciblés, commis par des agents des Etats opérant en dehors du système judiciaire, ont atteint un niveau inédit en 1988 ». Dans la panoplie déjà très fournie de la terreur étatique, le recours à la « liquidation » physique, sans autre forme de procès, tend à devenir pour certains régimes la règle et non plus l'exception.

Parmi les victimes des exécutions sommaires figurent des opposants politiques, des membres de groupes ethniques ou religieux et des civils vivant dans des zones d'opérations militaires. Hommes, femmes et même enfants sont assassinés en plein jour, parfois devant leurs proches, ou dans le secret des cachots ; et par toutes sortes de moyens : balles, bombes, torture, poison, etc. « En Colombie, au Guatemala, au Salvador, en Syrie et aux Philippines, ces victimes ont souvent été atrocement mutilées avant d'être achevées », précise Amnesty.

Les situations de conflit servent souvent de prétexte, et le rapport cite toute une série d'exécutions

massives de civils commises par les militaires.

— En IRAK, où « plus de 5 000 » Kurdes ont été tués, par familles entières, lors de bombardements à l'arme chimique dans la région de Halabja et où un millier de survivants ont été sommairement exécutés ;

— Au BURUNDI, où des milliers de civils Hutus (ethnie majoritaire) ont été tués par les forces armées au service de la minorité tutsi ;

— Au PÉROU, où « les massacres et les exécutions imputables aux militaires dans les zones sous l'état d'urgence ont largement remplacé l'emprisonnement et le jugement par les tribunaux » ;

— En SOMALIE, en ETHIOPIE et au SUD SOUDAN, où les militaires affirmant des rébellions ont massacré des centaines de civils considérés comme des « ennemis » ;

— En BIRMANIE et au SRI-LANKA, où il en est allé de même dans le cadre de la lutte anti-insurrectionnelle.

De nombreuses personnes ont d'autre part été tuées par les forces gouvernementales pendant ou après des manifestations : en Israël (où 300 civils palestiniens ont été tués en 1988), en Algérie (au moins 176 manifestants tués), au Tibet où la police chinoise a tué des dizaines de manifestants indépendants.

En Iran 1 700 prisonniers politiques — dont une partie détenus sans jugement — ont été exécutés dans les mois qui ont suivi le cessez-le-feu avec l'Irak.

Dans plusieurs pays d'Amérique latine : Brésil, Colombie, Guaté-

mala, Salvador, Haïti et également aux Philippines, des « escadrons de la mort », liés aux forces armées, continuent à tuer opposants, suspects et défenseurs des droits de l'homme en toute impunité.

Des morts sous la torture ont, par ailleurs, été signalés au Bénin, en Guinée-Bissau, au Libéria, au Salvador, en Equateur, au Venezuela, en Chine, en Inde, en Indonésie, en Birmanie, en Syrie et en Turquie.

« Les massacres de civils, qui ont eu lieu en Chine en juin 1989, ainsi que les massacres de centaines de civils par les forces de sécurité au Sri-Lanka au cours des derniers mois montrent clairement que les exécutions extra-judiciaires se poursuivent », constate encore le rapport. Amnesty souligne que les Etats cherchent souvent à détruire ou à dissimuler les preuves des exécutions extra-judiciaires, en même temps que celles de leur propre responsabilité. « Mais la communauté internationale a connaissance des assassinats politiques beaucoup plus vite qu'auparavant », souligne l'organisation.

Au tableau du déshonneur

Comme tous ceux qui l'ont précédé, le rapport 1989 procède, région par région et pays par pays (133 au total), à un tour d'horizon des violations les plus graves des droits de l'homme en 1988. Ce qui donne, succinctement, le tableau du déshonneur suivant :

— Quarante-neuf pays (plus d'un sur deux) détenaient en 1988 des prisonniers d'opinion ou prisonniers politiques, c'est-à-dire des per-

sonnes incarcérées pour avoir voulu exercer leurs droits sans recourir à la violence. La Turquie emprisonne des milliers de personnes pour des motifs politiques ; la Grèce incarcère trois cents opposants de conscience et l'URSS comptait, début 1988, quelque trois cents prisonniers d'opinion, dont la moitié ont été libérés depuis. On en trouve encore en Afrique du Sud, en Afghanistan, à Cuba, au Nicaragua, en Ethiopie, en Inde, en Israël, à Singapour, en Syrie, en Jordanie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, au Vietnam, etc. Dans bien des cas, ces personnes sont détenues sans jugement ;

— Dans toutes les régions du monde, des gouvernements infligent des tortures et mauvais traitements à leurs prisonniers. Y compris, dans plusieurs pays (Irak, Guatemala, Israël, Turquie, Sri-Lanka) à des enfants ;

— Enfin, cinquante-huit pays ont eu recours en 1988 à la peine de mort, note Amnesty, qui a lancé en 1989 une vaste campagne internationale contre la peine capitale (le Monde du 26 avril).

Au regard de ce tableau particulièrement sombre, quand il n'est pas rouge sang, les améliorations (URSS, Pologne, Hongrie, Tunisie, Corée du Sud, Pakistan) sont rares et paraissent fragiles. De façon générale, la situation s'est plutôt aggravée en 1988, notamment au Proche-Orient et en Amérique latine.

R.-P. P.

(1) Amnesty International. Rapport 89. Les éditions francophones d'Amnesty International, 328 pages, 89 F.

RECHERCHE

N° 215 - NOVEMBRE 1989

LE CÉLACANTHE

par Peter L. Forey

HISTOIRE D'UNE INVASION

GÉNÉTIQUE par Dominique Anxolabéhère, Margaret G. Kidwell et Georges Périnet

LE POUVOIR CRÉATEUR DES MATHÉMATIQUES

par Alain Boutot

COMMENT EST NÉE L'ÉCOLOGIE

par Pascal Acot

MÉCANIQUE QUANTIQUE

ET MYSTICISME par Pierre Thuillier

dossier

LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE EN EUROPE

par Mark N. Franklin



29F

PROCHE-ORIENT

LIBAN : l'application de l'accord de Taëf

L'élection présidentielle devrait avoir lieu avant le 7 novembre

L'accord intervenu au sein du Parlement libanais sur « les principes d'une entente nationale (...) devrait permettre la mise en place d'institutions renouées et la restauration de la souveraineté du Liban, dont le retrait de toutes les forces non libanaises du territoire doit être l'aboutissement », estime le gouvernement français. Un communiqué publié, mardi 24 octobre, par le Quai d'Orsay souligne également que les principes auxquels ont souscrit les députés « constituent une étape très importante dans le processus de réconciliation et de paix au Liban ».

DJEDDAH

de notre envoyé spécial

Le Liban devrait avoir un président de la République avant le 7 novembre, pour assurer le succès de l'accord de Taëf auquel sont

parvenus les soixante-deux parlementaires libanais, le Comité tripartite (Arabie saoudite, Algérie, Maroc) a décidé d'aller très vite.

C'est en effet avant cette date que le Comité a appelé à la convocation du Parlement libanais à Beyrouth, qui, au cours de la même séance, devra élire son président, ratifier le document d'entente nationale qui prévoit à la fois des réformes du système politique libanais et définit les relations futures entre la Syrie et le Liban et, enfin, élire le président de la République, dont le Liban est privé depuis le 23 septembre 1988.

Dans un long communiqué lu par le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud El Faycal, mardi 24 octobre, lors de la clôture de ces assises parlementaires, présidée par le roi Fahd d'Arabie saoudite, en présence des ministres des affaires étrangères algérien et marocain, le Comité tripartite a, d'autre part, annoncé la poursuite de son action en faveur de la restauration de la souveraineté libanaise, affirmant que « les chefs d'Etat arabes suivraient l'applica-

tion et la ratification des accords à conclure entre les gouvernements syrien et libanais » sur le sort des troupes syriennes au Liban.

A défaut d'obtenir, comme ils l'espéraient au départ, un calendrier de retrait définitif de l'armée syrienne, les élus du camp chrétien ont eu satisfaction sur deux points : la poursuite d'une certaine forme de partenariat arabe au-delà même de la durée de l'accord et l'engagement que le Comité tripartite arbitrerait les divergences d'interprétation qui pourraient naître de l'application de celui-ci.

Une concession au camp chrétien

Si ce communiqué de cinq pages, rédigé en des termes très diplomatiques et dans lequel le mot souveraineté revient à plus de dix reprises, fait constamment référence à la résolution du sommet de Casablanca « la seule acceptée par la Syrie », il n'en affirme pas moins la détermination des pays arabes à voir le Liban recouvrer sa pleine indépendance, ainsi que sa

souveraineté, et à suivre de très près cette affaire.

Dans une autre concession faite aux élus du camp chrétien, le Comité tripartite précise que le rôle de sécurité dévolu aux forces syriennes pendant les deux années où elles devront aider les forces légales libanaises s'arrêtera à l'issue de cette période, c'est-à-dire que l'armée syrienne sera alors regroupée sur les positions prévues par l'accord, mais sans mission sur la scène intérieure libanaise.

Sur le papier tout au moins, les élus du camp chrétien ont donc reçu des garanties susceptibles d'apaiser leurs craintes quant au retrait de l'armée syrienne du Liban. Ce retrait restera toutefois fonction d'un accord entre les deux gouvernements, comme l'exigeait la Syrie, qui a, pour sa part, largement le temps d'en étudier les formes.

Toutefois, au Liban plus qu'ailleurs, deux ans — et sans doute plus — c'est beaucoup, et la situation peut évoluer de manière à remettre en cause les principes acquis.

C'est maintenant sur le délégué du Comité tripartite arabe au Liban, M. Lakhdar Ibrahim, que repose l'organisation des élections, la prochaine étape d'importance dans le processus engagé à Taëf. M. Ibrahim a en effet reçu la tâche délicate d'établir, « en concertation avec les autorités concernées », un plan de sécurité autour du lieu de la réunion du Parlement, qui devrait être la villa Mansour, située sur le passage du Musée reliant les secteurs chrétien et musulman de la capitale libanaise. C'est là que sont prévues les futures élections. Le président sortant du Parlement, M. Husseini, a toutefois précisé que, « en cas de force majeure », celles-ci pourraient avoir lieu « n'importe où ailleurs ».

A moins de quinze jours de cette réunion, de nombreux problèmes restent en suspens, le premier étant la coopération nécessaire du général Aoun, dont l'armée contrôle la partie est de Beyrouth. Les contacts se poursuivent avec lui, indique-t-on. Mais on estime que, en refusant l'offre que lui a faite, dimanche soir, M. Ibrahim de

venir en Arabie saoudite participer à la réconciliation nationale en cours, il s'est d'une certaine façon lui-même exclu du jeu.

Reste que son attitude démontrera déterminante et, dit-on, c'est avant tout au sein du camp chrétien que ce problème doit être réglé. En attendant, il semble que les députés résidant dans les régions sous le contrôle du général Aoun vont laisser passer quelques jours avant de rentrer au Liban. Certains d'entre eux, dont M. Georges Saadé, président du parti Kataeb, se rendaient, mercredi 25 octobre, à Rome, où ils ont sollicité une audience du pape. Sur les soixante-deux députés réunis à Taëf, cinquante-six n'auraient pas l'intention de rentrer directement au Liban, une dizaine d'entre eux, dont M. Husseini, devant en outre effectuer une visite dans les deux autres pays du Comité tripartite, l'Algérie et le Maroc.

Restent aussi les problèmes qui peuvent surgir du côté des milices pro-syriennes, dont l'attitude à l'égard de l'accord de Taëf est pour le moins négative.

FRANÇOISE CHIPAUX

Malgré le soutien populaire en sa faveur

Le général Aoun est politiquement isolé dans le camp chrétien

Plus le général Michel Aoun, premier ministre en exercice dans le secteur chrétien, « l'homme du refus » du pacte de Taëf, réunit de manifestants venus appuyer son rejet du « diktat consacrant l'hégémonie syrienne sur le Liban », plus il apparaît politiquement isolé dans son propre camp.

BEYROUTH

de notre correspondant

En plusieurs vagues, ce sont de trente mille à quarante mille personnes, peut-être même cinquante mille, essentiellement des jeunes, qui sont venus lui apporter leur caution enthousiaste, alors que l'ensemble du réduit chrétien observait, mardi 24 octobre, avec plus ou moins de conviction, l'ordre de grève lancé par les médias « aounistes ». A l'échelle du réduit chrétien et de son million d'habitants (qui ne doivent plus être que huit cent mille aujourd'hui, compte tenu des départs provoqués par la « guerre des six mois » encore toute récente, c'est beaucoup. Dans l'entourage du général on y a vu un plébiscite, et celui-là s'est montré épi à lui-même dans ses harangues à la foule : pugnace, intransigent, sûr de son bon droit et de sa bonne cause, proche de la population.

Il a répété ses arguments contre le pacte de Taëf, l'élément nouveau

de son discours étant une invitation à tous les députés, y compris ceux qui résident hors du réduit, à venir discuter librement dans le secteur chrétien, où il s'engage à garantir leur sécurité, le document qu'ils viennent d'approuver « offre de convaincre leurs interlocuteurs qu'ils ont eu raison de l'approuver ou de se laisser convaincre du contraire et de revenir sur leur erreur ». C'est, évidemment, une vue de l'esprit. En pratique, l'élément important du discours du général Aoun est plutôt l'engagement, qu'il a réitéré, de « poursuivre son action jusqu'au bout ».

Donc, jusqu'à nouvel ordre, la situation demeure bloquée à Beyrouth, et l'épreuve de force risque de s'exacerber dès lors qu'il s'agira de passer à l'application du pacte de Taëf, ce qui ne saurait tarder compte tenu de la date limite du 7 novembre fixée par le Triumvirat pour les élections des deux présidents du parlement et, surtout, de la République.

La prise de position du patriarche maronite, Mgr Sfeir, claire et nette, mardi, en faveur du pacte de Taëf, n'a pas été une surprise ; elle n'en constitue pas moins un coup dur pour le général Aoun. « Nous remercions Dieu de l'accord qui est intervenu et qui, de toute manière, est une revendication essentielle dans les circonstances actuelles (...) Nous ne pouvons que remercier le Triumvirat arabe (...) Les députés ont adopté la

position que leur a dictée leur conscience nationale », a souligné Mgr Sfeir, s'inscrivant en faux contre les thèses du général.

L'ombre du patriarche

Il s'en est expliqué ainsi : « Le compromis de Taëf ne donne pas satisfaction à tout le monde, c'est clair, mais il est apparu qu'on ne pouvait aller au-delà : ce sont les limites de ce qui pouvait être fait car les Libanais ne sont pas seuls impliqués, le monde arabe et la communauté internationale le sont également ». Et si le patriarche a donné un satisfait au général en déclarant : « Dans l'absolu, ceux qui refusent l'accord sur la souveraineté ont raison », il a, dans la

même phrase, blanchi les députés en ajoutant : « Mais, dans la pratique, ceux qui ont signé l'accord ont aussi raison ».

Tous les dirigeants politiques vont ainsi pouvoir s'abriter sous l'ombre du patriarche : les députés, les forces libanaises (milices chrétiennes), de longue date en état de rivalité, sinon d'hostilité, avec le général Aoun — bien qu'elles aient été contraintes de combattre à ses côtés durant la « guerre des six mois » — et même des hommes comme M. Dany Chamoun (chef du PNL), qui l'a toujours soutenu mais qui est en train de se rallier aux décisions de Taëf.

En proclamant sa candidature à l'élection présidentielle à partir de Paris, M. Raymond Edde lui-même — bien qu'il ergote sur la constitu-

tionnalité du document de Taëf — ne l'accepte-t-il pas de facto en s'engageant dans une élection organisée selon le processus défini par ledit document ?

Comment le général Aoun contraindra-t-il tout cela ? D'autant plus que les obstacles qui ont entravé, par le passé, l'élection présidentielle sont, cette fois, d'office aplatis : la villa Mansour est, en principe, d'ores et déjà choisie pour la séance, et l'émissaire de la ligue, M. Lakhdar Ibrahim, est chargé d'organiser un périmètre de sécurité tout autour, en faisant appel, si nécessaire, à des militaires algériens, marocains ou autres. Ce sera bien difficile. D'autant que la position de la France, favorable au pacte de Taëf, ajoutée à toutes celles qui parviennent du monde entier — notamment des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, d'Espagne, de Jordanie — est venue donner au processus engagé un élan déterminant.

On commence aussi, à Beyrouth, à parler des présidentielles. En se portant candidat, M. Raymond Edde a rappelé qu'il était apparu, en septembre, comme l'homme incarnant les aspirations cachées de beaucoup de Libanais, en particulier musulmans. Mais aujourd'hui, parmi les nombreux noms cités, émerge nettement, jusqu'à nouvel ordre, celui de M. René Mouawad, député de Zghorta, modéré et vieux routier de la politique libanaise, bien accepté par tous les camps.

LUCIEN GEORGE

« J'accepte toutes les réformes »

déclare le chef du gouvernement chrétien

Commentant l'accord de Taëf, le général Michel Aoun souligne, dans un entretien au *Figaro*, publié mercredi 25 octobre, qu'il n'y a pas opposé un « non catégorique ».

« Au contraire, déclare-t-il, j'accepte toutes les réformes institutionnelles. Qu'elles soient bonnes ou mauvaises, je ne m'en mêle pas. C'est une affaire libanaise. Si tout le monde est d'accord, je m'incline ».

En revanche, concernant la présence syrienne, le général Aoun déclare : « Ce qui est évoqué dans l'accord (de Taëf), c'est un vague redéploiement, puis, deux ans après l'installation des nouvelles institutions, un retrait (...) Non, à Taëf, il fallait établir un calendrier précis, avec une carte : tel jour, retrait là et là. Il fallait qu'on sache ».

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Le « télévangéliste » Jim Bakker condamné à quarante-cinq ans de prison

WASHINGTON

de notre correspondant

Quarante-cinq ans de prison, pour ce qui n'est après tout qu'une escroquerie comme une autre... Jim Bakker, le télévangéliste au visage poupin, n'aura pas été épargné par la justice des hommes, et plus précisément par celle du juge Robert Potter, dit « Maximum Bob ». Accusé d'avoir détourné pour son usage personnel plus de trois millions de dollars (sur un total de cent cinquante-huit millions) recueillis par l'intermédiaire de son ministère télévisé, Jim Bakker avait été reconnu coupable au début du mois d'octobre par un jury populaire (le *Monde* du 7 octobre).

Mais, conformément au droit américain, c'était au juge de déterminer souverainement la sentence et il a la main très lourde : la long fusillade ou le ridicule l'emportait sur le nouveau, où une prostituée racontait comment elle avait fait chasser l'homme de Dieu, tandis que

son épouse, faux cils gigantesques et larmes disponibles à la demande, sortait d'une résidence de nouveaux riches pour affirmer sa foi en son mari et dans le Seigneur, tout cela s'achève donc sur un épilogue plutôt pénible : l'accusé sortant du tribunal menotté aux mains et fers aux pieds. Sur le trottoir on vendait les inviolables t-shirts « Go to jail » (« Va en prison »), et seuls quelques inconditionnels chantaient encore « Jim, nous t'aimons ».

Que Bakker ait abusé de la naïveté de gens simples, souvent âgés et aux ressources modestes, a de toute évidence été considéré comme une circonstance aggravante. L'accusé a en outre escopé de 500 000 dollars d'amende, tandis que plusieurs de ses associés ont été condamnés à de lourdes peines de prison.

Un excellent collègue, le télévangéliste Pat Robertson, ex-candidat à l'investiture républicaine, fut le premier à se féliciter d'une condamnation qui l'a « ravi »... « Dieu a nettoyé son

Eglise », a ajouté M. Robertson. Le ravissement peu charitable de M. Robertson s'explique facilement. Une série de scandales, à base de sexe et d'argent, a sérieusement ébranlé la profession, et nombre de ces « églistes », organisés autour d'une émission de télévision et d'une sorte de club, sont en déconfiture : séparer le « bon grain » de l'ivraie devenait urgent, dans l'intérêt bien compris des hommes prédicateurs.

Mais un certain nombre d'observateurs, et même de justes, se posent tout de même des questions devant l'énormité de la peine : M. Bakker ne pourra être libéré sous caution avant dix ans et fera donc toute sa vieillesse en prison, alors que les nouvelles « directives », qui devraient servir dans l'avenir de guide aux juges américains, conseillent pour une escroquerie de cette ampleur une peine d'environ deux ans de prison. « Nous avons complètement perdu le sens des proportions », confiait un ancien juge fédéral, interrogé par la chaîne ABC.

JAN KRAUZE

La présence militaire syrienne

Voici le passage du communiqué du comité tripartite arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) traitant de la présence militaire syrienne au Liban : « Les forces syriennes présentes au Liban termineront leur rôle de sécurité dans deux ans au maximum, comme il a été mentionné dans la charte nationale, et les forces légales libanaises prendront alors la responsabilité totale de la sécurité à la place des forces syriennes, qui seront déployées dans les régions mentionnées dans la charte nationale. Le temps pendant lequel les forces syriennes resteront dans ces régions sera précisé par l'accord qui devra être conclu entre les deux gouvernements, syrien et libanais, et le sommet sera concerné par la ratification et par l'application de cet accord ».

M. Aress : oui, mais au plan américain. — Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, a fait savoir au secrétaire d'Etat M. James Baker que Jérusalem acceptait, sous deux réserves, ses idées sur un dialogue israélo-palestinien. Dans une lettre reçue lundi 23 octobre à Washington, M. Arens insiste pour que le secrétaire d'Etat donne l'assurance que l'OLP ne participera pas indirectement à ces discussions. La seconde réserve prévoit que le dialogue ne porte que sur l'organisation d'élections en Cisjordanie et Gaza.

CHILI

Mesure de clémence en faveur de deux syndicalistes relégués SANTIAGO

de notre correspondant

Purgant depuis plus d'un an une peine de rélegation en province, MM. Mammel Bustos et Arturo Martínez, principaux dirigeants de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), ont été graciés, lundi 23 octobre, par le général Pinochet. Les deux syndicalistes étaient accusés par les autorités d'avoir appelé, il y a deux ans, à une journée de grève générale.

L'arguement de MM. Bustos (démocrate-chrétien) et Martínez (gauche) doit en réalité être mis à l'actif de M. Lech Walesa. En effet, le leader de Solidarité, répondant à une invitation du CUT, devait arriver jeudi 26 au Chili pour y manifester son soutien aux deux délégués ; une demande de clémence qu'il avait adressée au chef de l'Etat la semaine dernière était restée sans réponse formelle.

Le général Pinochet a préféré faire ce petit pas en arrière plutôt que de laisser M. Walesa apporter sa contribution à la campagne électorale de l'opposition. Peut-être espérait-il ainsi qu'à la faveur de la mesure de grâce le dirigeant polonais accepterait de le rencontrer. Mais sa venue au Chili étant désormais sans objet, M. Walesa a décidé d'annuler son voyage.

G. B.

Le Djihad islamique propose la libération de ses otages contre celle de chiites détenus au Koweït

L'organisation terroriste du Djihad islamique, responsable de l'enlèvement d'Occidentaux au Liban, dont deux Américains, a de nouveau proposé, mardi 24 octobre, d'échanger ces derniers contre la libération de dix-sept chiites emprisonnés au Koweït.

Dans un communiqué publié à Beyrouth, le Djihad affirme que ses « combattants » ne « s'arrêteront pas tant que leurs frères d'armes ne seront pas relâchés ».

Ce communiqué, remis à une agence de presse internationale, était accompagné d'une photo polarisée du journaliste américain Terry Anderson, enlevé le 16 mars 1985.

Le Djihad a également revendiqué la responsabilité de l'enlèvement, le 9 juin 1985, d'un autre Américain, M. Thomas Sutherland, doyen de l'université américaine de Beyrouth.

Le mouvement terroriste a réclamé à plusieurs reprises dans le passé la libération des dix-sept chiites détenus depuis décembre 1983 pour une série d'attentats contre des intérêts américains, français et koweïtiens. — (AP, Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

هنا من الجيد

AFRIQUE

Une coopération teintée de morosité

Le budget de la « Rue Monsieur » augmente, mais le marasme économique de l'Afrique ne contribue pas à créer un élan mobilisateur

M. Jacques Pelletier, qui a fait adopter, mardi 24 octobre, par l'Assemblée nationale le projet de budget 1990 pour le ministère de la coopération et du développement, ne veut surtout pas donner l'image d'un homme en proie au doute. La part de la « Rue Monsieur » dans l'aide publique de la France au développement « devrait se stabiliser ou se diminuer que légèrement », mais ses crédits — d'un montant de 7,3 milliards de francs — sont en augmentation de 4,80 % par rapport à 1989 (en valeur absolue). « On avait demandé 7 ou 8 %, dit le ministre. Vu la conjoncture économique que nous vivons, je ne suis pas mécontent. »

En-dehors de cet optimisme rituel dans un cabinet qui, bon an mal an, dispose d'environ 0,30 % du budget total de la nation, les motifs de morosité demeurent, malgré toutes les déclarations d'intention pour le sauvetage de l'Afrique, au sein du pouvoir et de la classe politique, qu'elle appartienne à la majorité ou à l'opposition.

Il y a d'abord le vieux débat sur le fonctionnement et les structures d'un ministère dont l'action se limite à ce qu'on appelle le « champ » : un ensemble de trente-six États, composés à l'origine des anciennes colonies de l'Afrique subsaharienne et de l'Océan Indien, mais qui s'est enrichi au fil des années de pays gagnés sous intelligence ou espionnage, sans parler du cas spécifique d'Élisabeth, des Caraïbes, de la Grande-Bretagne.

Façon au monde anglophone, on a voulu privilégier — comme le demandaient d'ailleurs les intéressés — les pays francophones, auxquels se sont joints essentiellement d'anciens sujets de Liégeois, assez enclins à faire place à la langue de Molière. Ce qui est cohérent sur le plan culturel pose quelques problèmes en économie. Même dans une Afrique sous-développée, il faut tenir compte des entités régionales. En attendant que le Nigeria passe éventuellement de la compétence du Quai d'Orsay à la

sième, la « Rue Monsieur » cède d'agrandir le « champ » quand l'actualité lui en fournit l'occasion. « On a demandé à Matignon de dire si la Namibie est pour nous », indique M. Pelletier. Puisqu'il s'occupe de l'Angola, pourquoi pas aussi de l'ancien Sud-Ouest africain, promis à une prochaine indépendance ? Au demeurant, si l'Afrique du Sud résout un jour ses problèmes intérieurs, on peut imaginer que se crée autour d'elle un pôle de développement dont l'Afrique francophone devra bien tenir compte, et un événement de cette ampleur dépassera de beaucoup les actuels problèmes d'attribution.

Pendant longtemps, le ministère de la coopération a fait de la figuration à côté de la cellule africaine de l'Élysée. Le sentiment de beaucoup d'Africains est que le premier rôle incombe maintenant aux fonctionnaires du ministère des finances. Le Quai d'Orsay gère 10 % de l'aide publique de la France aux pays pauvres, le ministère de la coopération 20 %, et le Trésor 70 %.

M. Pelletier assure ne pas avoir à céder à un quelconque dictat de la

haute technocratie du budget. « Avec Charasse et Bérégovoy, nos rapports sont très corrects », dit-il. Mais il ironise peut-être quand il assure sur le ton du contentement : « Nous passons un temps fou à nous concerter avec les autres ministères. » On envoie quelquefois qu'il y a un problème dans un pays, on envoie quelquefois un rapport.

En dehors de ces problèmes « franco-français » de compétence territoriale et d'arbitrage budgétaire, la « Rue Monsieur » doit s'accommoder de l'impérialisme de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, ces grands dispensateurs des concours supranationaux qui imposent leurs conditions à une Afrique en faillite. A droite comme à gauche, on dénonce en France la brutalité de leurs méthodes. « La Banque mondiale voulait closer sur l'Afrique ce qu'elle avait réussi ailleurs », affirme M. Pelletier. Nous lui avons dit qu'elle allait trop loin, qu'elle déstabilisait les États.

Nous constatons qu'elle est devenue un peu plus modeste. Il y a maintenant un dialogue de fond sur les effets sociaux de l'ajustement structurel.

Au mois d'avril, beaucoup d'encore et de salive ont été dépensés pour un débat à l'Assemblée nationale sur la coopération et l'aide au développement. M. Pelletier constate que, finalement, cela « n'a pas eu de grandes répercussions ». A l'époque, il s'était toutefois félicité d'un « relatif consensus sur la nécessité de coopérer avec le tiers-monde, non seulement pour des raisons affectives et humanitaires, mais, aussi, conformément à nos intérêts bien compris ».

Les propositions du RPR

Quand il a présenté son budget à la presse, la semaine dernière, le ministre de la coopération n'avait « pas encore eu le temps » de prendre connaissance du « projet pour un monde solidaire » que M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR,

a exposé le 17 octobre, et à l'élaboration duquel le président occupant de la « Rue Monsieur », M. Michel Aurillac, a pris une part importante.

Si ce projet est le premier d'une série qui paraîtra sous le titre générique d'« Idées pour la France » sous l'impulsion de M. Michèle Alliot-Marie, a dit M. Juppé, c'est pour marquer que « la politique d'aide au développement est un élément-clé de la conception gaullienne de l'action extérieure de la France ». Cela au moment où « le danger existe qu'un rapprochement entre l'Est et l'Ouest donne l'impression aux pays du Sud que va se constituer un bloc du Nord d'autant plus égoïste qu'il serait homogène ».

Les considérations des gaullistes sur la détérioration des termes de l'échange et sur l'inhumanité des politiques de rigueur ordonnées par le FMI ne dépasseraient pas sous la plume de M. Mitterrand. Mais le RPR ne voit pas l'intérêt de l'effacement comptable d'une dette africaine devenue de toute façon impayable si cela ne s'accompagne pas d'une restauration des crédits sur une base saine. Concrètement,

il préconise la création de deux fonds internationaux chargés de la gestion et du rachat de la dette, dont l'existence sauvegarderait les intérêts des créanciers et des débiteurs.

Bien que le RPR demande la création d'un véritable ministère du développement qui aurait pour mission de gérer la totalité de l'aide aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, il a une vision moins bien-mécanisée que le Parti socialiste et veut privilégier l'action en faveur des anciennes colonies. Il s'élève contre « l'idée que l'Afrique serait un continent condamné à rester définitivement à la traîne » et déplore « un désengagement sensible des entreprises françaises sans que les pouvoirs publics aient réagi avec la vigueur requise ».

Les hommes politiques de la majorité et de l'opposition sont conscients de la désaffection pour l'Afrique et essaient d'y remédier chacun à sa façon. Mais ils ont de plus en plus de mal à convaincre les décideurs du secteur privé, sans les investissements desquels la coopération sera un mot creux.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Palabres franco-africaines

Malgré des situations délicates et d'inévitables chamailleries, Paris reste un partenaire attentif et fidèle des dirigeants du club francophone

« Ah ! ces chefs d'État africains, soupire ce diplomate qui les a beaucoup fréquentés, ce sont de grands enfants ! Il faut constamment les mater. » Pour un oui ou pour un non — un conseil, un appui, une réclamation — ils décrochent leur téléphone pour appeler Paris. Et Paris, c'est d'abord et avant tout l'Élysée.

Ainsi, l'ancienne puissance coloniale est-elle, aujourd'hui, prise à témoin du conflit en patenité qui oppose, à propos des négociations

de paix entre frères ennemis angolais, M. Félix Houphouët-Boigny, le président ivoirien, au maréchal Mobutu Sese Seko, son homologue zaïrois. Rien ne va plus entre le doyen des chefs d'État francophones et celui qui aspire impatiemment à le devenir. A son corps défendant, Paris est donc mêlé à cette querelle de clochers africains.

Avec les chefs d'État africains, mieux vaut savoir langue gardée, car le contenu d'une conversation a

vite fait le tour du continent. Les présidents se téléphonent sans arrêt et se racontent tout. Un commentaire ainsi colporté peut facilement froisser la susceptibilité de celui auquel il n'était pas directement adressé.

Les chefs d'État du « pré carré » forment un club très uni, peu ou pas du tout fêlés. Avant qu'ils voient d'un oeil soupçonneux les Sommes annuels franco-africains, auxquels ils tiennent beaucoup, s'élargir, avec la bénédiction de Paris, à certains de leurs pairs lusophones et anglophones.

Pas d'amitiés particulières. Les membres du cercle de famille francophone font des crises de jalousie s'ils devaient que l'ancien métropole à des petits chouchous et leur manifeste trop ostensiblement ses sympathies. Ainsi, au plus chaud du conflit sénégal-mauritanien, l'Élysée a-t-il dû finement manœuvrer pour tenir la balance égale entre les deux protagonistes. Au point de veiller à ce que ses envoyés, spécialement reçus à Dakar et à Nouakchott le même jour, à la même heure, pour y tenir strictement le même discours...

Fermer boutique

La morale voudrait pourtant que la France, comme il lui est arrivé de le faire ailleurs qu'en Afrique, module ses relations en fonction de l'honorabilité de ses interlocuteurs. Lorsqu'il était dans l'opposition, le Parti socialiste voulait aux géométries du maréchal Mobutu, irrespectueux des droits de l'homme. Une fois au pouvoir, il s'est résigné à dialoguer avec lui, jugeant qu'en définitive il avait, seul, la carrure pour maintenir la fragile unité de l'ex-Congo belge.

Au-delà de certaines réalités difficiles à ignorer, les liens économiques, stratégiques, politiques et — pourquoi pas ? — affectifs sont si forts entre les pays du « champ » et leur ancienne métropole que celle-ci n'a ni la volonté ni même le goût de séparer le bon grain de l'ivraie. La France a boudé la Chine après les massacres de la place Tiananmen, mais elle est restée celle au lendemain des exécutions sommaires de deux ministres burkinais. « Si nous devions nous contenter d'entretenir des relations suivies avec les seuls régimes africains qui suivent la lettre un code de bonne conduite, confie un diplomate, nous n'aurions plus qu'à fermer boutique... »

L'Afrique francophone est un tout à prendre ou à laisser, du moins l'ont-ils ainsi à Paris. Pas question d'avoir des états d'âme. Les pays du « champ » sont ce qu'ils sont : il faut faire avec. Ce parti pris de réalisme oblige les dirigeants français à dépenser leur temps, peut-être beaucoup plus que nécessaire, en palabres et en voyages pour satisfaire les exigences, voire le simple amour propre de leurs homologues africains.

M. René Laporte, le président d'UTA, a-t-il laissé entendre que la récente destruction du DC 10 a été provoquée par une manière explosive embarquée à Brazzaville



qu'aucun des autorités congolaises, en guise de représailles, menacent de boycotter la compagnie française et que l'Élysée est appelé à calmer le jeu. N'avait-on pas vu, en mars 1984, M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, se rendre la mine penaud à Libreville pour raisonner le président gabonais, M. Omar Bongo, au compte de l'emportement après la publication d'un ouvrage qui donnait de son régime une image peu flatteuse ?

Lorsqu'elles ont été implicitement mises en cause par l'agence de presse burkinabise dans la récente tentative de putsch contre le président Blaise Compaoré, les autorités françaises, qui évitent de prêter le flanc aux accusations de néo-colonialisme, se sont étonnées de ces insinuations. Il est vrai que, dans le passé, Paris ne s'en est pas toujours privé, pour des motifs plus ou moins avouables, de s'ingérer dans les affaires intérieures de ses anciennes colonies. Ce fut par exemple le cas, en septembre 1986, au Togo, lorsqu'à la demande du président Gnassingbé Eyadema, en mauvaise posture, l'Élysée consentit, en vertu d'un accord de défense, à dépêcher sur place un corps expéditionnaire. Ce fut aussi le cas en septembre 1979, en Centrafrique, lorsqu'il fut décidé en haut lieu de détruire Bokassa, dont les pitreries impériales avaient fini par ne plus amuser personne.

Menus services

Au sein du club francophone, les « vieux », donc les « sages », ceux qui bénéficient du privilège de l'âge et de l'ancienneté au pouvoir, donnent le ton. Ils supportent de plus en plus mal de voir des têtes brûlées se livrer aux affaires à la faveur d'un putsch parfois sanglant qui dessert l'image du continent noir. Comme ce fut le cas en octobre 1987, au Burkina-Faso, avec l'assassinat du très médiatique capitaine Thomas Sankara.

Les convictions idéologiques, si tant est que chacun ne se soit rallié à un pragmatisme de bon aloi, pèsent peu dans la qualité des relations entre chefs d'État, le « capitaliste » président Bongo

n'est-il pas au mieux avec son homologue congolais, le général marianais Sasson Ngisso, dont il vient d'épouser la fille...

Entre membres du club, on se rend de « menus » services. Le président béninois, le général Mathieu Kérékou, vient de renvoyer discrètement à son homologue centrafricain, le général André Kolingba, un lot d'opposants politiques qui avaient trouvé refuge dans son pays. Sait-on jamais, à charge de revanche ?

Noirs et blancs

Question de langue, mais aussi de comportement, les chefs d'État francophones ont du mal à communiquer avec leurs pairs anglophones. Plus grave, le conflit entre Dakar et Nouakchott a illustré la sourde méfiance qui régit les rapports entre tous ces Africains noirs et les Africains « blancs », qu'ils soient mahagrébins, mauritaniens ou libyens.

Avec ses cent millions d'habitants, le Nigeria, le « poids lourd » africain, inquiète ses voisins, notamment francophones, qui craignent que celui-ci n'en arrive un jour à bousculer les règles d'un jeu bien établi. Mais le plus dérangeant et le plus imprévisible des chefs d'État du continent demeure, et de loin, le colonel Mouammar Kadhafi. Ses pairs africains qui l'ont couronné en vain pour ses pétro-dollars continuent à le mésestimer, de crainte — l'affaire du Tchad est là pour le prouver — de subir les contre-coups de ses colères, voire de ses foudrues.

En définitive, aux yeux des membres du club francophone, l'ancienne puissance coloniale reste, malgré d'indéfectibles chamailleries, qui, en général, ne prêtent pas à conséquence, le plus attentif et le plus fidèle des partenaires, prêt à répondre présent en cas de coup dur, qu'il s'agisse, par exemple, de voler au secours de la compagnie multinationale Air Afrique en pleine déconfiture ou de tenir en respect le grand méchant loup libyen en quête d'aventures. De « grands enfants », ces présidents africains ? Peut-être, mais pauvreté et insécurité obligent...

JACQUES DE BARRIN

« Je me suis toujours demandé pourquoi les appareils KLM ont la couleur du ciel. »

« Ils ont été les premiers dans les airs, ils se devaient de choisir les premiers ! »

Fondée le 7 octobre 1919, KLM fut la première compagnie aérienne dans le ciel. Une expérience que nous avons mise à profit pour poser les bases d'un service attentif, accueillant, fiable et ponctuel. Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: KLM

EUROPE

ROUMANIE : avant le quatorzième congrès du PCR

Un Front de salut national demande aux délégués de limoger M. Ceausescu

Dans le discours qu'il a prononcé, mardi 24 octobre à Bucarest, devant un plénum du comité central du Parti communiste roumain, M. Nicolae Ceausescu a dénoncé l'« intensification des activités des cercles réactionnaires et anticomunistes » qui cherchent à s'immiscer « dans les affaires intérieures des pays socialistes » et à « déstabiliser et affaiblir la construction du socialisme ». Dans une claire allusion à la situation en Hongrie, en Pologne, ainsi qu'en URSS, le chef de l'Etat roumain a de nouveau attaqué les « réformistes » et les « thèses qui sont proclamées et commencent à être pratiquées dans certains pays socialistes ».

Selon des diplomates occidentaux à Bucarest, le limogeage récent, en RDA, de M. Erich Honecker — vieil ami de M. Ceausescu — aurait été accueilli avec consternation et une certaine nervosité au sein de la direction du PC roumain, toujours aussi réticente au changement.

A quelques semaines de l'ouverture du quatorzième congrès national du Parti communiste roumain (PCR), qui devrait se tenir du 20 au 25 novembre à Bucarest, un certain nombre de membres du parti, regroupés dans un Front de salut national, ont adressé un « appel » à ceux d'entre eux qui ont été élus délégués pour qu'ils démissionnent. M. Nicolae Ceausescu de ses fonctions.

Les contestataires, dont on ignore l'importance numérique, prient leurs camarades — pour lesquels ils éprouvent un respect tout à fait relatif puisqu'ils les qualifient de « masse inerte » — d'arrêter pour une fois « de mystifier, encenser, écouter et applaudir » durant cinq jours la dictature Ceausescu et de réclamer une vraie discussion, « avec courage et esprit de sacrifice s'il le faut », pour sortir la Roumanie d'une impasse tragique.

Il demande à ces délégués qui, au fond d'eux-mêmes, « sont, la plupart, conscients de la situation catastrophique actuelle », de monter à la tribune pour dire la vérité sur les réalités économiques, sociales et politiques. La liste de ces tristes « réalités » est longue : incompetence des cadres, investis-

tements ratés, plans de production irréalistes, rationnement en série, exportation de produits à des prix inférieurs aux coûts de production, désastre de l'agriculture en raison de l'exploitation des paysans qui sont remplacés « par des étudiants, des élèves, des militaires, des droits communs [et parfois] des ouvriers d'usines ». Avec pour résultat, selon les signataires de cet appel, que « tous les ans, une grande partie de la récolte reste sur pied » et qu'une grande partie de la population « est condamnée à la famine ».

Autres thèmes qui mériteraient un débat public au congrès dans la Roumanie d'aujourd'hui : les carences de la politique de santé, la mortalité infantile, la réapparition de maladies telles que la syphilis, la tuberculose et la gale, les pénuries de médicaments. Egalement mentionnée : la faillite totale du système d'éducation, autrefois prisé, qui a pratiquement tiré un trait sur la formation générale. Le baccalauréat a été transformé en « parade », les enseignants étant notamment obligés de présenter des « statistiques triomphales » en fin d'année. Les douze années d'école obligatoire ont provoqué un désin-

Visite du marché de Bucarest

Pour l'heure, en tout cas, M. Ceausescu paraît maîtriser cette contestation, et Moscou, qui a d'autres chats à fouetter, ne semble pas particulièrement pressée de contribuer à la chute d'un régime, peu gorbatchévien — c'est évident — mais qui, sur le plan com-



mercial, lui rend bien des services, ne serait-ce que sous la forme de fournitures de produits chimiques... et de denrées alimentaires.

Les changements à Varsovie et à Budapest, le limogeage plus récent de M. Erich Honecker à Berlin-Est, n'ont pas fait changer d'avis le numéro un de Bucarest. Dans un discours prononcé le 16 octobre à Sinistra-Nasaud, lors d'une visite dans le sud-ouest du pays, il a dit en substance que la Roumanie n'entendait pas revenir à un état d'« esclavage » en adoptant les mesures prises en Pologne et en Hongrie. Il a maintenu son attachement viscéral à l'économie centralisée et a certifié que la Roumanie ne travaillerait jamais avec les « capitalistes ».

L'approche du quatorzième congrès du PCR aidant, M. Ceau-

sescu avait quelques jours plus tôt « fait le marché » à Bucarest. Il y avait constaté, selon des organes officiels, de « grandes insuffisances », concernant notamment l'hygiène alimentaire. Comme de coutume, dans ce pays, il en a imputé la responsabilité à des « cadres incompetents » dans les ministères. « Les récoltes », a-t-il ajouté, « sont suffisantes pour subvenir aux besoins de la population » et réaliser « l'objectif d'autarcie que la Roumanie s'est fixée ». Des photos, dans la presse, montrent M. Ceausescu, devant des étalages de poissons frais et de légumes de saison, produits qui sont d'habitude quasiment inexistant.

Toujours est-il que le quatorzième congrès du PCR doit être, selon M. Ceausescu, « un résumé

des grandes réalisations » et ouvrir « de nouvelles perspectives pour l'application sans failles des principes du socialisme scientifique ». Sans doute, espère-t-il que le nouveau Centre civique de Bucarest — de style mussolinien et néo-classique, bref « ceausescuien » — et le boulevard de la victoire du socialisme seront enfin inaugurés à cette occasion. Les cérémonies, qui devaient consacrer la démolition d'une partie du centre historique de la capitale roumaine, étaient prévues pour la fête nationale, le 23 août dernier. Elles ont dû être ajournées. On dit que certains architectes et entrepreneurs récents, bien qu'appointés par le régime, ne seraient pas étrangers à ces retards. Fait inhabituel en tout cas, le quatorzième congrès du PCR a été « préparé » par un plénum du comité central les 24 et 25 octobre.

ALAIN DEBOVE

□ Un pasteur s'enferme dans son église. — Le pasteur protestant Laszlo Tokes, persécuté par les autorités roumaines pour avoir donné en juillet dernier une interview critiquant le régime roumain à la télévision hongroise, s'est enfermé depuis vendredi 20 octobre dans une église de Timisoara, dans l'ouest de la Roumanie.

Selon des sources dissidentes, le pasteur entend ainsi protester contre le régime de M. Nicolae Ceausescu et contre son expulsion forcée vendredi dernier de son appartement à Timisoara.

Laszlo Tokes a récemment adressé une lettre à M. Ceausescu dans laquelle il proteste contre les persécutions dont il est l'objet et demande une amélioration du sort de la minorité hongroise de Roumanie qui se plaint de mesures d'assimilation forcée. — (AFP.)

Un grand de l'informatique, ça se reconnaît toujours.



A quoi reconnaît-on un vrai « grand » de l'informatique, non pas un grand d'hier, mais un grand d'aujourd'hui et de demain ?

A sa santé financière, signe incontestable d'une entreprise

une tradition de rigueur et de qualité.

A l'esprit des hommes et des femmes qui l'animent : esprit d'équipe, esprit de qualité, esprit de conquête qui poussent chacun à se dépasser pour que l'entreprise se surpasse en permanence.

Dans le nouveau paysage informatique, ce constructeur-là joue d'ores et déjà un rôle de premier plan.

Parce qu'il a su évoluer au rythme des technologies.

Parce qu'il a compris que les solutions informatiques de demain doivent privilégier la dimension humaine et relationnelle.

Parce que, pour lui, créer la valeur, c'est mettre la technique au service de l'homme, et non l'inverse...

Peut-on encore passer à côté de NCR ?

NCR France
Tour Neptune, Cedex 20
92086 Paris La Défense
Tél. : (1) 49.03.27.75

NCR

Pour créer la valeur

comme un mini Universel comme un standard.



La Computing Platform
Olivetti Systems and Networks a introduit la première Computing Platform. Elle incarne un concept totalement nouveau, destiné à avoir un effet décisif sur l'évolution de la technologie informatique. Le CP 486 se situe en droite ligne de la priorité qu'Olivetti a faite depuis toujours à la liberté de choix pour l'utilisateur. La Computing Platform associe parfaitement la puissance et les fonctionnalités d'un mini à la convivialité et la compatibilité d'un ordinateur personnel, tout en offrant la polyvalence qu'un standard du marché. Offrant toutes les performances dont on peut disposer avec les architectures système, la Computing Platform est prête à supporter tout type d'application existant actuellement ou qui apparaîtront par la suite.

Seul Olivetti pouvait avoir introduit ce nouveau concept, étant donné sa parfaite compréhension du monde de la mini et des PC, son engagement vis-à-vis des standards et de l'architecture système ouverte.

L'Olivetti CP 486, la première Computing Platform, utilise le nouveau et très puissant processeur d'INTEL, le 486 à 25 MHz, l'architecture 32 bits **ISA** ainsi que les contrôleurs d'entrée/sortie haute performance.

Serveur de réseau local
Parce qu'il a développé le tout nouveau logiciel de télécommunications de MICRO-SOFT, le CP 486 est tout à fait destiné à assurer les fonctions d'un serveur de réseau local. Associé à la rapidité de l'INTEL 486 (3 fois plus puissant que le 386, avec une capacité de traitement de 15 millions d'opérations par seconde), il exploite pleinement les performances du nouveau bus 32 bits

ISA. Ce bus a été créé pour fonctionner avec les systèmes existants, mais est compatible avec les cartes d'extension de demain.

Très haute performance
Le CP 486 est une excellente station de travail. Fonctionnant sous MS-DOS ou MS-OS/2 et associant le nouveau bus 32 bits d'ISA au microprocesseur 486 d'INTEL, le CP 486 est un ordinateur très puissant.

Une des caractéristiques techniques plus remarquables réside dans le nouveau contrôleur de périphérie de 32 bits, l'ESC (EISA SCSI controller), qui autorise une étonnante vitesse de transmission de 33 mégabits par seconde.

Technologie informatique: présent, futur et passé
Il est tout à fait clair que le CP 486 est un outil assez extraordinaire. Serveur de réseau local autant que station de travail haute performance, le CP 486 peut également être utilisé comme station technique (CAD/CAM) pour des applications graphiques et mathématiques, ou bien comme serveur d'applications fonctionnant sous MS-DOS/MS-OS/2 multitâches et UNIX. Il peut aussi servir de serveur au sein de stations de travail.

Grâce à la puissance, la compatibilité et la configurabilité, vous guider, des maintenant à travers les années, sans avoir à faire aucun des choix que vous avez faits jusqu'à présent. Grâce au CP 486, les entreprises seront capables de mener leur politique d'investissement en logiciels, indépendamment des choix qu'elles ont faits en matière de matériel.

La technologie informatique au présent, au futur, au passé, converge pour la première fois sur un seul et même système: la Computing Platform d'Olivetti.

Notre force est votre énergie

olivetti

NER

EUROPE

RDA : l'élection du nouveau chef de l'Etat

Le timide dialogue proposé par M. Krenz se heurte à la méfiance de la population

Au nombre des événements à ranger dans la catégorie déjà riche du « jamaie vu en RDA », on a pu noter, mardi 24 octobre, les refus de cinquante-deux députés (vingt-six contre et vingt-six abstentions) d'élire M. Egon Krenz président du conseil d'Etat.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

La chambre du peuple avait été réunie pour tirer les conséquences de la chute d'Erich Honecker et le remplacer dans toutes ses fonctions électorales par M. Krenz. Seul, parmi les dirigeants déchu, M. Günther Mittag était présent. Il a voté sans hésitation son éviction de la vice-présidence du Parlement et de la présidence de la commission de l'industrie, du bâtiment et des transports. Les votes se faisaient à main levée et sans appel nominal, on ne connaît jamais les noms des opposants à M. Krenz. Mais ces voix proviennent sans aucun doute des rangs du LDPD, le Parti libéral-démocrate dirigé par M. Manfred Gerlach. Cette formation liée depuis toujours aux communistes du SED dans le cadre du Bloc des partis démocratiques essaie maintenant de récupérer à son profit le mouvement populaire. Ses instances dirigeantes ont longuement et passionnément débattu de l'opportunité de présenter ou non un candidat contre M. Krenz. M. Manfred Gerlach a finalement décidé d'attendre un moment plus favorable pour se poser comme chef d'une opposition légale. Il a d'ailleurs invité publiquement les membres du mouvement le plus connu de l'opposition, Nouveau Forum, à rejoindre les rangs du LDPD.

Une fois élu, M. Egon Krenz a prononcé une allocution qui se situait dans la ligne de son adresse aux citoyens de la RDA de mercredi dernier. Le nouveau chef de l'Etat et du parti propose avec

insistance un « dialogue » à toutes les catégories de la population mais rappelle que celui-ci doit se dérouler dans le cadre de la Constitution de la RDA, dont il a cité avec emphase l'article premier : « La République démocratique allemande est l'Etat socialiste des ouvriers et des paysans ; elle est l'organisation politique des travailleurs de la ville et de la campagne sous la direction de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste ».

Ainsi, le Parti communiste n'est pas prêt à abandonner son rôle dirigeant mais il est disposé, selon M. Krenz, à revivifier les organes de cette « démocratie socialiste dont nous avons besoin comme l'air qu'on respire ». Ainsi les ministres seront désormais tenus de rendre des comptes réguliers de leurs activités devant le Parlement et le vote des lois pourra comporter plusieurs lectures.

Bien conscient que ce « détartrage » du système existant ne saurait suffire à contenter une population qui veut une vraie démocratie et tout de suite, M. Krenz a indiqué que, pour les prochaines élections locales et nationales, en 1991,

la loi électorale pourrait être modifiée. Ainsi le nouveau numéro un, qui a répété, à l'instigation des manifestants, qu'il entendait « régler politiquement les problèmes politiques », lâche un peu de lest : il ne sera pas fait usage de la force contre les manifestations pacifiques. Mais il n'apporte aucune réponse à la principale revendication populaire : la reconnaissance légale de l'opposition.

« Nous sommes la concurrence ! »

Cette attitude a provoqué une réaction immédiate dans les rues de Berlin-Est. A 17 heures, mardi, plus de dix mille personnes, des jeunes en majorité, ont défilé dans le centre de la capitale en criant : « Egon Krenz, nous sommes la concurrence ! » et en reprenant les mots d'ordre maintenant bien connus à travers tout le pays : « Légalisez Nouveau Forum ! », « Elections libres ». La police s'est encore une fois contentée de régler la circulation, et les automobilistes bloqués par le cortège ont donné un concert d'avertisseurs pour saluer les manifestants : « Ça fait maintenant cinquante-six ans que ce pays

n'a jamais vu le peuple descendre dans la rue sans y être forcé », faisait remarquer l'un de ces automobilistes.

Devant cette mobilisation et cette méfiance persistante, M. Krenz a décidé d'accélérer le mouvement. Le bureau politique réuni mardi a décidé de présenter au Parlement un projet de loi sur les voyages à l'étranger qui pourrait être définitivement adopté fin novembre. Chaque citoyen de la RDA pourrait obtenir un passeport et solliciter un visa de sortie vers l'Ouest sans avoir à indiquer le motif de son voyage et sans avoir à indiquer la présence de membres de sa famille en RFA.

Le comité central est convoqué pour le 8 novembre prochain. On s'attend, lors de cette réunion, à une nouvelle charrette d'exclusions du bureau politique : MM. Erich Mielke, chef de la sécurité d'Etat, et Kurt Hager, l'idéologue anti-gorbatchévien, pourraient être sacrifiés à la colère populaire, alors que M. Hans Modrow, principale figure des réformateurs au sein du SED, devrait être promu.

LUC ROSENZWEIG

A TRAVERS LE MONDE

RFA

Ouverture du procès de terroristes kurdes

Le procès en RFA de dix-neuf Kurdes inculpés de meurtres, séquestration et appartenance à un groupe terroriste s'est ouvert, mardi 24 octobre, au tribunal de Düsseldorf. Ces personnes, de nationalité turque, sont accusées d'avoir participé en République fédérale à des représailles contre d'anciens membres ou sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Pendant le week-end, six mille Kurdes et des sympathisants avaient manifesté à Düsseldorf contre ce procès qui doit durer au moins deux ans, réclamant la libération de leurs compatriotes. A Paris, une soixantaine de manifestants kurdes ont occupé, mardi, le jardin de l'ambassade de RFA pendant une demi-heure pour protester contre la brutalité de la répression vis-à-vis de leurs compatriotes, ce procès « politique » et l'aide allemande à la Turquie. De même, en Suède, une cinquantaine de réfugiés kurdes ont occupé pendant une heure les locaux de la compagnie Lufthansa pour les mêmes raisons. — (AFP.)

TURQUIE

Un troisième tour est nécessaire pour l'élection présidentielle

Un troisième tour aura lieu pour l'élection présidentielle le 31 octobre au Parlement turc, le deuxième tour n'ayant pas permis, mardi 24, l'élection d'un des deux candidats en lice.

Favori de cette élection, le premier ministre, M. Turgut Ozal, a recueilli les suffrages de 256 des 284 députés de son parti, le PMP, Parti de la Mère patrie. Aux deux premiers tours de l'élection présidentielle, la majorité requise par la Constitution est des deux tiers (300 sur 450).

L'autre candidat, M. Fethi Celikbas, également du PMP, n'a obtenu que 17 voix. Comme le premier, le 20 octobre, ce deuxième tour a été boycotté par les deux partis de l'opposition représentés à l'Assemblée, le Parti populaire social-démocrate et le Parti de la Juste Voie. Pour le troisième tour, seule la majorité absolue est requise. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : FANC

va intensifier la lutte armée. — Le responsable des affaires étrangères du Congrès national africain (ANC), M. Thabo Mbeki, a déclaré, mardi 24 octobre, que son organisation s'apprêtait à renforcer la lutte armée pour obtenir le démantèlement de l'apartheid. « Non seulement la lutte armée va continuer, mais elle va être intensifiée » pour accroître la pression sur le gouvernement minoritaire blanc du président Frederik de Klerk, a-t-il déclaré. « Nous sommes en train d'essayer d'accroître notre capacité militaire », a-t-il indiqué et, « pour mener une lutte militaire, il faut des troupes, correctement entraînées et correctement équipées. Nous devons nous assurer quelles sont partout ». — (AFP.)

CAMBODGE : confirmation de la chute de Pailin.

— Les Khmers rouges se sont bien emparés de la ville minière de Pailin, à l'ouest du pays, près de la frontière thaïlandaise (Le Monde du 24 octobre), a-t-on confirmé, mardi 24 octobre, à Bangkok. D'autre part, la ville de Svay Chhak, à environ 30 kilomètres de Siem Reap, a été prise par les combattants du Front de libération nationale du peuple khmer (nationaliste non communiste). — (AFP.)

URSS

Un soldat pour trente-deux habitants au Haut-Karabakh

Le blocus du Haut-Karabakh continue et les transports routiers à travers cette région autonome peuplée en majorité d'Arméniens, enclavée en Azerbaïdjan, sont « pratiquement impossibles », a déclaré, mardi 24 octobre, lors d'une conférence de presse à Moscou, le général Youri Chataïne, responsable des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur.

Le général a fourni quelques chiffres sur le déploiement des troupes en Transcaucasie. Plus de tiers de ces 10 000 soldats sont stationnés au Haut-Karabakh, où les Azéris et les Arméniens sont virtuellement

en état de guerre civile, a indiqué le général Chataïne. Cela signifie qu'il y a 1 soldat pour 32 habitants dans cette région. Il a également précisé qu'il y avait 1 800 soldats en Arménie, 3 600 en Azerbaïdjan, dont 2 600 à Bakou, la capitale ; 4 500, par ailleurs, sont stationnés en Géorgie. Le responsable des forces du ministère de l'Intérieur a indiqué qu'environ 300 personnes avaient trouvé la mort dans des conflits interethniques depuis le début de 1988. Le général a ajouté que la tension au Nagorny-Karabakh restait « extrêmement dangereuse ». — (Reuters, AFP.)

Surenchère démocratique

Suite de la première page

Un tiers des membres du Congrès avaient ainsi été élus, l'année dernière, non pas par le corps électoral dans son ensemble, mais par les membres (ou, plus souvent, les directions) du Parti communiste, de l'Académie des sciences, des syndicats, de l'Union des écrivains, ou encore... de l'Association des philatélistes. Très vivement critiquée, cette disposition n'avait pas seulement permis de donner plusieurs voix à ceux des Soviétiques qui sont membres d'un ou plusieurs de ces mouvements et qui pouvaient donc voter plusieurs fois sous différentes casquettes. Elle avait également assuré des sièges à des personnalités conservatrices qui n'auraient sans doute pas trouvé autrement de circonscription où se faire élire.

Dans la pratique, beaucoup de ces organisations, et notamment le parti, avaient toutefois été amenées à établir des listes représentant leurs différentes tendances et ces députés « d'organisations » (au nombre de cent pour le Parti communiste) étaient donc fondus dans les différents courants de l'ensemble du Congrès. Reste que si le Congrès donne raison au Soviet suprême, le parti ne bénéficiera plus dans les prochains scrutins de sièges réservés.

Ce n'est pas ça qui lui assurait une majorité qui n'est, de toute manière, plus automatique en raison de ses affrontements internes. Le fait que le Soviet suprême — dont les trois quarts de ses membres sont communistes — ait décidé de retirer un privilège institutionnel au parti n'en marque pas moins la force de la dynamique parlementaire.

Légitimité populaire

Moins d'un semestre après les premières élections partiellement libres de l'Union soviétique, le centre du pouvoir se déplace lentement, mais sûrement, du comité central vers le Parlement ; des hommes nouveaux commencent à se révéler dans les séances et en commissions, et M. Gorbatchev lui-même n'est plus assuré de pouvoir toujours se faire entendre.

Absent, mardi, des débats, il avait expliqué la veille que l'élection directe des présidents des républiques en ferait des « gouverneurs », et violerait surtout le prin-

cipe de la plénitude des pouvoirs aux soviets. Entraîné par les députés baltes, le Soviet suprême a, lui, été séduit par l'idée de doter les républiques de véritables chefs d'Etat bénéficiant d'une légitimité populaire que les institutions n'assurent jusqu'à présent à personne.

Elu, lui, chef de l'Etat soviétique par le Congrès, au deuxième degré donc, M. Gorbatchev pourrait, en conséquence, avoir demain à traiter avec un président estonien, arménien, azerbaïdjanais ou ukrainien, élu au suffrage universel. La possibilité (que les républiques pourraient ou non saisir) d'organiser leur élection présidentielle au suffrage universel devrait renforcer l'indépendance des républiques, accentuer plus encore que prévu la nouvelle prédominance de l'appareil d'Etat sur celui du parti et accélérer enfin, par la personnalisation de la lutte politique, la cristallisation de nouveaux partis.

La dynamique parlementaire crée une dynamique politique, et le Soviet suprême vient de se révéler d'une audace que les députés les plus réformateurs croyaient réservée au Congrès.

BERNARD GUETTA

Un projet de télévision « indépendante » — Une chaîne de télévision « indépendante », Nika-TV, pourrait émettre de façon régulière en URSS dans un an environ, indique son promoteur, M. Nikolai Loutsenko, dans l'hebdomadaire Nedelia. Cette chaîne, qui se consacrerait principalement à l'information, a déjà des locaux à Leningrad, Tachkent et Alma-Ata (Asie centrale) ainsi qu'à Perm, dans l'Oural. Elle serait contrôlée par un conseil de surveillance composé de députés soviétiques, de représentants des Komsomols (Jeunesse communistes), de l'Union des cinéastes ou de l'Agence Novosti. Nika-TV utiliserait, dans un premier temps, le réseau de diffusion de Gostelemdio, la radio-télévision d'Etat. La future chaîne aurait déjà signé deux contrats à Hollywood l'autorisant à diffuser 5 000 des « meilleurs films américains ». — (AFP.)

PRÉCISION. — M. Adamichine est vice-ministre des affaires étrangères d'URSS. Une commission typographique a rendu intelligible le libellé de cette fonction dans l'article consacré au voyage de M. Robert Badinter en URSS (Le Monde du 25 octobre).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA COMMUNICATION

OFFRE PUBLIQUE DE VENTE AU SECOND MARCHÉ DE LA BOURSE DE PARIS DU 24 OCTOBRE 1989

La demande ayant dépassé les 150 millions de titres pour une offre de 850 000 titres, la Société des Bourses françaises, les banques introductrices, la société de Bourse Nivard Floray et les actionnaires Matra et Paribas ont décidé de procéder à une seconde offre publique de vente le vendredi 27 octobre dans les conditions suivantes :

• Prix de souscription : 156 F
• Blocage d'un tiers des fonds sur les demandes.
Les fonds seront bloqués jusqu'au lundi 30 octobre. Le choix du tiers du montant a été retenu pour tenir compte de la période de blocage sur trois jours.
Matra communication remercie le marché de lui avoir accordé sa confiance.
Une notice est à la disposition du public auprès des services financiers de Matra communication. Tél. : (1) 34-60-79-33.

Les instants les plus épicés ne sont pas les plus chers

MARRAKECH

VOL ALLER-RETOUR À PARTIR DE

1 160 F

06, BD SAINT-MICHEL 42 73 10 54 - 36 35 MF

NOUVELLES FRONTIÈRES

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71 Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimé en France par I.L.M. 94521 YVY

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 42-47-98-01

ABONNEMENTS BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 390 F	1 390 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARES RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE

Le « Raspoutine » de M^{me} Thatcher

LONDRES
de notre correspondant

M^{me} Thatcher est rentrée mercredi 25 octobre d'un sommet agité du Commonwealth à Kuala Lumpur pour trouver le discord dans sa maison. Une polémique a en effet éclaté en son absence entre son principal conseiller économique, sir Alan Walters, et le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson. Sir Alan est un économiste qui professe des vues ultra monétaristes et est résolument hostile à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le système monétaire européen. M. Lawson est un partisan déclaré de l'adhésion au SME. Il a publiquement invité mardi celui qu'il a qualifié de « conseiller à temps partiel du premier ministre » à garder ses opinions pour lui-même...

Sir Alan partage son temps entre les Etats-Unis, où il enseigne à l'université John Hopkins, et le 10 Downing Street, où il dispose d'un petit bureau. Le chancelier de l'Echiquier est traditionnellement logé au 11 de la même rue mais ce voisinage n'a pas facilité la communication entre les deux hommes, qui sont désormais à court-circuit. Le fait que sir Alan, un élégant sexagénaire, a l'oreille de M^{me} Thatcher dont il fut le conseiller à plein temps de 1981 à 1983, et qu'elle a fait anéantir en 1983, alors que les relations entre la « Dame de fer » et le chancelier sont loin d'être chaleureuses, n'arrange évidemment pas les choses.

D'origine modeste, fils d'un militant communiste, sir Alan se situe très à droite et contribue régulièrement aux travaux d'un club de réflexion américain ultra conservateur, l'« Enterprise Institute ». En juin 1988, il avait

donné à un magazine économique américain peu connu un article dans lequel il critiquait le principe même du SME, affirmant des monnaies au gré du marché, et se prononçait contre l'adhésion de la livre. Ce texte, qui vient seulement d'être publié, a suscité la colère de M. Lawson et déclenché un débat animé aux Communes.

La politique officielle du gouvernement, réaffirmée par M^{me} Thatcher au sommet européen de Madrid en juin dernier, est un effet que la Grande-Bretagne est décidée à entrer dans le SME même si elle attend pour ce faire une réduction de l'inflation britannique à un niveau équivalent à celui de ses partenaires. « Les idées de sir Alan sont les siennes et non celles du cabinet. Ecoutez plutôt ce que disent les ministres. Ce sont eux qui ont la responsabilité de définir la politique du gouvernement », a déclaré M. Lawson.

Ces dissensions ont fait l'objet aux Communes d'une attaque en règle de l'opposition travailliste. M. John Smith, chancelier de l'Echiquier du cabinet fantôme, a affirmé qu'elles étaient à l'origine des difficultés économiques actuelles. Plusieurs députés conservateurs, ce qui est nettement plus surprenant, n'ont pas davantage mâché leurs mots. L'un d'eux a ainsi décrit sir Alan comme « une sorte de Raspoutine » et de « bouffon potelé du 10 Downing Street ».

Devenu cet émoi, M. Lawson a voulu être encore plus clair. Dans une interview à la BBC, il a déclaré mardi soir : « Il est mauvais que les conseillers s'expriment en public. C'est une des règles du jeu, et l'une de celles que tout bon gouvernement doit observer ».

DOMINIQUE D'HOMBRES

Londres mettrait en concurrence les industriels français et américains pour la définition d'un missile nucléaire

La Grande-Bretagne va mettre la France à égalité avec les Etats-Unis pour le cofinancement des études préparatoires à la conception d'un missile nucléaire aéroporté, qui serait commun aux armées de l'air du Royaume-Uni et de l'un des deux pays avec lequel les Britanniques collaboreraient.

Depuis quelques années, déjà, la Grande-Bretagne envisage de remplacer les bombes nucléaires larguées par gravitation de ses Tornado par un missile air-sol tiré du même avion à distance de sécurité pour l'équipage. Elle a le choix entre deux formules : le missile SRAM (ou son dérivé encore à l'étude, le SRAM-T) qui équipe les bombardiers nucléaires américains ou le missile ASMP (air-sol à moyenne portée) qui arme les Mirage-IV et les Mirage-2000-N de la France.

A ce jour, le gouvernement britannique n'a pas arrêté sa décision, mais on sait que la Royal Air Force ne cache pas ses préférences pour le missile nucléaire américain.

Pour cette raison, un contrat de préétude, d'une valeur de 10 millions de francs, a été passé par le Royaume-Uni aux constructeurs du SRAM, afin d'établir notamment si Britanniques et Américains pourraient ensemble concevoir un missile dérivé qui aurait des performances améliorées. De source autorisée, à Paris, on laisse entendre que la Grande-Bretagne s'apprête à adresser à la société française Alcatel, qui a produit le missile ASMP, une somme équivalente pour examiner comment, de part et d'autre de la Manche, on pourrait mettre au point un missile plus perfectionné (en discrétion par rapport à la détection adverse et en rayon d'action accru), à charge pour les deux pays partenaires de concevoir l'adaptation de sa propre tête nucléaire.

Les 10 millions de francs du Royaume-Uni viendraient s'ajouter aux 10 millions de francs que, de son côté, le budget français de la défense consacrerait par an à ce projet.

Dans l'attente de ce cofinancement britannique, on considère, à la Délégation générale pour l'armement, que le gouvernement de M^{me} Margaret Thatcher manifeste ainsi, concrètement, sa volonté de placer les Etats-Unis et la France à égalité de chances si, dans les six mois à venir, comme il en est question, le Royaume-Uni devait finalement choisir le pays avec lequel ses industriels auront à coopérer.

Ce programme de missile air-sol à tête nucléaire serait - s'il donne

lieu à une collaboration franco-britannique - le premier du genre entre les deux pays, et il deviendrait le symbole d'une entente dans le domaine de la sécurité européenne. Français et Britanniques ont toujours, jusqu'à présent, conçu séparément leurs panoplies nucléaires, stratégiques ou préstratégiques, qui sont indépendantes les unes des autres. En dérivant un nouveau missile aéroporté de l'ASMP actuel, qui est de construction spécifiquement française, les deux pays n'enfreindraient aucun des traités de limitation des Euromissiles qu'ils n'ont pas signés et qui, pour l'instant, ne s'appliquent qu'aux systèmes d'armes soviétiques et américains à base de missiles sol-sol intermédiaires.

L'optimisme français en la matière doit, cependant, être tempéré par le fait que le Royaume-Uni pourrait accepter, d'autre part, le stationnement sur son sol d'avions de combat américains, du modèle F-15 E, porteurs de missiles nucléaires SRAM. Le projet est à l'étude, si l'on en croit la presse britannique, pour être effectif en 1991.

Dans ce cas, la Royal Air Force, partisan de la solution du SRAM américain ou d'une version améliorée pour ses Tornado, pourrait faire valoir que le Royaume-Uni a tout à gagner d'une coopération avec les Etats-Unis, puisqu'il s'agit de partager la logistique d'un même système d'arme déployé sur des bases en territoire britannique.

ITALIE : une réforme préparée depuis vingt ans

Procédure pénale à l'américaine

ROME

de notre correspondant

Révolution à l'américaine dans les prétoires italiens : la défense et l'accusation enfin sur un pied d'égalité, l'avocat transformé, s'il le désire, en détective à la recherche de preuves, ou en négociateur échangeant avec le ministère public une réduction de peine contre les aveux de son client. A Rome, mardi 24 octobre, pour la première journée d'existence légale de ce nouveau code de procédure pénale - en chantier depuis plus de vingt ans - la presse a fait état de ce qu'on appelle ici « le syndrome de Perry Mason ». Dès lundi soir, minuit, dans tous les tribunaux italiens sont en effet tombées les estrades sur lesquelles permettaient aux représentants du ministère public de dominer physiquement leurs collègues de la défense.

Comme le fameux avocat de l'interminable série américaine, les défenseurs sont désormais au même niveau que l'accusation et, autre innovation, ils peuvent aussi procéder en audience à des contre-

interrogatoires. Comme disent les spécialistes, l'Italie passe d'une procédure de type « inquisitorial » à une mise en accusation plus proche de ce qui se fait ailleurs en Occident.

Fin le secret des instructions souvent interminables qui laissent, parfois gravement, les intérêts des inculpés, finis aussi les célèbres « maxi-procès », toute chose possible en vertu d'un code pénal hérité de la période fasciste (1931). Dorénavant, dès qu'un accusé contestera certains faits qui lui sont reprochés, s'ouvrira une enquête dite « préliminaire », et ce sont le ministère public et la défense - ensemble - qui recueilleront les preuves avant de les présenter à un magistrat. Celui-ci décidera alors s'il y a lieu ou non d'inculper. En clair, la présomption d'innocence sort renforcée de la réforme.

Le choc, en Italie est énorme et les réactions à chaud relativement partagées. S'ils sont, en grande majorité, d'accord avec les principes du nouveau code - « cela ne peut pas être pire qu'avant », - les


juges, ainsi qu'une partie de la classe politique, en contestent fermement la mise en application « trop brutale » à leur goût. Au point que le ministre de la justice, M. Giuliano Vassalli, quinze heures après l'entrée en vigueur de la procédure, a dû préciser, mardi, qu'il n'était « pas question » de la suspendre.

Les sept cent quarante-six articles de ce qui est devenu pour tout le monde le « code Vassalli » visent évidemment à alléger les procédures et à désengorger un système qui figure parmi les plus malades du monde développé. Et tout le problème est là, précisément. Le remède de cheval ne risque-t-il pas d'achever le patient ? Le système croûte déjà sous près de trois millions de procédures en retard par manque de juges, de personnel, de matériel, et même de tribunaux. L'Etat italien consacre 0,78 % du budget national à la justice. Nul doute que les justiciables prendront la réforme plus au sérieux lorsqu'un effort aura été fait de ce côté-là aussi, sinon d'abord.

PATRICE CLAUDE

SI J'AI RÉUSSI A OBTENIR POUR 30 F SEULEMENT LA VERSION D'ESSAI DE MICROSOFT WORD 5,

C'est que je lis la nouvelle formule de
l'Ordinateur Individuel, et que son numéro de novembre
ne vaut que 30 F.



L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

L'Ordinateur Individuel crée l'événement : sa nouvelle formule est entièrement au service des utilisateurs de micro-informatique en entreprise. Enfin un journal utile : un journal outil. L'Ordinateur Individuel crée l'événement et offre ce mois-ci 2 disquettes d'essai de MICROSOFT WORD 5. L'Ordinateur Individuel et ses disquettes, 30 F seulement chez votre marchand de journaux.

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
ÇA AIDE A RÉUSSIR

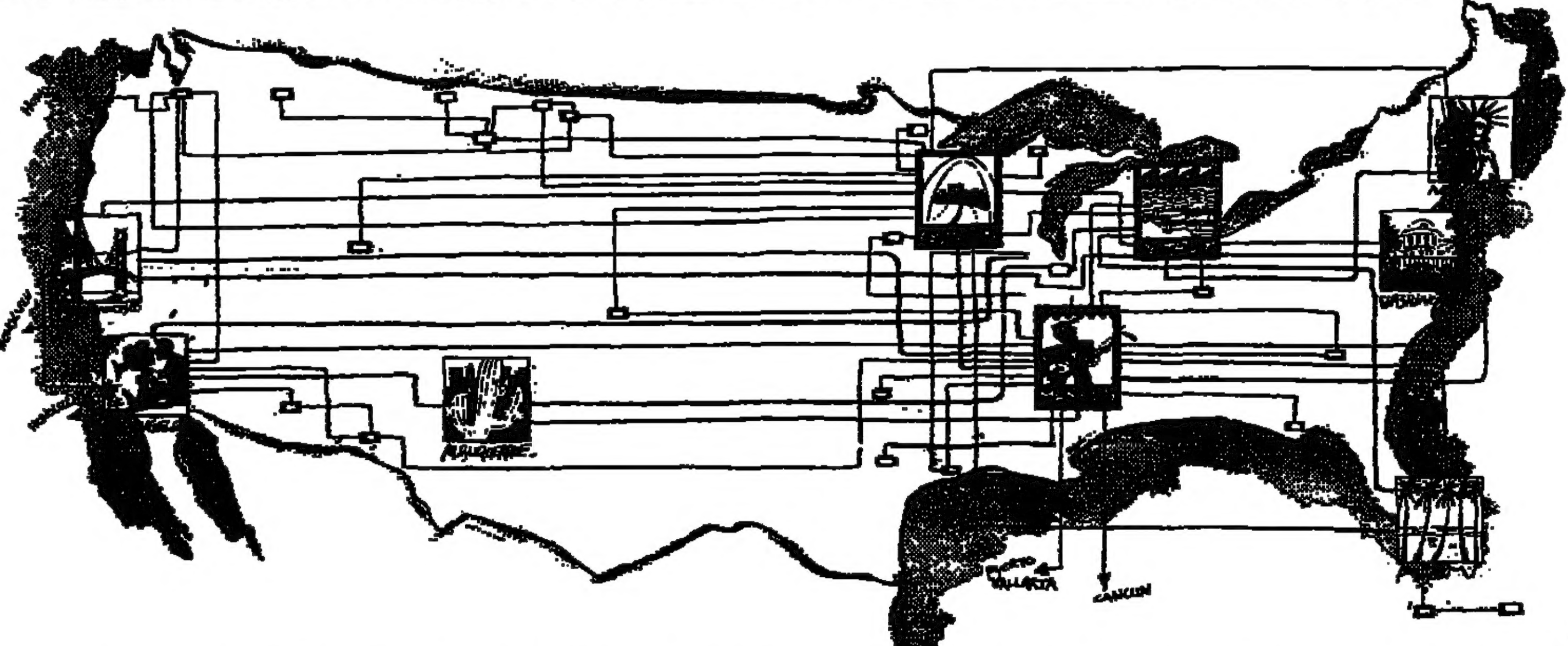
CEP GROUPE TESTS

ENFIN, UN RÉSEAU RÉSERVÉ AUX HOMMES D'AFFAIRES DONT VOUS N'AUREZ PAS A ROUGIR

DEVANT VOTRE FEMME.

PARIS-DÉTROIT NON STOP.

Si on vous dit que Détroit est l'escalade la plus logique pour rejoindre facilement la Californie, la Floride, le Texas ou même le Wyoming, vous n'allez pas nous croire. Et pourtant... grâce au réseau Northwest Airlines, à partir de Détroit, Minneapolis ou Memphis, vous avez à votre disposition près de 200 villes américaines, des formalités de douane et d'immigration faciles, donc un gain de temps important. Et tout ça, à partir de Détroit et en exclusivité Northwest Airlines. Quand on vous dit que vous n'aurez pas à rougir du réseau Northwest Airlines... Pour tout renseignement, contactez votre agence de voyage ou appelez-nous au (1) 42 66 90 00.



L'ESPRIT DE CONQUÊTE @ NORTHWEST AIRLINES

NORTHWEST

INTRA COMMUNICATION

POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Coopération : en quête de cohérence

Les députés ont adopté en première lecture, mardi 24 octobre, le budget de la coopération et du développement, présenté par M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement (lire page 5). Les crédits pour 1990 s'élevaient à 7,3 milliards de francs soit une hausse de 4,8 % par rapport à 1989 (0,80 % du budget général de l'Etat).

L'aide publique au développement s'élèvera en 1990 à 34,6 milliards de francs, soit une progression de 8,9 % par rapport à 1989 (0,54 % du PIB). Les groupes PS et UDC ont voté pour, le PC et l'UDF se sont abstenus, le RPR a voté contre.

En mai 1989, lors du sommet de Dakar, le président de la République, M. François Mitterrand, avait pris l'initiative d'annuler la totalité des créances d'aide publique au développement des trente-cinq pays les plus pauvres et les plus endettés d'Afrique sub-saharienne.

Cette disposition, la plus importante de la politique de coopération et de développement de la France pour 1990, ne figurait toutefois pas dans le budget présenté mardi 24 octobre par M. Jacques Pelletier. Inscrite au chapitre des charges communes du budget du premier ministre, elle ne sera soumise aux députés que le 15 novembre.

Une présentation budgétaire qu'a déploré M. André Bellen (PS, Alpes-de-Haute-Provence), rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères. « Une autre présentation ne s'imposait-elle pas symboliquement ? Nous serions bien obligés un jour de nous interroger sur le transfert de compétences de votre ministère à celui des finances », a-t-il déclaré à M. Pelletier. « Peut-on continuer de gérer ainsi un coup par coup ? », s'est demandé M. Bellen, en précisant qu'une majorité de députés avait exprimé en commission des affaires étrangères, le vœu que soit adoptée une loi-cadre en matière de coopération « afin de rendre plus de cohérence à notre action internationale en faveur du tiers-monde ».

« Cohérence », le mot devait revenir souvent. Si la plupart des députés se sont accordés à reconnaître les efforts budgétaires en matière de coopération et de développement, nombreux sont ceux qui ont reproché la dispersion des moyens entre les différents ministères.

Pour M. Richard Cazenave (RPR, Isère), il est urgent de lancer « une réforme ambitieuse des structures », alors que le gouvernement se contente selon lui « de gérer sans bien que mal ce qui existe, de bricoler, quand il faut reconstruire. (...) Avec 34,6 milliards, ce budget n'est pas en mesure de mobiliser les énergies au service d'une grande cause ».

M. Jean-Paul Fuchs (UDC, Haut-Rhin), a estimé pour sa part que la France « n'avait pas à rougir en matière d'aide publique au développement. Mais c'est l'efficacité de l'aide qui est mise en cause, son manque de cohésion ». Le ministre de la coopération ne gère, en effet, que 20 % des crédits, les autres étant dispersés entre le Quai d'Orsay (10 %), le Trésor (53 %) et une dizaine d'autres ministères, « sans compter », a précisé M. Fuchs, « les interventions élysées ». « Chaque aide a sa finalité, et souvent les intérêts du commerce ou de la politique extérieure comptent plus que ceux du développement ».

Des dons plutôt que des prêts

Au-delà des problèmes de structures et de répartition budgétaire, l'important, a observé M. Guy-Michel Chamveaux (PS, Sarthe), rapporteur pour avis de la commission de la défense, est que la France se situe au premier rang des sept pays industrialisés en matière d'aide au développement en lui consacrant 0,5 % de sa richesse nationale.

Un effort qui témoigne, selon M. Pelletier, de la volonté du gouvernement d'inscrire l'aide au développement parmi ses « priorités ».

Et, priorité entre toutes, c'est le soutien africain, dont la situation reste « préoccupante », qui doit continuer de mobiliser l'essentiel de l'aide française. L'effacement

de la dette des pays les plus pauvres, annoncé par M. François Mitterrand, est loin de résoudre tous les problèmes, a reconnu M. Pelletier. « Il reste à régler la dette des pays intermédiaires et elle est bien plus élevée. Les trente-cinq pays pauvres totalisent 18 milliards à 20 milliards de dettes, la Côte d'Ivoire à elle seule en a 85 milliards, dont une vingtaine à l'égard de la France ».

Le ministre de la coopération souhaite donc que le gouvernement s'oriente vers une politique « de dons plutôt que de prêts », d'autant, a-t-il précisé, que les prêts bonifiés sont accordés au taux de 0,80 % ou 0,85 % sur trente ans, avec dix ans de différé de remboursement : « Il s'agit donc en réalité de 80 % de dons, autant aller jusqu'au bout ».

La politique d'aide au développement en Afrique doit, selon M. Pelletier, répondre à deux « défis majeurs ». Elle doit tout d'abord aider à la « réorganisation des Etats » car « il n'y a pas de développement sans Etat pour garantir le droit, pour assurer la justice et la libre entreprise ». La coopération militaire est un des éléments de cette nécessaire stabilité.

Dans le budget pour 1990, l'aide militaire directe (la fourniture de matériel) augmente de 5 % et les stages proposés aux personnels militaires africains voient leurs crédits progresser de 9 %.

Autre défi : la valorisation des hommes, notamment par la formation des jeunes africains et l'effort consenti en faveur de l'éducation. Sur ce point, nombreux toutefois sont les députés qui se sont inquiétés de la baisse des effectifs des enseignants, au profit des techniciens.

Tous les députés se sont en revanche félicités de l'augmentation des dotations destinées à la coopération non gouvernementale (plus 19 % par rapport à 1989). Les crédits des organisations non gouvernementales (ONG) progressent de 88 % (4,250 millions de francs), tandis que ceux des associations de volontaires augmentent de 12,8 % (127,3 millions de francs).

Interrogé par M. Jean-Marie Duillet (UDC, Manche) sur le problème spécifique de la République d'Haïti, M. Pelletier a rappelé que le gouvernement français venait d'envoyer à ce pays une aide budgétaire de 30 millions de francs. Le ministre de la coopération a en outre annoncé qu'il se rendrait à Haïti au début de l'année 1990.

PASCALLE ROBERT-DIARD

Recherche et technologie : « l'arrivée à maturité » du programme nucléaire

Les députés ont adopté en première lecture, mardi 24 octobre, le budget de la recherche et de la technologie, présenté par M. Hubert Curien. Les crédits pour l'année 1990 s'élevaient à 24,1 milliards de francs, soit une augmentation de 4,3 % par rapport à 1989. Ce budget représente 1,98 % du budget général de l'Etat. Seul le PS a voté pour, les groupes communiste et centriste se sont abstenus, le RPR et l'UDF ont voté contre.

Il s'agit entre eux et visiblement ils s'en accommodaient fort bien. Deux professeurs agrégés d'université, quatre ingénieurs dont un polytechnicien, un chirurgien, un professeur de médecine, un agent du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) se sont notamment retrouvés mardi 24 octobre face à un chercheur devenu ministre. Le budget de la recherche et de la technologie est donc resté une affaire de spécialistes.

Pour M. Hubert Curien, ce budget répond à trois priorités : soutien à la recherche industrielle, effort en faveur de l'emploi scientifique, accroissement des moyens de la recherche fondamentale. Jugé unanimement insuffisant face aux exemples étrangers, la politique de recherche industrielle des entreprises est encouragée dans le budget 1990, avec des crédits en hausse de 20 % (5 milliards de francs), répartis entre le Fonds de la recherche et de la technologie (1,5 milliard de francs), l'ANVAR (845 millions), les crédits propres au budget de l'industrie (843 millions de francs) pour financer les actions de diffusion des « grands projets innovants » vers les petites et moyennes entreprises, ceux inscrits au budget des postes, des télécommunications et de l'espace pour la filière électronique (1710 millions de francs, en baisse par rapport à 1989) et enfin le crédit impôt-recherche.

Renforcé lors de la discussion de la première partie de la loi de finances, le dispositif du crédit impôt-recherche ne fait pas l'unanimité. M. Curien a tenu à préciser sur ce point que la mesure avait été « efficace » et qu'elle avait profité en priorité aux entreprises qui avaient réalisé le plus gros effort de recherche. M. Curien a toutefois annoncé qu'il allait demander au

ministère du budget de mettre en place « un programme important et régulier de contrôle » des sommes affectées par la collectivité à cette aide fiscale aux entreprises, répondant en cela au vœu exprimé au nom de la commission des finances par M. Emile Zuccarelli (app. PS, Haute-Corse).

Pour M. Jean-Pierre Sauter (PS, Loiret), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, la France connaît « un véritable déficit » de sa recherche industrielle. « Deux cents entreprises concentrent 8 % de la recherche industrielle (...). Le problème est essentiellement culturel, a souligné M. Sauter et il faut persuader nos chefs d'entreprise et nos cadres que l'investissement prioritaire, pour une entreprise, c'est l'investissement dans la recherche. Sans cette « mutation culturelle », a ajouté le rapporteur, « les effets de l'incitation publique resteront des plus limités ».

Comme un portefeuille de Caisse d'épargne

Les organismes publics de recherche ne peuvent pas indéfiniment se substituer aux entreprises « pour exécuter des travaux qu'elles ne font pas », a observé de son côté M. Guy Hermerie (PC, Bouches-du-Rhône), qui estime que l'on ne régle pas le problème de l'insuffisance de la recherche industrielle en « multipliant les caudex (aux entreprises) de façon incontrôlée ». Comme ses collègues socialistes, le député communiste s'est déclaré favorable à un renforcement très sévère des contributions de l'attribution du crédit impôt-recherche.

Si les crédits affectés aux programmes aéronautiques civils (2,8 milliards de francs, soit +17 %) et ceux destinés à l'espace (7,1 milliards, soit +11 %) progressent fortement, la dotation budgétaire du CEA connaît, elle, une baisse de 4 points (6,2 milliards). Un choix, qui selon M. Curien, s'explique par « l'arrivée à maturité » du programme nucléaire. « Il faut maintenant réorienter les missions du CEA en fonction du soutien qu'elles peuvent apporter à l'industrie nationale », a déclaré M. Curien.

Deuxième volet : la politique en faveur de l'emploi scientifique. Sept cent cinquante créations d'emploi (dont quatre cent trente-deux postes de chercheurs) sont

inscrites dans le budget 1990 et des crédits supplémentaires sont affectés à l'amélioration des rémunérations des personnels de recherche, conformément à l'accord conclu le 11 juillet dernier avec leurs organisations syndicales. Ces crédits se traduisent notamment par la hausse de la rémunération des chercheurs en début de carrière (10 000 francs par mois pour un chargé de recherche), par la revalorisation de la prime de recherche et par la facilité accordée aux transformations d'emploi afin d'accroître le rythme des promotions. Là encore, plusieurs critiques se sont fait entendre, y compris dans les rangs socialistes.

Derrière priorité : l'accroissement des moyens en faveur de la recherche fondamentale, avec une dotation en hausse de 6 % pour les organismes publics de recherche (1,8 milliard de francs). Inégalement répartis, ces crédits ont été en priorité affectés à l'augmentation des soutiens de programme.

+ 6,9 % afin de renforcer la compétitivité des laboratoires, à l'INRA et à l'INSERM. Le gouvernement a en revanche suspendu son action en faveur de l'Agence française de maîtrise de l'énergie (AFME), compte tenu, a déclaré M. Curien des « résultats mitigés » obtenus dans le domaine des économies de matières premières.

Les députés ont enfin exprimé leurs « inquiétudes » sur la faiblesse des crédits de paiement des autorisations de programme, et demandé au ministre de la recherche et de la technologie de reprendre à son compte l'amendement de la commission des affaires culturelles tendant à les augmenter de 200 millions de francs.

Les critiques sur ce budget « pépère », selon l'expression de M. Jean-Michel Dubernard (RPR, Rhône), ou « géré comme un portefeuille à la Caisse d'épargne alors que des placements plus audacieux étaient permis », selon M. Bérar, n'ont cependant pas entamé la courtoisie des débats. Tout d'abord, parce que le ministre a confié dans un grand sourire que son grand-père était... « caissier à la caisse d'épargne de son village » et qu'il l'aimait beaucoup. Ensuite parce que M. Curien a affirmé que « peut-être un peu naïvement » il trouvait ce budget « bon ». Enfin parce que tous ces scientifiques passés ou présents, se trouvaient décidément fort bien ensemble à parler de choses si sérieuses...

P. R.-D.

Après le rejet de la motion de censure de l'opposition

Le Centre n'est déjà plus ce qu'il était...

Après le rejet de la motion de censure contre la première partie du budget de 1990, le groupe UDC à l'Assemblée nationale apparaît divisé. Certains de ses membres s'interrogent notamment sur l'avenir de l'intergroupe UDF-UDC-RPR.

La scène se passe dans les couloirs de l'Assemblée nationale : des députés centristes sortent d'une réunion de l'intergroupe UDF-UDC-RPR. Ils croisent M. Raymond Barre, député apparenté UDC. « La réunion est terminée, monsieur le premier ministre. Elle avait lieu au 101 », explique l'un d'entre eux. Furieux, M. Barre réplique : « Je n'aurais pas l'intention de m'y rendre. Je vais à une réunion de la commission des affaires étrangères... »

Si tous les députés UDC ne boudent pas l'intergroupe, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur son devenir. « L'intergroupe ? C'est une pléiade de corbeaux sur un cancer généralisé », estime M. Bruno Durieux (UDC-Nord). Le député barriète, qui n'a pas voté lundi la censure, estime que l'UDC fait fausse route en se fondant au sein d'un intergroupe. « Le centre doit être autonome s'il veut reprendre des parts de marché au Parti socialiste », estime-t-il en affirmant qu'il ne fait que « dire tout haut

ce que la moitié du groupe UDC pense tout bas ».

M^{me} Christine Boutin (apparentée UDC, barriète, Yvelines) n'a pas non plus voté la censure : « On ne va pas le voter tous les quatre mètres si l'on souhaite conserver à cette procédure une certaine crédibilité ». Pour le reste, M^{me} Boutin se sent à l'aise au sein de l'UDC, même si elle revendique, comme M. Durieux, un positionnement plus indépendant, sans pour autant être suspectée en permanence de vouloir passer à gauche : « C'est un groupe très sympa. Chacun a le droit de s'exprimer comme il le veut », dit-elle.

La décision de voter contre le budget 1990 et de s'associer à la motion de censure apparaît toutefois aux tenants de la ligne autonome comme un gage politique qui brouille l'image de l'UDC. « L'année dernière, nous nous sommes abstenus sur le budget. Celui-ci est, sur plusieurs points, meilleur que le budget 1989. L'inflexion de l'attitude de l'UDC est une erreur », explique encore M. Durieux.

Ceux qui partagent son analyse estiment que le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, a tiré trop vite et trop sommairement les enseignements du semi-échec de la liste du centre, emmenée par M^{me} Simone Veil, lors des élections européennes

du 18 juin. Ils constatent que le thème de l'« union » agité par le RPR est « à sens unique ». « Dès qu'il y aura un problème au sein de l'intergroupe, le RPR tentera de nous faire porter le chapeau de la déunion », affirme un élu centriste.

Ne pas donner une image timorée

L'ancien secrétaire général de l'UDC, M. François Froment-Meurice, se demande si « les rénovateurs RPR » auront vraiment « le courage » d'utiliser les possibilités de l'intergroupe pour « prendre leurs distances par rapport à la tyrannie mite de l'appareil de M. Bernard Pons ». « Il faut que l'UDC serve d'œuvre-boîte de l'opposition, pas de couverture », ajoute-t-il. « Il ne faut pas mélanger le court terme et le long terme », explique pour sa part M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), qui a voté la censure sans état d'âme : « Il y avait un 49-3 sur le budget, il était normal que nous y répondions par la censure. Mais nous devons veiller à ne pas en déposer à répétition. Sur d'autres textes, le groupe UDC pourra mieux manifester sa personnalité ».

Un épisode récent a apporté de l'eau au moulin des centristes sceptiques. Soucieux de pousser un peu plus loin la logique de l'union, le président du groupe

UDF, M. Charles Millon, avait proposé à M. Bernard Pons que l'opposition ait un orateur unique dans le débat de censure. Dans la mesure où la présidence tournante de l'intergroupe était assurée par l'UDC, M. Millon proposait que ce soit M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) qui soit cet orateur. La proposition de M. Millon a été fermement repoussée par M. Pons... « Vous voyez ! », n'ont pas manqué de dire des députés UDC.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'UDC pourrait être confrontée aux mêmes difficultés lors du vote final sur le projet de loi de finances. M. Méhaignerie avait dû mettre tout son poids dans la balance pour convaincre certains députés de son groupe de ne pas s'abstenir sur la partie recettes du budget. Parviendra-t-il une seconde fois au même résultat, alors que le même scénario se profile (49-3, motion de censure) ? L'intergroupe UDF-UDC-RPR se réunira, quant à lui, en séance plénière, le 7 novembre, pour adopter une position commune. D'ici là, l'UDC a décidé de voter au cas par cas les budgets des différents départements ministériels, avec une variante par rapport à l'année dernière : consigne a été donnée d'éviter de s'abstenir pour ne pas donner une image timorée...

PIERRE SERVANT

Al conseil régional Rhône-Alpes

M. Charles Millon et les aléas d'une majorité relative

LYON
de notre bureau régional

A quelques mois de la discussion de son projet de budget pour la région Rhône-Alpes, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon, a commencé à s'exercer à son tour à la pratique de la majorité relative. Alors qu'en janvier dernier, trois mois après son élection à la présidence du conseil régional, le député (UDF-PR) de l'Ain avait bénéficié de l'abstention du groupe socialiste pour faire passer son premier budget, la majorité régionale qu'il conduisait s'est retrouvée unie, mercredi 24 octobre, avec le groupe du Front national pour adopter la décision modificative numéro trois, c'est-à-dire le troisième budget supplémentaire de l'année, consacré pour l'essentiel à l'aide à l'investissement dans les lycées privés d'enseignement technique.

C'est la première fois depuis un an qu'une telle convergence apparaît sur un dossier significatif,

autant par son contenu politique que par le montant des crédits affectés (10 millions de francs).

Depuis l'entrée au gouvernement de M. Michel Durrand, la majorité régionale ne compte plus que soixante-quinze membres sur un effectif total de cent cinquante et un conseillers régionaux. Comme les ministères à l'Assemblée nationale, M. Millon se voit donc contraint, dans sa propre région, de ménager tantôt la gauche, tantôt le Front national pour faire aboutir ses projets. Cet exercice d'équilibre sera toutefois plus difficile à réaliser lors de l'examen du budget régional de 1990. Compte tenu du nouveau rôle joué par M. Millon sur le plan national, les socialistes rhodaniens ne paraissent guère disposés à s'abstenir une nouvelle fois. Quant au FN, il semble peu probable qu'il puisse avaliser l'augmentation importante des impôts locaux prévue dans les premières esquisses budgétaires.

J.-L. S.

Corse : dissidence nationaliste

Les nationalistes corse dissidents - exclus ou démissionnaires - d'A Cuscolta nazionalista, ont annoncé, mardi 24 octobre à Ajaccio, la création d'un nouveau mouvement, Accolta nazionalista corse (ANC).

Les militants de ce « Regroupement national corse », dont notamment M. Pierre Poggioni, ancien élu régional, ont dénoncé un « véritable blocage au niveau des débats et [des] clarifications » à l'intérieur du mouvement nationaliste qu'ils ont quitté. Ils critiquent « le mythe d'indivisibilité politique du mouvement de libération visant à

éluder tout débat démocratique » et considèrent que leurs divergences avec la Cuscolta portent « sur l'analyse du nouveau pouvoir depuis son avènement ». Le malaise au sein du mouvement nationaliste est aussi une conséquence de la trêve des actions militaires appliquée depuis juin 1988 par l'ex-FLNC.

Le nouveau mouvement se propose pour une « solidarité conditionnelle » avec d'éventuelles nouvelles actions militaires de l'ex-FLNC et indique que son « seul ennemi est l'Etat colonialiste français ».

PLUS JE C
MOINS JE C

Esso
Super
Plus

BARRE DE COU

CONJUGAL

Le à mou

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

1991 C

هكذا في العمل

McCANN

"PLUS JE CONSOMME D'ESSO SUPER PLUS, MOINS JE CONSOMME D'ESSO SUPER PLUS."*

**Esso
Super
Plus**
sans plomb

Sondage IFOP réalisé par téléphone du 21 au 26 septembre 1989 auprès de 500 automobilistes utilisateurs réguliers d'Esso Super Plus sans plomb.

BAISSE DE CONSOMMATION * **50 %** des automobilistes attentifs à leur consommation ont constaté une baisse de celle-ci : **23 %** évaluent cette baisse à moins de 5 %, **67 %** évaluent cette baisse entre 5 % et 10 %, **10 %** évaluent cette baisse à plus de 10 %.

PERFORMANCES MOTEUR **52 %** ont constaté une meilleure accélération. **44 %** ont constaté un ralenti plus stable. **40 %** ont constaté une augmentation de la puissance.

GARANTIE ESSO SUPER PLUS **78 %** des souscripteurs de la garantie moteur gratuite Esso Super Plus la considèrent comme un véritable avantage. **91 %** des utilisateurs sont satisfaits du produit.



PENSER ESSO, C'EST LOIN D'ÊTRE BÊTE

INFORMATIONS ESSO SUPER PLUS : MINITEL 3615 ESSO

POLITIQUE

Mort d'Eugène Claudius-Petit

De la Résistance à l'idéal européen

Ancien membre du Comité national de la Résistance, ancien ministre, M. Eugène Claudius-Petit est mort, mardi 24 octobre à Paris à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Eugène Claudius-Petit a été l'un de ces hommes qui ont marqué aussi bien la Résistance que les années qui ont suivi la Libération. Il a illustré une sorte d'humanisme chrétien et de générosité sociale auxquels il est constamment resté fidèle. Compagnon de la Libération, co-fondateur du Conseil national de la Résistance, créateur de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance, l'UDSR, à laquelle devait adhérer M. François Mitterrand, Eugène Petit, apprenti ébéniste à douze ans, devient professeur de dessin à Lyon avant la guerre.

Sous le pseudonyme de « Claudius », il entre dans la Résistance, où il dirige le réseau Franc-tireur. Il gagne Londres en 1943, siège au CNR puis aux Assemblées constituantes d'Algérie et de Paris. En 1946, il est élu député de la Loire et il conservera ce mandat - avec quelques interruptions - jusqu'en 1973 avant de devenir député de Paris jusqu'en 1978.

Sous la IV^e République, son nom est associé à la réparation des destructions subies par la France pendant la guerre. Il occupe en effet le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, et réalise dans la ville de la Loire dont il est le maire, Firminy, de nombreuses expériences

architecturales - en accueillant Le Corbusier - urbanistiques et sociales.

Fervent européen, il démissionne du poste de ministre du travail du gouvernement Mendès France en septembre 1954, en raison de l'échec du projet de communauté européenne de défense. Ce sera son dernier poste ministériel. Pendant la guerre d'Algérie, il dirige la SONACOTRA, organisme chargé de construire des logements pour les Français musulmans originaires d'Algérie, et prend position fréquemment en faveur de la paix. Il s'engage peu à peu aussi bien de l'UDSR que des gaullistes pour le rapprocher des mouvements centristes issus du MRP, tandis que, dans la Loire, il combattra toujours les communistes. Il préside ainsi, de 1969 à 1973, le groupe parlementaire Progrès et démocratie moderne, puis de l'Union centriste, et devient vice-président du mouvement CDF (Centre démocratique et progressiste).

Membre de la LICRA, favorable à l'abolition de la peine de mort, partisan de la loi sur l'interdiction volontaire de grossesse, Eugène Claudius-Petit, qui n'exerçait plus aucun mandat politique depuis 1978, participait cependant toujours aux délibérations du mouvement centriste, le CDS, où il s'exprimait sur les problèmes de société et d'humanisme et comme défenseur des droits de l'homme, selon la conception chrétienne qui a inspiré son action.

A. P.

Au Sénat

Les collectivités locales au secours de l'activité économique

Les sénateurs ont commencé l'examen, mardi 24 octobre, en première lecture, du projet de loi relatif à l'action des collectivités territoriales en faveur du développement économique local. Ce projet a été présenté par M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.

Le projet de loi qualifié d'« élément fondamental » de la politique gouvernementale en faveur de l'emploi, a pour objectif d'impliquer plus encore dans la lutte contre le chômage des collectivités publiques qui, depuis l'instauration du RMI, prennent largement part au traitement social du chômage.

Les collectivités territoriales ont déjà eu l'occasion de s'engager dans la création d'emplois, mais dans un cadre législatif que le gouvernement estime maintenant dépassé. Le texte se fixe comme objectif de définir les règles du jeu en matière d'intervention économique des collectivités locales pour prévenir la concurrence et des rivalités souvent acharnées pour attirer sur leur territoire des implantations d'entreprises, synonymes d'emplois et de recettes grâce à la taxe professionnelle.

Le dispositif soumis aux sénateurs par M. Baylet s'articule autour de quatre objectifs majeurs : étendre le régime des aides directes (prime à la création d'entreprise, prime à l'emploi, prêts), dont les régions ont la responsabilité depuis la loi de décentralisation du 7 janvier 1982, aux départements, mais aussi aux communes pour qu'ils remplissent un rôle accru en matière de soutien à l'extension ou à la reconversion des PME et PMI ; permettre aux départements de s'associer au ren-

forcement des fonds propres des entreprises par le biais de participation au capital des sociétés de développement régional et habiliter communes et départements à souscrire des titres participatifs émis par des sociétés coopératives en cas d'émissions par appel public à l'épargne ; permettre aux sociétés d'économie mixte locales de s'engager plus encore dans la gestion des services de proximité en milieu rural et d'activité touristique grâce à des dérogations aux règles de plafonnement des garanties d'emprunt.

Parallèlement, le projet rend possible la participation au capital de ces sociétés, de collectivités territoriales étrangères sous réserve d'un accord préalable entre Etats, ceci pour préparer l'Europe de 1993.

Administrer ou produire ?

Le texte donne enfin aux collectivités territoriales les moyens d'intervenir en faveur d'activités culturelles par le biais de subventions aux entreprises existantes et créant des services à caractère culturel. Le gouvernement entend par ces mesures lutter tout particulièrement contre la crise qui touche actuellement le cinéma, en zone rurale comme en ville.

Mais tous les rapporteurs et les différents orateurs doutent que la compétence première des collectivités territoriales soit d'intervenir dans l'économie, et estiment qu'elles doivent plus administrer que produire. Les collectivités locales font d'ailleurs déjà beaucoup pour le développement économique en assurant un environnement fiscal favorable et des infrastructures adéquates grâce à l'aménagement du territoire, ont-ils fait remarquer. Aller plus loin en élargissant les vices du gouvernement est interprété comme un transfert de l'Etat aux collectivités locales de la charge que représentent le chômage et son coût.

Les intervenants ont souligné le danger que comporterait, selon eux, le texte, compris et utilisé comme une incitation pour les entrepreneurs privés à faire pression sur les collectivités pour obtenir des avantages ou des aides. De fait, ce rôle moteur que le gouvernement entend faire jouer aux collectivités territoriales entraîne des risques importants pour leurs finances. C'est d'ailleurs ces craintes qui expliquent le refus de la majorité sénatoriale (favorable à l'opposition nationale) de voter le projet en l'état. A l'initiative du groupe RPR, l'article premier du texte n'a d'ailleurs pas été adopté.

□ Les Verts demandent une audience au premier ministre. « Les Verts, qui souhaitent voir « s'insérer » en faveur de l'environnement le projet de budget 1990, viennent de demander une audience à M. Michel Rocard. Dans leur lettre, ils marquent leur « désaccord » avec le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, qui « se complait dans un budget misérable ». Selon leur porte-parole, M. Christian Brodier, le souhait d'une « synthèse nouvelle » avec les écologistes, exprimé ce week-end par M. Rocard, constitue « une diatribe interne au PS de récupération de thèmes écologistes qui ne nous concernent pas ».

Que reste-t-il du communisme ?

Où va le communisme ? Quel est son avenir ? M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, estime que le socialisme de type soviétique trouve une « seconde jeunesse ». Il l'a dit à la dernière Fête de l'Humanité, en parlant de la perestroïka, après s'être déclaré persuadé de la supériorité de ce socialisme sur le capitalisme. A contrario, les dirigeants communistes

hongrois se rallient à la social-démocratie en liquidant leur Parti communiste, qui, à les en croire, n'a fait la preuve de son efficacité ni sur le plan économique ni sur le front des libertés ou de la démocratie. Excès d'optimisme ? Excès de pessimisme ? M. Anicet Le Pors, ancien ministre, membre du comité central, et

M. Michel Naudy, ancien journaliste à l'Humanité proche de M. Claude Liabris (rénovateur), donnent leur point de vue. Même si M. Le Pors rencontre, aujourd'hui, des difficultés au sein de son parti, il n'en reste pas moins attaché au communisme. M. Naudy, lui, prône la rupture avec cette idéologie.

POINTS DE VUE

Le sel de la terre

par Anicet Le Pors

SPECULATION financière et menace permanente de krach boursier, deux tiers de l'humanité insolvable et internationalisation du fléau de la drogue, chômage endémique et instabilité chronique, mise en cause des souverainetés nationales et multiplication des atteintes aux droits et libertés, etc. Tel qu'en l'honneur, le capitalisme égrène sa crise de jour en jour.

Une crise qui provoque le mouvement social. Les luttes revendicatives, à l'ordre du jour en France, en témoignent : l'action pour le SMIC à 6 500 francs, les puissants mouvements des fonctionnaires des finances, des travailleurs de chez Peugeot, des personnels hospitaliers et bien d'autres, la protestation contre les licenciements et les entraves multiples aux droits des travailleurs expriment le refus d'une société injuste en même temps que, consciemment ou non, elles mettent en cause le capitalisme comme mode de production et formation sociale.

D'autant plus que, au-delà du discours libéral, la faillite théorique du système est patente. Un écart croissant existe entre la réalité et les promesses de la pensée libérale. Si celle-ci se réfère fondamentalement à la concurrence des entreprises face au marché pour réaliser les conditions de l'optimum économique, dans les faits la production, la consommation, les échanges, les financements sont caractérisés non par la concurrence idéale, l'égalité, la disponibilité, l'information parfaite des agents économiques, mais au contraire par des hiérarchies de puissances, le jeu des rapports de force, des coalitions et une intervention publique massive. C'est dans ce contexte, où le capitalisme voit fortement contestée sa capacité propulsive

historique, qu'il est devenu de bon ton de spéculer sur la mort du communisme.

Il n'est évidemment pas question de nier la situation de crise grave que connaissent aujourd'hui les pays socialistes qui se sont donnés le communisme comme idéal et objectif. Des causes spécifiques en ont été identifiées. Par exemple, s'agissant de l'Union soviétique : l'arriération originelle, l'encerclement impérialiste et la guerre, le stalinisme. Mais une analyse plus approfondie des causes inhérentes à la nature même du socialisme permet de montrer que ce dont souffrent les pays qui se sont engagés dans cette voie n'est pas un excès de socialisme mais une insuffisance de socialisme dans ses trois fondements : la propriété sociale des grands moyens de production d'échange et de financement, le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, la démocratie.

La propriété sociale est évidemment irréductible à un simple transfert de propriété juridique, les nationalisations de 1982 en ont apporté en France une preuve supplémentaire. Elle implique l'intervention active des créateurs, la mise en œuvre de nouvelles méthodes de gestion, le développement maîtrisé d'interactivités et de coopérations. Le sens du service public finalisé par des valeurs d'intérêt général, opposé à l'esprit managérial fondé sur la recherche exclusive du profit, participe de cette appropriation qui est, en définitive, une création continue, jamais absolument acquise.

La classe ouvrière ne se conçoit plus aujourd'hui en dehors de l'émancipation des travailleurs collectifs combinant travail manuel et travail intellectuel, directement

productif et improductif, activités industrielles, de recherche et de service. La remise en cause de la notion de dictature du prolétariat, devenue largement obsolète, entraîne nécessairement une nouvelle définition plus complexe, plus riche de la base de classe de l'action révolutionnaire et, partant, de la vocation des révolutionnaires dans la société : levain dans la pâte, sel de la terre, avant-garde d'un type nouveau à qualifier.

L'avenir n'est pas détruit

La démocratie ne saurait elle-même limiter ses références aux droits individuels dont la propriété privée était à l'origine le soutien. Les encyclopédistes ne disaient-ils pas : « C'est la propriété qui fait le citoyen. » Ni même aux droits de la seconde génération, droits économiques et sociaux que les luttes ont pourtant portés en France à un niveau relativement élevé. Elle doit aujourd'hui inclure l'ensemble des droits du genre humain, c'est-à-dire ceux qui correspondent aux valeurs individuellement reconnues : la paix, l'environnement, le développement, la souveraineté nationale, l'état démocratique de droit, l'intégrité de la personne, etc.

C'est l'insuffisance de réponses apportées à ces conditions de fond qui explique la nature de la crise des pays socialistes et ce diagnostic vaut pour eux comme pour tous ceux qui, dans des conditions nationales spécifiques, se donnent le socialisme comme objectif et solution de la crise du capitalisme. Non seulement l'avenir du socialisme, le communisme, n'est pas détruit, mais il se présente au contraire comme un immense chantier où, fortes de l'expérience acquise, avec ses échecs, ses

erreurs et ses fautes, les révolutionnaires modernes peuvent aller de l'avant pour construire une société plus humaine fondée sur la justice sociale, l'efficacité économique et la démocratie politique la plus complète.

Au cours des dernières décennies, les communistes français ont beaucoup accumulé d'enseignements pratiques et de réflexion théorique, mais la barre des exigences posées par la construction du socialisme dans un pays développé tel que la France s'est beaucoup élevée et appelle plus que jamais un énorme travail d'approfondissement idéologique et politique, accompagnant l'action pour les revendications immédiates et pour des perspectives de réel changement.

Surtout, il est un impératif supérieur dont seul le respect autorise à se réclamer de l'idéal communiste, mais qui permet réellement de le faire vivre dès maintenant au quotidien : l'exigence morale en politique dont Euripide nous donnait il y a vingt-quatre siècles, dans *Hécube*, une expression d'une étonnante actualité :

« Jamais pour les humains
le langage ne devrait prévaloir
sur les faits.
Qui a bien agit devrait parler bien
et qui a fait le mal ses discours
sonneraient creux,
sans qu'on puisse jamais dire
à bien la chose injuste.
Sans doute ils sont habiles ceux
qui ont ainsi raffiné,
mais ils ne peuvent être habiles
jusqu'au bout : ils périssent
misérablement. »

► M. Anicet Le Pors, ancien ministre et membre du comité central du PCF.

Pour un bel enterrement

par Michel Naudy

LORSQUE le bras droit de Gorbatchev affirme que le marché est le seul critère démocratique en matière économique, quand un membre du bureau politique du Parti communiste, fraîchement élu, se livre à une telle réflexion, l'homme fait du Parti ouvrier hongrois n'envisage plus qu'une seule voie, la voie pluraliste, mieux vaut ne pas se tromper de diagnostic et, partant, d'ordonnance.

L'été qui vient de passer a vu s'opérer - comme disent les marxistes bon teint - un seul véritable système planétaire, n'est plus seulement malade, il est mourant. Dès lors, le problème est moins de s'interroger sur les conditions de sa survie que d'en abréger les souffrances et notamment celles qu'il inflige encore aux peuples qui le subissent.

C'est une singularité de l'intelligentsia française dominante que de se poser les questions que d'autres ont déjà résolues. A de rares exceptions près, elle n'est encore, au nom du « droit de l'homme », de tendance kouchérienne, à tenir le bulletin quotidien des occasions manquées par Gorbatchev de transformer la sainte Russie en paradis hawaïen. L'histoire passe, le faubourg Saint-Germain fait des additions. Il demeure une certaine contagion de la mesquinerie dans la sphère politique qui, à terme, peut être fort dommageable.

Ce que certains ont du mal à concevoir, après soixante-dix ans de dissolution des équipes dirigeantes soviétiques, c'est que la dernière née ne manœuvre pas en recul pour préserver ce qui demeurerait le « noyau dur » du dogme. M. Gorbatchev a cessé de manœuvrer parce qu'il n'a plus de marge pour ce faire et que la démocratisation comme le désarmement lui

sont imposés par les peuples de l'Est comme par l'état de leurs économies. Et gare, ici, à faire de la Chine l'exception qui infirmerait la règle quand M. Deng ne fait plus que de la tactique de retardement au prix du sang, évidemment.

Dès lors, on est un peu confus de voir le bras droit de Gorbatchev, M. Bush et, plus subtilement, M. Giscard d'Estaing, qui ont le mieux saisi l'esprit du temps en inversant les termes de la fameuse formule de Lénine selon laquelle les capitalistes finiront bien par lui rendre la corde destinée à les pendre. Voler au secours financier de la Pologne, investir en URSS, injecter francs et dollars en Hongrie apparaît désormais, en effet, comme plus « rentable » que de développer des systèmes d'armes qui n'ont jamais été aussi inutiles. La même collective joue parfois de mauvais tours, la France rentière serait-elle toujours hantée par le fantôme des emprunts russes ?

Certes, transposées du Nord-Est brésilien à l'Oural, les recettes mineuses du FMI auront des effets appréciables et le temps n'est peut-être pas si éloigné où l'on s'apercevra et librement à Slovaquie pour remplacer les Turcs de la Ruhr. Mais sont-ce là les principes politiques français ?

Un transfert électoral réel

La droite, empiétrée dans une série de duels au poignard où seules meurent les ambitions, ne semble pas au mieux de la forme pour tirer bénéfice de l'effondrement communiste. Sa concurrente social-démocrate se lance avec un moindre handicap. Rameau toujours vigoureux du mouvement ouvrier, forte avec Blum d'avoir été saisi la possible déviance portée par le bolchevisme, elle occupe,

faute de mieux, le terrain de l'alternative en Europe. Mais de là à pronostiquer avec M. Michel Rocard une « voie royale » il y a sans doute beaucoup.

Un bon exercice préparatoire consisterait, avant de formuler de plus hautes ambitions, à gérer avec plus d'efficacité la fin du communisme français. Il est à ce propos assez étrange que nombre de dirigeants socialistes d'envergure oscillent toujours entre deux attitudes également discutables et parfois complémentaires : considérer que la question ne se pose plus ou prendre son mal en patience.

Rendre M. Marchais inutile

Or, si le déclin de l'influence communiste semble irrémédiable, tout indique que le transfert électoral vers le PS, s'il a jamais eu lieu dans des proportions significatives, est aujourd'hui à peu près nul. Un, deux, trois millions de suffrages potentiels seraient-ils à ce point superflus que l'on persiste à les négliger ? Les efforts déployés pour rallier quelques ministres giscardiens sans autres bagages que leur bonne mine auraient-ils épuisé les ressources imaginatives des socialistes. La « fibinisation » constituerait-elle le nec plus ultra du traitement de la question communiste ?

Sans doute l'affaire n'est-elle pas aisée. Aucune force autonome significative n'a pu, jusqu'ici, se dégager de l'orbite du PCF pour fixer durablement une part de son ancienne influence et ce n'est pas le confusionnisme de la campagne menée en 1988 par M. Pierre Juquin qui a dû éclaircir la perspective. Mais avant de rêver d'une grande social-démocratie française occupant l'ensemble du champ progressiste, avant d'imaginer l'intégration au PS d'un courant

héritier de la culture communiste, pourquoi ne pas convenir que les socialistes ne sont toujours pas en mesure de réaliser pareils projets et que la désérence ne profite qu'à M. Georges Marchais et à la droite ?

N'est-il pas étrange que l'on n'ait pas compris que Saint-Etienne, Nimès, Reims, Amiens (à qui le tour ?) se sont fort bien passées du PS pour tomber directement des mains de maires communistes dans de plus rudes poignes ?

On ne prend pas de raccourci avec l'histoire hors les périodes de crise. Polonais et Hongrois, Baltes et Russes vont à leur rythme qui est celui du bouleversement. Nous n'en sommes pas là et le flamboiement de l'Orient européen n'est ici que tardive lueur.

Que le PS ait l'ambition de « rattraper la mise », on le comprend, qu'il se serve de sa puissance pour stériliser des forces qui ne manqueraient pas de lui faire défaut un jour est moins justifiable. Négocier au plus juste prix des accords municipaux avec M. Marchais est nécessaire mais n'épuise pas le problème. Lâcher quelques concessions à M. Krasucki est indispensable mais ne règle rien sur le fond.

Pourquoi donc, à Rennes ou ailleurs, ne pas s'inquiéter des conditions de passage à une nouvelle ère politique, celle où un « réajustement fort », pour échoir comme M. Ochetto, secrétaire général du PC italien, surmonterait le clivage de Tours et rendrait, à terme, M. Marchais tout simplement inutile.

Y aurait-il pire disparition pour lui et plus alléchante incitation pour M. Gorbatchev ?

► Michel Naudy, journaliste, est l'auteur de « PCF le suicide » (Albin Michel 1988).



14 La polémique sur le port de voile
— M. Ricard et la réforme de l'orthographe

15 Roger Knobelspiess devant les assises
16 Football : une nouvelle affaire Cantona

16 L'épargne et l'investissement
dans la production audiovisuelle

Un entretien avec le professeur François Gros

« La France est un pays moteur pour la réflexion sur la bioéthique »

Paris accueille, du mercredi 25 au samedi 28 octobre, un colloque international sur le thème « Patrimoine génétique et droits de l'humanité ». Cette rencontre est organisée conjointement par la commission des Communautés européennes, l'Université européenne de la recherche et l'Université Jussieu Paris VII, avec la participation de l'UNESCO et de l'INSERM.

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. François Gros, professeur au Collège de France et biologiste de renommée internationale, souligne le rôle moteur joué par la France dans la réflexion sur la bioéthique. Il prend aussi position, à titre personnel, contre l'éventuelle promulgation d'une loi dans ce domaine.

« Pourquoi organiser, aujourd'hui en France, un tel colloque international ?

— Il est en train de se passer beaucoup de choses autour de la génétique. D'une part, les aspects pratiques du génie génétique commencent à être examinés au niveau du Parlement européen et du Conseil de l'Europe. D'autre part, se profile aussi en France une traduction, en termes législatifs, du rapport Braubant sur la bioéthique. Il y a aussi le projet de recherche sur le génome humain, qui est en train de converger vers des décisions de plus en plus précises dans les pays concernés. On doit également évoquer le projet « Frontières humaines » du Japon.

— J'ajouterais enfin que les prises de position du Comité national d'éthique français sur l'expérimentation sur l'embryon, ainsi que sur les embryons congelés, n'étaient valables que pour une période de trois ans, période qui se termine dans quelques semaines.

— Tous ces éléments ne changent pourtant pas, sur le fond, la nature des problèmes soulevés depuis une quinzaine d'années par le développement du génie génétique et de la procréation médicalement assistée.

— Certes, tout cela ne crée pas une philosophie ou une métaphysique nouvelles. En revanche, l'addition de tous ces facteurs rend de plus en plus nécessaires les prises de position précises et concrètes. Je ne veux pas, d'ailleurs, parler de prises de position juridiques, mais de discussions sur ce qu'il convient de faire. Comment devons-nous procéder ? Est-il nécessaire de prendre des dispositions au niveau européen ou international ? Est-il nécessaire de légiférer à l'échelon national ? Tout cela est très important pour l'avenir de la biologie et de la médecine et doit être impérativement discuté entre toutes les personnes concernées, depuis les « acteurs » scientifiques, jusqu'à ceux qui peuvent subir la science, la démultiplier ou la communiquer.

Des moralistes aux conseillers

— Comment coordonner tous ces points de vue, toutes les réunions sur la bioéthique ?

— Je suis biologiste et, à ce titre, j'assiste à de nombreuses réunions de caractère professionnel et technique sur le thème du génome. Là, on parle travail, on échange des idées sur les progrès de la connaissance, mais les questions d'éthique ne sont que rarement soulevées. A l'autre extrémité, les réunions de juristes auxquelles j'ai pu participer m'ont frappé par les prises de position extrêmement intelligentes et intéressantes sur des scénarios généralement déjà dépassés, ou qui n'avaient jamais été mis en prati-

que. On y confondait le possible et l'actuel.

— C'est pourquoi l'idée nous est venue de diviser ce genre de rencontres en deux exercices : l'un, où l'on donne la parole à des experts parlant de ce qui est véritablement en train de se faire, ainsi qu'à des philosophes, des théologiens qui pourraient dire ce qu'ils pensent, sans avoir le sentiment d'être observés ou nargués par les scientifiques. Ensuite, il faudra que nous réalisions un travail transversal, ce

des citoyens comme les autres, laissez-nous travailler... » ; de l'autre, des moralistes devenant rapidement des moralisateurs, des conseillers, qui édictent des normes bloquant le développement de progrès essentiels pour l'humanité.

— Pensez-vous que l'on puisse faire l'économie de nouveaux textes de loi encadrant les activités médicales et scientifiques qui soulèvent des problèmes éthiques ? Y a-t-il d'autres solutions ?

la communauté scientifique, ce qui serait assez grave pour lui.

— La France a-t-elle, selon vous, un rôle particulier à jouer, à l'échelon mondial, dans la réflexion sur la bioéthique ?

— En France, le chef de l'Etat et les gouvernements successifs ne sont beaucoup intéressés — et sans aucune faille — aux problèmes de la bioéthique. Jamais cette question n'a été prise à la légère, elle est toujours apparue comme une question de fond. François Mitterrand, notamment, s'est toujours beaucoup intéressé à ces problèmes. Tout cela est connu à l'échelon international.

Une loi n'est pas nécessaire

— La France est aussi le seul pays à s'être doté d'un comité national pour l'éthique, un geste qui a montré que nous prenions les choses très au sérieux. Certes, d'autres pays, notamment les pays anglo-saxons, se sont penchés sur telle ou telle question éthique, mais je crois qu'en définitive, la situation actuelle fait que la France est un pays moteur pour la réflexion sur la bioéthique.

— Personnellement, que pensez-vous de l'avant-projet de loi Braubant sur la bioéthique ?

— Je pense d'abord que c'est un effort très louable de la part du conseil d'Etat et du groupe Braubant. Mais — et c'est un jugement personnel — je crois que tout cela est allé beaucoup trop vite. On pourrait prendre l'exemple des greffes de cellules embryonnaires humaines pour soigner des personnes atteintes de maladies musculaires graves. De telles greffes pourraient, demain, prendre une dimension très importante en médecine. Je ne dis pas que l'on prélèvera alors les cellules sur des embryons vivants, c'est évident ; on le fera probablement, en revanche, sur des fœtus déçodés.

— Ce serait là une sorte de prolongation des greffes d'organes, et l'on peut imaginer que des dons de cette nature seront demain effectués. Je veux dire par là qu'il ne faut pas généraliser une position particulière vis-à-vis des recherches sur l'embryon, car on d'interdirait alors des possibilités thérapeutiques qui, dans le même temps, seraient mises en œuvre dans d'autres pays. D'une manière générale, les règlements intérieurs, les points de consensus, les réunions fréquentes entre spécialistes et les prises de position des comités d'éthique devraient, je le pense, suffire.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU



qui n'est pas facile, car, en général, l'expérience montre que chacun n'écoute que lui-même ou ses confrères et ses conseillers immédiats.

— Tout en étant un scientifique, vous estimez donc que la science ne possède pas en elle-même les moyens de mener cette réflexion éthique. Pensez-vous que l'appât de connaissance et d'action de vos collègues leur interdit, en définitive, de pouvoir mener à bien une telle réflexion ?

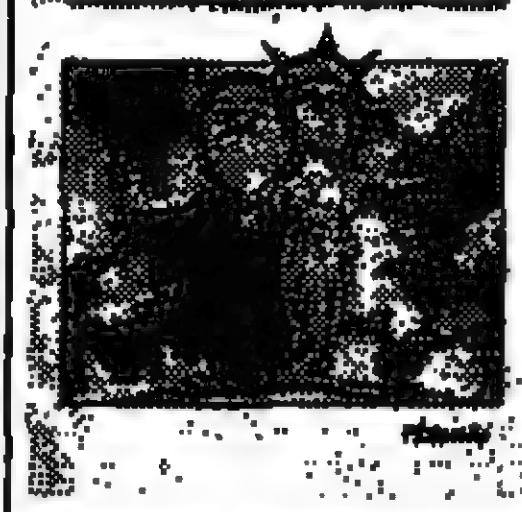
— Entendons-nous bien. Il s'agit, sur des questions tout à fait précises, d'interroger les scientifiques en leur demandant d'arrêter un instant leurs travaux et de réfléchir à ce qu'ils font, je suis convaincu que des solutions peuvent être trouvées. Les scientifiques l'ont déjà fait en 1975, par exemple, pour le génie génétique. Contrairement à ce que certains disent aujourd'hui, ils le font aussi pour la dissémination de plantes transgénétiques. En ce qui concerne la procréation médicalement assistée, il serait injuste de dire que toutes les personnes concernées ne se posent pas sans arrêt ce genre de problème.

— En revanche, ce qui manque, c'est le recul sur les choses. Les comités d'éthique fonctionnent certainement très honnêtement et, jusqu'ici, de façon assez satisfaisante ; mais vient un moment où la cinétique du développement de la recherche devient tellement rapide que la philosophie, la morale n'ont plus le temps de digérer les nouveaux acquis. Il faut donc trouver une dimension plurielle, qui soit autre que celle des seuls savants.

— D'autre part, je suis très inquiet des langages tenus de manière isolée : d'un côté, des savants qui disent : « Nous sommes

Le nouveau polar aux Éditions l'Étincelle John Mortimer, un anglais à découvrir.

RUMPOLE : Affaires à suivre



Horace Rumpole, un anglais à suivre.

En librairie le 25 Octobre — et bientôt à la télévision

Écrivain prodigieux, John Mortimer a vu son personnage, l'avocat londonien Horace Rumpole, devenir une véritable institution de la culture britannique contemporaine. Les aventures rocambolesques de cet irrésistible « Falstaff des temps modernes » passionnent déjà des millions de lecteurs anglais et américains. Voici le début d'une collection inoubliable et incroyablement drôle : La Justice selon Rumpole.

« A DÉGUSTER » (Télé K7)

Les débats sur l'avortement en Europe

Grande-Bretagne : une révision probable de la loi de 1967

LONDRES
de notre correspondant

La législation ultralibérale dont est dotée la Grande-Bretagne en matière d'avortement depuis 1967 va probablement être modifiée dans les mois qui viennent.

Le gouvernement est maître du calendrier, mais le débat sur l'avortement aura nécessairement lieu au cours de la prochaine session parlementaire qui commence le 21 novembre. Le discours du trône, qui ouvre cette dernière, doit en effet contenir l'annonce d'une nouvelle loi concernant les expériences médicales sur les embryons humains. Celles-ci seraient autorisées jusqu'au quatorzième jour d'existence de l'embryon. Les militants du droit à la vie, totalement opposés à toute expérimentation de ce genre, déposeront à cette occasion un amendement abaissant la date limite pour les avortements. Ils sont décidés à bloquer le travail parlementaire si on ne leur donne pas satisfaction. Or le gouvernement souhaite combler le vide juridique à propos des expériences sur les embryons.

Mme Thatcher est personnellement favorable à une période légale de vingt-quatre semaines. Son opinion est fondée sur l'avis de l'Association des médecins britanniques, selon lesquels un fœtus peut être viable après cette date. Mme Thatcher avait émis jusqu'ici de politiser le débat qui surgit régulièrement sur cette question depuis des années et laissait ses ministres, de même que les députés conservateurs, voter « selon leur conscience », sans discipline de parti, lorsque les partisans du droit à la vie cherchaient à modifier la loi de 1967. Le Sunday Times et le Sunday Telegraph affirmaient, dimanche 22 octobre, qu'elle avait changé de tactique et allait lors de la prochaine session parlementaire imposer une ligne gouvernementale précise. En l'absence de la « Dame de fer », ce voyage en Extrême-Orient du cabinet démentait donc l'engagement. Cette fois encore, affirmèrent les ministres concernés, le vote serait libre.

L'avortement était une pratique fréquente en Angleterre jusqu'au siècle. En 1803, le Parlement légiféra pour la première fois pour limiter cette pratique, mais les

poursuites judiciaires étaient extrêmement rares. L'avortement devenait illégal sous la reine Victoria en 1861, assorti de peines de prison très lourdes et parfois même de la peine de mort. Un peu plus d'un siècle plus tard, en 1967, le député libéral David Steel faisait adopter la loi autorisant l'interruption de grossesse jusqu'à la vingt-huitième semaine.

La position ambiguë de l'Eglise anglicane

Symbole de la société permissive des années 60, ce texte suscite une contestation croissante. Les arrière-pensées comptent ici davantage que les réalités. L'abaissement d'un mois du délai légal ne changerait à peu près rien en pratique puisque sur 172 000 avortements effectués l'an dernier, seulement 22 l'ont été entre la vingt-quatrième et la vingt-huitième semaine. Mais ce serait le premier retour en arrière de ce genre.

Les militants du droit à la vie n'avaient échoué que de très peu en mai 1988 dans leur tentative d'abaisser la limite à vingt semaines. Adopté en première lecture par les Communes, le projet du député catholique libéral David Alton avait été abandonné à la suite d'une obscure querelle de procédure. Les décomptes successifs avaient alors montré qu'une majorité de députés étaient favorables à vingt-quatre semaines mais que le Parlement était divisé à peu près à égalité si le délai était réduit à vingt semaines.

Le débat promet d'être vif lors de la prochaine session. Les catholiques sont traditionnellement à la pointe du combat. Les arguments des uns et des autres sont presque toujours d'ordre religieux ou moral, et presque jamais liés à une préoccupation nataliste. L'Eglise anglicane a quant à elle, une position assez ambiguë. Elle insiste sur la « compassion » due aux femmes qui veulent interrompre leur grossesse, mais rappelle également une déclaration de son synode général, adoptée en juillet 1983, dans laquelle elle se disait « gravement préoccupée par le nombre et les conséquences » des avortements pratiqués en Grande-Bretagne.

DOMINIQUE DHOMBRES

Belgique : un texte qui divise le gouvernement

BRUXELLES
de notre correspondant

Le Sénat belge a commencé, mardi 24 octobre, un débat, en séance plénière, sur une proposition de loi visant à assouplir la législation sur l'interruption volontaire de grossesse. En dépit de l'opposition sans nuances du principal parti de la coalition au pouvoir, le CVP (Social-chrétien flamand), la commission sénatoriale compétente avait, en effet, décidé, en juin dernier, à une majorité confortable (socialistes, libéraux, libéraux francophones et écologistes), de permettre enfin l'ouverture d'une discussion parlementaire sur ce sujet. Le CVP avait tout mis en œuvre pour que cette proposition de loi, déposée en 1986 par deux sénateurs — le socialiste Roger Lallemand et la libérale Lucienne Herman-Michielsen —, soit entermée, comme le furent les différentes initiatives prises dans ce sens depuis de nombreuses années.

La situation actuelle est paradoxale puisque, si la Belgique est un des derniers pays européens à ne pas avoir libéralisé l'avortement, cette pratique est néanmoins courante et quasi officielle dans certaines régions du royaume. Tout dépend, en fait, de la circonscription judiciaire, de la conviction du juge, voire de l'appartenance à l'une ou l'autre communauté du pays. « N'est-il pas étrange que les ailes francophones et néerlandophones de la cour d'appel de Bruxelles divergent dans leur appréciation de l'avortement provoqué, l'une envisageant l'évolution de la notion de santé, l'autre s'y refusant ? », écrit ainsi Béatrice Marques-Pereira dans son livre L'Avortement en Belgique (1).

C'est pour mettre fin à cette incohérence que la proposition de loi fut déposée. Si le Sénat — ce qui arithmétiquement ne devrait poser aucun problème — vote en faveur de ce projet, le texte sera renvoyé à la Chambre. Que va-t-il alors se passer ? Les socialistes chrétiens flamands tentent-ils de « faire durer » la procédure jusqu'à la fin de l'actuelle législature (1992), auquel cas, tout devrait ensuite repartir de zéro ; ou bien décideront-ils de faire tomber le gouvernement sur ce dossier, ce qui entraînerait une nouvelle élection et la mise en route d'une nouvelle procédure ?

La position du roi Baudouin

Quant aux socialistes, revenus au pouvoir à la suite des élections générales de décembre 1987 et qui comptent bien y rester, ils ne semblent pas tentés par une nouvelle traversée du désert. Le nœud semble donc bien serré, d'autant plus que certains murmurent — aucune information officielle n'a, bien entendu, filtré sur ce sujet — que le roi Baudouin lui-même pourrait mettre son autorité dans la balance, pour ne pas avoir à contre-signer une loi qui irait à l'encontre de ses convictions religieuses. La crise politique pourrait se transformer alors en une crise institutionnelle. A moins que l'art consommé des responsabilités belges, pour parvenir à des compromis apparemment impossibles au premier abord, ne triomphe une fois encore.

JOSÉ-ALAIN FRALON

(1) Institut de sociologie. Editions de l'Université de Bruxelles.

SOCIÉTÉ

La polémique sur le port du foulard et la scolarisation des enfants étrangers

M. Jospin en appelle au respect de la laïcité mais demande qu'aucun élève ne soit exclu

Dans un entretien à paraître, jeudi 26 octobre, dans le *Nouvel Observateur*, M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, se prononce sur le port du foulard islamique dans les établissements scolaires. Il doit préciser sa position, mercredi 25 octobre à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions au gouvernement.

Le ministre invite les chefs d'établissements scolaires à accueillir, en dernier ressort, les élèves coiffés du foulard islamique. Mais le ministre ajoute qu'il n'acceptera aucune dérogation à la laïcité.

M. Jospin rappelle que l'école est un lieu de « neutralité confessionnelle » et que l'on « ne doit pas y arborer des signes religieux ». Il engage, dans un premier temps, les chefs d'établissements à « établir un dialogue avec les parents et les enfants concernés pour les convaincre de renoncer à ces manifestations et leur expliquer les principes de la laïcité ». Si, au terme de ces discussions, des familles n'acceptent toujours pas de renoncer à tout signe religieux, l'enfant « doit être accueilli dans l'établissement public, c'est-à-dire dans les salles de classe comme dans la cour de récréation », estime-t-il.

Pas de dérogations pour la gymnastique

Selon le ministre, si l'école française « est faite pour éduquer, pour intégrer, pas pour rejeter, en revanche, elle doit interdire strictement tout prosélytisme à l'intérieur des établissements scolaires ».

Enfin, ajoute M. Jospin, « les élèves doivent accepter sans dérogation les règles d'organisation, notamment les matières obligatoires et les contraintes de sécurité ».

rité (par exemple dans les ateliers) des établissements scolaires ».

« J'entends par là qu'il ne peut être question de désertir les cours d'éducation physique, de musique, d'arts plastiques ou de biologie en prétendant que le contenu de ces enseignements serait en contradiction avec le Coran ». Dans le cas contraire, il suggère aux parents de faire alors pour leur enfant « un autre choix ».

M. Jospin estime par ailleurs que cette « affaire de foulard » est en réalité « un formidable hommage qui est rendu à l'école publique », qui accueille « tous les enfants ». Quant à la laïcité, elle n'a plus besoin d'être, selon lui, « un autre choix ».

« M. JEAN-MARIE LE PEN : « Un référendum ». — Le président du Front national a déclaré, mardi 24 octobre sur la Cinq, que « le problème doit être débattu devant le pays pour aboutir tôt ou tard à faire s'exprimer le peuple français dans un référendum sur le fond du problème, car il n'y aurait plus d'affaire de tchador, ni beaucoup d'autres problèmes en France, s'il n'y avait pas un courant d'immigration tout à fait excessif. Quand on va chez les autres, on se conforme à leurs mœurs. Quand on ne se croit pas capable de le faire, on rentre chez soi », a ajouté M. Le Pen.

« M. BERNARD PONS : « La fausse de Mme Mitterrand ». — Le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale a affirmé mardi que « Mme Mitterrand aurait mieux fait de se taire. On n'a rien à faire de ses avis. C'est une fausse. La première dame de France a un premier devoir, c'est le devoir de réserve ». Le même jour, l'épouse du président de la République a précisé à Washing-

ton : « Ce que j'ai dit, je ne le regrette pas ». (Elle avait dit le 20 octobre : « Si le voile est l'expression d'une religion, nous devons accepter les traditions qu'elles soient. »)

« M. LOUIS MERMAZ : « Laïcité et tolérance ». — Le président du groupe socialiste à l'Assemblée a estimé mardi qu'« il faut faire preuve d'esprit de finesse pour régler l'affaire et s'appuyer sur les deux piliers de la sagesse que sont la laïcité et la tolérance. Il faut que l'école publique soit laïque et évite toute exclusion ».

« M. JEAN KAHN : « Interdire tout intégrisme ». — Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France a déclaré mardi que « le respect légitime de l'identité de l'enfant interdit toute propagande politique, toute manifestation d'intégrisme, tout comportement faisant obstacle à l'enseignement ou violant la liberté d'autrui (...). Mais, au nom de la liberté de

l'enseignement, on ne peut séparer l'école laïque, école de la tolérance et du respect d'autrui, des écoles libres susceptibles de proposer une solution plus adaptée aux parents et aux enfants soucieux d'épanouissement religieux ».

« M. MICHEL MORINEAU : « Ni sacré ni séculier ». — Le secrétaire national de la Ligue française de l'enseignement, signataire en juin dernier d'un « nouveau pacte laïque » avec la Fédération protestante de France, écrit : « Est-ce que ces jeunes filles ont manifesté vraiment le désir d'influencer leurs condisciples ? Ont-elles fait ostensiblement leurs prières en classe, exprimé leur hostilité à l'égard des catholiques, protestants, israélites ou incroyants ? Ont-elles refusé de participer à certains cours ? Si non, qu'elles gardent leur foulard. Un standard n'est ni sacré ni séculier, et la laïcité ne consiste pas dans le maintien à tout prix de l'ordre établi ».

Beaucaire s'estime sinistrée par l'immigration

Le maire, soutenu par une grande partie de la population, veut stopper l'afflux des familles d'immigrés

BEAUCAIRE (Gard)

de notre envoyée spéciale

Beaucaire, treize mille habitants, jolie ville provençale des bords du Rhône, a un « problème d'immigration ». Jeunes ou vieux, commerçants du centre-ville ou habitants de la ZUP, tout le monde le concède, jusqu'à certains immigrés eux-mêmes : « 25 % de Maghrébins, c'est trop ! » entend-on de toute part.

Estimant que l'arrêt de toute nouvelle immigration est « une question de vie ou de mort pour sa ville », le maire M. Jean-Marie André (divers droite) refuse d'inscrire — alors que la loi l'y oblige — une quarantaine d'élèves dans les

écoles de la ville. « Ces élèves, dit-il, sont des « primo-arrivants », c'est-à-dire des enfants non francophones, tout juste débarqués en France au titre du regroupement familial. Les services scolaires dépendent directement de la municipalité — la cantine et le transport en car — leur sont également interdits. Seules ces deux dernières mesures affectent en réalité une partie des enfants. Car les refus d'inscription municipale ne les empêchent pas d'aller normalement en classe. La préfecture, qui prévoit une réunion avec tous les services concernés, dont la mairie, « pour régler le problème avant la fin des vacances », usé de son droit de substitution pour faire inscrire les élèves. Et M. André, même s'il a apporté son soutien à son homologue de Montpellier (Seine-Saint-Denis), n'a utilisé ni menaces ni sanctions sur les directeurs d'école.

Il faut dire que le maire de Beaucaire est lui-même instituteur depuis vingt-huit ans, mari et père d'institutrices. C'est en partie pour des raisons « éducatives » qu'il justifie les mesures prises à l'encontre d'enfants immigrés. « J'ai dans ma classe quatre enfants maghrébins sur vingt-huit. Ça ne pose aucun problème. Mais, quand on arrive, comme c'est bien souvent le cas de Beaucaire, à plus de 50 %, ça devient impossible ». Il cite deux chiffres selon lui alarmants. L'année rouge de la région Languedoc-Roussillon, la ville de Beaucaire avait en 1982 deux fois moins de bacheliers que la moyenne nationale.

Sans nier ce contexte scolaire difficile, M. Daniel Aniot, directeur de l'école publique de la rue Nationale, au centre-ville, n'en dénonce pas moins les méthodes du maire, cette façon de « prendre les enfants en otage ». Les classes pleines de petits Maghrébins en retard scolaire, il connaît. Institutrice à Saint-Gilles-du-Gard, (première ville de plus de 10 000 habitants d'avoir un maire FN) à une dizaine de kilomètres de là, il a été ensuite directeur à l'école de la préfecture, celle, juste-

ment, qui, à Beaucaire, accueille le plus d'enfants d'immigrés. « Beaucaire est une zone d'éducation prioritaire avec des problèmes réels. Ces enfants déracinés, issus de couches sociales défavorisées, ont besoin de un à trois ans de plus pour accomplir leur scolarité ». Un temps d'acclimatation que le directeur estime nécessaire. Même si cela ne l'empêche pas d'être d'accord avec le maire pour réclamer davantage de moyens pédagogiques et une aide scolaire accrue.

Mais, en refusant de nouvelles inscriptions, M. Jean-Marie André ne se soucie pas uniquement du niveau scolaire de sa ville. En empêchant des enfants d'immigrés de s'inscrire à la cantine, le premier magistrat entend « pousser un cri d'alarme » et attirer l'attention sur une situation « explosive » à ses yeux. « A Beaucaire, le seuil de tolérance est largement dépassé ».

Cette affirmation, nombre de ses administrés la remettent à leur compte qui s'estiment « envahis », « débordés ». Le maire n'a eu aucun mal à recueillir plusieurs centaines de signatures dans une pétition qui dénonce l'arrivée prévue — par le biais du regroupement des familles de plusieurs milliers de nouveaux arrivants (« deux mille à six mille » selon les estimations municipales).

A Beaucaire, les deux communautés se côtoient, se touchent même, mais s'ignorent. Les femmes maghrébines au foulard ne parlent pas le français. Elles habitent les magnifiques bâtisses du vieux centre — certaines déjà rénovées, d'autres insalubres et croulantes. Le dimanche, elles vont au marché. Les Françaises, elles, l'évitent.

Restent quelques jeunes Beurs, beaucarois de naissance pour qui l'intégration est une réalité quotidienne. Eux qui ont fait leurs classes sur les bancs des écoles municipales interrogent pour ceux qui viennent derrière : « Comment est-ce qu'ils vont se mettre dans le bain, eux ? »

JUDITH RUEFF

Les autres réactions

« M. JEAN-MARIE LE PEN : « Un référendum ». — Le président du Front national a déclaré, mardi 24 octobre sur la Cinq, que « le problème doit être débattu devant le pays pour aboutir tôt ou tard à faire s'exprimer le peuple français dans un référendum sur le fond du problème, car il n'y aurait plus d'affaire de tchador, ni beaucoup d'autres problèmes en France, s'il n'y avait pas un courant d'immigration tout à fait excessif. Quand on va chez les autres, on se conforme à leurs mœurs. Quand on ne se croit pas capable de le faire, on rentre chez soi », a ajouté M. Le Pen.

« M. BERNARD PONS : « La fausse de Mme Mitterrand ». — Le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale a affirmé mardi que « Mme Mitterrand aurait mieux fait de se taire. On n'a rien à faire de ses avis. C'est une fausse. La première dame de France a un premier devoir, c'est le devoir de réserve ». Le même jour, l'épouse du président de la République a précisé à Washing-

ton : « Ce que j'ai dit, je ne le regrette pas ». (Elle avait dit le 20 octobre : « Si le voile est l'expression d'une religion, nous devons accepter les traditions qu'elles soient. »)

« M. LOUIS MERMAZ : « Laïcité et tolérance ». — Le président du groupe socialiste à l'Assemblée a estimé mardi qu'« il faut faire preuve d'esprit de finesse pour régler l'affaire et s'appuyer sur les deux piliers de la sagesse que sont la laïcité et la tolérance. Il faut que l'école publique soit laïque et évite toute exclusion ».

« M. JEAN KAHN : « Interdire tout intégrisme ». — Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France a déclaré mardi que « le respect légitime de l'identité de l'enfant interdit toute propagande politique, toute manifestation d'intégrisme, tout comportement faisant obstacle à l'enseignement ou violant la liberté d'autrui (...). Mais, au nom de la liberté de

ÉDUCATION

Des ingénieurs seront formés hors des grandes écoles

(Suite de la première page.)

Ce déficit quantitatif se double d'une inadéquation qualitative sensible. Les diplômés des grandes écoles d'ingénieurs dérivent de plus en plus souvent vers la recherche, la conception ou le management, au détriment de la production. Au point que plus de la moitié des ingénieurs diplômés n'exercent plus, à proprement parler, des fonctions d'ingénieur après cinq ou six ans d'exercice.

Les industries françaises manquent donc d'ingénieurs de terrain ou de production. Faute d'un système de formation continue large et ouvert, elles ne peuvent guère piocher dans le vivier des techniciens supérieurs pour faire émerger les cadres techniques de demain. Cette absence de perspectives de carrière pour quelque sept cents mille techniciens supérieurs, dont 60 % ont moins de trente-cinq ans, constitue dès à présent une source de blocages et de tensions inquiétantes dans les entreprises.

La réforme de l'orthographe

M. Rocard favorable à des « rectifications utiles »

M. Michel Rocard est opposé à une « véritable réforme » de l'orthographe mais favorable à des « rectifications utiles ». Dans un discours prononcé, mardi 24 octobre, à l'occasion de l'installation du Conseil supérieur de la langue française créé en juin dernier, et qu'il préside, le premier ministre a exclu « une véritable réforme qui modifierait les principes mêmes de la graphie de notre langue et altérerait son visage familier ».

« En revanche, et c'est précisé, en dépit des modifications effectuées depuis deux siècles, il reste encore à opérer des rectifications utiles ». Selon le chef du gouvernement, « les aménagements, les ajustements » doivent porter sur « trois sortes de problèmes. M. Rocard a

noté en premier lieu « un certain nombre d'anomalies et d'absurdités contraires à l'origine et à l'histoire de notre langue dans la portée déjà stabilisée du vocabulaire français ». Il a ensuite souligné l'existence de « contradictions entre les dictionnaires » qui « posent à l'évidence de sérieux problèmes d'enseignement ».

Enfin, M. Rocard a constaté « des incertitudes concernant la vingtaine de milliers de composés et dérivés qui se créent chaque année » dans le vocabulaire scientifique et technique sous des graphies changeantes. L'objectif fixé est de « donner une forme unique aux mots à orthographe flottante et d'établir des règles pour les mots à venir ».

rieures en deux ans, le gouvernement écarte l'idée d'un niveau de formation intermédiaire (à bac + 3 ou + 4) entre celui des ingénieurs et celui des techniciens. Un tel scénario présenterait, estime-t-il, le double risque de compromettre la formation académique (standard européen oblige !) mais d'être une formation sur le terrain, autour de projets réels et avec l'appui de tuteurs dans les entreprises.

Enfin, les contenus de la formation seront sensiblement différents des programmes des grandes écoles actuelles. L'idée est de trouver une voie moyenne entre des généralistes et des spécialistes trop pointus, et par conséquent d'axer ces formations sur quelques grandes spécialités (chimie, matériaux, informatique, mécanique, génie civil par exemple), qui pourront avoir un caractère permanent.

L'ensemble des partenaires susceptibles de mettre en œuvre ces nouvelles formations sont invités à proposer très rapidement des projets capables de démarrer dès la rentrée 1990. Sans reprendre le chiffre du rapport Decomps qui prévoyait un flux de formation de mille ingénieurs par an, il est clair que le ministre de l'Éducation entend donner très vite à cette nouvelle voie un caractère massif. Pour la formation initiale, les premières opérations devraient être mises en place d'ici septembre prochain dans quelques sites, de préférence dans des régions disposant d'un bon potentiel de développement industriel mais présentant un déficit de formation d'ingénieurs.

Pour la formation continue, le secrétaire d'État à la formation professionnelle va engager une concertation approfondie avec les partenaires sociaux et les organismes de formation permanente pour déterminer les modalités de financement. Cette mise en place devrait être rapide puisque plusieurs partenaires industriels importants, comme l'UIMM (Union des industries mécaniques et métallurgiques) ou de grandes entreprises sont déjà en train de définir des modalités précises de mise en œuvre de cette nouvelle formation.

GÉRARD COURTOIS

ENVIRONNEMENT

Une catastrophe nucléaire a été évitée de justesse en Espagne

Un incendie a failli provoquer une catastrophe dans la centrale nucléaire de Vandellòs, près de Tarragone (nord-est de l'Espagne). Le Conseil espagnol de sécurité nucléaire (CSN), qui a révélé les faits lundi 23 octobre, a estimé qu'il s'agit du « plus grave accident » jamais survenu dans le parc électronucléaire du pays.

Le feu a pris, jeudi 19 octobre, à 21 h 39, sur un alternateur, à la suite, semble-t-il, d'un défaut électrique qui a provoqué l'explosion de l'hydrogène servant à refroidir l'appareil. Les pompiers sont parvenus à maîtriser le sinistre après plus de cinq heures de lutte, mais ont noyé les deux circuits d'arrêt et de secours qui se trouvent dans les sous-sols du bâtiment. Ces dispositifs sont destinés à évacuer la puissance résiduelle du réacteur — donc à éviter sa fonte — en cas d'arrêt des quatre « turbo soufflantes » du circuit principal. Deux de ces dernières sont heureusement restées disponibles, et la température du réacteur n'a pas dépassé les normes de sécurité.

Le cœur n'a pas subi de dommages, il n'y a eu aucun rejet de radioactivité à l'extérieur, et l'accident n'a pas fait de blessés. Mais la centrale devrait rester à l'arrêt pendant plusieurs mois, a précisé son directeur.

Vandellòs-1, qui est une copie conforme des réacteurs A-1 et A-2 au graphite-gaz de Saint-Laurent-des-Eaux, est exploitée par la firme Hisfensa (Hispano Française de sécurité nucléaire) dont EDF détient 25 % des parts. Les autorités de sûreté françaises avaient dénoté la vulnérabilité des pompes des circuits d'arrêt et de secours et — soulignent-elles aujourd'hui — exigé que, dans la centrale française, elles soient surélevées pour être à l'abri des inondations. Construits en 1969 et 1970, les réacteurs de Saint-Laurent devraient être arrêtés définitivement l'an prochain.

REPÈRES

EXPLOSION

Un lourd bilan au Texas

Le bilan de l'explosion qui s'est produite le 23 octobre dans une usine de matières plastiques de Pasadena (Texas) apparaît très lourd : cent vingt-quatre blessés dont six très gravement brûlés, et vraisemblablement vingt-quatre morts.

L'explosion, suivie d'un violent incendie, s'est produite à la suite de la fuite d'un mélange d'éthylène et d'isobutane. Elle équivalait en puissance à l'explosion de 10 tonnes de dynamite. Selon les responsables de l'environnement à la Phillips Petroleum, propriétaire de l'usine, les fumées de ce mélange explosif ne sont pas toxiques. On ignore toujours mercredi les causes de la fuite. — (AFP.)

ACCIDENT

150 fûts d'acide perdus au large d'Ouessant

Cent cinquante fûts d'acide acétique, sulfurique et chlorhydrique ont été perdus en mer au sud-ouest d'Ouessant, à la suite de la tempête du 21 octobre, par un cargo battant pavillon libérien et armé par un armateur de Hambourg (RFA). Aucun des fûts n'avait été retrouvé mercredi 25 octobre, malgré les recherches menées par le remorqueur Abeille-Flèche. Une mise en garde a été lancée à l'adresse des pêcheurs et des navigateurs. Etant donné leur densité, les fûts d'acide sulfurique et chlorhydrique ont dû couler. Seuls les fûts d'acide acétique, plus légers, pourraient être rejoints à la côte.

Handwritten text in Arabic script: "هذا هو الـ 14"

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la cour d'assises des Pyrénées-Orientales

Le « suicide social » de Roger Knobelspiess

Porte-drapeau de la lutte contre l'erreur judiciaire et symbole du combat des détenus pour une humanisation des prisons, Roger Knobelspiess comparait pour la cinquième fois devant une cour d'assises. Il répond d'une attaque à main armée qu'il ne conteste pas, commise le 6 avril 1987.

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

« Pour se réhabiliter, il faut le vouloir, il a assez d'intelligence pour choisir une autre voie. » C'est l'avis d'un expert-psychiatre, exprimé, le 24 octobre, devant la cour d'assises des Pyrénées-Orientales qui devra se prononcer sur la culpabilité de Walter Murgia, quarante et un ans, accusé de tentatives d'homicides volontaires sur des gendarmes qui le poursuivaient après une attaque à main armée commise à la Banque populaire de Thuir (Pyrénées-Orientales) en compagnie de Roger Knobelspiess, jugé uniquement pour vol à main armée.

Le propos de l'expert concerne Walter Murgia, un Sardinien venu en France à l'âge de dix ans après avoir été abandonné par sa mère deux ans plus tôt. Elevé par un père intempérant, c'est lui qui s'occupera de son jeune frère. Mais, en 1986, les mauvaises fréquentations l'entraînent dans la délinquance. Il connaît le prison et l'expulsion. Puis il revient en France pour répondre d'attaques à main armée. Condamné à vingt ans de réclusion criminelle en 1972, il est libéré en 1984 et renvoyé en Italie, où il retrouve sa mère pour la première fois. Il a trente-sept ans. En avril 1987, il revient en France, où un ami le présente à Roger Knobelspiess. En quelques minutes, Murgia a tout dit, puis s'enferme dans le silence. Le reste ne le concerne pas puisqu'il nie tous les faits.

Le président Georges Morlé se tourne alors vers celui qu'il nomme « l'autre accusé », Roger Knobelspiess. Mais, lorsque le magistrat évoque son enfance difficile dans un quartier pauvre d'Elbeuf (Seine-Maritime), Knobelspiess s'insurge : « Je n'ai pas envie de parler de ça tout. Etait malade, j'ai l'impression de me saper moi-même. La misère

en cour d'assises, c'est une circonstance aggravante. »

Patiemment, le président renoue le dialogue, et Knobelspiess accepte de raconter comment, en 1972, la cour d'assises de l'Eure l'a condamné injustement à quinze ans de réclusion criminelle pour l'attaque à main armée d'une station-service pour un butin de 800 francs qu'il a toujours niés. Amar, Knobelspiess remarque : « J'en ai fait douze, même si je suis un symbole du larcin. »

Le 30 octobre 1981, la cour d'assises de la Seine-Maritime le condamne à cinq ans de réclusion criminelle pour plusieurs attaques à main armée commises lors d'une permission de sortir transformée en évasion. Toutefois, la cour émet le vœu qu'il bénéficie d'une grâce et, six jours après, le président de la République lui accorde une remise de peine. Le 5 juin 1983, il est de nouveau arrêté. On lui reproche d'avoir participé à l'attaque d'un fourgon blindé à Massy-Palaiseau. Mais, le 19 janvier 1986, la cour d'assises de l'Essonne prononce son acquittement.

Des intellectuels, des écrivains, des artistes, se sont mobilisés en sa faveur. Il est devenu l'une des figures de proue de la lutte contre l'erreur judiciaire et contre l'enfermement carcéral. Lui-même écrivain de talent a publié plusieurs livres, dont *QHS* et *L'achèvement*.

« Symbole de la fuite »

Cependant, il est aussi soupçonné d'avoir été l'un des auteurs d'une fusillade avec des policiers, survenue à Elbeuf dans la nuit du 23 au 24 septembre 1982. Pour ces faits, il doit comparaître le 18 septembre 1986 devant la cour d'assises de la Seine-Maritime, mais la ville de Rouen lui rappelle de mauvais souvenirs et il ne se présente pas à l'audience. Le 6 avril 1987, il est arrêté près de Perpignan après l'attaque à main armée d'une agence de la BNP. Ceux qui ont fait de lui le symbole d'un larcin de gauche risquent ouvertement alors que ses amis, consternés, sont moins nombreux à venir devant la cour d'assises de la Seine-Maritime, qui le condamne, le 17 avril 1987, à sept ans de réclusion criminelle pour la fusillade d'Elbeuf.

Knobelspiess n'a pas pour autant renoncé à son combat et

écrit : « J'ai fait trois hold-up et vingt-cinq ans de prison. Je n'ai jamais versé le sang d'un homme. Je suis l'otage de quelques amis » et, parlant des policiers, il ajoute : « Je suis aussi l'otage d'une haine corporatiste. »

Pour les experts-psychiatres, c'est « un écorché vif » qui vit « sur le symbole de la fuite », fuit de lui-même, de son passé, de la prison tout en rejetant ses fautes sur « les autres », et les spécialistes concluent en parlant d'un comportement conduisant à un « suicide social ».

Le témoignage de deux femmes

Walter Murgia, l'air las, assiste ensuite au long défilé des témoins de moralité cités par son co-accusé. L'écrivain Yves Fréon, adjoint à un député écologiste du Parlement européen, résume le personnage de Knobelspiess : « C'est un punching-ball pris entre des gens qui se sont servis de lui (...) Qu'a-t-il fait ? C'est un terroriste ? Si le musicien Paco Ibáñez souriait avec simplicité un ami « qui trébuche dans les chemins de la vie », le journaliste Bernard Langlois s'adresse aux jurés pour leur dire : « Au moment de juger, demandez-vous s'il n'a pas déjà payé d'avance. »

Mais surtout, deux femmes viennent dire leur douleur : Elvett Bloch, qui fut la compagne de Knobelspiess pendant dix ans, soupire, sans illusions : « Il a pris sept ans à Rouen alors que je sais qu'il était innocent. Mais vous n'en tenez pas compte, devant vous, j'ai l'air de faire le pantin. » Derrière elle, l'actuelle compagne de l'écrivain délinquant, la comédienne Marie Rivière, évoque sa rencontre avec Knobelspiess à la cour d'assises de l'Essonne, leur liaison, leurs voyages et l'enfant qu'ils ont eu. C'est un immense monologue entrecoupé de larges périodes de silence que le président Morlé respecte. Un long cri d'amour comme si elle se parlait à elle-même, ignorant la foule qui l'écoute, médusée. Elle demande seulement aux jurés : « Je vous supplie de ne pas en rajouter. » Cette fois, Knobelspiess n'a plus le droit de décrocher.

MAURICE PEYROT

A la Cour européenne des droits de l'homme

La lenteur de la justice française

STRASBOURG

de notre correspondant

La France a violé la Convention européenne des droits de l'homme en mettant sept ans à trancher un recours devant ses juridictions administratives : c'est ce qu'a décidé à l'unanimité la Cour européenne des droits de l'homme. Elle alloue une indemnité de 50 000 F pour préjudice moral à l'ancien instituteur strasbourgeois de cinquante-deux ans qui avait saisi et décidé de le rembourser pour 40 000 F de ses frais de procédure.

M. H., qui est resté anonyme dans cette affaire, était instituteur remplaçant quand, en 1961, il fut hospitalisé quatre mois à la clinique psychiatrique des Hospices civils de Strasbourg. Il reprend ensuite son travail, mais, mis en congé-maladie à la fin de l'année, il est radié de l'éducation nationale deux ans plus tard. Depuis, il vit d'une pension d'invalidité (*Le Monde* du 4 janvier 1989).

En 1974, l'ancien enseignant attaque devant les tribunaux administratifs les Hospices civils de Strasbourg, qu'il juge responsables de son drame personnel : le traitement aurait fait plus de dommages que sa maladie à cause d'un « choc anaphylactique » subi à la clinique. Les juges refusent cette thèse, mais prennent en tout sept ans et sept mois pour rendre leur décision finale : le tribunal administratif de Strasbourg statue en 1978, le Conseil d'Etat en 1981.

M. H. porte alors son affaire devant la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme. A ses yeux, la Convention a été violée deux fois : parce que les juges français ne se sont pas fondés sur un rapport d'expertise, et à cause des lenteurs de la procédure. L'article 6 paragraphe 1 de la Convention européenne des droits de l'homme précise, en effet, que « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement (...) et dans un délai raisonnable, par un tribunal (...) ».

Les juges européens ont donné entièrement raison à M. H. sur le second point : dans une affaire qui n'était pas particulièrement complexe, note l'arrêt, la durée de la procédure devant le tribunal administratif de Strasbourg — quatre ans — apparaît « excessive ». En revanche, les trois ans demandés par le Conseil d'Etat ne sont pas critiqués.

JACQUES FORTIER

CULTURE

MODE

Issey Miyaké

L'énergie



Avec lui, les lignes bougent, ondulent, construisant des figures dans un espace qui n'est pas celui de la mode, mais de la sculpture. Le corps s'allonge, se plie, quadrille ou strit en jaune et noir, variations infinies d'un écran d'ordinateur, chez Issey Miyaké, qui inaugure cette semaine ses nouveaux locaux et bureaux place des Vosges à Paris.

L'été n'est pas la saison de l'abandon : voici des combinaisons de gymnastes, des maillots de bain inspirés des tenues de culturistes, des imperméables de nylon en couleurs gonflent comme des parachutes. Sur les tee-shirt, les imprimés évoquent une image mobile, un « bougé » en noir et

blanc. Nul ne saura jamais comment chez lui un blouson se métamorphose en liqueté, un pantalon en paréo, où commence et où finit le col pris dans la mouvance d'un dos.

Tout semble si simple... La structure est invisible, adossée par ses tissus incorporels, mélange de rayonne, de soie et de polyester, que l'on dirait modelés sans fils et sans boutons. Apparaissent alors en finale des « fleurs », des « insectes », des « oiseaux ». Il y a comme un souffle, une énergie nouvelle car ces carapaces en mouvement semblent jaillies de l'intérieur et non pas peser sur le corps.

L. B.

Les attentats de 1985 et 1986 à Paris

Nouvelles inculpations pour Fouad Ali Saleh

Considéré comme le principal responsable des attentats de 1985 et 1986 à Paris, Fouad Ali Saleh a été inculpé, mardi 24 octobre, par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Paris, de « complicité de tentatives d'assassinat, complété de destruction volontaire de biens mobiliers ou immobiliers appartenant à autrui ayant entraîné des infirmités permanentes » pour les dossiers concernant les attentats contre les Galeries Lafayette et le Printemps (décembre 1985, 41 blessés), la Galerie Claridge (3 février 1986, 8 blessés), Gibert Joune (4 février 1986, 6 blessés), la FNAC Sports (5 février 1986, 26 blessés).

An tribunal des prud'hommes de Bobigny

Une société condamnée pour avoir licencié un malade du sida

La société Burke Marketing Research, qui avait refusé de reprendre un de ses employés atteint du sida après un arrêt de travail et avait, par la suite, révélé son état par affichage dans l'entreprise, a été condamnée, mardi 24 octobre, par le tribunal des prud'hommes de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour « licenciement sans cause réelle et sérieuse » et « rupture abusive du contrat de travail ».

La société devra verser 105 000 francs d'indemnités de licenciement et 50 000 francs de dommages et intérêts à la mère de Marcel Devilaïne, mort récemment.

Selon M. Philippe Trousset, avocat de Marcel Devilaïne, « le jugement des prud'hommes est particulièrement important car il rappelle aux employeurs que les malades du sida ont droit au travail comme les autres malades ».

Il y a quelques mois, le tribunal de grande instance de Paris avait déjà condamné la société Burke à verser 100 000 francs de dommages et intérêts à Marcel Devilaïne, à la suite de l'affichage dans les locaux de l'entreprise d'une note révélant que ce dernier était atteint du sida.

Le tribunal avait rappelé à cette occasion que toute personne a droit au respect de sa vie privée et que les informations affichées dans les locaux de l'entreprise relevaient du secret médical.

Arrêté aux Pays-Bas

Le « marchand d'organes » néerlandais sous les verrous

Reiner Oude Groote Beverborg, dit Rogb, l'intermédiaire néerlandais qui dirige une officine spécialisée dans le commerce de reins à greffer (*Le Monde* daté 15-16 octobre), a été arrêté le 22 octobre par la police d'Amsterdam, dans l'est des Pays-Bas.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Sous le coup d'un mandat d'arrêt pour un arriéré d'amendes routières (8 100 francs), Rogb, mauvais payeur, doit passer cinquante-huit jours derrière les barreaux. En

conséquence, il ne pourra pas assister à l'adjudication de sa maison, qui devait avoir lieu, jeudi 26 octobre, à la demande d'une société de crédit immobilier lisse de voir les mensualités non payées s'accumuler.

Les démolitions financières de Rogb confirment l'aspect purement mercantile du commerce de reins à greffer auquel il se livrait. Nous étions parvenus à entrer en contact avec lui à ce sujet le vendredi 20 octobre, et Rogb nous avait affirmé préparer une deuxième transplantation commerciale, la première ayant bien eu lieu, selon lui, « le 9 octobre » dans une « clinique privée des environs de Paris ».

Se refusant à dire si le préleveur du rein d'une Néerlandaise de trente-huit ans et sa greffe successive sur une adolescente originaire du golfe Persique avaient été pratiqués dans le même établissement, Rogb avait déclaré que les interventions avaient été assurées par « une équipe chirurgicale ne comprenant pas de médecin français ». Affirmant à nouveau que les parents de la receveuse avaient payé le rein à greffer 170 000 florins (510 000 francs, soit 240 000 pour la donneuse), le négociant avait refusé de répondre à toute autre question : « J'ai d'autres problèmes en ce moment », avait-il conclu.

CHRISTIAN CHARTIER

EN BREF

□ Arrestation d'un membre présumé de l'ETA. — Félix Ostoga Gil, trente-trois ans, Basque espagnol, membre présumé de l'ETA, a été interpellé, mardi matin 24 octobre, à Ciboure (Pyrénées-Atlantiques) par les gendarmes et placé sous écrou extrajudiciaire. Originaire de Legazpia (Pays basque espagnol), Félix Ostoga Gil était sous le coup d'un mandat d'arrêt international.

□ Meurtre d'un ancien bâtonnier de Tours. — Charles Révérand, soixante-huit ans, éditeur, avocat au barreau de Tours depuis 1948 et ancien bâtonnier, a été retrouvé mort à son domicile, mardi 24 octobre à Tours. Il avait été étranglé. Nu et bâillonné, le corps portait des traces de coups. La voiture de la victime, sa sacoche avec ses papiers, son permis, ce qui tendrait à accréditer la thèse d'un crime crapuleux. Charles Révérand fut, dans les années 1970, vice-président de la Confédération des bâtonniers. Il avait été conseiller municipal d'une commune de Touraine, Loché-sur-Indrois, jusqu'en 1982 (Indre-et-Loire). — (Corresp.)

□ Des cocktails Molotov devant un synagoge à Marseille. — Une enquête confiée à la police judiciaire a été ouverte après la découverte, mardi 24 septembre, de trois cocktails Molotov, ayant fait long feu, devant un synagoge situé dans le treizième arrondissement de Marseille. Cette action n'avait pas été revendiquée, mercredi en fin de matinée.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

ARTS

Un Rodin pour le Japon

Un exemplaire de la *Porte de l'Enfer*, de Rodin, vient d'être acheté par la préfecture japonaise de Shizuoka. Un bronze « original » de Rodin pour être tiré douze fois, à partir d'un plâtre. Huit exemplaires portent des chiffres arabes (1 à 8) et quatre, des chiffres romains (I à IV). Ces dernières sont réservées aux institutions (musées, fondations, etc.) et ne peuvent, en principe, être revendus. Certaines œuvres sont maintenant épuisées (*le Penseur* ou *le Balzac*). D'autres peuvent encore être fondues, comme cet exemplaire de la *Porte de l'Enfer*.

Le prix d'une œuvre varie en fonction de sa taille et de la complexité de la fonte. Un bronze de petite taille (une douzaine de centimètres) est vendu à partir de 300 000 F.

Une œuvre de grande taille, comme l'un des *Bourgeois de Calais* (22 mètres environ), vaut 2,5 millions de francs. Un groupe — *les Trois Ombres*, — 6 millions de francs. La *Porte de l'Enfer*, un travail monumental, a été vendu 1 milliard de yens soit plus de 30 millions de francs.

Inutile de dire que ce droit, tout à fait légal, est contesté par certains. En effet, affirmant ces derniers, l'artiste n'est plus là pour vérifier la bonne qualité de son œuvre qui risque de s'altérer au fil des tirages : les moules peuvent se déformer et le résultat, imparfait, nécessite l'intervention de praticiens qui n'ont pas nécessairement la même sensibilité que l'artiste.

E. de R.

□ Un festival Jean-Pierre Melville. — Le maître du treizième arrondissement de Paris rend hommage au cinéaste Jean-Pierre Melville, du 26 octobre au 5 novembre. Ses treize films, *le Silence de la mer*, *le Doulos*, *le Samourai*, *l'Armée des ombres*, notamment, seront projetés chaque soir, à 20 h 30 et à 22 h 30, au cinéma La Fauvette (73, avenue des Gobelins, entrée libre). Une exposition lui sera également consacrée à la médiathèque Jean-Pierre Melville, 79, rue Nationale.

□ Une carte jeunes pour le cinéma. — Associée avec Pathé Cinéma, la carte jeunes propose un nouveau service à ses titulaires : la Ciné carte jeunes. Gratuite, elle permet de payer la séance 24 francs, tous les jours à toutes les heures, dans les cinémas Pathé et dans un grand nombre de salles indépendantes.

► Tél. : 42-67-50-00 ou 3615 code CJEUNES.

SPORTS

FOOTBALL : une nouvelle affaire Cantona

Eric le colérique

L'attaquant international Eric Cantona devrait prochainement quitter l'équipe de Montpellier. Connu pour ses débordements physiques et verbeux, ce marginal du football français se retrouve une nouvelle fois au centre d'une affaire.

Eric Cantona ne portera plus le maillot de l'équipe de football de Montpellier. Arrivé dans l'équipe au début de la saison, l'attaquant international devrait rapidement quitter le club. La nouvelle devrait être officialisée, mercredi 25 octobre, en début d'après-midi : les dirigeants montpelliérains souhaitent se séparer de leur joueur, coupable notamment de s'être battu avec un coéquipier.

L'affaire remonte au samedi 21 octobre. A l'issue du match Lille-Montpellier (défaite de Montpellier 0-1), une brève mais violente bagarre oppose Eric Cantona à son coéquipier Jean-Claude Lemoutil dans les vestiaires du stade nordiste. Cantona crache au visage de son partenaire et l'insulte. Au cœur de l'échauffourée, Louis Nicollin, président du club, aurait lancé à l'agresseur : « Je te vire », avant de « passer un savon » à l'ensemble de l'équipe. Cette explosion de colère n'a rien de surprenant : depuis le début de saison, la formation héraultaise n'obtient pas de résultats conformes à ses ambitions.

Sa treizième place au classement du championnat de France de première division ne correspond pas aux investissements consentis en début de saison par Louis Nicollin, président d'une importante société de ramassage d'ordures : avec l'aide du maire de la ville, M. Georges Frêche (PS), et du président du conseil général de l'Hérault, M. Gérard Stannaud (PS), il avait en particulier engagé Eric Cantona (prêté par Marseille pour une saison pour 3 millions de francs) et son ami socialiste Stéphane Paille (12 millions de francs pour trois ans) dans le but de constituer un duo ayant parfaitement fonctionné en équipe de France Espoirs (le Monde du 10 juin). Pour épauler ce « couple parfait » — très médiatique — du

football français, il avait également enrôlé Vincent Guérin (Matra Racing), Daniel Xuereb (Paris SG), le Néerlandais Wilbert Savrijs, ainsi qu'un entraîneur de renom, l'ancien responsable des Girondins de Bordeaux, Aimé Jacquet.

Un tel recrutement devait placer le club montpelliérain, rebaptisé « Montpellier-Hérault », dans les équipes de tête du championnat. Il n'en a rien été. Au contraire. Des tensions sont très vite apparues. Deux clans se sont constitués : d'un côté les « vedettes », ou considérées comme telles, c'est-à-dire Cantona, Paille et leur coéquipier en équipe de France Laurent Blanc, un ancien du club, de l'autre quelques joueurs moins renommés mais considérés comme des piliers du club, Jean-Claude Lemoutil, Kader Ferhaoui. Les seconds reprochaient aux premiers leur attitude hautaine et méprisante. Une attitude également très mal ressentie par une partie du public de Montpellier, traditionnellement très proche de son équipe.

Dès le début du mois d'août, les premiers signes du malaise, aggravé par les mauvais résultats, transparaissent (le Monde du 12 août). L'abaisse finira par éclater samedi 21 octobre dans les vestiaires du stade de Lille. Eric Cantona s'est retrouvé en première ligne. Est-ce vraiment surprenant ? Ce joueur, qui s'est toujours affiché comme un marginal dans le milieu du football, est réputé pour ses débordements verbeux et physiques. Du temps où il jouait à Auxerre, il en était venu aux mains avec son coéquipier Bruno Martini, gardien remplaçant de l'équipe de France. Plus tard, en août 1988, il avait injurié le sélectionneur Henri Michel, coupable de ne pas l'avoir retenu pour un match international. Puis il avait jeté son maillot de l'OM en plein match amical à Sedan en janvier 1989.

« Nous aimons les fortes têtes », avaient déclaré Louis Nicollin et Georges Frêche, au moment de faire signer l'attaquant international. Ils n'ont pas été déçus. Eric Cantona a confirmé sa réputation, même si, sur le terrain, il a été l'un des meilleurs joueurs de l'équipe

depuis le début de saison. Dimanche, au lendemain des incidents de Lille, Louis Nicollin, Aimé Jacquet et Michel Méry, le directeur sportif du club, ont longuement rencontré les joueurs des deux clans. Des entretiens qui se sont poursuivis dans la journée de lundi. Mardi, Eric Cantona n'était pas à l'entraînement, mais Louis Nicollin est venu parler à ses joueurs regroupés au centre du terrain. Il leur aurait alors signifié le départ de leur partenaire. Le comité directeur du club, réuni mardi soir, s'est refusé à confirmer cette information.

Reste à savoir quelle va être l'attitude des amis d'Eric Cantona (Stéphane Paille et Laurent Blanc) et surtout ce que va devenir « l'Indestructible ». A condition de trouver un terrain d'entente avec l'Olympique de Marseille, toujours propriétaire du joueur, Montpellier pourrait essayer de le céder à un club français ou étranger. Mais quelle équipe voudra encore d'un joueur, plutôt donné pour les choses du ballon, mais précédé d'une telle réputation ? Plusieurs clubs français, dont le Paris-SG, sont actuellement en quête d'un « joker » mais le risque encouru en rebuteurs plus d'un.

PHILIPPE BROUSSARD

EN BREF

■ ALPINISME : décès du sherpa Sungdare. — Le sherpa népalais Sungdare a été retrouvé mort, noyé dans la rivière Dugh-Kol près du village de Pangboche, à 3300 mètres d'altitude. Sungdare était un héros national au Népal pour avoir atteint cinq fois le « Toit du monde ». C'est-à-dire le sommet de l'Everest (8848 mètres) avec des expéditions ouest-allemande (1979), américaine (1981), canadienne (1982), norvégienne (1983) et sino-japonaise (1988). Sungdare pourrait s'être suicidé à la suite d'une dispute avec sa femme.

■ BASKET-BALL : Coupes d'Europe. — En huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, les Allemands de l'Ouest de Leverkusen ont battu, le 24 octobre, les

visiteurs français de Mulhouse 97-88. Au deuxième tour aller de la Coupe Korac, Pau-Orthez a dominé les Islandais de Reykjavik 97-78.

■ FOOTBALL : une troisième arrestation à Amsterdam. — Outre les deux supporters de Feyenoord interpellés, dimanche 22 octobre, à la suite de l'explosion de deux bombes artisanales dans le stade de l'Ajax d'Amsterdam, qui a fait quatorze blessés (le Monde des 24 et 25 octobre), la police néerlandaise a interpellé, le 24 octobre, un troisième suspect, un garçon âgé de dix-sept ans. Selon un sondage effectué pour le quotidien populaire De Telegraaf, 42 % de la population demanderait une suspension du championnat de football aux Pays-Bas.

■ ALPINISME : décès du sherpa Sungdare. — Le sherpa népalais Sungdare a été retrouvé mort, noyé dans la rivière Dugh-Kol près du village de Pangboche, à 3300 mètres d'altitude. Sungdare était un héros national au Népal pour avoir atteint cinq fois le « Toit du monde ». C'est-à-dire le sommet de l'Everest (8848 mètres) avec des expéditions ouest-allemande (1979), américaine (1981), canadienne (1982), norvégienne (1983) et sino-japonaise (1988). Sungdare pourrait s'être suicidé à la suite d'une dispute avec sa femme.

■ BASKET-BALL : Coupes d'Europe. — En huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, les Allemands de l'Ouest de Leverkusen ont battu, le 24 octobre, les

RUGBY : les Fidjiens battent les Barbarians 32-16

Quinze fois Blanco

En tout cas, les quelque cinq mille spectateurs, qui avaient rempli le stade du SBUC à Biscat, ont fait dimanche soir aux quinze Mélanésiens une ovation qui en disait long sur le plaisir fou qu'ils leur avaient procuré pendant ces 80 minutes de jeu ensoleillé. Il y avait eu bien sûr les six essais qui s'étaient écoulés dans l'en-but barbare comme ces vagues qui déferlent pour la joie des surfeurs aux antipodes. Il y avait surtout l'emballage du « paquet », une ambiance coureur-jongleur-farcou qui, loin d'avoir été étouffée par l'expérience de la première Coupe du monde, se serait exacerbée au contact des lourds bataillons de l'ovale.

Bordeaux
de notre envoyé spécial

Décidément cette Fédération française de rugby — qui s'était inventé de toutes pièces un centenaire quand elle a été privée de Bicentenaire (le Monde du 6 octobre) — est bien mesquine. N'offrir aux Fidjiens qu'une rencontre sur un stade de banlieue avec les Barbarians, autrement dit un match de gala, en guise de clôture à la brève tournée des Fidjiens dans l'Hexagone (1), ce n'était pas très classe. D'autant que la vérité du jeu de demain, ce sont peut-être ces joueurs, la poitrine fiévreusement frappée d'un cocotier, qui l'ont trouvée.

Feux follets

Sélectionneur-entraîneur de l'équipe de France, Jacques Fouroux a coupé le vin de la louange avec l'eau de l'argutie : « Face à une équipe qui jouera pour gagner et non pas pour jouer, les Fidjiens auront toujours des problèmes. Dimanche les Barbarians ont voulu les prendre à leur propre jeu. » Fallait-il vraiment incriminer, comme cela était sous-entendu dans le propos, le manque de rigueur des deux trois-quarts toulousains incorporés aux Barbarians ? Eric Bonnaville et Denis Charvet n'ont certes pas montré beaucoup d'empressement quand il s'est agi de plaquer les atypiques Fidjiens. Mais s'agissait-il bien de cela ? Pouvaient-ils jouer « au ras » de la mêlée face à ces feux follets ?

Rien de moins évident quand les piliers remontent le terrain à la vitesse d'un Carl Lewis aux Jeux olympiques, quand la description ligne n'est jamais à plus de 2 mètres du porteur du ballon, quand un joueur intercepté trouve toujours le moyen d'expédier la balle à un partenaire qui semble jaillir du gazon comme un diable d'une boîte, quand les dégagements au pied sont aussi secs que ceux d'un gardien de but, ou quand les trois-quarts réussissent leur passe

par-dessus une dizaine de têtes pour attaquer à droite alors qu'ils semblaient bloqués à gauche.

Les Fidjiens n'ont pas de système ou de dogme sur l'ovale. Pas de théoriciens. Ils ont seulement une capacité innée à occuper l'espace, à changer la dimension du jeu, à perpétuer le mouvement. Est-il besoin dans ces conditions d'un pack classique ? En dépit de la malice d'un Dominique Ertbani et de la rigueur d'un Peter Winterbottom, les avants barbares ont terminé la partie sur les rotules sans avoir pu un seul instant prendre l'ascendant dans les phases statiques de conquête.

Jusqu'à présent un seul homme semblait réunir toutes ces qualités : Serge Blanco, l'arrière du Quinze de France, que certains considèrent comme le meilleur du monde à ce poste. Or les Fidjiens en ont quinze comme lui à la parade sur le terrain. Le feu d'artifice est permanent. Pour Jacques Fouroux, ce rugby n'est donc que « désordre ». Mais pour tout pouvoir en place, révolution n'est-elle pas synonyme de désordre ? Théoriquement sélectionnés pour leur fair-play et leur technicité, les Barbarians (2) n'ont pas apprécié d'être déstabilisés de pareille façon. Ils ont quitté le terrain sans procéder à l'habituel échange de maillots. Une marque de dépit qui n'était après tout que le plus bel aveu.

ALAIN GIRAUDO

1) - Cette tournée, la troisième de Fidjiens en France, a été marquée par des victoires sur une sélection du Landgoed à Nimès (40-26) et sur les Barbarians à Bordeaux (32-16), et par une défaite contre une sélection du Sud-Ouest à Bergerac (15-18).

2) Les Barbarians britanniques sont l'équivalent d'un comité de joueurs sans lien avec les instances fédérales. En revanche, les Barbarians français sont constitués par Jacques Fouroux, vice-président de la FFR, Guy Besquet, très droit du président de la Fédération, et Jean-Pierre Rives, l'ancien capitaine de l'équipe de France, qui en l'occurrence s'est chargé d'inviter Nass Botha, l'ancien capitaine des Springboks sud-africains.

COMMUNICATION

L'épargne et l'investissement dans les productions culturelles

Les sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel souhaitent un aménagement de la réglementation

En quatre ans d'existence, les sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel (SOFICA) — destinées à drainer l'épargne vers la création audiovisuelle — ont largement démontré leur utilité. Il en existe douze et les plus grands noms du septième art veulent créer la leur. Domage que les pouvoirs publics n'aient pas encore levé les hypothèques pesant sur leur avenir.

Tous les grands noms de la profession sont de l'aventure. Jean-Jacques Annaud comme Bernard Taverne, Jean-Jacques Beinlich comme Jean-Luc Godard, Claude Lelouch comme Coline Serreau. Réunis depuis deux ans déjà au sein de l'ARP — une société civile de collecte de droits — ces auteurs-réalistes-producteurs viennent de décider, cette fois, de créer leur propre SOFICA.

« Créé par nous et pour nous », comme l'explique Claude Berri, président de l'ARP, SOFICARP espère, grâce à la notoriété et au prestige de ses membres, récolter 100 millions de francs d'ici à la fin de l'année, auprès d'établissements financiers, de banques ou de grands groupes industriels. Canal Plus est la première des chaînes de télévision à avoir décidé d'y participer. La gestion, enfin, de la nouvelle société est confiée à un spécialiste en la matière, l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC).

Après la création de la SOFICA Lumière — dont le président, Marcel Jullian, espère réunir d'ici au 1^{er} janvier 20 millions de francs pour contribuer à la réalisation de films « éducatifs », — le lancement de SOFICARP témoigne du dynamisme de ce mode de financement de la production. En quatre ans, plus de milliard de francs au total a été ainsi investi dans le secteur, et tout le monde reconnaît que ces

sociétés — dont les contours ont été définis dans la loi de finances adoptée en décembre 1985 — jouent parfaitement leur rôle d'intermédiaire entre les investisseurs (particuliers et entreprises) et les producteurs.

Le système, pourtant, demande à être aménagé, comme le recommande un haut fonctionnaire, M. Jacques Graindorge, dans un rapport remis il y a plusieurs mois, aux ministères de la culture et des finances (le Monde du 7 janvier). Faute de quoi la machine pourrait gripper. Beaucoup de SOFICA, — il en existe un douzaine — menacent de ne pas procéder, cette année, à leur appel public à l'épargne, faute de la réinjection de fonds nouveaux de la production.

« Nos actionnaires ne sont pas des mécènes »

« Nous ne le ferons pas, explique ainsi Pierre Desgranges, président de SOFICA Créations, pour au moins trois raisons. D'abord, parce que nous touchons aujourd'hui les premiers dividendes de nos investissements et que nos recettes devraient être suffisantes pour investir 20 à 30 millions dans les nouveaux projets. Ensuite, parce que la loi nous contraint à réinvestir dans l'année 90 % des sommes recueillies lors d'une augmentation de capital, sommes dont nous n'avons pas l'utilité. Enfin, parce que le déficit problème de la « sortie » des actionnaires d'une SOFICA n'est toujours pas réglé ».

La sortie ? Une querelle à ce sujet oppose depuis des mois les gestionnaires de ces sociétés aux pouvoirs publics. La loi, en effet, a créé une ambiguïté que l'on ne se décide pas à lever. D'un côté, le ministre des finances accorde un avantage aux SOFICA pour dix ans ; de l'autre, les particuliers qui souscrivent au capital d'une de ces sociétés, peuvent déduire de leur

sommes versées, à condition toutefois de conserver leurs actions pendant cinq ans. Les entreprises elles aussi, autorisées à amortir 50 % de leur investissement dans la première année.

Mais les textes ne disent rien de la période intermédiaire courant entre ces cinq ans et les dix ans de l'agrément. Les souscripteurs peuvent-ils récupérer leur argent au terme des cinq premières années ? Et à quelle condition ?

« Nos actionnaires ne sont pas des mécènes », s'empare ainsi M. Kémal Zahar, responsable des SOFICA SLAV 1 et 2, deux sociétés dont les membres appartiennent en quasi-totalité aux professions médicales. « Immobiliser ses économies pendant cinq ou six ans, même en échange d'une importante déduction fiscale, représente une contrainte très lourde. Une immobilisation plus longue serait insupportable. L'Etat doit tenir parole et trouver une solution. Faute de quoi, c'est l'ensemble du système qui serait compromis ».

Les professionnels suggèrent donc l'adoption d'une technique fiscale particulière, autorisant les SOFICA à réduire progressivement leur capital par remboursements successifs et échelonnés de l'apport de chacun des souscripteurs. Une solution médiane qui permettrait aux particuliers de récupérer une partie de leur mise au terme des cinq ans. Défendue par le ministre de la culture — c'est à M. Jack Lang que l'on doit cet « abri fiscal » à la française, — cette solution est encore combattue par le ministère des finances. Tous les yeux se tournent aujourd'hui vers le premier ministre dont on attend l'arbitrage. « Nous sommes prêts à procéder à une augmentation de capital de 40 millions de francs, dit-on ainsi à Investimages 3, mais nous ne nous risquerons qu'après le verdict de l'hôtel Matignon ».

PIERRE-ANGEL GAY

Le lancement de Canal Inter

Une chaîne du Sud pour les réseaux câblés du Nord

Le 27 octobre, la chaîne Canal Inter fera son apparition sur le réseau câblé de Roubaix-Tourcoing, exploité par la société Région Câblée (groupe Générale des eaux). Dans un premier temps, Canal Inter parlera surtout du Maghreb et des pays francophones du Sud. Car ce nouveau canal puise l'essentiel de ses programmes dans les émissions de 2M International, la chaîne marocaine à péage lancée en mars dernier.

C'est la première illustration de la volonté de 2M (chaîne dont TF1 est actionnaire) de créer un courant de programmes du Sud vers le Nord, à destination notamment des populations arabophones immigrées en Europe. Ultérieurement, Canal Inter s'étendra à d'autres réseaux câblés de Région Câblée. Et sa programmation s'ouvrira à d'autres communautés, avec des programmes venus du Portugal, de Pologne ou d'autres lieux...

Les responsables du réseau câblé de Roubaix-Tourcoing espèrent, avec ce nouveau type de chaîne et sa mosaïque de programmes, créer une télévision de proximité « centrée sur les spécificités sociologiques et culturelles locales ». Canal Inter sera payante (15 F par mois) ou gratuite, selon la nature des programmes.

■ « Séquences », nouveau magazine consacré à la télévision et à la vidéo. — La société Médium Communication publie un mensuel consacré à la télévision et à la vidéo, Séquences. Comportant 68 pages en quadrichromie, ce nouveau magazine (30 F) a été tiré à 20 000 exemplaires. Il se propose de faire le point sur la télévision, la production, l'image de synthèse, la formation aux nouveaux médias, etc., ainsi que sur l'actualité française et européenne du secteur de la télévision et de la vidéo, grâce à des portraits, des enquêtes et des fiches-produits.

PIERRE-ANGEL GAY

M. Rausch défend à Washington

la directive « Télévision sans frontières »

Les télévisions européennes sont envahies par les « produits américains » qui sont une forme de « sous-culture » donnant une « image déplorable » des Etats-Unis, a affirmé, mardi 24 octobre à Washington, le ministre français du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch.

A l'issue d'une visite de deux jours aux Etats-Unis, le ministre a indiqué qu'il avait tenté, sans succès, d'expliquer aux autorités américaines le « contenu culturel » de la décision de la CEE de limiter le volume des programmes de télévision étrangers dans les pays de la Communauté européenne. Les

Américains ne voient dans cette affaire que « un dangereux précédent » qui est une forme de « protectionnisme », a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse.

« Il faut continuer à discuter pour trouver des solutions », mais l'Europe doit rester ferme sur ses positions, a ajouté M. Rausch, en précisant que l'adoption de la directive « Télévision sans frontières », le 3 octobre, avait constitué l'essentiel de ses discussions avec M^{me} Carla Hills, représentante spéciale du président Bush pour le commerce, M. Robert Mosbacher, secrétaire au commerce, et plusieurs responsables du Congrès.

Le gouvernement néerlandais envisage de légaliser TV 10

AMSTERDAM

de notre correspondant

La chaîne TV 10 a vécu un 24 octobre bien agité. Quelques heures seulement après l'annonce, dans les colonnes du Monde, du renoncement des dirigeants de TF1 à participer à l'exploitation de la chaîne hollandaise, les groupes de presse VNU et Elsevier faisaient savoir qu'ils abandonnaient l'idée de racheter la société de production de M. Joop Van Den Ende, barreau de TV 10.

Lois de baisser les bras, cette dernière répliquait en entretenant un doute sur les propos tenus par le PDG de la Une (le Monde du 25 octobre). « Nous sommes toujours en discussion avec TF1 et un entretien décisif doit avoir lieu », nous a déclaré M. Harry Severen, en refusant toutefois de préciser si les tractations avec la chaîne française portaient sur TV 10, ou sur les accords plus généraux de production.

Cette dernière hypothèse est en fait la plus vraisemblable, TV 10 venant de recevoir du ministère de la culture l'assurance de pouvoir bientôt émettre aux Pays-Bas en tant que « station commerciale légale ».

Un retournement de situation qu'explique le dépit imminent d'une nouvelle loi sur les médias permettant la création, dans certaines conditions, de vraies télévisions privées.

Autorisé dans son pays, M. Joop Van Den Ende n'aurait donc plus besoin de chercher la tutelle d'une chaîne étrangère, comme TF1, ni de s'expatrier au Luxembourg, comme il projetait de le faire, à l'exemple de RTL-Véronique.

Reste à savoir si TV 10, qui a différé « pour une durée indéterminée » son lancement prévu pour le 28 octobre, a financièrement les moyens d'attendre le vote de la nouvelle loi.

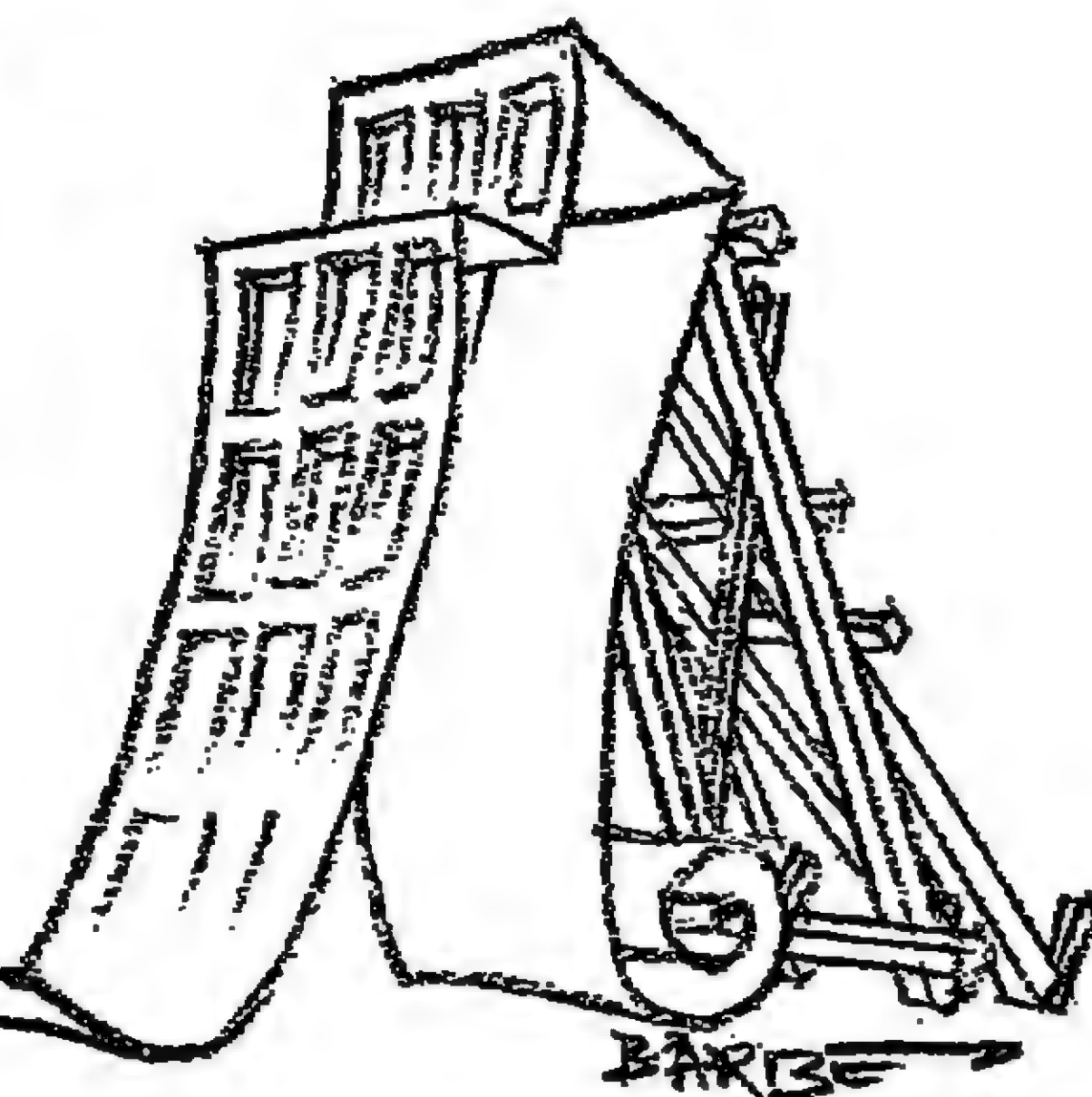
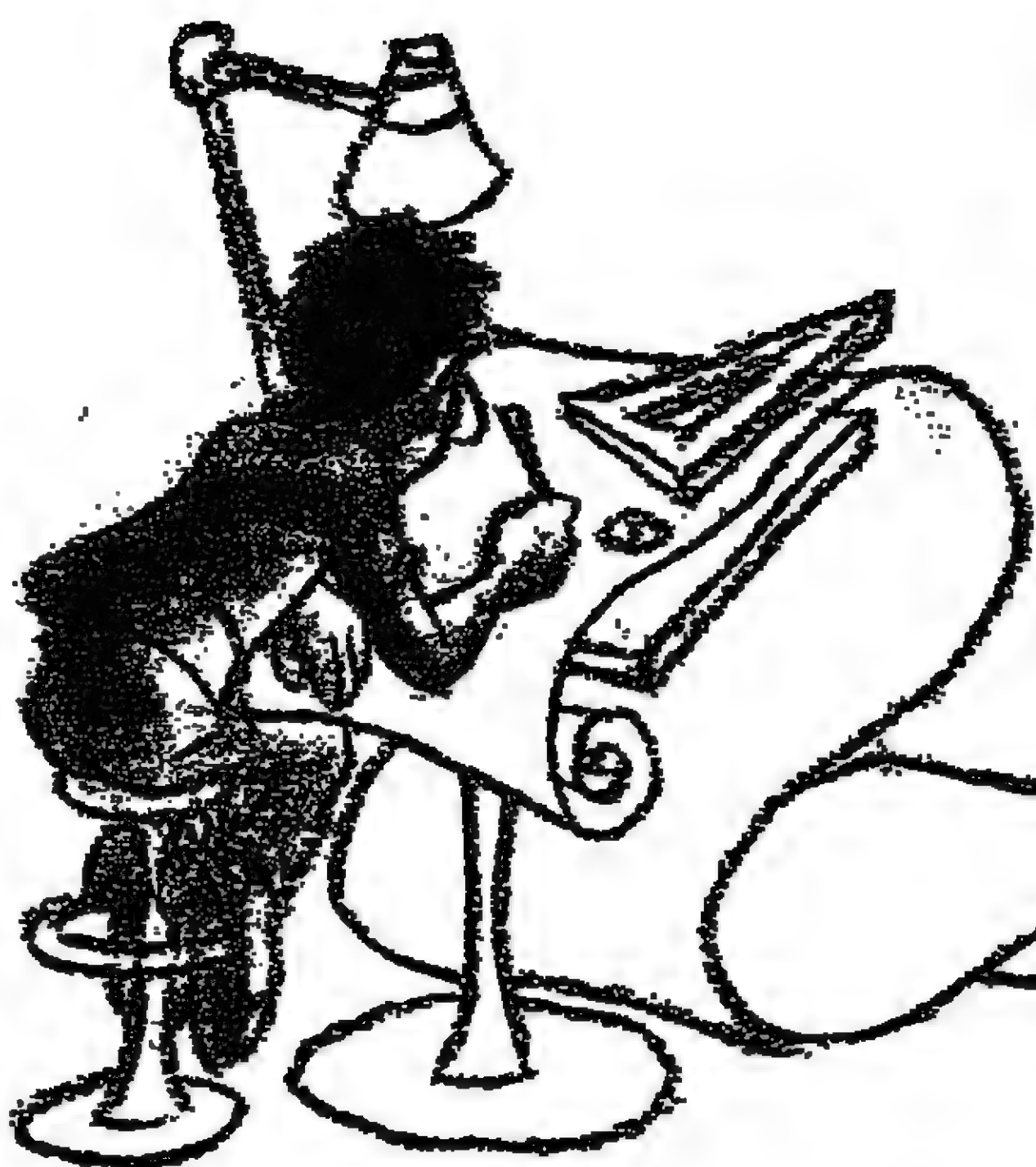
CHRISTIAN CHARTIER

هنا من الصور

CAMPUS

Vingt ans de réformes de l'enseignement

L'architecture en perpétuel chantier



L'insatisfaction des étudiants...

Manque de professionnalisme, mauvaise qualité de l'enseignement... Les résultats du sondage IPSOS pour « le Monde Campus » auprès des étudiants et des jeunes diplômés sont inquiétants.

Un enseignement inadapté...

Dans l'ensemble, diriez-vous de l'enseignement que vous avez reçu, qu'il est tout à fait adapté, assez adapté, bien adapté, assez mal adapté ou très mal adapté à l'exercice du métier d'architecte ? (*)

	Jeunes diplômés %	Etudiants %
Tout à fait adapté	4	4
Assez bien adapté	36	52
Assez mal adapté	44	37
Très mal adapté	14	6
Ne se prononce pas	2	1

(*) Libellé de la question posée aux étudiant(e)s : « A votre avis, l'enseignement tel qu'il est pratiqué dans les écoles d'architecture vous semble-t-il... »

... aux réalités professionnelles...

Voici une série d'opinions que l'on entend à propos de l'enseignement de l'architecture en France. Pour chacune, vous direz si vous la partagez ou non.

	Jeunes diplômés %	Etudiants %
Le niveau des études n'est pas suffisamment élevé par rapport à celui d'autres pays européens :		
Oui	38	43
Non	24	26
Ne se prononce pas	38	31
Il ne prépare pas assez bien au métier d'architecte :		
Oui	77	54
Non	19	35
Ne se prononce pas	4	11
Il n'y a pas assez de sélection :		
Oui	43	33
Non	51	59
Ne se prononce pas	6	8
Les enseignants ne sont pas toujours très compétents :		
Oui	73	65
Non	24	26
Ne se prononce pas	3	9

... et de qualité insuffisante

Et en ce qui concerne le déroulement de vos études, êtes-vous plutôt satisfait ou plutôt mécontent... ? (*)

	Jeunes diplômés %	Etudiants %
Des moyens mis à la disposition des étudiants dans l'école :		
Plutôt satisfait	38	33
Plutôt mécontent	60	64
Ne se prononce pas	2	3
Des relations avec les enseignants :		
Plutôt satisfait	84	75
Plutôt mécontent	12	18
Ne se prononce pas	4	7
De l'ambiance de l'école :		
Plutôt satisfait	76	66
Plutôt mécontent	20	29
Ne se prononce pas	4	5
De la qualité de l'enseignement :		
Plutôt satisfait	51	54
Plutôt mécontent	48	34
Ne se prononce pas	9	12

(*) Libellé de la question posée aux étudiant(e)s : « Et en ce qui concerne le déroulement de vos études, êtes-vous plutôt satisfait ou plutôt mécontent... »

Les architectes ne sont pas satisfaits de leur formation. Tel est le constat brutal qui ressort du sondage réalisé par IPSOS pour « le Monde Campus », la direction de l'architecture et l'ordre des architectes, auprès de jeunes diplômés des quatre dernières années et d'étudiants.

58 % des jeunes diplômés estiment que l'enseignement qu'ils ont reçu n'est pas adapté à l'exercice du métier d'architecte. 40 % seulement sont satisfaits. Ce dernier chiffre, très faible, correspond exactement à celui d'une enquête précédente réalisée par « le Monde Campus » auprès de diplômés de 1984. Ce sentiment d'inadéquation de l'enseignement est particulièrement fort chez les diplômés qui exercent leur métier en profession libérale.

Si les étudiants sont, dans leur ensemble, moins sévères, cet optimisme s'estompé quand on passe de ceux du premier cycle (27 % d'avis négatifs) à ceux du second (52 %). On trouve là, parmi les étudiants avancés, un sentiment d'inadéquation face aux débouchés professionnels aussi fort que celui qui existe chez les étudiants des universités.

Ce mécontentement repose sur deux griefs majeurs : manque de professionnalisme et mauvaise qualité de l'enseignement. L'insuffisance des contacts avec la vie professionnelle et le fait que l'enseignement ne correspond pas à la pratique des chantiers sont les reproches les plus souvent cités. Les trois quarts des jeunes diplômés reprochent à l'enseignement d'être trop théorique et de ne pas bien préparer au métier.

Cette soif de professionnalisme apparaît très clairement dans les jugements portés sur les enseignants dispensés. A une très grande majorité, les diplômés estiment que l'exercice du projet est, à la fois, le plus intéressant et le plus utile. Ils souhaitent que soient développées la pratique du métier (c'est-à-dire les relations avec les différents partenaires professionnels des architectes) et les matières scientifiques et techniques. Les étudiants sont du même avis.

La moitié seulement des diplômés et des étudiants se disent plutôt satisfaits de la qualité de l'enseignement - score très faible si on le compare à celui des étudiants des universités, chez qui on trouve un taux moyen de satisfaction de 70 %. Cette sévérité s'explique aisément lorsque l'on constate que 65 % des étudiants - ... et 73 % des diplômés - partagent l'opinion selon laquelle « les enseignants ne sont pas toujours très compétents ». Dans les griefs cités spontanément par les étudiants contre l'enseignement, la mauvaise qualité des enseignants vient en seconde position, après le manque de contact avec la vie professionnelle. L'insatisfaction quant à la qualité de l'enseignement est particulièrement vive dans les écoles de province. Il semble bien que ce soit la compétence professionnelle et pédagogique des enseignants qui soit en cause, plus que leur personne, puisque les trois quarts des étudiants reconnaissent qu'ils ont avec eux de bonnes relations.

Une inquiétude générale

Le manque de moyens est le troisième sujet de mécontentement, surtout dans les écoles parisiennes. Ces difficultés matérielles auraient-elles des répercussions sur le moral des étudiants ? On pourrait le croire, puisque, malgré les traditions de convivialité des écoles d'architecture, 66 % seulement des élèves se disent satisfaits de l'ambiance de l'école - score qui n'est guère supérieur à celui des étudiants des universités, et très inférieur à celui qu'on trouve en particulier à Compiegne ou Dauphine. Les anciens, il est vrai, voient les choses plus en rose : chez eux, la satisfaction de l'ambiance grimpe à 76 %. Mais est-ce le signe d'une dégradation ou l'enlèvement du souvenir ?

En tout cas, compte tenu de toutes ces indications, ce n'est sûrement pas à la nostalgie seulement qu'on doit cette opinion, majoritaire chez les architectes, que l'enseignement de l'architecture ne s'est guère amélioré depuis dix ans.

FREDERIC GAUSSEN
Lire la suite page 18

Une exposition et un colloque

« Apprendre l'architecture, vingt ans d'enseignements ». La direction de l'architecture et de l'urbanisme, au ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, organise une série de manifestations sur ce thème à l'occasion du Salon international de l'architecture, à la Grande Halle de La Villette, à Paris, du 28 octobre au 5 novembre :

— Une exposition de travaux d'élèves.
— Un colloque, les 30 et 31 octobre, avec la participa-

tion de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement.
— L'édition d'un fichier des écoles d'architecture en Europe.

— La publication d'un dossier comprenant notamment une consultation de jeunes architectes, dans le numéro d'octobre de la revue Techniques et Architecture.

— Ce sondage auprès de jeunes diplômés et d'étudiants, réalisé par IPSOS, avec « le Monde-Campus ».

...et l'amertume des enseignants

Depuis vingt ans, les professeurs des écoles d'architecture attendent un statut qui détermine leurs missions et leurs carrières.

EN guise de gâteau d'anniversaire, c'est une soupe à la grimace qui attend les responsables de l'enseignement de l'architecture, réunis les 30 et 31 octobre pour célébrer vingt ans de réformes. Les élèves et les jeunes diplômés se plaignent d'un enseignement inadapté. La profession en profite pour rappeler ses réserves à propos des contenus pédagogiques fixés en 1984. Les professeurs se révoltent contre l'absence de statut et de carrière. Les responsables d'écoles pleurent misère.

A l'école de Marseille-Luminy, les enseignants sont en grève depuis la rentrée. Des mouvements de protestation agitent les écoles parisiennes. Des motions de soutien sont votées ici et là. Quand une école ne bronche pas, le directeur n'en est que plus inquiet : « C'est pire, il y a de la désespérance ». Il n'y aura certes pas de manifestations monstres entre Bastille et Nation - la profession est trop petite (neuf cent seize enseignants contractuels et autant de vacataires), - mais on se mobilise pour le rendez-vous de La Villette.

Alertés dès le début de l'été par certains responsables des vingt-deux écoles d'architecture françaises, les services du ministère auraient-ils sous-estimé la fronde ? Fondée il y a moins d'un an, la conférence des présidents des conseils d'administration des écoles d'architecture (CPCAEA) réclamait en mars dernier des mesures d'urgence et une planification pluriannuelle « en sorte de rattraper un retard intrinsèque et un retard relatif par rapport aux écoles des pays européens développés ». Dans la dotation budgétaire de 1990, le budget de l'enseignement est en hausse de 7 %. C'est assez proche des mesures d'urgence demandées, mais on reconnaît, au ministère de l'équipement qu'il s'agit plus d'une actualisation que d'un rattrapage.

Une ruine en plein Paris

Toutes les écoles ne sont pas comme Paris-Villemin, véritable ruine en plein cœur de la capitale. Mais la plupart ne peuvent offrir une place de travail par étudiant. Selon les estimations de Jacques Allégret, président de la CPCAEA, 12 à 13 mètres carrés sont nécessaires pour chaque élève. Pour que chacun des treize mille élèves dispose de sa table à dessin, il faudrait presque doubler les surfaces de plancher. On n'accepte que huit mille élèves à l'entrée. Or, curieusement, les salles d'archives ne sont pas bondées. On ne rencontre que quelques groupes, carton sous le bras, dans les couloirs. Dans

les conditions actuelles, les étudiants préfèrent en effet travailler leur projet chez eux. Et les écoles se trouvent dans la situation paradoxale d'être vides par manque de place.

Le manque de moyens affectés à l'enseignement de l'architecture est au cœur du débat. Longtemps, les enseignants ont méprisé ces questions triviales. Aujourd'hui, les syndicats et le conseil de l'ordre des architectes ne se privent pas de faire des comparaisons : l'Etat dépenserait plus de 70 000 francs par an pour former un ingénieur des Ponts, contre à peine plus de 30 000 francs pour un élève architecte. Jacques Allégret attend que d'ici à 1993 le coût annuel passe à 48 000 francs, à peu près celui d'un étudiant d'ITUT ou d'un élève ingénieur. « Il faut donner à cet enseignement misérable les moyens de l'enseignement technique supérieur », plaide-t-il.

JEAN-JACQUES BOZONNET
Lire la suite page 18



TOEFL Test of English as a Foreign Language

L'examen américain indispensable aux Etats-Unis pour entrer dans les universités (nouveaux niveaux) ou réussir un stage dans une entreprise. Prenez une longueur d'avance dans votre carrière en suivant une formation dispensée par les spécialistes en la matière : l'American Language Institute. L'approche globale des cours est la suivante :

- stratégies et techniques d'examen
 - étude de copies d'examen corrigées
 - simulation des conditions d'examen
 - grammaire avancée
- Nos professeurs américains, tous diplômés, ont personnellement passé l'épreuve. Ils pourront, par conséquent, vous donner les moyens d'améliorer vos résultats de manière sensible. Pour l'examen du 8 décembre, les cours de préparation commencent en novembre.

THE AMERICAN LANGUAGE INSTITUTE

The American University of Paris
34, av. de New-York, 75116 Paris,
Tel. 47.20.44.99

CAMPUS

L'enseignement de l'architecture en perpétuel chantier

L'insatisfaction des étudiants

Suite de la page 17

Une lueur d'espoir vient toutefois éclairer ce tableau mélancolique : les diplômés les plus récents — ceux de 1988 — semblent avoir une opinion moins négative que leurs prédécesseurs sur la qualité de l'enseignement et son adaptation à la profession. Cette génération est aussi nettement plus satisfaite de l'organisation des études. Si cette évolution se confirmait pour les promotions à venir, cela montrerait que la réforme de 1984 aura eu des effets positifs.

Peu d'améliorations en dix ans

Diriez-vous de l'enseignement de l'architecture en France qu'il s'est beaucoup, assez, peu ou pas du tout amélioré au cours des dix dernières années ?

	Jeunes diplômés %	Etudiants %
Beaucoup amélioré	9	9
Assez amélioré	28	28
Peu amélioré	34	29
Pas du tout amélioré	16	8
Ne se prononce pas	13	26

Les activités d'avenir

A l'avenir, le métier d'architecte va-t-il, selon vous, plutôt s'orienter vers...

	Jeunes diplômés %	Etudiants %
La programmation	43	32
La maîtrise d'ouvrage	49	23
Le paysage, l'urbanisme	34	38
Le design, la création industrielle	38	32
La conservation, réhabilitation et restauration du patrimoine	49	46
Autres (dont architecture d'intérieur et paysage)	10	8
Ne se prononce pas	9	5

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

L'amertume des enseignants

Suite de la page 17

Au ministère, on rappelle que les sommes affectées ont triplé en vingt ans. « Cet enseignement vient de loin, explique-t-on. Les efforts budgétaires ont été contrebalancés par le développement brutal des effectifs entre 1972 et 1985. Après un palier dû à la crise du bâtiment, nos écoles redevenaient attractives, ce qui pose à nouveau des problèmes. »

Les écoles ne souffrent pas seulement de la pinguetie du ministère du budget, elles étouffent souvent dans un statut contraignant d'établissement public à caractère administratif (EPA). « Je ne réclame pas plus d'argent à l'Etat, déclare Jean-Marc Calteau, directeur de l'école de Nantes. Je

demande plus de liberté, pour attirer des fonds grâce à un statut plus souple, celui d'établissement à caractère industriel et commercial (EPIC), par exemple. Je revendique la responsabilité d'un chef d'entreprise. Sinon, les écoles ne pourront jamais remplir les missions, notamment en matière de recherche, que leur fixe la loi de 1984. » Ce chef d'établissement n'hésite pas à aborder la question des droits d'inscription, uniformément fixés à 475 francs par an, et à rêver à leur triplement. « Plus de 50 % de mes cinq cent quarante étudiants sont issus de familles aisées », explique-t-il, persuadé que ces dernières accepteraient de payer plus pour un enseignement de meilleure qualité.

« le niveau des études en France, n'est pas suffisamment élevé par rapport à celui d'autres pays européens ». Les pays où la formation paraît meilleure qu'en France sont l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Suisse. Ceux qui attirent le plus les architectes pour y exercer leur métier sont l'Italie et l'Espagne.

La situation professionnelle des architectes ne paraît pourtant pas trop catastrophique : on compte très peu de chômeurs parmi les diplômés (3 %) et 71 % d'entre eux ont trouvé leur premier emploi ou leur première commande en moins de trois mois. Mais cette enquête confirme la grande diversité des situations : 70 % des diplômés exercent à titre libéral, les autres étant salariés (situation plus fréquente pour les femmes) essentiellement dans le privé. L'éventail des niveaux de vie est très large : 15 % des diplômés gagnent moins de 5 000 F par mois et 13 % plus de 15 000 F. Si les chiffres les plus élevés se trouvent surtout chez les libéraux, la majorité de ceux-ci ont des rémunérations inférieures à 10 000 F, alors que les salariés sont, en majorité, dans la tranche 10 000-15 000 F.

Les études d'architecture mènent essentiellement au métier d'architecte. La direction de l'architecture souhaiterait encourager la diversification des débouchés professionnels. Mais cette tendance paraît encore limitée : 83 % des jeunes diplômés sont architectes, 10 % seulement font un métier « dans lequel ils utilisent leurs connaissances en architecture ». Toutefois, le message semble passer auprès des étudiants, 57 % seulement d'entre eux se voyant plus tard dans la peau d'un architecte, tandis que 39 % s'imaginent plutôt dans un métier voisin. Pour eux, les activités qui vont se développer sont la réhabilitation et la restauration du patrimoine, l'urbanisme et la paysagisme, le design et la création industrielle.

Cette plus grande ouverture vers des territoires à la marge de l'architecture proprement dite est confirmée par le désir de très nombreux étudiants de suivre une formation complémentaire : 70 % ont cette intention, alors que 30 % seulement des jeunes diplômés avaient suivi cette voie. Les domaines qui attirent le plus les étudiants sont l'urbanisme et le design. Viennent ensuite les arts plastiques, les études d'ingénierie, l'histoire, la sociologie, l'informatique.

FRÉDÉRIC GAUSSEN

La peur de 93

Etes-vous très, assez, peu ou pas du tout inquiet pour votre profession de l'avènement du marché unique européen de 1993 ?

	Jeunes diplômés %	Etudiants %
Très inquiet	6	9
Assez inquiet	15	21
Peu inquiet	29	27
Pas du tout inquiet	49	33
Ne se prononce pas	1	3

Trois cents jeunes diplômés en architecture constituant un échantillon national représentatif des diplômés des années 1983, 1986, 1987 et 1988 ont été interrogés par téléphone du 26 septembre au 11 octobre 1989. Ces cent étudiants en architecture de 1^{er} et 2^e cycle constituant un échantillon national représentatif de cette population ont été interrogés en face à face du 2 au 12 octobre 1989 dans dix-neuf écoles.

conseil national. « Nous ne pouvons pas tolérer une formation qui ne cesse de se dégrader à l'approche de l'Europe de 1993 », s'exclame Dominique Alet, son vice-président chargé de l'enseignement. Pour Jean-Claude Ribaud, directeur de la Maison de l'architecture, la lecture du sondage IPSOS auprès des étudiants est édifiante : « Il y a lieu de doter le milieu enseignant d'un statut qui permette d'avoir les meilleurs, et surtout de restructurer les contenus des enseignements. » Le vieux débat sur la nature de l'enseignement est relancé par les étudiants de 1989, nombreux à demander une formation plus proche des réalités du métier.

Redevenir sérieux

Longtemps aux antipodes, la profession et les enseignants se rejoignent aujourd'hui sur la nécessité de lier plus étroitement la théorie à la pratique. Certes, les étudiants n'ont jamais cessé, pendant leurs études, de « faire la place » dans les agences. Nègres, grollants, bêtes à concours plutôt que stagiaires : le bénéfice n'était pas toujours équitablement partagé. Désormais, le stage est devenu obligatoire, mais les professionnels regrettent qu'il soit trop court, réclamant un retour à des études en six ans au lieu de cinq et dénonçant au passage « les freins psychologiques d'un monde enseignant sclérosé ». Les écoles, elles, ne veulent plus fournir « une main-d'œuvre à bon marché » et souhaitent que ces stages soient organisés et évalués pédagogiquement. Après vingt ans de guéguerre, les points de vue se rapprochent. En Midi-Pyrénées, le conseil de l'ordre et l'école d'architecture de Toulouse ont lancé à titre expérimental un programme de stages à caractère pédagogique intégré au cursus. A Nantes, Jean-Marc Calteau envisage d'organiser la cinquième année d'études en alternance dans les entreprises des Pays de Loire.

Enseignants et professionnels ayant esquissé ensemble un début de réflexion, le ministère de l'équipement risque de devoir faire face à un front commun. Même sur des sujets explosifs. Ainsi, bien qu'il rejette l'idée d'une sélection, Jacques Allégret admet que, pour être reconnus, les enseignants devront être plus exigeants : « Délivrer deux mille diplômes par an n'est pas sérieux. On a mis sur le marché des gens pas très qualifiés qui ont porté tort à notre enseignement. Si nous ne redevenons pas des gens sérieux, donc qui sélectionnent un peu plus, nous n'avons pas un radi. » Un langage qui devrait comprendre Michel Charrasse.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Vingt ans de tâtonnements

1968-1988 : ces vingt dernières années ont été particulièrement difficiles pour l'enseignement de l'architecture. S'ouvrant sur l'effondrement d'un système centenaire proche de l'apprentissage, cette période se termine par une interrogation inquiète sur le bilan de la troisième réforme intervenue en vingt ans et qui n'est pas encore entièrement appliquée. Par trois fois, en effet — 1968, 1978, 1984, — les pouvoirs publics ont tenté de redéfinir le cadre de cet enseignement et de l'adapter aux évolutions technologiques, économiques, professionnelles et culturelles.

Reposant traditionnellement sur une relation personnelle entre des élèves et des « patrons », chargés de transmettre un savoir-faire et de préparer l'insertion professionnelle, l'enseignement de l'architecture a été fortement attiré par le modèle universitaire, sous la pression des étudiants. La résistance des professionnels était toutefois trop forte pour que cette voie puisse être entièrement suivie. Comment concilier les besoins de la profession et la nécessité de donner aux étudiants une solide culture générale ? C'est ce compromis entre le « culturel » et le « technique », l'« universitaire » et le « professionnel » qu'a tenté de réaliser la réforme de 1984. Avec quel succès ?

● AVANT 1968

Depuis plus d'un siècle, l'enseignement de l'architecture était assuré essentiellement au sein de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Paris, dans des ateliers constitués par des architectes expérimentés. L'accès à l'école était limité par concours. La formation, essentiellement pratique, était très axée sur le dessin. Les écoles régionales dépendaient de celle de Paris.

Seuls deux établissements s'étaient constitués en dehors de ce système : l'Ecole spéciale d'architecture (fondée en 1865 par Viollet-le-Duc et reconnue par l'Etat en 1934) et l'Ecole nationale d'ingénieurs de Strasbourg.

Le monopole de l'Ecole des beaux-arts, la conception étroitement professionnelle de son enseignement, ont été vivement critiqués dès le début des années 60. En 1962, l'enseignement est réorganisé en deux cycles distincts. Une réflexion générale sur les contenus et les programmes est engagée par le directeur de l'architecture, Max Querrien. Une réforme est annoncée en février 1968, prévoyant notamment l'éclatement de l'Ecole des beaux-arts et la création de plusieurs écoles nationales à Paris et en province.

● LA REFORME MALRAUX 1968-1971

Ce projet de réforme est bousculé par la contestation étudiante, particulièrement vive parmi les architectes. Les étudiants souhaitent un rattachement pur et simple à l'université, afin de soustraire l'enseignement à l'influence de la profession et de l'ouvrir aux grands courants de pensée contemporains.

Sans aller jusque-là, la réforme Malraux de décembre 1968 s'efforce d'introduire dans l'organisation des établissements les principes d'autonomie et de participation instaurés dans les universités par la loi Edgar Faure, et de faire une plus grande place à la formation culturelle — et notamment aux sciences humaines — dans l'enseignement. Vingt et une unités pédagogiques sont créées, dont cinq à Paris, chacune de ces unités délivrant son diplôme. Il n'y a plus de sélection. Le prix de Rome, qui constituait le couronnement des études des beaux-arts et assurait un certain nombre de commandes de l'Etat, est supprimé. Une « conférence géné-

rale » des unités pédagogiques, dans laquelle siègent des élèves, est chargée de réfléchir aux nouvelles structures à donner à l'enseignement.

Des modifications partielles seront apportées par la suite. Mais elles ne prendront forme que dans le décret de septembre 1971 qui crée des « instituts d'architecture et d'urbanisme ». L'enseignement est réorganisé en trois cycles de deux ans chacun, sur le modèle universitaire, sanctionnés par des unités de valeur.

● 1978 : LA REFORME D'ORNANO

La situation créée par la réforme Malraux est de plus en plus critiquée, dans les années 70, par les milieux professionnels.

Ceux-ci mettent en cause l'abandon de la sélection qui a conduit à un triplement des effectifs en dix ans (passant de près de cinq mille étudiants en 1968 à quinze mille en 1978), mais surtout l'orientation prise par les études, qui ont privilégié les sciences humaines, au détriment des disciplines techniques et du dessin. Ces inquiétudes s'expriment notamment dans le rapport Narbonne (1977), extrêmement sévère, qui propose un retour à la sélection, une organisation et une sanction plus strictes des études, un renforcement des structures administratives des établissements et une redéfinition du statut des enseignants.

Ces idées sont en partie reprises par la réforme d'Ornano de 1978. L'accès en deuxième année est limité par concours, en fonction des capacités d'accueil. Les vingt-trois unités pédagogiques (neuf à Paris, quatorze en province) auront un statut d'établissement public à caractère administratif, ce qui renforce le pouvoir des directeurs, nommés par le ministère. La représentation des enseignants diminue dans les nouveaux conseils d'administration, qui s'ouvrent à des personnalités extérieures. Le diplôme de fin d'études comprend une partie graphique. Des stages dans les agences ou les entreprises de construction sont instaurés dans le troisième cycle.

● LA REFORME DE 1984

Les socialistes au pouvoir suppriment le *numerus clausus* en 1982.

Une nouvelle réforme, en 1984, ramène la durée des études de six à cinq ans. Le troisième cycle est supprimé, mais est créé un « certificat d'études approfondies en architecture » (CEAA), qui doit permettre aux titulaires du DPLG de se spécialiser au contact de la recherche. Celle-ci se développe notamment autour de l'Institut français d'architecture (IFA). Les stages deviennent obligatoires. Un « diplôme d'études fondamentales en architecture » (DEFA) est créé à la fin du premier cycle de deux ans, consacré aux enseignements de base (architecture, dessin, sciences exactes et humaines). Parallèlement au DEUG, le DEFA doit permettre de rapprocher l'architecture des études universitaires.

Pour donner plus de cohérence aux études, celles-ci sont organisées en certificats (quatre par année) et non plus en unités de valeur. La réforme remet au centre de l'enseignement l'étude du projet, mais s'efforce également de diversifier les contenus (urbanisme, gestion, législation, informatique, langues) pour permettre un élargissement des débouchés professionnels.

Plusieurs problèmes toutefois restent toujours en suspens, notamment ceux des statuts des établissements et des enseignants, les textes qui devaient les régler n'ayant toujours pas été publiés.

F.G.

LA BOURSE
Le 1^{er} ANNAGES

DEVENEZ LE DÉLÉGUÉ DE LA BOURSE AUX STAGES DU Monde DANS VOTRE UNIVERSITÉ !

La Bourse aux Stages du journal le Monde permet aux étudiants de gagner des stages en entreprise à l'étranger.

Soyez candidat pour être le délégué du Monde auprès des étudiants de votre université entre le 20 et le 28 novembre 1989. Vous serez chargé de les informer et de les inciter à participer nombreux au concours de la Bourse aux Stages et bénéficierez, si vous êtes retenu, de 6 mois d'abonnement gratuit au Monde.

Les 5 délégués obtenant le plus fort taux de participation dans leur université gagneront, en outre, un billet d'avion à destination d'une capitale européenne (Madrid, Rome, Londres, Copenhague, Athènes).

Si vous êtes candidat, écrivez à : le Monde, La Bourse aux Stages, 7, rue Pastau-Wagner, 75011 Paris, en précisant vos motivations, nom, prénom, adresse, téléphone, université et cycle d'étude en 1989/1990.

ATTENTION : être délégué ne garantit pas l'obtention d'un des stages offerts par la Bourse aux Stages.

لجنة من الطلاب

CAMPUS

La revalorisation des carrières universitaires

L'électrochoc des primes

Le système des indemnités contractuelles inquiète les enseignants du supérieur. Combien en bénéficieront ? Comment choisir entre l'enseignement, la recherche et l'administration ?

La fièvre monte dans les universités. Et, pour la première fois depuis longtemps, la prime ne vient pas des étudiants, mais des enseignants. Dans les amphithéâtres, les universitaires ne parlent plus que d'une chose, ou presque : les primes (ou indemnités contractuelles) que le ministère de l'Éducation a décidé d'accorder à une partie des enseignants du supérieur qui se consacrent plus particulièrement à des tâches d'enseignement, de gestion administrative ou de recherche et d'encadrement doctoral (le Monde du 11 juillet).

Nouveau dans le monde universitaire, ce système de primes individuelles, optionnelles et différenciées avait fait l'objet, lors de la négociation du printemps dernier sur la revalorisation des carrières, de réactions de principe des syndicats : positives pour les syndicats autonomes, qui y voyaient le moyen de reconnaître le mérite individuel ; négatives pour le SNE-Sup et le SGEN-CFDT, qui dénonçaient cette logique libérale et réclamaient davantage d'améliorations statutaires et générales. Mais les uns et les autres avaient signé le relevé de conclusions, et la communauté universitaire n'avait guère réagi.

Mais, depuis quelques semaines, chaque enseignant est invité à spéculer pour l'une des trois indemnités proposées. Et c'est l'effervescence. Insensibles aux autres mesures, moins spectaculaires, de revalorisation (voir encadré), les universitaires sont secoués par le système de primes individuelles comme par un électrochoc.

« Ce système est un leurre », estime Jean-Marie Pradier, maître de conférences à Paris-VIII Saint-Denis. « Le remède des primes telles qu'elles sont proposées est pire que le mal des bas salaires », reprend Rémy Prud'homme, professeur à Paris-XII. « Le faible

nombre des primes est scandaleux. On a l'impression d'avoir été berné », enchaine Michel Jarrot, de l'UFR de lettres de Toulouse le Mirail. « Cette revalorisation est une mystification. On se fiche de nous et on nous traite de façon indigne. Pour 95 % des enseignants du supérieur, la revalorisation va se solder par 300 francs de plus par mois, résultant de l'augmentation de la prime générale de recherche », conclut Pierre Osmo, philosophe à Nanterre. « Ces primes sont un cadeau empoisonné », ajoute son collègue d'études théâtrales, Jean-Pierre Sarrazac. Tandis que le directeur de l'UFR de physique de Paris-VII, M. Dedonder, s'indigne : « La dévalorisation de la fonction d'enseignant-chercheur, sous-jacente à ce régime indemnitaire, détournera encore plus les jeunes des carrières universitaires ».

Bref, nombre d'universitaires se disent « scandalisés » ou « écœurés ». Sentant monter cette vague de mécontentement, le SNE-Sup appelle, pour le 7 novembre, à une journée nationale d'action et de grève, afin d'obtenir le retrait pur et simple du régime des primes et une véritable revalorisation fondée sur des mesures indiciaires.

Les causes de cette amertume sont multiples. Elles résultent d'abord du principe même des primes. « La logique du nouveau régime est telle que les enseignants-chercheurs doivent choisir une spécialisation (pédagogie, ou recherche, ou administration). Malgré les déclarations de principe réaffirmant l'unité des trois missions des universitaires, les candidats aux contrats indemnités doivent remplir de telles conditions pour les obtenir qu'ils ne peuvent s'adonner à l'activité choisie qu'en délaissant les autres », souligne ainsi Jean-Pierre Durand, sociologue à Rouen. Pour

beaucoup, une telle spécialisation risque de conduire au démantèlement du statut des enseignants-chercheurs du supérieur. « Nous participons tous, à tour de rôle, aux tâches administratives de notre UFR ou de notre université, nous faisons tous de l'enseignement et nous menons tous des recherches, puisque nous sommes ici pour ça », poursuit Françoise Marcovitz, philosophe à Nanterre. « Donner une prime à tel ou tel, ajoute sa collègue, Baldine Saint-Giron, va décourager les bonnes volontés. Ceux qui existaient d'assumer ces trois missions, à parts égales, vont être démotivés ».

Décourager les bonnes volontés

Plus nuancé, Robert Ellrodt, président de l'université Paris-III des sciences humaines, est plus réservé pour l'instant. « Un système de primes différenciées peut réparer certaines injustices : le caractère pénible de lourdes tâches pédagogiques ou administratives, l'égalité rémunératrice d'une qualité de travail parfaite ne sont pas des notions faciles à saisir. Le principe paraît inattaquable. Mais l'application ne créera-t-elle pas de nouvelles injustices ? Ne provoquera-t-elle pas des tensions internes, préjudiciables à la collaboration de tous les universitaires ? »

Dans le détail, chaque prime proposée suscite son lot de critiques. La prime administrative ? Pourquoi n'est-elle pas attachée à des fonctions précises (à l'exception des présidents d'université), comme dans le reste de la fonction publique ? Ne risque-t-elle pas de démotiver ceux, déjà peu nombreux, qui n'en bénéficieraient pas ? La prime pédagogique ? S'agit-il vraiment d'une revalorisation puisque cette indemnité implique une assidue augmentation des obligations de service des enseignants de 50 % pour les maîtres de conférences et des deux tiers pour les professeurs ? Ces primes pédagogiques ne vont-elles pas favoriser l'émergence d'une catégorie d'enseignants coupés de la recherche, d'autant plus qu'un système particulier de promotion leur est réservé ?

Quant à la prime d'encadrement doctoral et de recherche, attribuée par les groupes d'experts constitués auprès du directeur de la recherche du ministère de l'Éducation, selon quels critères sera-t-elle accordée ? Ne risque-t-elle pas d'accroître les inégalités entre les grosses universités, qui disposent de laboratoires associés aux grands organismes de recherche, et les petits établissements, dépourvus de tels atouts ? Ne va-t-elle pas éliminer de fait les maîtres de conférences, qui, contrairement aux professeurs, ne dirigent pas, ou peu, de thèses de doctorat ? Enfin, comme le souligne Daniel Lina, comme le président de l'université Paris-XII et premier vice-président de la conférence des présidents, « on se trouve devant une sélection et de récompenser les bons chercheurs, mais pas forcément les universitaires qui font un bon travail d'animation et d'encadrement doctoral. On risque de privilégier les résultats, et non la pédagogie de la recherche ».

Ce concert de critiques n'est toutefois pas unanime. Le ministère se défend, évidemment, de vouloir casser le statut des enseignants-chercheurs du supérieur. La meilleure preuve, à ses yeux, est que les indemnités ne sont accordées que pour quatre ans et qu'elles sont renouvelables. Le système, insiste-t-il, n'est donc pas figé. En outre, plusieurs syndicats ou associations d'enseignants du supérieur, que l'on n'avait pas l'habitude de retrouver aux côtés d'un ministre

socialiste, restent favorables au principe même des primes.

C'est le cas des Cercles universitaires, ou de l'association Qualité de la science française, qui estime « pertinent que trois contrats de nature différente consacrent les efforts particuliers consentis par certains collègues dans le domaine de la gestion administrative, de l'encadrement pédagogique et de la recherche ». De même, Alain Bienvu, responsable des syndicats autonomes, ne sous-estime pas l'exaspération actuelle, y compris dans ses propres rangs, « mais cela ne va pas jusqu'à remettre en cause le régime des primes ». Quant à Daniel Laurent, il se veut réaliste : « Il faut bien voir les choses. Les universitaires font effectivement trois métiers : ils sont enseignants, chercheurs et gestionnaires. Mais il est rare qu'ils assument ces tâches simultanément. Le plus souvent, il y a des temps forts au cours de leur carrière, où ils mettent davantage l'accent sur telle ou telle fonction. Il ne paraît donc pas absurde d'avoir des contrats différenciés ».

Mais le « président » des présidents exprime ses réserves sur un point essentiel : « Si on veut motiver les gens, il faut davantage de contrats ». Il résume là un sentiment général. Comme le dit le philosophe Georges Labica, « beaucoup de collègues ont accepté les primes, car ils avaient l'impression que tout le monde en avait ». Mais ceux-là mêmes découvrent, aujourd'hui, que tel n'est pas le cas et ils se sentent « floués ». Du coup, faute d'un affichage précis et rapide de la part du ministère, les rumeurs les plus alarmistes circulent sur le volume des primes qui vont être distribuées : un enseignant sur sept seulement en bénéficierait, soutiennent les uns ; un enseignant sur dix, voire sur vingt, indiquent les autres.

Des élucubrations sur Platon

Mais, au-delà des chiffres, l'inquiétude des universitaires a sans doute des racines plus profondes, tout simplement parce que ce régime indemnitaire bouscule brutalement le système. Celui-ci repose sur un postulat : les enseignants-chercheurs partageant leur temps entre leurs activités pédagogiques et leurs recherches. Le seul problème, c'est que tous les universitaires ne font pas de la recherche pendant la totalité de leur carrière (voir encadré). Dans la situation actuelle, le seul fait d'annoncer publiquement cette vérité relève, aux yeux des intéressés, du scandale ou du procès d'intention. Pour une bonne raison, c'est qu'il est impossible d'en apporter la preuve : à l'exception de quelques grandes universités scientifiques, il n'existe pas de système d'évaluation régulière et individuelle des universitaires. La vivacité des réactions à l'égard des primes est d'abord révélatrice de cette sourde angoisse que les choses soient désormais mises à plat. C'est particulièrement vrai dans les disciplines littéraires ou de sciences humaines : « Comment voulez-vous que les évaluateurs valorisent des élucubrations sur Platon ? Ce n'est pas intéressant au regard des critères de rentabilité qui s'imposent aujourd'hui ! », s'exclame un philosophe de Nanterre. Et un autre ajoute : « Nous sommes jugés au moment de la thèse et des promotions. Pourquoi nous imposer une évaluation permanente ? »

En décidant de mettre les pieds dans le plat, le ministre fait preuve d'une certaine audace. Mais il prend le risque de déstabiliser la communauté universitaire. Les méthodes de cheval ne sont pas toujours les meilleurs remèdes pour les malades fragiles.

GÉRARD COURTOIS.

18 000 demandes

Tous les enseignants qui en ont fait la demande devraient obtenir une prime d'ici quatre ans

LES universitaires avaient jusqu'au 30 octobre pour formuler leurs demandes de primes. Mais le ministère a déjà une idée assez précise du volume et de la répartition de ces demandes. A peine 18 000 enseignants du supérieur ont posé leur candidature à l'une des trois primes : 8 500 d'encadrement doctoral, un peu plus de 7 000 pédagogiques et 2 000 administratives. Autrement dit, à peu près la moitié des 35 000 universitaires (hors médecine) ont boudé les primes.

Deuxième élément : le projet de budget 1990 permet de préciser les ordres de grandeur envisagés. 27 millions de francs sont prévus pour les primes administratives ; outre des indemnités directement attribuées aux présidents d'universités, cela devrait permettre de distribuer aux soixante-quinze universités des « enveloppes » susceptibles de financer un peu moins d'un million de primes. Une enveloppe de 24,9 millions de francs est destinée aux primes pédagogiques, soit de l'ordre de 5 000 primes (à 7 000 F par an en moyenne). Enfin, une tranche de 1 250 primes de recherche est programmée pour 1990, qui viendra s'ajouter à une première tranche de 1 250 primes pour lesquelles le ministère avait réservé des crédits sur le budget 1989. Pour 1989-1990, ce sont donc, en principe, 2 500 primes de recherche qui sont prévues. Celles-ci ont été calculées sur l'indemnité maximale des professeurs de première classe (28 000 F par an, contre 22 000 F pour les professeurs de deuxième classe et 16 000 F pour les maîtres de conférences) ; autrement dit, ces 2 500 primes devraient permettre de dégrader environ 3 000 indemnités de recherche. Pour les deux années 1989-1990, 8 000 à 9 000 primes devraient donc être finalement accordées aux 18 000 universitaires qui en ont fait la demande.

Troisième élément : le plan de revalorisation des carrières des universitaires doit être étalé sur quatre années. Il y aura donc montée en puissance progressive du régime. Ce qui faisait dire à Claude Allègre, conseiller spécial de M. Jospin, le 19 octobre : « Tous les universitaires qui répondent aux critères

fixés auront une prime en régime permanent ». Et l'on note avec satisfaction au ministère que le nombre total de demandes de primes (18 000) correspond « miraculeusement » au volume global glané par le ministre de l'Éducation auprès du budget pour « cadres » l'enveloppe du plan de revalorisation sur quatre ans.

Une quinzaine de groupes d'experts

Enfin, l'attribution effective des primes va se faire de façon différenciée. Les primes administratives et pédagogiques seront accordées par les universités qui recevront une enveloppe globale établie en fonction du nombre d'étudiants et d'enseignants notamment. Ces enveloppes devraient être annoncées, dès jeudi 26 octobre, par Lionel Jospin, lors de son voyage à Montpellier en compagnie du premier ministre. L'idée est d'aborder rapidement ces deux régimes de primes, afin qu'elles puissent être attribuées dans les semaines qui viennent.

La mise en place des indemnités de recherche et d'encadrement doctoral prendra un peu plus de temps. Distribuées au niveau national et non plus local, ces primes supposent la mise en place, auprès du directeur de la recherche du ministère, d'une quinzaine de « groupes d'experts », d'une douzaine de membres chacun (professeurs et maîtres de conférences), chargés d'examiner les demandes des universitaires par grands domaines de disciplines.

Les présidents de ces groupes sont choisis et la composition des quinze commissions devrait être rendue publique début novembre. Chaque groupe devrait ensuite établir les critères de choix de dossiers qui pourront être variables d'une discipline à l'autre. Pour ne pas peser a priori sur le choix des groupes d'experts, la direction de la recherche n'a pas fixé de quotas de primes par discipline. Elle arbitre l'ensemble d'ici à février ou mars prochains et les primes seront accordées pour partie à compter du 1^{er} janvier (rétroactivement), pour partie à compter du 1^{er} juillet 1990.

G.C.

Les activités de recherche des enseignants

Les activités de recherche des universitaires sont un tabou bien gardé. Cela ne regarde que nous, ne sont pas loin de penser bon nombre d'enseignants du supérieur. Une attitude qui risque, à terme, de discréditer la communauté universitaire. D'où l'intérêt d'une évaluation réalisée récemment par le ministère de l'Éducation et qui mesure, pour l'année 1988, le nombre de thèses soutenues par enseignant et par discipline dans chaque ville universitaire. Ce tableau fait clairement apparaître les disparités des activités de recherche des universitaires, selon les régions et les disciplines.

Le critère est évidemment grossier. Il s'agit de moyennes, qui gommant de grandes disparités indivi-

duelles. En outre, la direction de thèse n'est qu'un indicateur, parmi beaucoup d'autres, des activités de recherche : les publications, la direction de mémoires de maîtres, puis de diplômes d'études approfondies, les recherches sur contrat, l'animation d'un laboratoire sont autant d'aspects d'une mission complexe. Enfin, le nombre de thèses dirigées ne préjuge pas de leur qualité.

Pour mieux apprécier ces chiffres, il convient de rappeler qu'un travail de thèse s'étale sur trois ou quatre années au minimum dans les disciplines scientifiques et sur cinq à dix ans, voire beaucoup plus, en sciences humaines. Pour une thèse soutenue chaque année, un universitaire suit donc le travail de quatre, cinq ou six étudiants, voire davantage.

Nombre de thèses par an et par professeur (*)

ACADÉMIES	(année 1988)		
	Sciences « dures »	Sciences sociales	Sciences humaines
Aix-Marseille	0,81	0,59	1,03
Amiens	0,87	0,15	0,11
Besançon	0,61	0,08	0,42
Bordeaux	1,06	0,35	0,53
Caen	0,51	0,38	0,31
Clermont-Ferrand	0,87	0,59	0,21
Corse	0,20	—	1,00
Dijon	0,60	0,28	0,18
Grenoble	1,85	0,30	0,32
Lille	1,39	0,60	0,35
Limoges	1,20	0,10	0,14
Lyon	0,92	0,44	0,55
Montpellier	1,88	0,59	0,43
Nancy-M.	1,29	0,15	0,26
Nantes	0,51	0,09	0,27
Nice	0,78	0,62	0,42
Orléans-Tours	0,49	0,30	0,39
Poitiers	1,55	0,45	0,24
Reims	0,42	0,22	0,19
Rennes	1,14	0,39	0,27
Rouen	0,75	0,23	0,34
Strasbourg	1,45	0,22	0,54
Toulouse	1,27	0,89	0,68
Paris	2,28	0,95	2,47
Versailles	2,52	0,91	0,93
Créteil	0,42	0,53	0,73
Antilles/Guyanne	—	—	—
La Réunion	—	—	—

(*) Professeurs hors médecine, odontologie, pharmacie et IUT.

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR

Tel : 1-45-38-70-72

Le projet de budget 1990

Si les primes individuelles sont la mesure la plus spectaculaire du plan de revalorisation négocié au printemps dernier, elles ne représentent qu'une part relativement modeste (à peine 15 %) de l'ensemble de l'effort prévu par le gouvernement, comme le montre l'analyse du projet de budget réalisée pour le SGEN-CFDT par Jean-Yves Marindol.

L'ensemble des mesures qui ont fait l'objet du « relevé de conclusions » du 16 mars dernier se traduira, pour 1990, par quelque 690 millions de francs de dépenses qui se répartissent ainsi :

● Contrats et primes différenciées... 100 millions de francs (14,5 %). Dont : primes de recherche : 39 MF ; primes pédagogiques : 34 MF ; primes administratives : 27 MF.

● Prime uniforme d'enseignement et de recherche : (5 950 F par an contre 2 500 F pour l'actuelle prime de recherche)... 164 millions de francs (23,7 %).

● Revalorisation de 20 % des heures complémentaires : 160 millions de francs (23,2 %).

● Montiorat d'enseignement supérieur : 40 millions de francs (6,2 %).

● Améliorations statutaires : 225,3 millions de francs (32,7 %).

Dont : indices des maîtres de conférences (2^e ci) : 58,8 MF ; hors classe des maîtres de conférences : 11 MF ; rattachement échelon des maîtres de conférences : 28 MF ; indemnités pour les professeurs : 31 MF ; revalorisations des corps : 49 MF ; transformation assistants en maîtres de conférences : 31,6 MF... conférences.

Le Monde
CAMPUS

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale, culturelle et pratique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

CAMPUS

LIVRES

Situations-problèmes pour explorer l'histoire de France

par Alain Dolangeville et Michel Huber

Ce livre ne raconte pas l'histoire de France mais il se compose de soixante-huit « situations-problèmes » correspondant aux grandes périodes de l'histoire de France. L'objectif est d'offrir une base de travail pédagogique aux enseignants, avec notamment des questions incitant les élèves à se transformer en « détectives du passé ». Ainsi le chapitre consacré aux origines de l'homme associe des textes scientifiques et littéraires (Hubert Reeves, Yves Coppens, Vergès), des questions, des énoncés en caractères gras et des indications bibliographiques.

► Editions Castella, 143 p., 65 F.

Les universités européennes du XVI^e au XVIII^e siècle Histoire sociale des populations étudiantes, t. 2

Études rassemblées par Dominique Julia et Jacques Revel

Second volet de l'enquête sur les populations étudiantes à l'époque moderne, cet ouvrage volumineux s'attache à la France et au rôle joué par les universités dans la société d'Ancien Régime. Il réunit six études sur le fonctionnement de l'institution universitaire à travers l'histoire des dispositifs réglementaires, les parcours et les cursus des étudiants en droit, médecine et théologie, ou encore l'usage social des grades universitaires. À côté de l'étude principale (Dominique Julia et Jacques Revel), consacrée à l'ensemble des établissements, sont plus précisément évoquées l'université de Paris (1400-1800), et la population étudiante du Rouergue au XVIII^e siècle.

► Edition de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 816 p., 270 F (220 F jusqu'au 31-1-1990).

L'Europe en marche : de l'économie et du droit au politique

Textes réunis et présentés par H. Oberdorff

Actes d'un colloque sur l'Europe communautaire organisé par l'université Jean-Monnet de Saint-Etienne. Sont étudiées les institutions européennes, les objectifs de l'Acte unique et ses conséquences sur la libre circulation des marchandises et sur la fiscalité, les chances de voir se réaliser une Europe sociale et politique.

► CIEREC, Université de Saint-Etienne, 133 p., 90 F.

Interviews posthumes L'économie racontée par ses théoriciens et ses acteurs

par Bernard Kapp

Ces interviews fictives ont pour ambition de « mettre en scène » à l'intention des néophytes la pensée et les réalités de l'économie, depuis la naissance du capitalisme. Sont ainsi soumis à la question, non seulement de grands théoriciens comme Léon Walras ou Jacques Rueff, mais aussi des hommes politiques, des marchands, des industriels, des banquiers ou des ingénieurs.

► Editions de la Découverte, collection « Science et Vie économique », 259 p., 89 F.

Ouvriers d'un autre monde L'exemple des travailleurs de la mine en Inde contemporaine

par Gérard Heuzé

A Dhanbad, au nord-est de Calcutta, vivent et travaillent plus de 200 000 mineurs. Sociologue, spécialiste de l'étude des milieux ouvriers « périphériques », Gérard Heuzé présente la vie quotidienne de ces hommes et analyse la société minière de Dhanbad, ses rapports à l'industrie, au travail et au chômage.

► Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 401 p., 260 F (220 F jusqu'au 31-12-1989).

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 95 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

GESTION

Lieu : Evreux (27). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F par mois. Profil : bac + 3 mini. Mission : pour un organisme officiel, organisation de méthodes dans différents services et pour 3 étudiants en : technique, social, culturel. Formation souhaitée : Sciences économiques ou gestion. 11 555.

Lieu : Levallois. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F à 4 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : construction d'un budget au sein de la Direction administrative et financière. 11 554.

Lieu : Paris 11^e. Date : immédiat. Durée : 1 et 2 mois avec embauche éventuelle. Indemnité : 2 500 F/mois. Profil : bac G2. Mission : formation à la gestion d'un fichier d'abonnés d'une agence d'informations en vue de poste de responsable de diffusion. 11 556.

Lieu : Levallois. Date : novembre. Durée : 1 mois. Ind. : 3 000 F à 4 000 F. Profil : bac + 2. Mission : mise à jour du fichier du personnel. Connaissance dactylo appréciée. 13 553.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois et +. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4 IAE souhaité. Connaissance multiphasée. Mission : réalisation d'une étude sur la Finance. 11 552.

Lieu : Paris. Date : 15 novembre. Durée : 2 mois. Profil : bac. Mission : comptabilité générale, analytique, informatique. 12 551.

Lieu : Saint-Denis. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Profil : bac + 1. Mission : comptabilité sur

informatique saari ou autre. Dactylo et sténo souhaitées. 12 550.

INFORMATIQUE

Lieu : Nanterre. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : installation de logiciels de paie et gestion commerciale. Connaissance GAF 2 ou GAP 3. 17 617.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 1 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac. Mission : informatique divers dans imprimerie. 17 616.

Lieu : Nantes. Date : novembre. Durée : 4 mois. Ind. : 2 500 F/mois + primes. Profil : bac + 4 info et phys. Mission : participation et développement pré ou post processeur sur HP 9000 en Basic. 17 615.

Lieu : Paris la Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 4 500 F à 5 500 F/mois. Profil : bac + 4. Maîtrise informatique et informatique de gestion. Mission : concevoir et programmer sur logiciel DBase III un système de gestion des effectifs et postes de la division informatique. 17 614.

Lieu : Paris la Défense. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : 4 500 F à 6 000 F/mois. Profil : bac + 5. Connaissance en intelligence artificielle et ingénierie du logiciel. Mission : assurer le rôle de cognitif pour le système expert de thermodyn. Réalisation du support informatique. 17 613.

Lieu : Pantin. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 informatique. Mission : PAO, formation assurée, mise en vente de logiciels. 17 612.

Lieu : Vaucluse. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : travailler sur micro système de gestion. Connaissance parfaite du DOS et DBase III. 17 611.

SECRETARIAT

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : SMC/mi. Profil : bac + 2. Mission : stage formation en édition. Notamment sur informatisation. Secrétariat informatique et photocomposition. 24 482.

Lieu : Pantin. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : contrat de qualification. Profil : bac + 2 secrétariat. Mission : secrétariat et travaux courants en PAO. Formation assurée par l'entreprise. 24 481.

Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 1 mois ou plus. Ind. : à négocier + frais. Profil : bac. Mission : secrétariat. Formation assurée par l'entreprise. 24 480.

Lieu : Pantin. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à négocier avec embauche éventuelle. Mission : secrétariat et après formation démos de logiciels de PAO et de traitement de texte. 24 478.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 3 500 F à 5 000 F/mois. Profil : bac. Mission : secrétariat et comptabilité. Anglais souhaité. 24 477.

MARKETING

Lieu : Levallois. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F à 4 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : mise à jour de fichiers. Contacts clients pour identification. 14 592.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : 5 100 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : étude à partir d'un questionnaire fourni des besoins et problèmes des clients actuels. 14 591.

Lieu : Lagny. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : 4 500 F net/mois. Profil : bac + 3. Mission : assistant chef de produits, participation à la gestion et au développement des produits. Exploitation données statistiques et études de marché. 14 590.

Lieu : Rueil. Date : immédiat. Durée : 1 mois et +. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : études de marché, et études quantitatives. 14 589.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois et embauche éventuelle. Ind. : fixe intéressant + %. Profil : bac + 3. Mission : réalisation d'une prospection d'entreprise pour un organisme de formation. 14 588.

Lieu : Crépy-en-Valois. Date : immédiat. Durée : 6 mois avec

embauche éventuelle. Mission : Merchandising. 14 587.

Lieu : Crépy-en-Valois. Date : immédiat. Durée : 6 mois avec embauche éventuelle. Profil : Bac + 3. Mission : études de marché et plans de financement. 14 586.

Lieu : La Courneuve. Date : Décembre 89. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : Bac + 3 ou 4. Mission : Marketing et communication et affaires internationales. 14 584.

COMMUNICATION

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : Bac + 2 mini. Mission : Marketing des médias en France et en Europe dans une très grande agence de publicité. 18 599.

Lieu : Malakoff. Date : 15 décembre. Durée : 5 mois. Ind. : 3 000 F à 4 000 F. Profil : Bac + 2. Mission : Organisation de journées « Débats ». Edition d'un bulletin trimestriel. Secrétariat et permanence. Connaissance d'un traitement de texte. Ind. : 3 000 à 4 000 F/mi-temps. 18 591.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : jusqu'au 20-12. Profil : Bac + 4. Ind. : 1 400 F/mois. Mission : Préparation d'une émission sur FR3. Contacts avec organismes d'appuis à la création d'entreprises. Visite d'entreprise. Mise à jour d'une base de données. 58 597.

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Date : Novembre. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : Bac + 4. Mission : Commercialisation d'un système de diffusion de textes. Quelques connaissances en télécom souhaitées. 15 584.

Lieu : Montrouge. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 400 F + %. Profil : Bac + 2. Mission : suivi de la clientèle existante, contacts avec responsables d'entreprise. 15 587.

et de nombreux autres stages sur minitel
3615 JOBSTAGE
ou au
47-35-43-43

Les stages de la semaine

Le 1^{er} ouvrage de référence dans le domaine des Ressources Humaines Européennes.

GUIDE EXCEL
PARUTION: DECEMBRE 89

EXCEL

Le Monde
CAMPUS

LE 1^{er} GUIDE EUROPEEN DU RECRUTEMENT ET DES FORMATIONS D'EXCELLENCE

CES ENTREPRISES A VOCATION EUROPEENNE SE SONT DEJA ASSOCIEES A EXCEL.

THOMSON

CEGELEC
UN GRAND
DE L'INDUSTRIE ELECTRIQUE
DANS LE MONDE

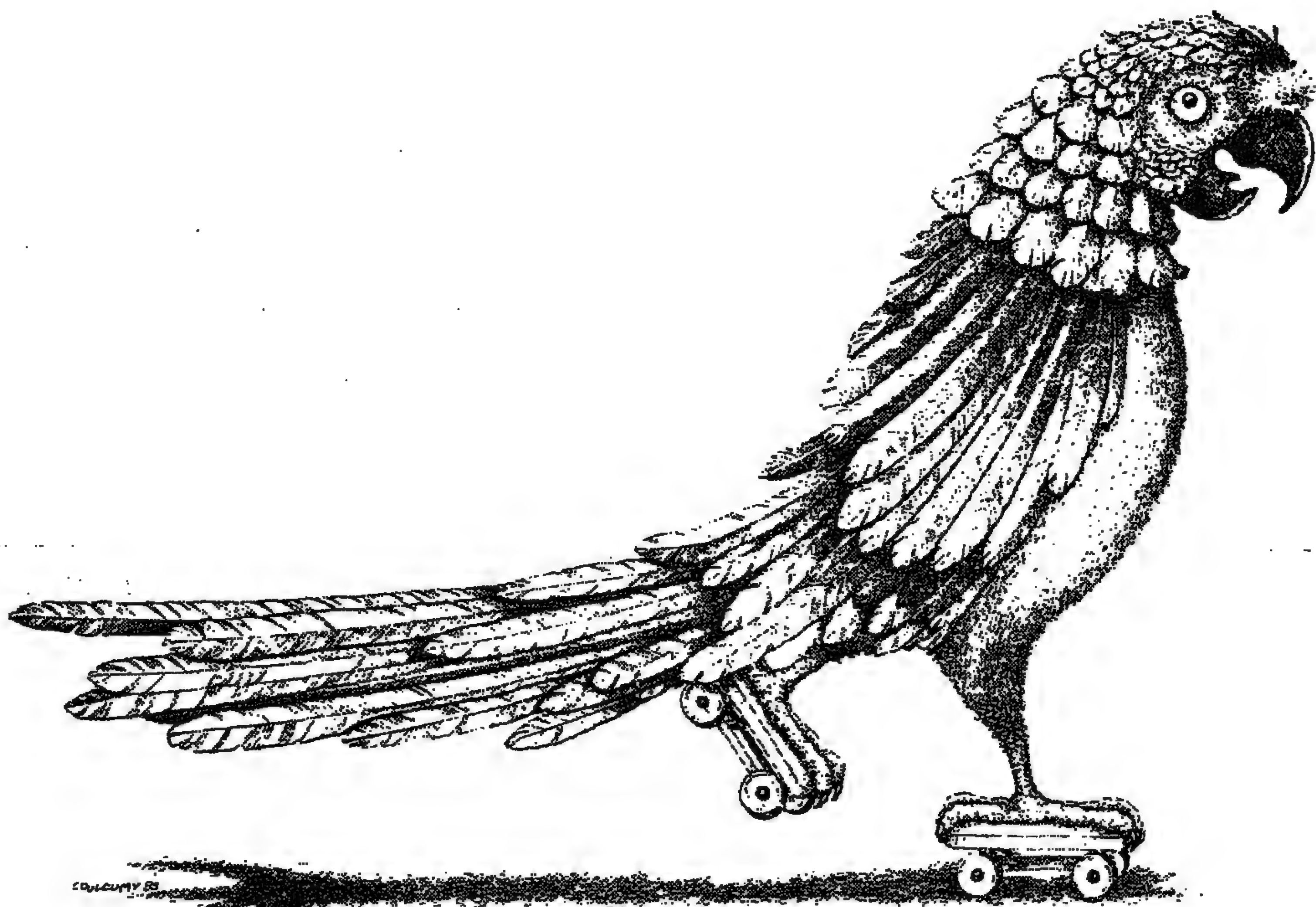
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

Renseignements et souscriptions: HCE 6, Rue Monsigny 75002 PARIS. Tél: 42 86 08 22

هكذا من الأصل

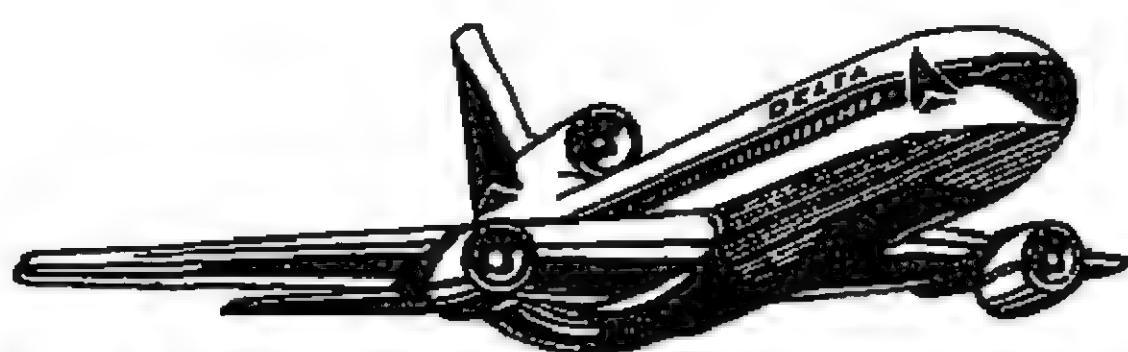
... Le Monde • Jeudi 26 octobre 1989 21

DEVANT NOTRE AMOUR DU VOL ET LES NOMBREUSES RECOMPENSES
QUE NOUS AVONS REÇUES EN RETOUR,
CERTAINS DE NOS CONCURRENTS ONT PREFERE SE RECONVERTIR
DANS UN DOMAINE PLUS CONTROVERSE.



L'amour du vol. Voilà en quelques mots toute une philosophie qui a fait de Delta Air Lines la compagnie aérienne numéro un en Amérique. C'est pourtant simple : nous aimons notre métier et nous avons choisi de vous le montrer. Aimer voler, c'est vous faire voler vers autant de destinations que possible. De Paris, nous vous emmenons chaque jour à Atlanta, dans un aéroport aussi pratique que moderne et de là nous vous proposons, grâce au système Delta, plus de 230 destinations aux États-Unis, au Mexique et au Canada. Notre amour du vol

se vérifie également dans notre service à bord exemplaire qui fait que Delta est élue numéro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 15 années successives. Et si vous croisez un de nos anciens collègues en plein stage de recyclage, passez-lui le bonjour de notre part. Ça lui fera sûrement plaisir. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92., à Lyon au (16) 78.38.17.59., à Marseille au (16) 91.56.61.08., à Nice au (16) 93.82.24.03., à Toulouse au (16) 61.21.13.26



DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes.

© 1989 Delta Air Lines, Inc.

INSTITUT

Montesquieu, les Lumières, la Révolution

Séance de rentrée pour les cinq Académies

Il était temps de célébrer le tricentenaire de Montesquieu (né le 16 janvier 1689). En l'associant, mardi 24 octobre dans sa séance solennelle de rentrée, au rappel du siècle des Lumières et de leur corollaire, notre Révolution, déjà surcommémorée, l'Institut de France a déposé les liens profonds qui ont uni la pensée et l'action en cette période de rupture historique. Chacune des cinq Académies s'y est employée dans le domaine de sa vocation propre.

Ainsi, M. Jean Auboutin, président de l'Académie des sciences, en relisant les missions, les expéditions souvent mouvementées, les travaux qui ont permis la création de cette académie, soit de 1668 à 1799, ont déterminé la forme et la mesure de la Terre, et par voie de conséquence l'établissement d'un système de mesure universel, le système métrique, a mis en évidence les continuités discrètes qui se sont établies entre l'Ancien et le Nouveau Régime.

En regard de ces résultats positifs, M. Germain Bazin, délégué de l'Académie des beaux-arts, a recherché l'architecture des Lumières plutôt dans ses projets utopiques, « en papier », que dans ses réalisations « en dur », une architecture qui soit le reflet de la société nouvelle rêvée par les « philosophes » de cette société pragmatique qui doit régénérer l'humanité. Conservées, elles foisonnent, les spéculations graphiques et théoriques de fort nombreux architectes. « Sur les cendres de Dieu on célèbre le culte de l'homme. »

Mais comment se défaire de l'antique ? Par bonheur, avec les dessins ramassés par Soufflot de Paestum, on a la révélation d'un antique inédit, que notamment Ledoux et surtout Boullée soumettront à encore plus de dépouillement et dont ils seront les précurseurs, au-delà d'une Révolution « fatale aux arts » et de plus d'un siècle d'une sorte de classicisme affaibli d'une loi Carthusienne d'un Zébrus.

Pour en revenir aux Lumières, faut-il toujours donner raison aux encyclopédistes ? Les « anti-quinaires » (ainsi nommait-on les archéologues), et à leur tête le comte de Caylus, leur mènent la vie dure. Notre collaborateur André Chastel évoque l'attachante figure de son prédécesseur lointain à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, qui avait ramené de ses voyages un véritable musée d'objets de fouilles, de chefs-d'œuvre antiques. La polémique, périodiquement renouvelée, qui opposa Caylus aux « philosophes », et, particulièrement, à Diderot, fut

M^{me} Jacqueline de Romilly reçoit à l'Académie française

La séance de réception à l'Académie française de M^{me} Jacqueline de Romilly aura lieu le jeudi 26 octobre sous la Coupole. M^{me} de Romilly prononcera l'éloge de M. André Roussin et sera accueillie par M. Alain Peyrefitte. Le Monde publiera le texte des deux discours dans son numéro daté 29-30 octobre.

PARIS EN VISITES

JEUDI 26 OCTOBRE

« La Grande Arche et le quartier de la Défense », 14 h 30, RER Défense, sortie L (P.-V. Jassier).
« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 10 h 30, 1, rue de la Bellechasse, sous l'escalier (M. Polver).
« La Cité », la cloître Notre-Dame, 14 h 30, square Jean-Jacques, entrée près du portail de Notre-Dame (Sauvageur du Paris historique).
« L'Opéra », 14 h 30, hall d'entrée, statue de Lully (Arts et costars).
« Le de la Cité et Notre-Dame », 14 h 30, métro Cité (C.-A. Messier).
« Salons et bibliothèque de l'Arsenal », 14 h 30, 1, rue de Sully (D. Fleuriot).
« La mort et son cortège de traditions », exposition au Musée funéraire national et découverte des nouveautés architecturales du quartier Roquette, 14 h 45, métro Père-Lachaise, sortie escalier (V. de Langlade).
« Théâtre et religions d'Asie », 14 h 50, Musée Kwoi-On, 41, rue des Francs-Bourgeois (L'Art pour tous).
« Histoire de la franc-maçonnerie, des origines à nos jours », 15 heures, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« L'Ecole des beaux-arts », 15 h 30, 17, quai Malaquais (Paris et son histoire).

« La Défense et son Arche », 15 heures, sortie L du RER La Défense (Monuments historiques).
PARIS-MUSÉES
« La couleur libérée. La forme analysée. Fauvisme-cubisme », 12 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).
« Le pouvoir de la couleur : Braque, Delacroix, Cézanne, Renoir », 12 h 45, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

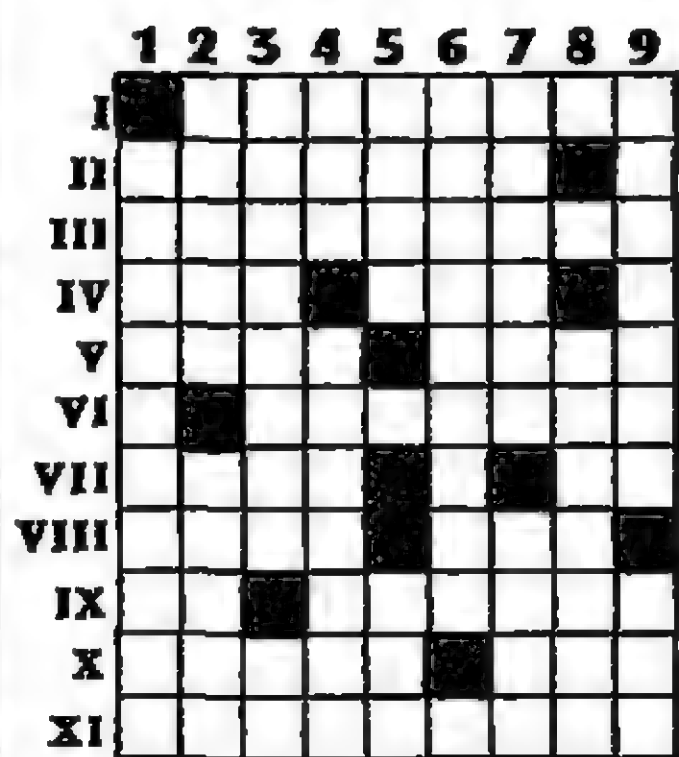
« L'Art de Cartier », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.
« La Bastille », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).
POUR LES JEUNES
« Notre-Dame », 14 h 30, portail central.
« Le Collège », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).
« Séance de contes », 14 h 30 : Atelier bijoux et bijoux de Noël pour décorer l'arbre de Noël du Musée, 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

CONFÉRENCES
Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bingen, 14 h 45 : « La peinture humaniste à la Renaissance », par S. Saint-Giron (Le Portrait dans les arts plastiques).
17, avenue d'Iéna, 19 heures : « Au jardin des maitres : le commerce franco-allemand des idées », avec P.-J. Labarrière, G. Rauter, P. Ricœur, R. Rochette ; débat dirigé par J. Leclercq (Goethe Institut).
10, rue Alfred-de-Vigny, 21 heures : « Héros et dieux de la Renaissance », descriptives, par I. Clouais (Fondation Del Duca).
Auditorium de la galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 18 h 15 : « L'architecture de l'Opéra de Paris », par M. Kahane (Bibliothèque nationale).
8, rue Gutenberg, 20 h 45 : « Pour quel le choix de l'agriculture biologique ? », par P. Lemaître (Association Tapovan).

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5117



HORIZONTALEMENT

1. Utile quand on ne peut pas envoyer paître. — 2. Quand on y reste, on peut dire qu'on a dégoûté. — 3. Quand on les essuie, il n'y a plus de reliefs. — 4. Habitant d'Amérique. Dont on a pris connaissance. — 5. Sert parfois d'asile à un serpent. Manifeste brutalement son mécontentement. — 6. Est parfois appelée chérie. — 7. Coule dans l'ouest. Quartier de Venise. — 8. Est toujours à louer. Coule à l'étranger. — 9. Branché. Qui en a plus qu'il faut. — 10. Se met à la remorque. Fête. — 11. Peut être demandée à celui qui sait bien composer.

VERTICALEMENT

1. Tendance à mordre. — 2. Comme un bon jour. Peut être utilisé pour ce qui est dessous. — 3. Commune sur des côtes rocheuses. S'en va parfois de la poitrine. — 4. En Suisse. Décorer d'incrustations. — 5. Qu'on n'a pas inventé. Étendue de terre. — 6. Barreras le passage. — 7. Un homme qui tient à ses droits. Peut enlever des voisins. — 8. On l'on a mis beaucoup de sauce. — 9. Bien exprimés. Il y a un froid dès qu'il s'en va.

Solution du problème n° 5116

Horizontalement
1. Blasphème. — 2. Reculer. — 3. Age. — 4. Ace; Edmède. — 5. V. Crevette; Râ. — 6. Aède. — 7. Sien. — 8. Erg; Réa. — 9. Danseur. — 10. Intestins. — 11. ENE; Tue. — 12. Réservées.

Verticalement

1. Brancardier. — 2. Légère; Anna. — 3. Ace; Edmède. — 4. Su; Aversa. — 5. Pluie; Gésir. — 6. Hermès; Ut. — 7. Erié; Irrité. — 8. Nérée; Nue. — 9. Eté; Anesses.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE

XM Citroën : le nouveau diesel est arrivé

La production des XM chez Citroën n'a pas été affectée par le conflit de Peugeot, bien que les trains avant des nouvelles voitures de la marque sortent des usines de Sochaux. Ainsi la mise en place de la gamme se poursuit-elle comme il était prévu avec deux nouvelles versions, toutes deux de diesel à douze soupapes. C'est dans ce domaine la grande innovation.

Baptisées XM D12 pour le moteur atmosphérique et XM Turbo D12 pour le moteur suralimenté, ces deux berlines, qui bénéficient de toutes les qualités relevées sur les versions à essence, vont tenter de prendre leur place parmi les 20 % de voitures haut de gamme à moteur Diesel qui circulent en Europe. Bien qu'un certain effacement du marché du diesel se soit manifesté en Allemagne ces dernières années, Mercedes a diffusé en 1988 quelque 155 393 berlines de ce type en Europe et 122 000 haut de gamme roulant au diesel ont été distribués outre-Rhin.

Les moteurs des XM D12 et XM Turbo D12 n'ont pas tout à fait la même cylindrée : 2 138 cm³ pour l'atmosphérique et 2 088 cm³ pour le turbocompressé. Les deux groupes à 4 cylindres sont à injection directe et les culasses en aluminium intègrent des préchambres de combustion. Un arbre à cames en tête entraîné par courroie commande douze soupapes (une

d'échappement, pour deux d'admission par cylindre).

Pour l'essentiel, on notera à la route une grande souplesse d'utilisation des moteurs dont les couples maximaux (effort de traction) apparaissent dès les 2 000 tours/minute à 15 m/kg pour l'atmosphérique et 25,3 m/kg avec le turbo. L'insonorisation des Citroën permet, par ailleurs, de rouler dans des conditions de confort très satisfaisantes. Pour peu que la voiture soit dotée de la suspension « hydractive » (en série sur la finition « Ambiance », comme l'ABS sur les quatre-roues), un long parcours se fera avec autant d'aisance qu'une voiture à essence aurait pu l'offrir. Et comme la mode veut maintenant qu'aucun sigle ne trahisse le panneau arrière qui désigne le type de la voiture, bien des conducteurs s'y laisseront prendre.

C. L.

★ PS. — Le rétroviseur droit serait placé autrement, il permettrait de jouer son rôle. Le montant du pare-brise ne l'autorise pas à l'heure actuelle.

Les nouveaux tarifs TTC de la gamme XM :
Modèle essence : XM 21. Séduction, 117 187,50 F; XM Injection Hermès, 137 885,51 F; XM Injection Ambiance, 163 085,94 F; XM V6, 194 335,94 F.
Modèle Diesel : XM D12. Séduction, 129 882,51 F; XM D12 Hermès, 138 671,88 F; XM Turbo D12, Hermès, 154 296,88 F; XM Turbo D12 Ambiance, 179 557,50 F.

GALERIES Lafayette

En raison de l'inventaire annuel le jeudi 26 octobre, nos magasins ouvriront leurs portes à 12h à Haussmann et 13h à Montparnasse.

CARNET DU Monde

Naissances

— Sandra DIETRICH et David MARCHEL, ont la joie de faire part de la naissance de

Baptiste,

le 23 octobre 1989, à Paris.

5, place Auguste-Métivier, 75020 Paris. Yaoundé, BP 1616 - Villepreux - Paris.

— Agnès SOUCAT et Rudolf KNIPPENBERG, sont heureux d'annoncer la naissance de

Erwin,

à Amsterdam, le 7 octobre 1989.

6, bd Franchet-d'Espèrey, 51000 Reims. Ieperplein 78, 1091 JR Amsterdam.

Décès

— André ALLIY, son épouse, Odile et Daniel ALLIY, Sophie et Roland Machet, Christine ALLIY, Emmanuel ALLIY, Stéphanie ALLIY, ses enfants, Et ses petits-enfants, Les familles Fouchier, Clemensy, Chaillet, Baric, Fédier, Fellmann et Vigneron, sont profondément peines de faire part du décès du

docteur Colette ALLIY, née Colette Fouchier, survenu mardi 23 octobre 1989, à son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu jeudi 26 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16^e, suivie de l'inhumation à Griselles.

41, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris. Griselles, 45210 Ferrières-en-Gâtinais.

— Le mardi 24 octobre 1989,

Engèle CLAUDIUS-PETIT, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, officier de la Résistance,

a en la grâce, à son tour, de quitter paisiblement ce monde pour gagner la Maison du Père et y rejoindra Marie-Louise.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 26 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Gervais de Paris.

L'inhumation à Firminy, dans la Loire, le vendredi 27 octobre, sera précédée d'une messe à 10 h 30, en l'église Saint-Firmin.

Françoise et Michel Vincenzelli, Isabelle et Jean-Luc Ririn, Dominique et Dominique Claudius-Petit, leurs enfants, Et toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Des dons pourront être adressés à l'Institut Curie pour la construction du nouvel hôpital.

15, rue des Barres, 75004 Paris.

(Lire page 12)

— Depuis sa création en 1959, jusqu'à sa dissolution en 1988, l'association Discothèque de France, a été présidée par

Engèle CLAUDIUS-PETIT.

Les anciens membres du conseil, les anciens dirigeants et animateurs de l'association se souviennent.

— M^{me} Armand Fardeau, son épouse, M^{me} et M^{me} J.-P. Cassagne et leurs enfants, M^{me} Sylvie Lee, M^{me} Virginie Fardeau, M^{me} et M^{me} V. Fardeau, Le professeur et M^{me} Ph. Rays et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Ph. Cavard et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès du

colonel R.A. Fardeau (ER), officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre TOR, valeur militaire, croix de combattant,

survenu à Nouméa, le 20 octobre 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 25 octobre, à Nouméa, Nouvelle-Calédonie, en la chapelle du Sixième Régiment.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Boite postale 2681, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

Une messe sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Christophe de Javel, le dimanche 29 octobre, à 18 heures, à son intention.

— Le groupe ELF-Aquitaine a la grande tristesse d'annoncer le décès de

M. Francis GÉRARD, directeur du Domaine minier,

survenu le lundi 23 octobre 1989, à Pau, à l'âge de soixante ans.

Il aura toujours été le meilleur des collègues pour nous.

— Marcel et Denise Landréat, Jean-Paul Gires, Françoise Papinot, Pierre-Eugène et Victoria Gires, Jean-Michel et Marie-Hélène Gires, François et Isabelle Jacquemard, ont la douleur de faire part du décès de

Alain LANDRÉAT, Mines, ENSAE, ingénieur principal hors classe à la SNCF,

survenu à Paris, le 23 octobre 1989, à l'âge de quarante-deux ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 27 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, 75006 Paris, suivies de l'inhumation au cimetière de Cautou à Nice.

Des dons peuvent être envoyés à la Fondation pour la recherche médicale, 54, rue de Varenne, 75007 Paris, luttant contre le cancer.

12, place Saint-Sulpice, 75006 Paris. Les Orangers, 65, avenue Raoul-Dufy, 06200 Nice.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André MOROSOLLI, commandeur dans l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président du conseil d'administration de l'hôpital et de la maison de retraite Notre-Dame-de-Bon-Secours, directeur général honoraire des institutions sociales de l'Église,

survenu à Saint-Raphaël, le 21 octobre 1989, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, bd du Montparnasse, Paris-6^e. Elle sera suivie de l'inhumation qui aura lieu à Aleson dans la stricte intimité.

Remerciements

— Jean-Paul Martin, son épouse, Et toute sa famille, très touchés des nombreuses marques d'affection qui leur ont été témoignées lors de la disparition de

Julienne MARTIN, remercient du fond du cœur tous ceux qui ont partagé leur peine.

— Calas. Paris. Ein Hanstev.

Claude Samulon, son épouse, Nicole Ostermann, Jacqueline Samulon, ses filles, remercient des marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès, le 25 septembre 1989, de

Jeanne SAMULON, orthophoniste.

Anniversaires

— Voici vingt ans déjà

Paul CAILLOL, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, président fondateur du Cercle Montaigne, nous quitte.

Membres du cercle, amis, ayons une pensée pour lui.

Communications diverses

— M^{me} Louise Berrobi et famille informent leurs amis et connaissances que le mercredi 11 octobre 1989 a été inaugurée, dans le cadre du développement de l'école municipale des Beaux-Arts de Migdal-Ashloun (Israël), une salle de chorégraphie à la mémoire de

Hat Hektor HERREBI, décédé en juillet 1958, à Sfax (Tunisie).

Une émouvante cérémonie s'est déroulée à cette occasion dans l'amphithéâtre de l'école, en présence du ministre Yassov Tsour, du maire d'Ashkelon Elie Dahan et de M. Aaron Uzan, président de la Fédération israélienne, ainsi que de nombreux invités.

Soutenances de thèses

— Rectificatif : Université Paris-III, le vendredi 27 octobre, à 14 heures, salle Louis-Léand, 17, rue de la Sorbonne, M^{me} Chantal Meyer-Pambrun : « La photographie de théâtre en France depuis 1945 ».

— Université Paris-Sorbonne (Paris-IV), le lundi 30 octobre, à 10 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue V.-Cousin, M^{me} Emmanuelle Boquet-Martin : « Urbanisation du milieu rural en France : étude géographique par utilisation de la télédétection ».

لقد انا من الامل

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°10

L'ALMANACH DE 1789 :

• Politique : la révolution d'octobre 1789. Un dossier complet sur les émeutes à Versailles et le retour du roi et de l'Assemblée à Paris. • Société : les femmes font irruption dans la Révolution avec les poissardes, mais sont-elles vraiment patriotes ? • Lire également : le tableau des Tuileries sur fond de pauvreté à Paris et l'homme du jour, Joseph Ignace Guillotin.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

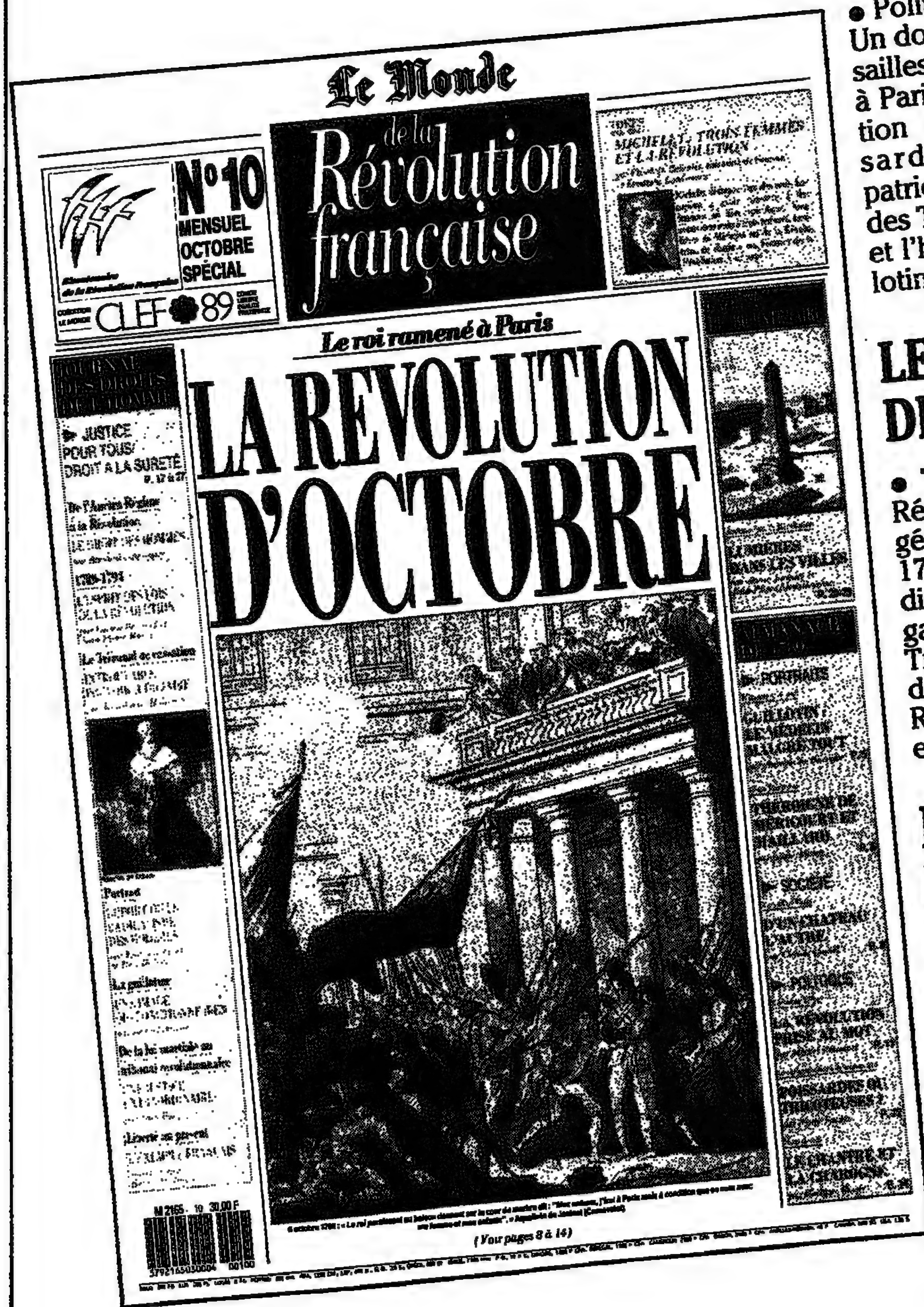
• Tandis que les justices d'Ancien Régime s'effondrent dans le discrédit général, une justice nouvelle naît après 1789. Plus que la guillotine ou les juridictions d'exception, on lui doit des garanties pour le justiciable, le jury, le Tribunal de cassation... Un legs considérable et méconnu que confirme Robert Badinter dans un entretien exclusif.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration s'expose avec « les architectes de la liberté » aux Beaux Arts à Paris ; elle se raconte, avec les premiers bilans du Bicentenaire et des CLEF ; et elle se lit dans les ouvrages consacrés au chantier des droits de l'homme. En somme, le Bicentenaire continue et donne ses rendez-vous d'automne dans notre agenda.

OCTOBRE 1989
30 F – Mensuel

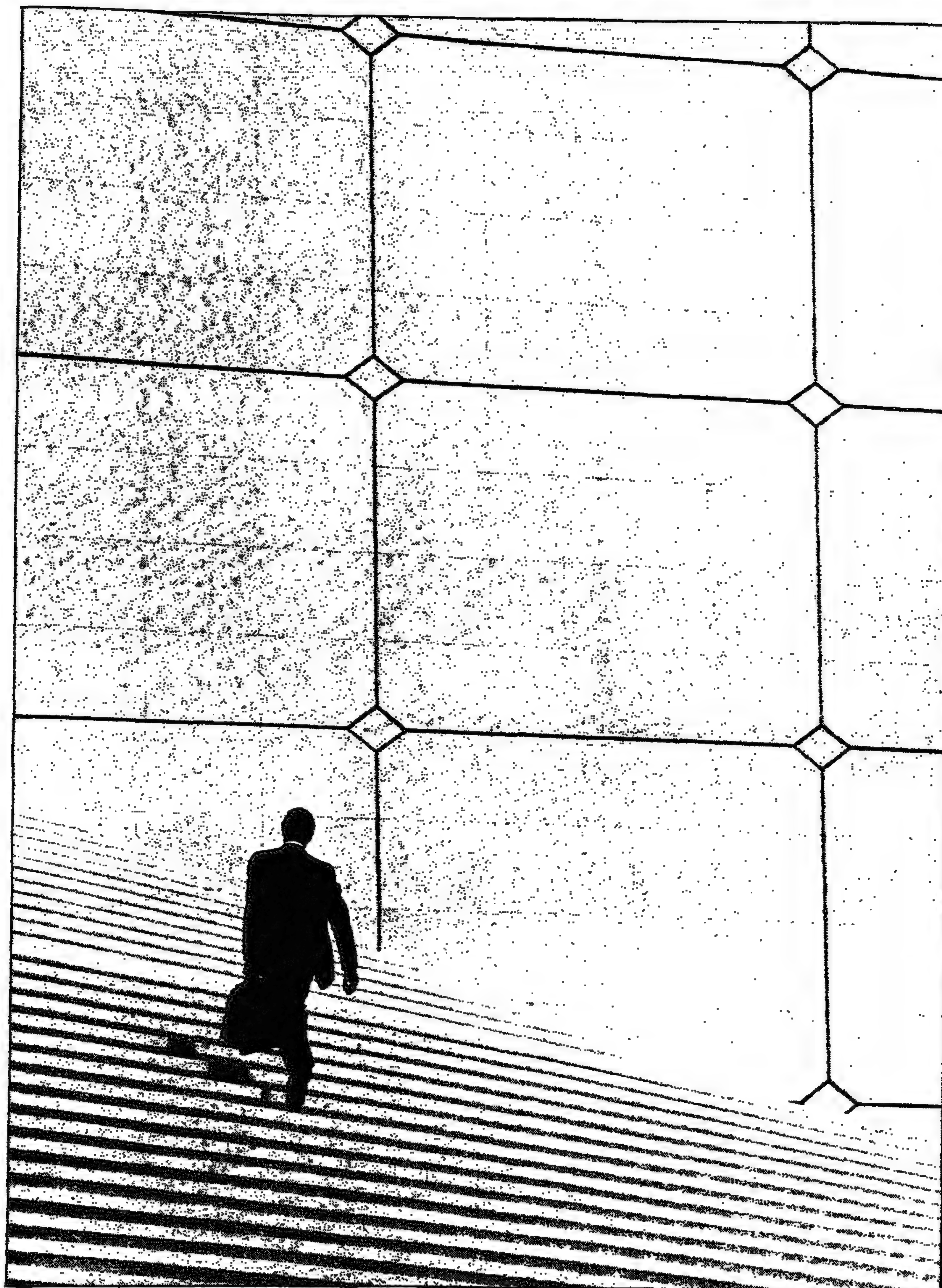
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



هذه هي الحق

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



L'Arche de la Défense ramenée aux dimensions humaines.

LE DEUXIÈME SALON INTERNATIONAL DE L'ARCHITECTURE

L'année des grands travaux

La deuxième édition du Salon international de l'architecture (SIA) a lieu au moment le plus opportun de l'année la plus opportune, celle du Bicentenaire. La vague des premiers grands travaux est passée, les premières inaugurations ont eu lieu et autorisent donc un bilan. En somme, une conjonction bien gérée des calendriers a fait de cette heureuse période l'année des grands travaux. Or l'ambition internationale du SIA nous rappelle opportunément que ni Paris ni la France ne sont isolés dans la quête de la reconnaissance publique et de l'admiration universelle. Elle nous rappelle aussi que toutes ces monumentales machines, qui ont tant fait grincer les dents

du personnel politique, ont une dimension plus considérable que ce qu'indique une chaîne d'arpenteur ordinaire.

Née pour une part d'un souhait présidentiel, dont il y a trois notables prémices — le Centre Pompidou, dit à l'homme du même nom, le Musée d'Orsay et le Musée des Sciences, attribuables à Valéry Giscard d'Estaing, — et pour une autre part de besoins exprimés, sinon de nécessités absolues, les grands travaux sont souvent mis sur le compte de la seule vanité par les opposants au régime socialiste, français ou étrangers. Exagérée ? Sans doute, mais cette attitude critique, et souvent ironique, se trouve légitimée par

deux facteurs au moins : l'extrême personnalisation du pouvoir et le développement exacerbé d'un phénomène de cour, notamment en matière d'architecture et de culture. Un développement dont François Mitterrand connaît les avantages, mais paraît sous-estimer les dangers.

Reste qu'on ne saurait régler son compte à l'architecture sous le seul prétexte qu'elle relève d'une vanité. Sans quoi la liste du patrimoine mondial ressemblerait à un désert. Il faut donc en prendre son parti.

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 26.)

CINÉMA 28 Scénariste anglais pour « Révolution française »



David Ambrose, qui n'est pas historien, mais qui s'est fait raconter notre Révolution par de nombreux spécialistes, c'est le nom inattendu au générique de « la Révolution française », dont la première époque, réalisée par Robert Enrico, sort cette semaine. Rencontre avec ce très britannique Anglais.

THÉÂTRE 31 « Sarafina ! » : 25 acteurs, 25 représentations



Ils sont vingt-cinq, âge maximum vingt-cinq ans, à tenter de « briser le cercle de la brutalité en chantant ». Accueillis triomphalement à New-York, la troupe de jeunes gens et d'enfants de Johannesburg débarque avec Sarafina ! pour vingt-cinq représentations aux Bouffes du Nord. Musique des banlieues noires, du rock au gospel ; le sujet est celui du grand jour où Mandela sortira de prison. Fiction ?

MUSIQUES 33 10^e Festival de Paris : le jazz est là



Le jazz est partout, envahit tout, se rit des définitions : symbole d'ouverture, la marque allemande de disques ECM et son patron, Manfred Eicher, ont été chargés d'une bonne partie de la programmation de ce 10^e Festival de Paris. La star d'ECM, c'est Keith Jarrett (le 28). Et la star des stars, Miles Davis (3 novembre au Zénith).

URBANISME

LE DEUXIÈME SALON INTERNATIONAL

L'avenir de la ville

(Suite de la page 25.)

D'ailleurs, se dit-on, il suffit d'aller voir ailleurs, à l'étranger, pour y chercher l'image réelle des grands travaux, pour y chercher la critique architecturale pure, dégagée des jeux politiques de l'Hexagone. Mais là, patatras ! S'il est vrai que jamais, avant cette impériale floraison d'édifices, Paris n'avait fait l'objet d'un tel feu de commentaires, de descriptions, de points de vue, d'exaltation, la plupart des commentateurs, parce que l'architecture n'est pas leur pain quotidien, se sont lancés dans un méli-mélo architecturo-sociologique avec un triple espoir : trouver une signification patente au nouveau paysage parisien, en tirer des conclusions politiques percutantes, développer enfin une morale universelle de l'exemple français pour célébrer ou déplorer la situation de leur propre pays.

Le résultat est souvent cocasse, en particulier chez les auteurs qui allient une nette propension à la caricature et une connaissance approximative du territoire parisien à une phobie persistante de la gauche française et, de préférence, à un sympathisme chauvinisme. C'est ainsi que Robert Hughes, dans *Time*, aperçoit dans l'Arche de la Défense le symbole abstrait de l'économie mixte, sans doute parce qu'il voit dans la Calise des dépôts une banque privée. La pyramide de Poi, « architecte américain », est sauvée du purgatoire, l'un des arguments étant qu'elle s'inscrit dans l'axe historique, ce que précisément elle ne fait pas. L'aménagement de la rotonde de Ledoux, qui dépend de la Ville de Paris, est assimilée aux grands travaux mitterrandiens réussis. Et Hughes, qui ne fait pas dans le détail, n'a vu du parc de La Villette que la Grande Halle, oubliant, en même temps que ses lunettes, le bâtiment du Musée des sciences. Les détails fantaisistes abondent. Mais l'acharnement de l'auteur à condamner ce qu'il croit être le fait du prince, pour ne sauver que ce qui arrange sa démonstration, fait de son article un merveilleux document sociologique sur l'effet international des grands travaux. On ne saurait donc en priver les lecteurs.



Vertiges de la Pyramide.

A l'inverse, d'autres auteurs se sont lancés dans une analyse plus enthousiaste, et éventuellement critique, de l'aventure monumentale parisienne. C'est le cas d'*Architectural Review*, revue, il est vrai spécialisée, qui a consacré son numéro d'août aux grands projets et à la scène parisienne. On verra cependant, dans l'éditorial de Peter Davey, que la relative réussite parisienne sert de repoussoir aux désastres de l'urbanisme londonien. Ces désastres réels - mais aussi supposés - qui ont conduit le prince Charles d'Angleterre à monter au créneau architectural, ce qui ne signifie en revanche pas que l'héritier royal ait la moindre passion pour les articles de Paris.

Un des avantages, non négligeable, de l'engagement princier, est cependant d'avoir mis en lumière la confrontation, et même la compétition entre Londres

et Paris, pour le leadership architectural de l'Europe. Jusqu'à une date récente, la capitale anglaise aura vécu à l'ombre de l'urbanisme thatcherien, autrement dit d'un dirigisme d'Etat tendant à favoriser un libéralisme forcé de la construction, en désosant tout ce qui pouvait avoir une couleur rose ou rouge dans la défunte entité du Grand Londres. La méthode ne s'est pas révélée du meilleur intérêt pour l'architecture, et le libéralisme a produit davantage de monuments à la gloire d'une indigente promotion que de monuments utiles à la ville et à la vie sociale. La même méthode a, en revanche, permis la création du quartier des Docklands, récupéré sur l'équivalent fluvial de nos voies ferrées superfluoitaires. Tout ne semble pas être rose entre les exigences pures et dures du libéralisme thatcherien et les aléas financiers liés aux risques de la promotion, mais toutefois cela existe.

Or, à l'instant où la Grande Bretagne s'avise qu'elle a certainement trop sacrifié l'hermine Architecture au plus sauvage des dieux de l'urbanisme, la France découvre à l'inverse qu'à Paris, comme dans maintes autres villes, elle a trop vite donné acte de sa disqualification à l'urbanisme d'après-guerre. Elle s'aperçoit qu'avec ou sans l'imbécillité des théoriciens du bonheur urbain, les villes ont besoin de programmes à long terme, les plus anciens d'entre eux devant être régulièrement révisés. C'est dans ce contexte, dès lors, que doit être lue l'épopée des grands travaux. Personne ne s'y est trompé. Ni à la mairie de Paris, qui cherche ses marques dans la redéfinition des transports : ni à l'IAURIF, organisme régional affecté à ces questions urbaines, où l'on s'évertue depuis longtemps à distinguer la chèvre du chou. Ni aux directions, mandatées par le ministère, théoriquement affectées aux questions touchant l'aménagement, où les TGV emportent plus vite les ministres qu'ils ne rapportent de décisions pour la ville ; ni au ministère de l'Intérieur, où l'on pratique l'art de rectifier les frontières et d'inventorier les déséquilibres. Ni enfin à Matignon, qui semble vouloir enfin prendre les premières décisions qui s'imposent : investir ce que l'Etat doit investir, éventuellement ses terrains, pour que



L'Opéra-Bastille en majorité...

Paris, avec ou sans monuments, avec ou sans grands travaux, ne rejoigne pas définitivement le clan déjà trop peuplé des villes asphyxiées. Où l'on voit que, pour envisager un rôle international qui, demain, ne soit pas que de façade, d'aimable tourisme et de politesse convenue, bien des obstacles sont encore à franchir...

En fait on perçoit vite que cette stature internationale, de rôle premier que Paris dispute à Londres, repose sur trois données principales. D'une part, la fluidité des échanges, qu'ils soient virtuels, impalpables comme les flux économiques, les réseaux de télécommunication, ou singulièrement vivants comme l'est la saga des transports en région parisienne. Ensuite l'agrément de la vie, celui que donne la fameuse dimension humaine de l'architecture au jour

Paris

Le plus révélateur des articles parus sur la saga des grands travaux est sans doute, dans le registre politico-critique, celui du magazine américain *Time*. L'auteur, Robert Hughes, ne prend pas de gants. D'entrée, le ton est donné.

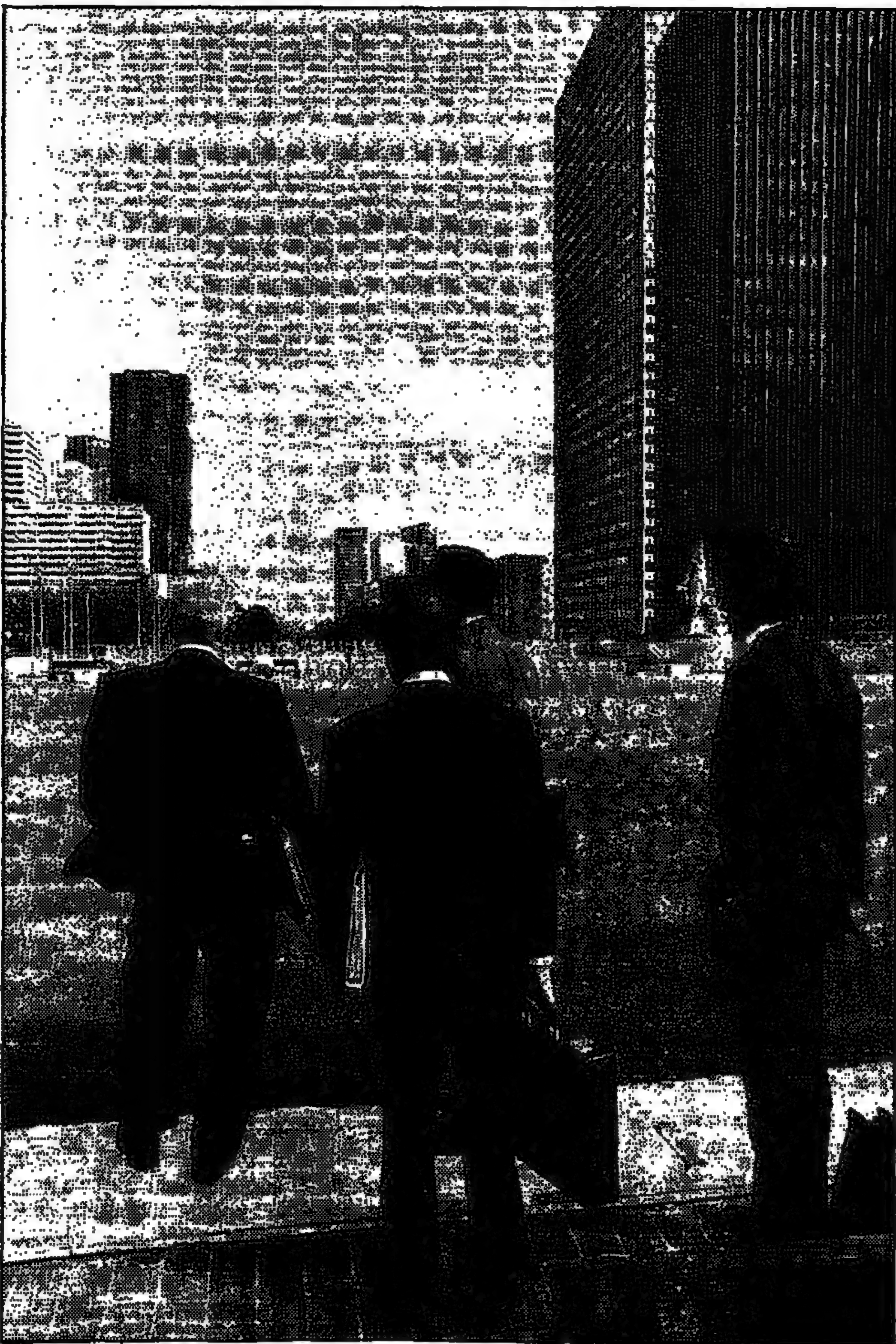
« De tous les présidents de la Cinquième République, celui qui a montré la plus grande passion pour la construction, ou la reconstruction, celui dont les vues architecturales évoquent le plus une tentation de l'absolutisme louis-quatorzien, se révèle être un socialiste : François Mitterrand. »

Si De Gaulle, « reconstruteur de l'après-guerre, a laissé peu de traces nouvelles », Georges Pompidou, lui, « sur un mauvais coup de folie urbanistique, a détruit les Halles, mais construit le Centre qui porte son nom, censé être un manifeste de transparence et de flexibilité : le nec plus ultra, alors, d'une rhétorique muséale fondée sur l'accessibilité. Depuis, c'est devenu un objet d'époque qui rouille sur pied, miné par un lourd déficit ». Quant à Mitterrand, il a « ouvert les vannes des crédits pour fêter le deux-centième anniversaire de la Révolution avec une série de grands projets qui, par leur taille et leur coût, dépassent tout ce qu'ont pu imaginer ses prédécesseurs ».

D'autant que Hughes ajoute aux grands travaux de « nombreux projets de restauration, comme le dôme redoré des Invalides de Mansart, ou l'exquise rénovation du Pavillon des dunes de Ledoux, symbole du néoclassicisme révolutionnaire, près du Bassin de La Villette. Enfin, il faut mentionner une grosse averse de sculptures. La plupart franchement banales, comme le Centaure de bronze en hommage à Picasso, avec une pelle et un balais dans le derrière ; ou, la pire de toutes, la transformation de la cour du Palais Royal en désert peuplé de souches de marbre noir et blanc ».

Hughes avance une série de chiffres : les coûts des grands travaux qui, selon ses calculs représenteraient « plus de 60 % du budget total du ministère de la culture ».

Et malgré cela, « il n'y a toujours pas de style François Mitterrand. Mais il y a un look reconnaissable, même s'il est diffus. Le high-tech spectaculaire, tel paraît être l'expression formelle du mariage mitterrandien entre l'économie privée et l'Etat. La métaphore la plus exemplaire en est probablement l'Institut du monde arabe, un bâtiment généralement apprécié ». En homme pratique, cependant, l'auteur



Les hommes de l'Esplanade.

made in USA

imagine que les panneaux articulés de la paroi sud « vont occuper les équipes de maintenance pendant quelques décennies ».

« Au-delà des nombreuses polémiques, concède Hughes, en bon citoyen des Etats-Unis, le meilleur des nouveaux bâtiments d'Etat est la pyramide de verre de l'architecte américain I.M. Pei. (...) Rendu public en 1984, son dessin a été reçu avec des cris d'horreur ». « Pourtant, nous rassure *Time*, l'œuvre de Pei est un triomphe d'urbanisme. La forme pyramidale est un archétype plus ancien que le Louvre, et en même temps plus nouveau. Elle conduit logiquement la foule vers le hall de distribution, sous le cour. Sa transparence respecte les masses de l'ancien musée, tandis que sa position ancre l'immense cour et marque la fin sud-est de l'axe qui court le long des Champs-Élysées ».

Le détail est techniquement faux, mais qu'importe, regardons à l'autre extrémité de l'axe, vers la Défense, « véritable Musée Grévin de la stérilité architecturale, où tout ce qu'il y a comme architectes de second rang a reçu le soutien présidentiel depuis l'époque Pompidou - se dresse le monument d'Etat le plus gratuitement abstrait de la fin du vingtième siècle : la Grande Arche ». Argument historique : « S'il y a

Vues de Londres

« (...) Elle aurait pu être dynamique ou dramatique, mais, en réalité, l'Arche est un monument extrêmement silencieux. Elle est grande, mais elle est relativement élémentaire sur le plan technique (et cependant plutôt bien construite). C'est fondamentalement un grand immeuble de bureaux avec un énorme trou en plein milieu ; les bureaux en question n'apportent rien de nouveau ni aux travailleurs ni aux entreprises. Ils sont donc dépourvus d'imagination, en cette époque où abondent les propositions excitantes pour ce type d'édifices, afin d'inventer de nouvelles relations entre les employés et leurs groupes, et qui correspondent à une société d'hommes libres et instruits. (...) Si les grands projets sont, au mieux, dépourvus de signification en tant que monuments et, au pis, quelque chose comme les étoiles ou les symboles inquiétants de l'Etat ou du pouvoir architectural, on retrouve la même chose, à une échelle réduite, pour les ouvrages de la Ville de Paris et le nouvel habitat qu'elle génère. Certaines crèches et écoles pri-

URBANISME

DE L'ARCHITECTURE

après l'année des grands travaux

le jour, quand elle est réussie : sur ce point Paris et plusieurs villes de la région ont, comme l'a fait Berlin avec l'Internationale Bau Ausstellung (IBA), lancé des politiques innovantes et qu'on dirait généreuses si elles n'étaient contrebalancées par des fluctuations de population immédiatement favorables aux enjeux électoraux mais stérilisantes à long terme.

Enfin, ce sont les éléments spatiaux et monumentaux, l'articulation du paysage urbain, les repères quotidiens, les passions, les fiertés, les sources de polémique... En un mot les grands travaux, qu'ils soient de l'Etat ou de la Ville, et parmi lesquels on omet parfois de citer ces éléments essentiels que sont les parcs - La Villette, Bercy, Citroën - et, demain, les places - l'espace libre de la future Bibliothèque de France. L'ensemble de tous ces travaux parisiens, qu'ils soient ou non qualifiés de grands, qu'ils aient ou non le label présidentiel, l'ensemble de tous ces signes d'un temps de croissance et de paix est véritablement impressionnant, lorsqu'on se livre à leur inventaire. Et l'on s'étonne moins, dès lors, de la formidable couverture médiatique dont ils ont fait et continuent de faire l'objet.

Pas un journal, pas un magazine pas une télévision qui n'ait amplement détaillé les transformations de Paris, photos à l'appui. Une anthologie des réalités et des mythes de l'architecture et de l'urbanisme, une véritable école de l'imaginaire, de la propagande et du truisme réunis. On l'apprend aussi que la photographie, généralement présentée comme exemple ou témoignage de ce que l'écrit prétend, peut être utilisée de façon parfaitement mensongère, qu'il s'agisse de célébrer ou au contraire de ridiculiser un monument. Le grand angle fait ainsi des ravages lorsqu'on veut dénoncer le scandale des colonnes de Buren dans le Palais Royal. Les filtres, au contraire, vous tirent toutes les nuances de ce diamant qu'est, à presque tous les coups, la pyramide du Louvre.

Cet inventaire médiatique une fois fait, deux questions restent en suspens. L'une, parce qu'elle n'est jamais posée : celle du périmètre exclusivement pari-



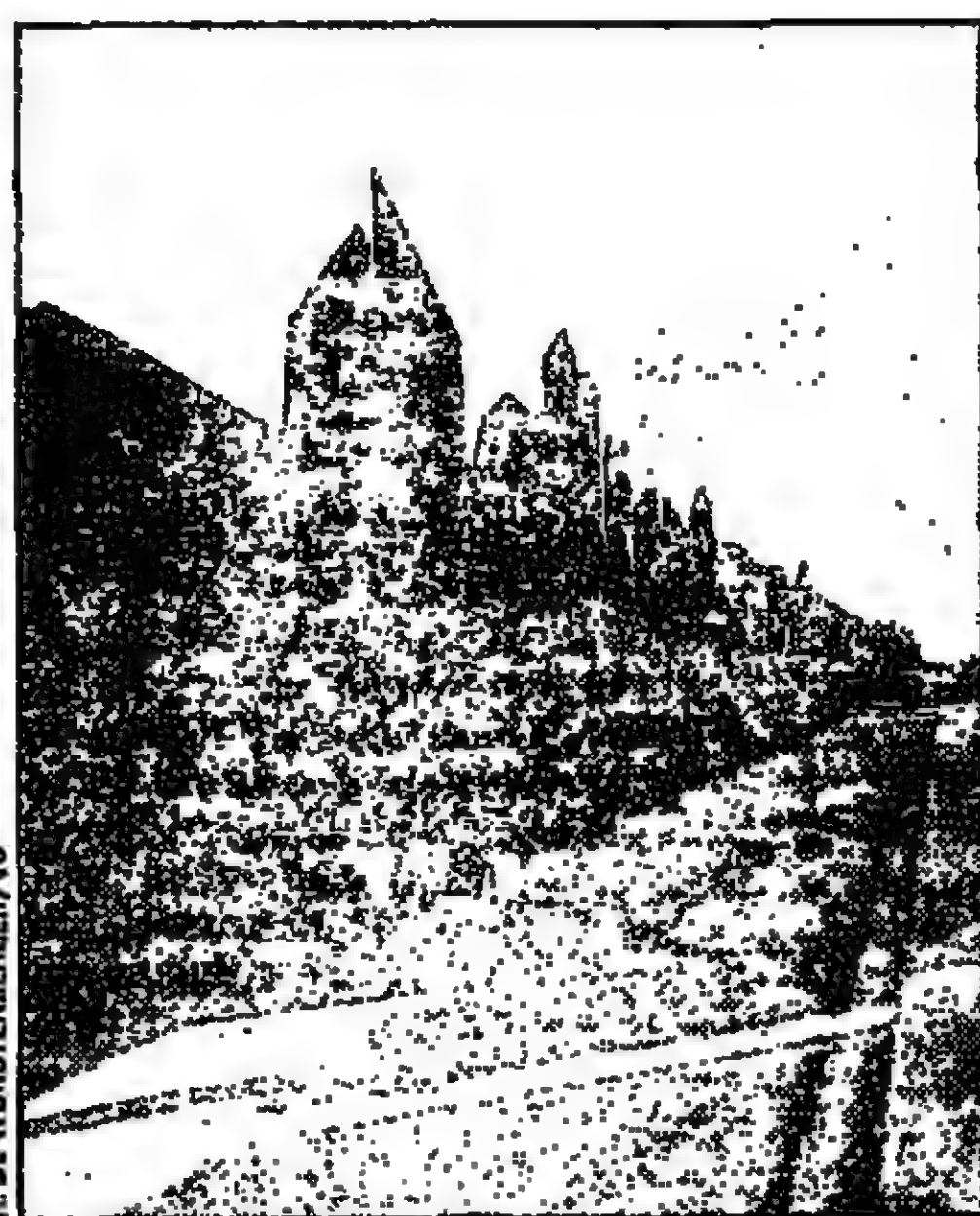
... Le même côté rue.

sien de ces grands travaux qui devraient concerner une ville infiniment plus vaste. L'autre est celle de la qualité architecturale de tous ces monuments, de la réalité de leur portée internationale. Une question qui se pose précisément parce que le médium médiatique qui s'est abattu sur Paris a fini par complètement brouiller les cartes.

La première de ces questions est fondamentale, car cette concentration des grands travaux dans les frontières des vingt arrondissements, et de leur appendice La Défense, va durablement marquer le territoire. Et cela, quels que soient les remords ou regrets dont paraissent depuis peu témoigner les nouvelles politiques urbaines du gouvernement, de la région, de la Ville. L'au-delà du périphérique, exclu de la saga des grands travaux, paraît, dans les discours technocrati-

ques, rester voué à la seule gestion des flux de population et aux problèmes de vases communicants entre les zones de bureaux et les zones d'habitat. Les éléments monumentaux, dont on a dit plus haut qu'ils étaient une des conditions de l'équilibre urbain, semblent bel et bien refusés - on l'a encore vu récemment pour l'emplacement de la Bibliothèque de France - à ce qui restera donc les banlieues, proches ou lointaines, de la capitale. A moins de considérer, ce qui est certainement un leurre, que ce paysage-là puisse se satisfaire de symboles, d'images monumentales dépourvues de fonctions civiques, déconnectées de l'échelle véritable du territoire. De ces symboles, récupération aimable (le château d'eau de Portzamparc) ou pompeuse (les HLM, dits palais du peuple, de Bofil), édifices voués aux utilités ordinaires de la vie, les villes nouvelles sont assez bien pourvues. On découvre bien, désormais, qu'ils ne représentent pas même un pis-aller de signal urbain, mais bien des supercherries tout à fait dans la lignée des errances dogmatiques de ce long après-guerre.

Cette question de la gratuité symbolique ressort, en apparence, du seul urbanisme, de la disposition - heureuse ou non - d'équipements nationaux susceptibles de porter l'image d'un pays. Or elle se trouve être aussi au centre des critiques les plus pertinentes adressées à l'architecture des grands travaux parisiens. Au point que certains commentateurs ont pu même y trouver la caractéristique du style ou du « look » mitterrandien. La remarque vaut peut-être pour l'Arche, qui a perdu sa fonction de communication. Mais n'en a-t-elle pas retrouvé tant d'autres, qu'on puisse oublier la vocation bureaucratique de ses piliers nord et sud ? La remarque vaut sans doute pour la pyramide du Louvre, dont la forme éternelle, hautement symbolique, n'a de justification, selon Pei, que l'éclairage efficient d'un vaste souterrain. Elle vaut encore pour les folies du parc de La Villette, si l'on veut faire abstraction de leur vocation paysagère, parce qu'elle ne vaut pas pour l'Opéra-Bastille, même si l'on peut estimer que sa devançure sur la



L'Arche vu de trois quarts.

place est franchement loupée, ni pour le ministère des finances - généralement oublié, d'ailleurs, par les commentateurs, ni pour l'IMA de Nouvel et consorts, ni pour le Musée des sciences d'Adrien Fainsilber...

Tout cela fait-il pour autant un parc architectural de niveau international ? Paris est-il admiré pour ses nouvelles vertus, ou n'étonne-t-il que par la puissance archaïque de la volonté monarchique qui s'y est exprimée ? La réponse, évidemment, n'est pas une. Mais, dès à présent, il apparaît certain que la postérité n'acceptera pas tel quel ce buisson de frais monuments : il lui faudra s'inscrire dans le projet plus difficile du Grand Paris. Sans quoi les grands travaux seront autant de têtes démesurées sur le corps atrophié d'une ville sans avenir.

FREDERIC EDELMANN

mad in USA

quelqu'un qui aurait aimé cet aspect étonnant où se mêlent les pouvoirs de l'Etat et du privé, c'est sans doute Albert Speer. » Argument financier : « L'Arche est couverte de plaques de marbre blanc virginal, avec un taux de refus des plaques de 25 %, plus que dans toute l'histoire des salles de bain de Park Avenue. »

Argument esthétique, enfin : « Il y a des moments où l'Arche atteint une sorte de grandeur taciturne. (...) Pour atténuer le vide de l'ouverture de l'Arche, (l'architecte) a inséré (...) ce qu'il appelle avec un soupçon d'optimisme « le nuage ». Mais il faudrait une bombe atomique, et pas seulement un nuage, pour arranger ce monstre prétentieux. » Quant à La Villette, « un coûteux échec, avec ses fontaines sèches, ses pergolas d'acier, son jardin de bambous à moitié morts, et surtout ses folies conçues par un dessinateur de New-York, Bernard Tschumi. Abondamment présentées comme des épigrammes de l'architecture déconstructiviste, les folies sont en fait des pseudo-sculptures, en acier émaillé rouge, contraintes et suffoquées. Les visiteurs du parc ont tendance à les ignorer, et ce n'est pas étonnant. »

Enfin, la pièce maîtresse est bien sûr l'Opéra de la Bastille, « que chacun déteste pour des raisons différentes. Ses problèmes vont bien au-delà des polémiques sur sa politique musicale. (...) Et Hughes de citer la dernière blague parisienne : « Quelle différence y a-t-il entre le Titanic et l'Opéra de la Bastille ? Le Titanic avait au moins un orchestre. »

De source bien informée, on murmure que le projet de la Bastille a été choisi par erreur (...). Le jury aurait choisi ce qu'il aurait pris pour une esquisse de Richard Meier. » Heureusement, retrouvant le lyrisme propice à la grandeur américaine, le journaliste nous console, in extremis : « Pourtant, s'il y a de quoi être déçu par ce qu'on trouve en face du rideau, le véritable spectacle est bien l'arrière-scène de l'Opéra Bastille. Le directeur scénique a mis au point la machinerie la plus spectaculaire de tous les opéras du monde (...).

La politique culturelle de Mitterrand apparaît empiétrée dans une symbolique dépensière. En Amérique, où l'on n'a jamais accepté l'idée d'un financement d'Etat pour la culture, de telles dépenses seraient impensables. Conclusion : « Quand les étudiants en politique du vingt-et-unième siècle voudront savoir ce que les critiques veulent dire par monarchie présidentielle, ils pourront consulter, entre autres, les Grands Projets. »

Vie de Londres

maires sont particulièrement appréciées, mais davantage pour la hardiesse de leur formes architecturales que pour la sensibilité de leur attention aux enfants qu'elles accueillent. (...)

Curieusement, ces monuments presque royaux du nouveau Paris ont été créés par un président de la gauche libérale, tandis que l'habitat social et les bonnes œuvres ont été le fait d'une mairie tenue par la droite. Il est paradoxal que l'architecture et l'urbanisme parisiens passent pour exemplaires dans le reste du monde, au moment même où ils peuvent être jugés les plus critiquables. Mais il est vrai que les Français essaient au moins de produire une structure urbaine cohérente, où les nouveaux édifices sont soigneusement insérés dans le tissu ancien, et où les monuments bénéficient d'emplacements soigneusement choisis. Et il est vrai aussi qu'à part une mauvaise affaire engagée avec Bofil au temps de Giscard ils ont évité les banales horreurs du classicisme post-moderne pour la

conception de leurs monuments. Les qualités et le courage de Paris se perçoivent plus clairement si on compare la capitale française à Londres (...). La misère, la suffisance et la stupidité de la scène architecturale anglaise, fondée sur une interprétation faussée des modèles américains, fait dramatiquement ressortir la noblesse et la retenue des réalisations françaises, fondées, elles, sur une réinterprétation de la grande tradition des villes européennes. La décadence de Londres a commencé il y a dix ans, presque avec l'arrivée au gouvernement de M^{re} Thatcher. Chirac est maire depuis plus longtemps, Mitterrand est président depuis moins de dix ans. A eux deux, ils ont donné à Paris une position favorable dans ce que les Français ont bien compris être la bataille pour la première place européenne.

Peter Davey
The Architectural Review
(août 1989)

SIA 1989

Le SIA 89 s'est donné pour thèmes centraux l'architecture italienne et l'avenir de Paris. Ces thèmes marquent la conception des stands invités, ponctuent les débats ou président à la sélection des films. Trois expositions soulignent le caractère international du Salon. Elles sont consacrées à l'architecte irakien Zaha Hadid et aux architectes japonais Shin Takamatsu et Toyo Ito.

DEBATS

Quatre grands débats ayant pour thèmes les développements futurs de Paris sont organisés pendant le Salon, avec la participation de nombreux hommes politiques, décideurs, urbanistes et architectes :
- Paris, les grands travaux au quotidien : le lundi 30 octobre, 18 heures. Débat animé par François Lamarque (rédacteur en chef de la revue *Architecture-Architectes*).
- Le Grand Paris de 2030 : qui décidera ? Le mardi 31 octobre, 18 h 30. Débat animé par Frédéric Edelmann (*Le Monde*).
- L'Ouest parisien en quête d'un plan : le jeudi 2 novembre, 18 heures. Débat animé par François Chaslin (rédacteur en chef d'*Architecture d'aujourd'hui*).
- Grand Paris Lobbies : le samedi 4 novembre, 11 heures. Débat animé par Lionel Du Roy (*l'Evénement du jeudi*).

PROJECTIONS

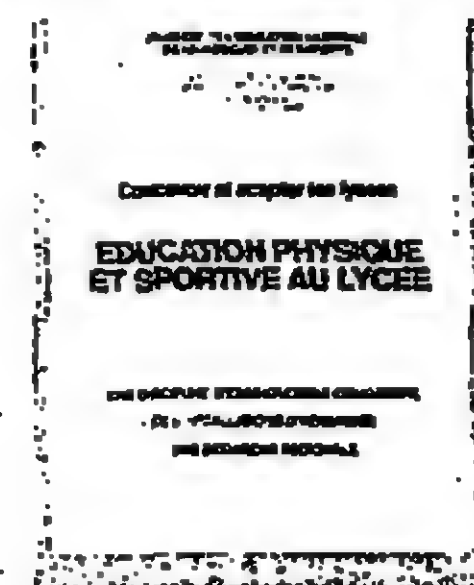
Un programme de films, organisé par le FIFARC de Bordeaux, sera présenté salle Boris-Vian. Séances à 13 heures et à 17 heures. Chaque film sera l'occasion d'évoquer une métropole occidentale.

- Venise : la Salle de bain, de John Lwoff (28 octobre).
- Lisbonne : Dans la ville blanche, d'Alain Tanner (29 octobre).
- Florence : Chambre avec vue, de James Ivory (1er novembre).
- Paris : Boy Meets Girl, de Léos Carax (2 novembre).
- New-York : After Hours, de David Mamet (3 novembre).
- Rome : Fellini Roma, de Federico Fellini (4 novembre).
- Vienne : le Troisième Homme, de Carol Reed (5 novembre).

★ SIA. Du samedi 28 octobre au dimanche 5 novembre, Grande Halle de La Villette. Ouvert de 12 heures à 21 heures, en semaine, et de 10 heures à 19 heures les samedi et dimanche. Nocturnes jusqu'à 22 heures le mardi 31 octobre et le jeudi 2 novembre.

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

est présent au Salon international de l'architecture
Stand L4



Il vous propose divers documents d'aide à la programmation, la construction, la rénovation des bâtiments scolaires

Ces documents sont en vente au Salon, au CNP et dans les CRDP. Le catalogue peut vous être adressé sur simple demande en téléphonant au 16 1 45-50-08-53 au

CENTRE DE CONSEIL TECHNIQUE AUX
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
142, rue du Bac 75007 PARIS

« LA RÉVOLUTION FRANÇAISE », PREMIER EPISODE

Eclaircissements sur « les Années Lumière »

Vaste fresque en deux épisodes, d'une ampleur dont le cinéma français a perdu l'habitude, « la Révolution française » arrive sur les écrans, du moins son premier volet réalisé par Robert Enrico : « les Années Lumière ». Le scénariste, que nous avons rencontré, n'est pas historien et n'a même pas potassé la période dans le Mallet-Joris : il est anglais.

ON croyait terminée la célébration du Bicentenaire. Et puis, voilà encore un film sur la Révolution. Mais, en vérité, qu'a fait notre cinéma sur ce sujet, depuis un an ? Rien. *Chouans*, de Philippe de Broca, n'était qu'une version raccourcie d'une série conçue pour la télévision. Et tout ou presque de ce qu'a offert, jusqu'à lasser, le petit écran sur le sujet a relevé de l'anecdote, de l'imagerie étiquée du feuilleton catastrophique (« la comtesse de Charny », où le père Dumas est trahi autant comme romancier que comme historien).

Donc, le cinéma enfin. Avec des gros moyens, beaucoup de figurants, des producteurs avisés (*Le Monde* du 26 octobre 1988) et deux réalisateurs pour deux grands films qui forment une fresque. Robert Enrico a réalisé *les Années Lumière* (1789-1792) et Richard Heffron, *les Années terribles* (1792-1794). Avec aussi – l'entreprise exigeait – des acteurs internationaux. L'ensemble est un remarquable exemple de synthèse historique (à partir du scénario de David Ambrose, lire son interview ci-dessous) et de pédagogie intelligente, un beau cadeau pour le public qui, dans les fastes retrouvés du cinéma-spectacle, peut découvrir et comprendre le mouvement même des faits.

Commencée dans l'enthousiasme des États généraux, la Révolution s'achève, ici, à la chute et à la mort de Robespierre, sur l'exaltation de ce qui fut, en dépit de la Terreur, peut-être sa plus belle réalisation : la Déclaration des droits de l'homme.

Ne cherchons surtout pas de comparaisons avec le *Napoléon* d'Abel Gance, la *Marseillaise* de Jean Renoir, le *Danton* de Wajda ou, même, les miniatures de Sacha Guitry. A Robert Enrico est revenue la part la plus difficile : en ces « années Lumière », le peuple, la foule, sont constamment en marche. Les « années terribles », en revanche, sont celles



Le respect des faits, les fastes du cinéma-spectacle.

de la lutte des partis qui se déchirent et se dévorent, de la Convention à la guillotine.

Mais on ne plonge pas dans le peuple tête baissée ; un prologue fixe un fil conducteur. Sous la pluie, devant le collège Louis-le-Grand, le jeune roi Louis XVI, l'air ennuyé, n'écoute pas le compliment d'un élève nommé Maximilien Robespierre, dont le meilleur ami s'appelle Camille Desmoulins. Premier choc de la monarchie et de ceux qui, devenus avocat et journaliste, auront envie de l'abattre. A partir de là, Robert Enrico mène son récit (mouvementé) dans un style de fiction romanesque sur des faits réels. En suivant la vie, à Paris, de Camille Desmoulins, amoureux de sa voisine Lucile, fille de bourgeois, de Robespierre et de Danton devenu leur ami, les spectateurs vont forcément croiser tous les protagonistes de ce gigantesque affrontement qui enflamme Paris et Versailles. C'est une idée à la Dumas, si ce n'est qu'il n'y a pas, sauf quelques comparses, de personnages inventés pour les besoins de la cause.

Encore faut-il savoir éclairer les événements essentiels. Filmer la Révolution de 1789 suppose un certain nombre de « scènes obligées ». Ces scènes, on les reconnaît parfois, d'autres pas. Ainsi, on attend, après les États généraux et l'apostrophe de Mirabeau, la prise de la Bastille. La voici reconstituée (au château de Tarascon) mieux qu'elle ne l'a été jamais, car elle est menée d'une façon précise, selon la topographie des lieux.

On peut en dire autant des journées des 5 et 6 octobre, avec les femmes de Paris investissant le château de Versailles et contraignant la famille royale à venir s'installer dans la capitale. Mais ce qui surprend davantage, c'est le grand chantier du Champ de Mars, la fête de la Fédération en juillet 1790, et, un an plus tard, sur les mêmes lieux, le massacre de la foule, pour mater une tentative de soulèvement républicain. On le savait ? Pas si sûr.

Robert Enrico réussit à rendre claire la complexité des événements politiques, en alternant les scènes de foule et les scènes inti-

mistes, en brossant les caractères individuels, en décrivant les comportements plutôt qu'en invoquant les principes et les idées (pour cela, il y a le dialogue de Daniel Boulanger).

Filmer la Révolution française n'interdit pas le réalisme psychologique. Par parenthèse, il y a bien de quoi relancer le débat sur la représentation de l'histoire au cinéma. En parlant également de culture populaire, on serait dans le vif du sujet. Et c'est bien ce que l'on pouvait attendre de mieux pour ce fameux Bicentenaire.

Robert Enrico n'esquive aucun épisode célèbre (la mort de Mirabeau, la fuite à Varennes, la guerre avec l'Autriche, la prise des Tuileries le 10 août 1792, etc.), mais il en évite les clichés. Généralement repoussé, au cinéma, dans l'ombre de Marie-Antoinette, Louis XVI, qu'elle appelait le « pauvre homme », trouve sa véritable dimension grâce à Jean-François Balmer. L'acteur prend en charge, au-delà du physique ingrat, la force du principe de monarchie de droit divin et du pouvoir royal tapie dans cet esprit lourd, endormi, force qui réveille, à des moments cruciaux, le velléitaire. Le rôle est beaucoup plus développé que d'ordinaire, certes, mais il y a, de la part de Balmer, une incarnation extraordinaire.

Autre personnage surprenant : La Fayette. On le connaît comme héros de la guerre d'indépendance américaine (illustré par Jean Dreville dans un film de 1961). Mais ce commandant de la garde nationale qui arrive toujours en retard quand le roi est menacé, fait tirer sur les manifestants du Champ de Mars, ferme les yeux sur la fuite à Varennes, guigne le pouvoir militaire tout en défendant – mollement – la monarchie constitutionnelle, d'où sort-il ? De l'histoire lui aussi. Et Sam Neill (parfaitement doublé par Pierre Arditi) rend crédible cette autre vision.

Robespierre (Andrzej Seweryn, physiquement bien choisi), lui, attend son heure, alors que le Danton sanguin, emporté, roublard de Klaus Maria Brandauer fait, tout de suite, sonner la sienne. On ne verra plus Camille Desmoulins autrement que sous les traits de François Cluzet, dont le rôle d'idéaliste n'était pas facile à assumer.

La suite, tragique, est pour le mois de novembre.

JACQUES SICLIER

Un entretien avec David Ambrose, scénariste, Anglais

DAVID Ambrose a écrit pour la télévision et pour le cinéma (entre autres *Nimitz*, *Retour vers l'enfer*). Il y a à peine deux ans, il a été approché par Alexandre Mnouchkine et Antoine de Clermont-Tonnerre. Ces deux producteurs français avaient l'intention de « faire un film sur la Révolution française » dont la sortie coïnciderait avec le Bicentenaire. David Ambrose a mis huit mois pour raconter en cinq heures ces cinq ans qui ont façonné la France et le monde. Ce travail herculéen, accompli sans expérience du film historique, peut surprendre par ses choix, agacer ou même choquer parfois. Mais il a été accompli avec passion et rigueur. David Ambrose s'en explique.



Jean-François Balmer, Louis XVI plus que vraisemblable.

« Vous connaissez déjà cette période ? »

« Comme tout le monde. Je l'ai étudiée. Je me souvenais d'une chose apprise à l'école : quand la bourgeoisie est mécontente, on risque une révolution. Et, en me mettant à lire, je me suis rendu compte que c'était une révolution très moderne, presque une révolution de yuppies, les personnages les plus importants étaient avocats ou médecins. »

« J'ai lu les grands textes, comme Michelet. Et je me suis aperçu que les faits de la Révolution sont connus mais que les livres sont constitués à 80% de jugements. Avec l'aide d'historiens, j'ai voulu retrouver les faits et partir de là. J'ai cuisiné un professeur d'Oxford, une espèce d'archiviste de la Révolution en lui posant des questions comme « où était Danton le 12 décembre 1791 ? ». Au bout d'un moment, j'ai dit à cet historien : « Il faut que je fasse un film avec tout ça. Je vais vous le raconter, vous m'arrêterez quand je me tromperai. »

« Avez-vous revu des films comme le *Danton*, de Wajda ? »

« Je l'avais déjà vu, je l'ai revu pendant que je préparais le film. En revanche, à ce jour, je n'ai toujours pas vu la *Marseillaise* de Renoir ; il m'a été impossible de me le faire projeter. J'avais vu deux fois le *Napoléon* d'Abel Gance bien avant de songer à travailler sur la Révolution. Quoi que... Il y a quatre ans, un studio américain m'a contacté pour savoir si je voudrais me joindre à un projet. J'y ai réfléchi et j'ai refusé. Je ne voulais pas travailler avec les Américains, je savais qu'ils auraient des problèmes avec la vérité. Qu'ils feraient des suggestions comme « Est-il vraiment indispensable de dire que Danton touchait des pots-de-vin ? » ou « Vous ne pourriez pas trouver une happy end. Ou une petite amie pour Robespierre ? »

« Pourquoi ce choix de la première scène, où l'on voit le petit Robespierre dans la cour du lycée Louis-le-Grand, à genoux sous la pluie, récitant un compliment à Louis XVI, qui ne daigne même pas passer la tête hors de son carrosse ? »

« Ça m'est venu comme ça. J'avais écrit deux ou trois autres scènes, dont une qui relatait le pèlerinage

à pied de Robespierre à Ermenonville, pour aller voir Rousseau. Pèlerinage dont on pense qu'il a eu lieu. Cette scène était trop longue, on a été obligés de la laisser. Peut-être qu'avec elle le début du film aurait été moins abrupt. »

« Les grands films historiques de la première moitié du vingtième siècle étaient portés par une idéologie, que ce soit *Naissance d'une nation*, *Octobre* ou la *Marseillaise*. Plus tard, un film comme *Reds*, sur la révolution russe, a été construit autour d'une histoire d'amour. Pourquoi avoir refusé toute autre approche que la relation des faits ? »

« Neil Simon, qui aime citer GB Shaw, dit que dans un drame il faut que les deux parties aient raison sinon l'enjeu du débat perd sa valeur. Etant donné l'ampleur du projet, j'ai voulu éviter de donner une leçon d'histoire, d'épouser une structure dramatique. Et le premier choix auquel j'ai dû faire face a été : est-ce que je choisis un personnage principal, ce qui impliquait forcément un recours accru à la fiction et à l'invention ? Je m'y suis refusé. Ou est-ce que je m'en tiens aux faits ? Je m'y suis efforcé. »

« Vous n'avez donc utilisé, pour les déclarations publiques, que des textes d'époque ? »

« Non, les discours étaient souvent interminables. Je n'en ai gardé que l'essence, comme pour le discours de Saint-Just demandant la mort du roi. En revanche, seules des bribes des déclarations de Danton à son procès nous sont parvenues, sans doute notées par des gens qui étaient à l'extérieur de la salle. Donc j'ai réinventé un discours qui, je l'espère, fonctionne. »

« Avez-vous purement et simplement inventé des épisodes ? »

« La rencontre entre Marat et Danton à Londres pendant l'hiver 1791-1792. Mais il est établi qu'ils s'y sont trouvés en même temps : ça me permettait de résumer la situation et leur attitude respective face au conflit entre Louis XVI et la Législative. L'attitude de Marat est un attentisme magistral, que j'ai pu exposer ainsi. »

« A propos de cette période, on voit beaucoup Louis XVI sans jamais rien voir de ses affrontements avec les députés. Combiné avec la performance de

Jean-François Balmer, ce parti pris rend le film presque royaliste, par moments. »

« Je voulais donner de Louis XVI l'image d'un homme né avec le pouvoir absolu, qui ne veut rien abandonner de ses privilèges, mais qui veut éviter l'affrontement. J'ai voulu éviter de faire un film royaliste en montrant tout de la vie du roi. »

« Mais, du coup, c'est le seul personnage, avec Danton dans la seconde partie, auquel on a le temps de s'attacher. »

« Les victimes sont toujours plus intéressantes. Et tout ce que je rapporte de la manière dont il a été traité est absolument exact. Mais, il y a une scène pendant laquelle Marie-Antoinette force Louis XVI à lui raconter un conseil des ministres pour qu'elle puisse le relater à la cour d'Autriche. Pour moi, il ne fait aucun doute qu'ils étaient coupables de trahison. »

« Si vous aviez été député à la Convention, auriez-vous voté la mort du roi ? »

« Je ne m'étais jamais posé la question. Je suppose que je dois répondre non. Mais en prenant les événements sur la durée, on se rend compte que le roi ne pouvait que mourir. Je crois que Saint-Just avait raison, que la Révolution se serait perdue si on avait laissé le roi en vie. »

« Et le film se termine dans une église... »

« Nous voulions nous démarquer à tout prix de cette école de pensée qui veut que la Révolution ait été un désastre qui a fait reculer la France. Emotionnellement, je ne peux pas être d'accord. Il faut admettre qu'elle a dégénéré en bain de sang. Mais les idées, les aspirations, la Déclaration des droits de l'homme résonnent encore de par le monde. Pour finir les deux films, j'ai cherché à obtenir une émotion qui nous sorte de l'horreur de la Terreur, du chaos qui a accompagné l'exécution de Robespierre. Et nous avons pris cette décision, conscients du risque de sombrer dans une sentimentalité hollywoodienne, en montrant l'enfant de Danton qui vient allumer un cierge à la mémoire de son père. Nous avons voulu nous adresser au public du monde entier, qui généralement ne connaît rien de la Révolution française, pour lui faire ressentir, par cette flamme, l'espoir qui en est sorti. »

Propos recueillis par THOMAS SOTINEL

Alfred et...



Handwritten signature or text at the bottom of the page.

UNE NOUVELLE BIOGRAPHIE D'HITCHCOCK

Alfred et son double

Pour percer « la face cachée d'un génie », Donald Spoto a voulu tout oublier d'un cinéaste qui avait participé, non sans arrière-pensées, à l'édification de sa légende. Il a fouillé toutes les archives, rencontré tous les témoins. Le nouveau profil d'Alfred Hitchcock.

On croyait tout savoir sur lui. Le culte entretenu par les Cahiers du cinéma dans les années 50, l'irremplaçable série d'entrevues avec François Truffaut, dont l'édition définitive fut réalisée après la mort du cinéaste, avaient fixé à la fois le portrait, la légende et la vérité d'Hitchcock. Pourtant, un livre auquel on n'a pas, sur le coup, prêté assez d'attention, les Derniers Jours d'Alfred Hitchcock, par David Freeman (1), avait fait apparaître de curieuses zones d'ombre dans le caractère et la personnalité de l'homme. Et voilà que nous arrive, comme pour un anniversaire — Hitchcock aurait eu quatre-vingt-dix ans le 13 août dernier, — la volumineuse et passionnante biographie de Donald Spoto.

Cet auteur n'est pas inconnu en France. Diplômé de l'Yale College et de Fordham University, professeur de langues, de littérature et de cinéma, il reçut, à dix ans, la révélation hitchcockienne en voyant l'Inconnu du Nord-Express. Les éditions Edilig ont publié, en 1986, son étude, l'Art d'Alfred Hitchcock, cinquante ans de films (2), qui n'a été, en fait, qu'un prélude à cette « vraie vie d'Alfred Hitchcock » (3), résultat d'années de travaux, de recherches dans toutes les archives, auprès de tous les témoins. On ne dira pas que c'est un travail de détective, car Donald Spoto ne cherchait ni secrets enfouis ni cadavres dans les placards, et son livre n'est pas fondé, à l'imitation du maître, sur le suspense. Spoto a voulu vérifier, à travers une biographie exacte et une reconstitution minutieuse d'une œuvre, ce qu'il pensait avoir découvert sur le réalisateur dans ses films. S'il n'est pas le seul, loin de là, à avoir répertorié sa fameuse thématique et analysé ses variations et ses applications, il est bien le seul, en revanche, à avoir poussé aussi loin les investigations sur « the dark side of a genius », comme le dit le titre américain.

Cet universitaire aurait pu nous livrer une thèse. Comme il est, aussi, un écrivain, il nous donne un roman vrai, auquel il est bien difficile, sinon impossible, de s'arracher dès que l'on a commencé à le lire ; on en perd, littéralement, le boire, le manger et la notion du temps. On savait Hitchcock mystificateur. Il est maintenant flagrant qu'il a occulté sa vie privée, familiale, et qu'il a, en particulier dans ses entretiens avec François Truffaut, arrangé à sa manière la genèse de ses films, ses rapports avec les producteurs et les acteurs. L'homme que nous révèle Spoto, marqué par son éducation catholique, est passé d'une mère possessive à une épouse (Alma Reville) maternelle, dévouée à sa carrière et à sa gloire, mais avec laquelle, après quelques années de ce mariage dont naquit une fille, Patricia, il n'entretenait plus que des rapports platoniques. Alma Reville était son antithèse physique.

Ce gros garçon, influencé, dès l'adolescence, par la littérature populaire, et par Chesterton, Edgar Poe et autres écrivains du bizarre, ne surmonta jamais le handicap de l'obésité. Angoissé, boulimique, agité de pulsions qui donnaient parfois une coloration sadique à l'humour qu'il exerçait à l'égard des autres, Hitchcock a été aussi, dans le cinéma anglais des années 20, dont Donald Spoto nous restitue la très étonnante histoire, une sorte d'arriviste modelant sa conduite sur les circonstances d'une industrie en crise, acceptant des films de commande, et parvenant peu à peu à ses fins.

Célèbre après les 39 Marches, il se tourne sournoisement vers Hollywood. Le récit de son voyage aux États-Unis en 1937, puis de ses tractations avec Selznick, reconstitue chronologiquement une aventure presque aussi stupéfiante que celle d'Autant en emporte le vent. A cette époque, en effet, Selznick, tout attaché qu'il est à la production de ce film, s'embarque avec Hitchcock dans les péripéties de l'adaptation de Rebecca, de Daphné du Maurier, dont Vivien Leigh allait brigrer, après avoir été Scarlett O'Hara, le rôle féminin, qui revint, finalement, à Joan Fontaine. Et quelle affaire que le déménagement de la



Une œuvre constamment liée à la vie privée (en 1983 avec Tippi Hedren.)

famille Hitchcock en Californie ! C'est l'époque où le cinéaste est amoureux de sa secrétaire-assistante, Joan Harrison. Pur fantôme, mais qui le fait basculer dans la culpabilité.

Avec une maîtrise de conteur des Mille et Une Nuits, Donald Spoto démêle les histoires bien embrouillées de production, d'écriture et de réalisation, les manœuvres des uns et des autres, les rapports de forces, et l'évolution du caractère du gros homme, qui pèsera jusqu'à 160 kilos. A un des moments les plus noirs de sa vie, lorsque sa mère va mourir, seule, en Angleterre, où elle a voulu rester malgré la guerre, quand son frère se suicide, il projette dans l'Ombre d'un doute les deux faces de sa personnalité — ce qu'il referra, d'une autre manière, des années plus tard, avec l'Inconnu du Nord-Express et Vertigo, liés à des périodes de crises personnelles (pour ce dernier, un état de santé déficient, deux opérations, la crainte de la mort prochaine). En prenant de l'âge, en passant de cures d'amaigrissement à des reprises de poids, Hitchcock devient, intérieurement, de plus en plus noir et hanté.

Le grand art de Donald Spoto dans cet examen d'une œuvre constamment liée à la vie privée, telle qu'elle se reflète dans la vie professionnelle, est de s'appuyer sur des faits constatés, sur des documents et des témoignages inédits. Et ce n'est pas pour vider des

corbeilles de linge sale. Il y a quelque chose de pathétique dans les passions successives — et sans espoir — qu'éprouva Hitchcock pour Ingrid Bergman, Grace Kelly, Vera Miles et Tippi Hedren, par lesquelles il s'estima trahi. Mais ces films seraient-ils ce qu'ils sont sans les obsessions, les frustrations sexuelles, sentimentales, la difficulté d'habiter cette enveloppe physique lourde, disgracieuse ? La gloire et la richesse (considérable) de Hitchcock n'ont pas été des compensations suffisantes au « côté sombre » de cet homme hanté — tiens donc ! — par le thème du double, et dont il faudra bien réexaminer la création cinématographique d'une autre manière.

La méthode de Donald Spoto l'amène à remettre en question la hiérarchie artistique des films et notre fameuse « politique des auteurs ». Si le culte d'un Hitchcock embaumé dans quelque panthéon risque d'en prendre un coup, ce livre, troublant par son audace, sa ferveur et son honnêteté intellectuelle, nous rapproche bel et bien de Hitchcock, cet inconnu.

J. S.

- (1) Editions Jade, distribuées par les Editions du Seuil (1985), 72 pages, illustré, 99 F.
- (2) Editions Edilig, 320 pages, illustré, 220 F.
- (3) La Face cachée d'un génie, la vraie vie d'Alfred Hitchcock, par Donald Spoto, Editions Albin Michel, 618 pages, illustré, 250 F.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

En raison de la Toussaint, la plupart des films initialement programmés mercredi 1^{er} novembre sortiront le 31 octobre. La liste ci-jointe est donc valable jusqu'au lundi 30 octobre seulement.

Alice

de Jan Svankmajer, avec Kristyna Kohoutova. Tchecoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne (1 h 24).

A la lecture du roman de Lewis Carroll, une jeune fille se trouve, elle aussi, transportée dans un pays des merveilles. Dans son premier long métrage, Jan Svankmajer utilise les techniques de l'animation et de la fiction.

VF : Forum Orient Express, handicapés, 1^{re} (42-33-42-25) ; Pathé Hautes-Alpes, 8^e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11^e (43-57-90-81) ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20).

Dernière Sortie pour Brooklyn

d'Ulf Edell, avec Stephen Lang, Jennifer Jason Leigh, Bart Young, Peter Onorati, Jerry Orbach. Allemagne (1 h 42).

Adaptation du roman, composé de six nouvelles implacables, d'Hubert Selby, décrivant le monde des déclassés de Brooklyn dans les années cinquante. A sa sortie en 1964, le livre fut interdit dans plusieurs Etats américains, et un procès retentissant eut lieu à Londres.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, 2^e (47-42-72-52) ; Côté Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-36) ; U.G.C. Denon, 3^e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-59-32-82) ; U.G.C. Biarritz, 3^e (46-32-20-40) ; Sept Paroissiens, 3^e (43-20-32-20). VF : Rex, 2^e (42-38-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 3^e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 3^e (47-42-55-31) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13^e (43-31-56-88) ; Métrol, 14^e (46-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 15^e (45-22-46-01).

Great Balls of Fire

de Jim McBride, avec Dennis Quaid, Winona Ryder, John Dm, Stephen Tobolowsky, Trey Wilson, Alec Baldwin. Américain (1 h 47).

Très étrangement, le rock et le cinéma vivent depuis trente ans une longue scène de ménage plutôt que l'histoire d'amour qui devrait les unir. En filmant deux ans de la vie de Jerry Lee Lewis, l'homme de toutes les frontières (entre Noir et Blanc, rock et country, Dieu et le diable, le péché et la rédemption, la gloire et l'abjection), Jim McBride a tenté un film tellement beau et furieux que sa seule idée suffit à faire oublier qu'il n'est pas vraiment à l'écran.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1^{re} (42-33-42-25) ; 14 Juillet Bastille, 3^e (43-25-59-53) ; Pathé Hautes-Alpes, 8^e (46-33-79-38).

79-38) ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-32-82) ; La Bastille, 11^e (43-07-48-80) ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20). VF : Pathé Impérial, 3^e (47-42-72-52) ; U.G.C. Godefrin, 13^e (43-56-23-44) ; Métrol, 14^e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-08) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-93-40) ; Images, 15^e (45-22-47-94).

Mouons

de Bernard Baisset, avec Mouons. Français (1 h 28).

L'itinéraire chaotique de ce personnage qui a été de tous les combats, mais, surtout, de toutes les manifs, juché sur son vélo, avec sa casquette couverte de badges multicolores.

Saint-André-des-Arts 1. 8^e (43-26-49-18).

Funisher

de Mark Goldblatt, avec Dolph Lundgren. Lou Gossett Jr., Jeron Krabbe, Kim Miyori, Bryan Marshall, Nancy Everhard. Américain-australien (1 h 33).

Un mystérieux justicier (encore un) exécuté un par un les chefs de la mafia. C'est un ancien policier, seul et traumatisé par la mort des membres de sa famille, assassinés par des gros bonnets de la drogue.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-08-57-57) ; George V, 8^e (45-62-41-46). VF : Rex, 2^e (42-38-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 3^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Opéra, 3^e (47-42-55-31) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13^e (43-31-56-88) ; Métrol, 14^e (46-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 15^e (45-22-46-01).

La Révolution française : les Années lumière

de Robert Enrico, avec Klaus Maria Brandauer, Jane Seymour, François Chazot, Jean-François Balmer, Andrzej Seweryn, Marianne Basler. Français (2 h 50).

Le Bicentenaire de la Révolution française revient à la charge. Lire les articles p. 28.

Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-08-57-57) ; Rex, 2^e (42-38-83-83) ; Pathé Hautes-Alpes, handicapés, 3^e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-59-32-82) ; Pathé Champ-Élysées, 3^e (47-42-72-52) ; Paramount Opéra, handicapés, 3^e (47-42-55-31) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13^e (43-31-56-88) ; Gaumont Aléa, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; Miramar, 14^e (43-20-32-20) ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-74-93-40) ; Gaumont Convention, 15^e (45-74-93-40) ; Pathé Wopler, 15^e (45-22-46-01).

LE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (Salle Georges-de-Beauregard)

Copies neuves.

Orphée

L'Anglais à deux têtes

Le Testament d'Orphée

La Belle et la Bête

Jean Cocteau
CINÉASTE

Les Parents Terribles

Le Baron Fantôme

Le Sang d'un Poète

Télérama

CINÉ CLASSIC

CINÉMA

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Ariel

d'Alfred Hitchcock, avec Tippi Hedren, Suzanne Marshall, Martin Mull, François Truffaut (1 h 14).

L'épopée d'un mineur nonchalant parti chercher bonheur et fortune au sud. Il se fait blouer, voler, flouer, mais il embarque dans sa grande limousine américaine d'activité qui le sauvera de bien des malheurs. Leur idylle est insolite, l'humour du film ne l'est pas moins : froid au dehors, généreux au dedans, piquant sur le dessus.

VO : Utopie Champollion, 5* (43-26-84-85).

Attends-moi au ciel

d'Antonio Marano, avec Pape Sissoko, José Sazatorni « Sasa », Clara Luperone, Espagnol (1 h 34).

Comment, dans les dernières années du franquisme, un brave commerçant voit sa vie chamboulée parce qu'il ressemble trop au Caudillo, plus féroce de chasse et de pêche que de politique. Les histoires de sosie font les meilleurs qui-proquo, donc les meilleurs vaudevilles.

VO : Cinémas, handicapés, 5* (46-33-10-82).

Bagdad Café

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebarth, C.C.H. Pounder, Jack Palance, Américain (1 h 31).

Jeté sur les routes après une providentielle scène de ménage, une Allemande paumée fait refluer la vie dans un désert crasseux à grands renforts de tours de passe-passe et de sourires lunaires. Tendre et attachant, le film de Percy Adlon est devenu une œuvre culte pour les amateurs de magie.

VO : La Triomphe, 5* (45-82-45-78).

Les Boisés de secours

de Philippe Garrel, avec Brigitte Sy, Philippe Garrel, Louis Garrel, Andréa, Maurice Garrel, Français (1 h 23).

Déchirements et ruptures entre un metteur en scène et sa femme, dont il fait jouer le rôle dans son film par une actrice, ce qu'elle n'accepte pas. Philippe Garrel, à la recherche de ses souvenirs, pratique toujours un cinéma austère, sans concession et en famille : dans les Boisés de secours, il est entouré de son fils, Louis Garrel, et de son père, Maurice.

Ciné Beaubourg, handicapés, 5* (42-71-52-38) ; Saint-Amand-Arès R, 5* (43-25-80-25) ; L'Entrée, 14* (45-41-83).

Septième

de René Fariol, avec Valérie Strodt, Jean-Yves Bortolotto, Jacques Bonnaffé, Français (2 h 03).

Le cinéaste de la *Communauté solennelle* se souvient de la rencontre de ses parents, en 1935, et de ses propres débuts dans l'existence. C'est dans ce genre d'évocation familiale qu'il trouve les images de sa sensibilité.

Luxembour, 5* (45-44-57-34) ; Gaumont Ambassade, 5* (43-59-18-08).

Cinéma Paradiso

de Giuseppe Tornatore, avec Philippe Noiret, Jacques Perrin, Salvatore Cascio, Marco Lucarelli, Agnese Maro, Franco-italien (2 h 03).

Un projectionniste bourru, au grand cœur, insufflé sa passion du septième art à un gamin malicieux. L'Italie n'a pas fini de pleurer sur l'âge d'or du cinéma.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5* (43-25-59-33) ; La Pagode, 7* (47-05-12-16) ; George V, 8* (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Claudio, 5* (43-59-32-82) ; 14 Juillet Beaubourg, handicapés, 11* (43-57-30-81) ; Essentiel, 13* (47-07-28-04) ; Gaumont Aléa, 14* (43-27-94-50) ; Sept Parnasses, 14* (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaubourg, 15* (45-76-78-78) ; U.G.C. Mallet, handicapés, 17* (47-48-06-06).

VF : Pathé Français, 5* (47-70-33-88) ; Les Nations, 12* (43-43-04-07) ; Fautou, 12* (43-31-58-88) ; Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, handicapés, 15* (43-28-43-27) ; Pathé Clichy, 15* (45-22-44-01).

La fille de quinze ans

de Jacques Dailly, avec Judith Godrèche, Hervé Pognon, Jacques Dailly, Français (1 h 40).

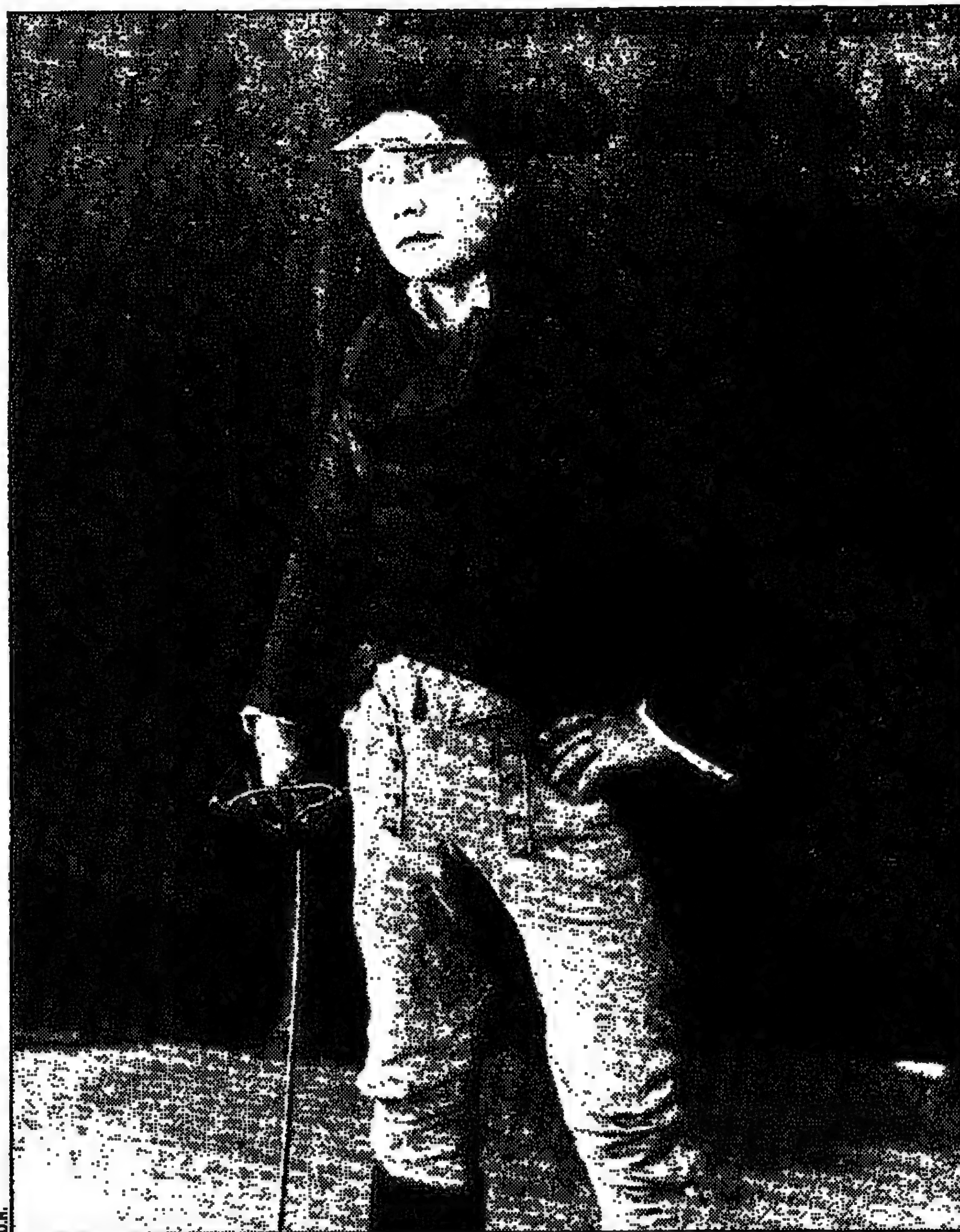
Dans une ville de rêve, suspendue entre ciel et mer, Juliette déduit le père de son petit copain, troublé par la gamine. A cet affrontement de mots et de regards, le quadrangulaire est le plus fort. Normal, c'est Jacques Dailly. Mais Judith Godrèche trouve son premier grand rôle.

Gaumont Opéra, 2* (47-42-50-33) ; Epée de Bois, 5* (43-27-57-47) ; Gaumont Parnasse, 14* (43-36-30-40).

Histoires d'Amérique

de Chantal Akerman, avec Mark Austin, Esther Balet, Franco-belge (1 h 37).

Souvenirs douloureux, histoires drôles mêlées d'humour noir. La mémoire



juive retrouvée par la réalisatrice des *Rendez-vous d'Anna*.

VO : 14 Juillet Odéon, 5* (43-25-59-33).

I Want to Go Home

d'Alain Resnais, avec Adolph Green, Gérard Depardieu, Linda Lavin, Michèle Presle, Jacques Dailly, Français (1 h 45).

Tourbillon de grimaces et valses de bulles de bande dessinée, Alain Resnais se penche sur le choc des cultures, des langues et des mots dans une pochade où Micheline Presle, hôtesse faussement volage, et Linda Lavin, d'une discrétion éclatante, sont remarquables.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5* (43-25-59-33) ; 14 Juillet Beaubourg, handicapés, 11* (43-57-30-81).

Indiana Jones et la Dernière Croisade

de Steven Spielberg, avec Harrison Ford, Sean Connery, Denholm Elliott, Américain (2 h 05).

Cheval contre char agressif, parapluie contre avion menaçant, balade en zeppe

lin et rencontre avec Hitler, Indiana Jones poursuit ses frasques héroïques pour la troisième et dernière épopée (c'est promis). Cette fois-ci, il part à la recherche du Saint Graal, épuisé par un papa, savant et aussi distrait que lui : Sean Connery. Le plus drôle, c'est que l'on plonge dans l'enfance du héros au chapeau feutre et au fouet. On connaît enfin l'origine de son nom et même la cause de sa charmante cicatrice au menton.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, TodAO, 1* (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2* (47-42-50-33) ; Rex (Le Grand Rex), handicapés, 2* (42-36-33-83) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Claudio, 5* (43-59-32-82) ; U.G.C. Odéon, 5* (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 5* (43-27-94-50) ; U.G.C. Normandie, 10* (43-28-43-27) ; Max Linder Parnasse, THX, TodAO, 5* (43-24-88-88) ; La Bastille, handicapés, 11* (43-07-45-83) ; 14 Juillet Beaubourg, 15* (45-76-78-78) ; Kinopar, handicapés, 15* (43-06-50-50) ; U.G.C. Mallet, 17* (47-48-06-06).

VF : Rex (Le Grand Rex), handicapés, 2* (42-36-33-83) ; Bretagne, 2* (42-22-57-97) ; U.G.C. Montparnasse, 2* (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 3* (43-57-30-81) ; Parnasse Opéra, 2* (47-42-50-33) ; Les Nations, 12* (43-43-04-07) ; U.G.C. Lyon Beaubourg, 12* (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13* (43-36-23-44) ; Gaumont Aléa, 14* (43-27-94-50) ; Gaumont Convention, 15* (45-22-44-01) ; Pathé Wexler, 15* (45-22-44-01) ; La Gaiety, THX, 20* (46-36-10-80).

Mauvaise nuit

de Claire Denis, avec les Têtes brisées, Français (1 h 30).

Claire Denis n'avait pas pu intégrer la musique des Têtes brisées dans *Chocolat*. Pour se consoler, elle a consacré un film tout entier à ce groupe camerounais. Un road-movie avec, dans le

roule des routes, les départementales françaises, parcoures de festival en gala. Claire Denis filme les Têtes brisées avec affection, en prenant son temps, saisissant aussi bien la musique que le décalage permanent entre les Africains et la France.

VF : La Nouvelle Mandéville, 5* (47-70-72-88).

Mourir dans un jardin anglais

de Peter Greenaway, avec Anthony Higgins, Janet Suzman, Anne-Louise Lambert, Britannique (1 h 50).

Une intrigue tellement compliquée que, si on la comprend, on ressort de la salle avec le sourire du crutier victorien. Et avec l'impression sans doute d'avoir vu un film.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5* (43-26-19-08).

Mystery Train

de Jim Jarmusch, avec Yusef Kaituma, Mezzobelli Nagano, Screamin' Jay Hawkins, Cingöz Lee, Américain (1 h 50).

Un jeune couple de Japonais fans d'Elvis Presley en pèlerinage, deux midinettes (qui ne le sont plus depuis longtemps) en mal de confidences, quelques garnements alcoolisés en goguettes se croisent sans se rencontrer autour d'un coup de revolver dans un vieux hôtel de Memphis. Et Jim Jarmusch les observe.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2* (47-42-50-33) ; Rex (Le Grand Rex), 2* (42-36-33-83) ; U.G.C. Odéon, 5* (43-25-10-30) ; Gaumont Parnasse, 14* (43-36-30-40).

Nocturne indien

d'Alain Corneau, avec Jean-Hughes Anglade, Chantal Claret, Français (1 h 50).

L'odyssée labyrinthique et initiatique d'un homme parti en Inde à la recherche d'un ami perdu. Jean-Hughes Anglade prouve la diversité de son talent et Alain Corneau, manifestement fasciné par l'Inde, se révèle un cinéaste plein de poésie.

Tourné en 1913, l'étudiant de Prague, de Hanns Heinz Ewers, fut la première production cinématographique allemande à atteindre une renommée mondiale. Le film retrace la vie tragique d'un étudiant poursuivi, à chaque instant, par le spectre de sa vie, par sa propre image, qu'il a vendue à un personnage inquiétant.

tout seul car il est impuissant. Le woyanisme a remporté la Palme d'or du dernier Festival de Cannes.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2* (47-42-50-33) ; Publicis Saint-Germain, 5* (42-22-72-80) ; U.G.C. Danzon, 5* (45-25-10-33) ; La Pagode, 7* (47-05-12-16) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 3* (43-59-18-08) ; Publicis Champagne-Elysées, 5* (47-20-76-23) ; 14 Juillet Beaubourg, 11* (43-57-30-81) ; Essentiel, 13* (47-07-28-04) ; Gaumont Aléa, handicapés, 14* (43-27-94-50) ; Gaumont Parnasse, 14* (43-36-30-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 15* (45-76-78-78) ; U.G.C. Mallet, 17* (47-48-06-06).

VF : Gaumont Opéra, 2* (47-42-50-33) ; Rex, 2* (42-36-33-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 3* (43-57-30-81) ; U.G.C. Lyon Beaubourg, 12* (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13* (43-36-23-44) ; Miramar, 14* (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15* (45-22-44-01) ; Pathé Clichy, 15* (45-22-44-01) ; La Gaiety, 20* (46-36-10-80).

La Vie et rien d'autre

de Bertrand Tavernier, avec Philippe Noiret, Sabine Azéma, Français (2 h 14).

Deux femmes qui cherchent leur mari disparu pendant la première guerre mondiale tournent autour d'un commandant rebelle et tourmenté. Ils n'ont rien en commun et, pendant quatre jours, ils s'affrontent, puis s'apprennent. Pendant ce temps, un capitaine déboussolé tente de déjouer le soldat inconnu dans les champs boueux, évanescents par le déluge de feu de la « der des ders ». Dommage que cette histoire-là soit escamotée.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-52-38) ; U.G.C. Danzon, 5* (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 5* (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 3* (43-57-30-81) ; U.G.C. Champagne-Elysées, handicapés, 3* (43-59-18-08) ; U.G.C. Opéra, 5* (45-74-94-94) ; U.G.C. Lyon Beaubourg, 12* (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13* (43-36-23-44) ; Miramar, 14* (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaubourg, 15* (45-76-78-78) ; U.G.C. Mallet, 17* (47-48-06-06).

REPRISES

Casanova

d'Alexandre Volkoff, avec Jean-Michel Balthazar, Raphaël Khatoun, Denis Kavanagh, Français, 1927, noir et blanc (1 h 30).

Présenté à la Mostra de Venise en 1988, le film a été restauré par la monteur Remy Lichte pour la Cinéma-thèque française. Pour elle, c'était presque une histoire d'enfance, une histoire d'amour. Sa mère, d'origine russe, avait dansé, jeune fille, avec Ivan Mojskine, la vedette de *Casanova*. Les Trois Salons, 5* (45-81-10-80).

Chercheurs d'or

d'Edward Buzzell, avec Groucho Marx, Harpo Marx, Chico Marx, Américain, 1940, noir et blanc (1 h 40).

Comme les Marx Brothers ne font rien comme tout le monde, ils ne découvrent pas de filon miraculeux. Ils ont mieux à faire : des dizaines de gags insensés, comme toujours, et quelques pastiches de circonstance. Ils ne rapportent pas de précieuses pépites, mais ils rabibochent un couple d'amoureux séparés. On n'en attendait pas moins d'eux.

VO : Action Five Goethe, 5* (43-25-44-40).

Le ciel peut attendre

d'Ernst Lubitsch, avec Gene Tierney, Don Ameche, Charles Coburn, Américain, 1943.

Un séducteur impénitent parvenu au seuil du paradis, se souvient de sa turbulente

existence. Il ne sut jamais résister à une jolie femme, et pourtant il avait Gene Tierney pour épouse. L'un des plus beaux mariages d'Ernst Lubitsch.

VO : Reflet Médias Logos, salle Louis-Jouvet, 5* (43-54-42-34).

Easy Rider

de Dennis Hopper, avec Peter Fonda, Dennis Hopper, Jack Nicholson, Américain, 1969 (1 h 30).

Que reste-t-il de la chevauchée fantastique, version cuir, cheveux longs (et gras) et Harley Davidson ? Un souvenir de liberté, une bande-son tout à fait étonnante et - surtout - les vrais débuts de Nicholson à l'écran.

VO : Cinémas, handicapés, 5* (46-33-10-82).

L'étudiant de Prague

de Hanns Heinz Ewers, avec Paul Wegener, Lydia Salomonow, Lotte Reiniger, Américain, 1913, noir et blanc (1 h 30).

(Voir photo légendée.)

Mercredi 25 à 20 h 30.

Théâtre National de Chaillot, 15* (46-06-14-50).

Eve

de Joseph L. Mankiewicz, avec Bette Davis, Anne Baxter, George Sanders, Marilyn Monroe, Américain, 1950, noir et blanc (2 h 10).

La plus belle histoire d'amour jamais réalisée sur le théâtre. Et Bette Davis, miraculeuse en actrice au faîte de la gloire et au bord de la chute.

VO : Actions Christiane, 5* (43-29-11-30).

Jour de fête

de Jacques Tati, avec Jacques Tati, Guy Decomble, Paul Frankeur, Santa Rella, Michel Valès, Roger Blum, Français, 1949, noir et blanc (1 h 10).

Juché sur son vélo, François le facteur imite ses collègues américains et déclenche une avalanche d'incidents burlesques. Premier long métrage de Jacques Tati, et premier coup de maître.

Le Champ - Espace Jacques Tati, 5* (43-54-51-50).

Le jour du vin et des roses

de Blake Edwards, avec Jack Lemmon, Lee Remick, Charles Hoffer, Jack Klugman, Alan Hewitt, Tom Palmer, Américain, 1962, noir et blanc (2 h).

Tout commence comme une comédie conjugale, légère et optimiste. Tout se termine comme un mélodrame bouleversant sur l'alcoolisme. Blake Edwards, dans un registre inattendu, casse l'image de la gentille épouse américaine et offre à Jack Lemmon son premier rôle tragique. Comme il est raisonnable !

VO : Reflet Logos R, handicapés, 5* (43-54-42-34).

Vacances romaines

de William Wyler, avec Gregory Peck, Audrey Hepburn, Eddie Albert, Américain, 1953, noir et blanc (1 h 50).

Les tendres amours d'une princesse triste et d'un journaliste à la recherche d'un scoop. Avec Rome dans le rôle principal.

VO : Reflet Médias Logos, salle Louis-Jouvet, 5* (43-54-42-34).

Les Voyages de Sullivan

de Preston Sturges, avec Joel McCrea, Veronica Lake, Américain, 1941, noir et blanc (1 h 30).

(Lire l'article page 36.)

VO : Actions Christiane, 5* (43-29-11-30).

La sélection cinématographique

a été établie par Bénédicte Mathien et Thomas Sottel.

DENNIS QUaid EST JERRY LEE LEWIS

GREAT BALLS OF FIRE!

OU LA LÉGENDE VIVANTE DU ROCK AND ROLL

CRÉDIT: JIM McBRIDE

La revanche

La sélection cinématographique a été établie par Bénédicte Mathien et Thomas Sottel.

THÉÂTRE

« SARAFINA ! » DE JOHANNESBURG AU FESTIVAL D'AUTOMNE

La revanche des écoliers

L'Afrique du Sud est dans l'actualité et la culture sud-africaine figure en bonne place au programme du Festival d'automne 1989. Invitée dans le cadre de l'année des Droits de l'Homme, avec l'aide de l'association France-Libertés, une troupe survoltée d'écoliers de Johannesburg recrée, entre tanks et barbelés, un épisode sanglant de l'apartheid. New-York leur a déjà fait fête.

Il n'y a pas de salle de théâtre dans les townships d'Afrique du Sud. C'est donc au Market Theatre de Johannesburg qu'en juin 1987 éclata la bombe *Sarafina !* Lorsque, un an plus tard, une nouvelle version de la comédie musicale fut présentée au Lincoln Center de New-York (le Monde du 4 janvier 1988), l'album *Graceland* de Paul Simon dominait les hit-parades, le concert vidéo passait sur toutes les antennes; Paul Simon, Miriam Makeba et Hugh Masekela se produisaient ensemble au Madison Square Garden; l'imposant Danny Glover (*L'Arme fatale*) incarnait Mandela avec force et dignité (c'était avant la disgrâce de Winnie); *Cry Freedom*, de Richard Attenborough, donnait bonne conscience aux libéraux de salon, et le journaliste Walter Cronkite (le Pierre Desgraupes américain) inquiétait avec les *Enfants de l'apartheid*, confrontation (par montage uniquement) entre la fille de Mandela et celle de l'ex-président Botha. L'Afrique du Sud était au premier rang de l'actualité, sinon à la mode.

Avec le débarquement aux Bouffes du Nord de *Sarafina !* et la sortie prochaine de la Saison blanche et sèche, d'Euzhan Palcy, elle l'est à nouveau. Même si les choses commencent à bouger. Mais les tensions ne se sont jamais vraiment apaisées.

Sarafina ! est le fruit de l'imagination de deux hommes: Mhlongeni Ngema, acteur, co-auteur, musicien, compositeur, metteur en scène, et le trompettiste Hugh Masekela, exilé à Londres, souvent qualifié de roi du jazz africain, ancien mari de Makeba. Depuis longtemps, ils cherchaient à faire connaître le « mbaqanga », la musique de rue des townships. Paul Simon, Ladysmith Black Mombazo et *Graceland* forçaient la brèche; plus que les autres, c'est *Sarafina !* qui devait planter l'étendard.

Les faits: en 1976, les lycéens de Soweto protestent contre l'étude obligatoire de l'afrikaans dans les écoles. Manifestations, soulèvement, l'armée est prompte à intervenir et tire à vue sur les enfants comme sur des pigeons d'argile. Fiction: des écoliers recréent l'incident dans l'exubérance d'un spectacle de fin d'année - c'est le fil conducteur de *Sarafina !*

UNE SALLE DE CLASSE ENTOURÉE DE BARBELÉS

L'œuvre a pour cadre la Morris Isaacson High School, d'où est partie la protestation estudiantine de Soweto, et couvre une année scolaire normale - entendez: partagée entre études, récréations, emprisonnements, manifestations, cours interrompus par les militaires venant s'assurer que le nom de Kadhafe n'est pas prononcé (et tant pis si la Libye fait partie des producteurs de pétrole). Installés sur la scène, répartis autour d'un tank derrière un grillage surmonté de fils barbelés et surplombant la classe, les musiciens quittent de temps à autre leurs instruments et entrent dans le jeu, incarnant policiers, officiers ou soldats. L'apartheid dresse aussi Noir contre Noir.

« Le gaz lacrymogène est notre parfum », dit, tout sourire, l'un des personnages. C'est doucement, par l'humour, que la revendication pointe du nez: entonné par des écoliers en tablier bleu marine, le Notre Père quotidiennement obligatoire, plus *british* que nature, éclate, en hymne mbaqanga. En fin de parcours, plus



« Le gaz lacrymogène est notre parfum »

de cois Claudine, mais une explosion de couleurs, de rythmes, et « *Rendez-vous Nelson Mandela* ».

A New-York, le succès critique et public de *Sarafina !* fut tel que, partis pour un engagement de trois semaines (mais le Lincoln Center joua dès le premier jour à bureaux fermés), la production s'installa plus d'un an à Broadway (la troupe est, depuis, revenue en Afrique du Sud). Toujours sous l'égide du Lincoln Center et de Committed Artists, une deuxième compagnie était créée (celle qui se produit à Paris et en Europe); une troisième le sera sans doute pour la prochaine tournée nord-américaine.

Troupes différentes, mais même état d'esprit. Tant à Johannesburg qu'à New-York, aucun des onze filles et neuf garçons - âgés de quinze à vingt ans - n'avait d'expérience théâtrale professionnelle. Écoliers des environs de Durban (ville natale de Ngema), ils étaient filles et fils d'ouvriers, de domestiques, de pré-tres ou de chômeurs, et n'avaient jamais quitté leur township.

Pour ceux de New-York, le choc culturel était considérable. Inacceptable, interdite en Afrique du Sud, l'omniprésente cacophonie des top-50 s'échappait des « boom-boxes » et autres « ghetto-blasters », ces transistors taille valise au volume poussé à fond. Tout leur paraissait énorme: les immeubles, les voitures, les ponts, les tunnels - « Même les gens sont grands ». Les trente-six chaînes de télévision - « Y compris une porno ! » - auxquelles on a droit à 3 heures du matin. L'absence de fusils et de pistolets à tous les coins de rue. En plein été indien - « Si clé-

ment », disaient les New-Yorkais, - les acteurs de *Sarafina !* peinaient de froid. Et surprise devant les éboueurs: jamais, en Afrique du Sud, on ne verrait un Blanc balayer la rue ou ramasser les ordures. Intimidés par la V^e Avenue, ils se détendaient à Harlem et y dévalisaient une boutique tenue par un exilé sud-africain, faisant provision de tee-shirts à l'effigie de Nelson Mandela. Pour la première fois, ils avaient plus de trois sous devant eux et s'achetaient qui des Reeboks, qui un walkman. Quitte à être (ensuite) rongés de remords à l'idée de ce que leur « folie » représentait en rands.

Que feront-ils à Paris ?

HENRI BÉHAR.

SPECTACLES NOUVEAUX

La Folie démocratique

de Bernard Raffalli, mise en scène de Catherine Desné, avec Graeme Allwright, Fernando Bacarril, Catherine Desné, François Kargourley et Claude Morin.

Sorte de conte philosophique né sous la plume de notre collaborateur Bernard Raffalli, *La Folie démocratique* rassemble quelques-uns de ceux qui sont à l'origine de la pensée contemporaine, Erasme, Rabelais, Thomas More, Campanella. Mise en scène de la directrice du Théâtre des Quartiers d'Ivry autour d'une distribution où l'on retrouve, curieux, Graeme Allwright.

Théâtre des Quartiers d'Ivry, 40, rue Marat, 94000 Ivry-sur-Seine. À partir du 25 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél.: 46-72-37-43. Durée: 1 h 15. 70 F et 100 F.

Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Simon Elie, avec Simon Elie, François Baudouin, Nicolas Siberg, Yves Guez, Martine Chevalier, Véronique Vella, Catherine Savuel, François Barbin, Thierry Hancisse et Sylvie Bergé.

Reprise d'un grand classique du répertoire de la

Comédie-Française dans la mise en scène non moins classique de Simon Elie et rassemblant une distribution solide sinon de grand éclat.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. À partir du 31 octobre. Le mardi à 20 h 30. Tél.: 40-15-00-15. Durée: 2 h 30. De 40 F à 180 F.

Sarafina

de Mhlongeni Ngema, mise en scène de l'auteur, avec Seiphen Sehoane, Sonisi Mhlongo, Velaphi Mhisi, George Simelane, Veli Masombuka, et J. Mabonga.

Le Festival d'automne continue et en musique, la musique sombre et douloureuse des townships d'Afrique du Sud. *Sarafina*, ou la révolte d'une femme dont la mère a été assassinée sous ses yeux le 1^{er} août 1985. Une histoire vraie, donc, un spectacle exceptionnel dans son ambition, sa virulence et son actualité.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. À partir du 28 octobre. Du mardi au samedi à 20 heures. Mercredi, samedi et dimanche à 15 heures. Tél.: 42-39-34-50. Durée: 3 heures. 70 F et 100 F.

SÉLECTION

L'Avare

de Molière, mise en scène de Jean-Paul Roussillon, avec Michel Etcheverry, Michel Aumont, Françoise Seigner, Alain Pélion, Dominique Rozan, Véronique Vella, Jean-Paul Roussillon, Jean-François Réné, Catherine Savuel et Michel Favory.

Vingt ans et pas une ride! La mise en scène de Jean-Paul Roussillon procure aujourd'hui le même plaisir qu'à sa création d'autant qu'elle s'organise autour d'un sociétaire de grand talent, le grand Michel Aumont.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le mercredi à 14 heures, le diman-

che à 20 h 30. Tél.: 40-15-00-15. Durée: 2 h 45. De 40 F à 180 F. Dernière représentation le 29 octobre.

Le Bourgeois

de Joël Joussaud, mise en scène de l'auteur, avec Gérard Berreux, Jean-Claude Chastelain, Philippe Denario, Jacques Doria, Raymond Jourdan, Clotilde Mollet et Denise Péron.

Voir photo légendée page suivante. Jardin d'Hiver, cité Viron, 94, boulevard de Clichy, 19^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Mercredi à 16 heures. Tél.: 42-32-55-40. Durée: 1 h 40. 70 F et 90 F.

Théâtre de la Bastille

COUP DE SANG

DYERIC DIDRY, SOPHIE MERIEM, GILBERT ROUVIERE

AVEC ANTOINE BASLER, ERIC DOYE, CAROLINE FARO, PATRICK PINBAU, ELISABETH VITALI, JEAN-CLAUDE VOGEL

DU 6 AU 29 OCTOBRE A 19H30
DIM. A 15H30 RELACHE LUNDI

75, R. DE LA ROQUETTE 75011 PARIS
TEL. 43 57 42 14

Café de la Plage

LES BLUES BEL BOYS

Street Jazz Band

LES DIMANCHES
8, 15, 22 et 29 Octobre
à partir de 22h

59, rue de Charonne Paris 11^e

FABLES

de

LOUIS LUDIN

écrites par le comédien

DOMINIQUE PATUREL

Cassette: 90 F + port 5,80 F

LUDIN

111, rue de Sèze, 69006 LYON
CCP 166.089

XV^e SALON DU DIX AU QUINZE

Dans le Cadre des Premières Fêtes du Marais

Invité d'Honneur: **ANDRÉ DUSIGNE**

Hommage à JEAN PRINCES

du 15 au 30 octobre

MAIRIE DU IV^e Arrond. 2, place Baudoyer, Paris

OPERA DE PARIS GARNIER

L'OPERA DE PARIS GARNIER.
LA CINEMATHEQUE DE LA DANSE
ET CINECLASSIC

présentent:

"SINGIN' IN THE RAIN"

Copie neuve en V.O. sous-titres français

LUNDI 6 NOVEMBRE A 20H30
AU
PALAIS GARNIER

Prix des places: 50 F

LOCATION ouverte aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier

MUSIQUES

LE FESTIVAL DE PARIS, ÉTAT DES LIEUX DU JAZZ

Les parfums d'un fruit étrange

De Wynton Marsalis à Miles Davis en passant par Ray Charles, Keith Jarrett et l'écure ECM, tout le monde est au rendez-vous du dixième Festival de jazz de Paris. Avec une nouveauté : le groupe vocal Take Six.

« **STRANGE FRUIT** », un fruit étrange : c'est un peu ce qu'est devenu le jazz. La dernière fois que j'ai entendu *Strange Fruit*, chanté par Billie Holiday, c'était au moment de rendre cet article. Billie Holiday ne chante pas *Strange Fruit*, elle en arrache lentement les mots et les sons. Déchirante, sa voix est pourtant paisible.

Cette chanson raconte une histoire de nègres lynchés, pendus à des branches, le col étiré, fruits étranges des arbres du Sud. Ce n'est pas si ancien. La chanson de Billie Holiday passe aujourd'hui à la radio. Naguère, elle ne passait pas. Pour des raisons ou pour d'autres. Toute l'histoire du jazz est là : « Il nous apporte sa douleur et on s'en fout », disait à peu près Erik Satie. Il avait déjà raison.

Le jazz est aujourd'hui partout, dans les flaques de parfum, dans les publicités de télévision, à la radio où il passe sans qu'on l'entende, sur cassettes où on l'entend sans l'écouter. L'été, des musiciens en vacances se font une douce violence de participer à d'immenses reconstitutions récréatives. L'hiver, ils recommencent à sillonner les routes de l'Europe de l'Est et du Japon où on les attend. Le jazz est tellement là qu'il n'est plus mûle part.

Le jazz. Quel jazz ? La question du jazz, plus que jamais, ce n'est ni son début, introuvable, ni sa fin, qu'on a déjà assimilée, sans attendre, à la « fin de



« Le jazz nous apporte sa douleur et on s'en fout » (Erik Satie).

l'histoire », vue de Washington. La question, aujourd'hui, c'est : qu'est-ce qu'on produit, qu'est-ce qui se vend sous le nom de jazz ? Qu'est-ce qui se diffuse et se répand sous cette étiquette ? De quoi parle-t-on dans les chroniques de jazz ? Où s'arrête, où se déplace l'idée du jazz ?

LA CHANCE D'UN FESTIVAL ? UNE PROGRAMMATION INCERTAINE

Le plus souvent, mais ce n'est pas la règle, le spectacle qu'on donne aujourd'hui du jazz est celui d'un néo-océanisme planétaire. Tous styles confondus. Un spectacle gai, sentimental et souvent « dévitalisé », comme une dent. Max Roach, paraît-il, tient les rapiers de Harlem, du Bronx, danseurs, diableurs, sursauts d'enfer, enfants du bitume et des rythmes, pour les bobbers d'aujourd'hui. Changement de rôle, mais pas de sens. Ornette Coleman, que sollicite la Scala de Milan, voit également les rapiers comme les créateurs spontanés de la pulsation des villes. La vie et la musique continuent, de plus en plus indémêlables. Prête-on assez d'attention aux images qu'on reçoit aujourd'hui, comme celles du film *Do The Right Thing* ? Et aux impressions qu'on prend de plein fouet dans les rues des grandes villes américaines ?

Le refuge le plus sûr dans cette bourse des valeurs affolée, c'est l'idée même de festival. Au passage, l'idée de fête s'est éteinte. Parce que comme celle de promesse d'« ouverture » et d'action, elle est devenue slogan. N'ont plus qu'à s'exprimer les étonnements des ravis (« le jazz est sympa »), les affaires des meurtris (« le jazz, cette douleur ») et les dogmes finis (« le jazz, crépuscule des dieux »). Historiens et chro-

niquteurs se fauillent en tentant de faire infatigablement l'état des lieux.

La dernière fois que j'ai entendu *Strange Fruit* chanté sur scène, c'est dans un festival, par Lester Bowie, l'hyper-chicaguan reconverti en postmoderne cuivré. Pendant qu'il évoquait sobrement la tragédie de Billie Holiday, quelques brailards, tout épatés de leur propre ébriété, meuglaient comme des veaux. C'est aussi le risque des festivals. On y entend tant de musiques qu'on ne les écoute pas beaucoup.

La chance d'un festival, c'est tout de même de rester jusqu'au bout si incertain qu'on ne peut jamais dire ce qu'il va donner. Même avec un programme taillé sur mesure. Chacun continue de jouer le jeu jusqu'au bout. Le jazz a des ressources, garde des secrets, des points de déplacement et de disjonction. Comme Take Six, ce groupe chantant à capella et naviguant entre religiosité numuche et tradition formidablement intégrée. Du gospel virtuose pour grandes variétés.

FRANCIS MARMANDE



Keith Jarrett, l'ouverture.

Une carte blanche, deux stars noires...

Allons tout de suite au Zénith pour les deux concerts de clôture : Miles Davis (le 3 novembre) et Ray Charles précédés du on ne peut plus à la mode Take Six (le 4). Il est impossible que vous n'ayez jamais vu le fameux trompettiste voyou en culottes chamarrées, jamais entendu sur scène le légendaire chanteur aveugle aux bras croisés de joie sur la poitrine. Et si vous les avez vus cent fois, il est impossible que vous n'avez pas une furieuse envie de les revoir. Take Six sera en prime pour briller d'or le lundi suivant dans les salons, dans les bureaux ou dans les salles de classe.

Reprenons au début : Wynton Marsalis vient de faire l'ouverture de la Carte blanche à Manfred Eicher. L'ambitieux producteur munichois sort le meilleur de ses troupes des si prisés disques ECM. « Le plus beau son après le silence ! » même le slogan publicitaire sonne ECM. Le label munichois a su escorter avec beaucoup d'élégance les progrès de la hi-fi. John Surman et Dino Saluzzi, les défectueux Tania et Pierre Favre, Jan Garbarek ou le son le plus problématique au saxophone (mais il a une armée d'enthousiastes), Nana, Eberhard Weber et sa basse acéphale, la Carte blanche est du meilleur effet. Soirées à La Cigale (les 26 et 27), mondanités, beaucoup de ravissement et d'élégance dans le public sans doute.

Soirée de luxe au Théâtre des Champs-Élysées le 28. Keith Jarrett (petits glapissements garantis) en trio joue des standards. Donc du jazz tendance jazz. Ne pas perdre une note, un geste du drummer Jack DeJohnette. Et surtout, surtout, ne pas quitter des yeux Gary Peacock, le bassiste le plus fin de cette fin de siècle.

Retour à La Cigale le lundi 30. Présentation du premier prix du concours international de piano Martial Solal. Trois candidats viennent de partout... Logique : le premier prix devrait jouer à la perfection. En deuxième partie, Geri Allen, Charlie Haden et Paul Motian. C'est de l'esthétique ECM (courant conversation swinguée), mais c'est la maison d'en face, chez JMT. Le 31, dans les mêmes murs, le déploiement de force de Christian Vander, toujours démesuré, encore excessif, mais il n'y a pas d'excès quand il s'agit d'un chant d'amour pour Coltrane.

Les cordes dans le jazz sont une tradition européenne et le point de passage vers les vraies innovations. Escoués String Plus (guitares, violoncelle, basses, plus Marcel Azzola) et le Super String System de Didier Levallet (violons, alto, violoncelle, guitare, mandoline) donneront au Festival de Paris son ultime son, son dernier mot et sa soirée la moins « publique », mais... (le 5 novembre au studio 104).

F. M.

DÉCOUVERTE DE LA SEMAINE

Mozart

Sonata n° 8 KV 286

Prokofiev

Sonata n° 1 op. 80

Neil Gotkowsky (violin), Ivar Gotkowsky (piano).

Neil Gotkowsky dans la

rubrique découverte : C'est

une anomalie de classement

à laquelle nous sommes bien

obligés de recourir puisque

cette violoniste de haut rang

s'est fait tellement discrète

ces dernières années qu'elle

a fini par être oubliée par les

organisateurs de concerts,

puis par le public. (An fait :

comment savoir si c'est elle

qui s'est volontairement reti-

rée, où si elle est la victime

de la main-mise de certains

agents sur la vie musi-

cale ?)

Il y a vingt ans, elle se fai-

sait pourtant applaudir dans

le monde entier, jouant avec

Grünig, Klemperer, Bouli-

Sargent, remportant partout

les suffrages du public, de la

critique et des musiciens :

elle enregistrait pour EMI

(les *Duo* de Bartok avec

Yehudi Menuhin), chape-

ronnée par le terrible Walter

Legge (le producteur à qui

l'on doit les disques de Dmitri

Lipatti, de Karajan seconde

époque, de Schwarzkopf,

Klemperer, Maria Callas).

Un producteur qui ne s'est

jamais trompé.

Elle revient aujourd'hui

avec son excellent pianiste

de frère pour un récital au

Châtelet, précédée tout de

même par des disques des

concerts de Bartok et de

Chostakovitch saisis par

une critique unanime.

Le 30. Châtelet. Théâtre

musical de Paris, 12 h 45.

Tél. : 40-28-29-40, 36 F.

SÉLECTION

Mercredi 25

Gesualdo

Rapport de l'office

des théâtres du spectacle

Goril

Requiem

Ensemble vocal européen

de la Chapelle royale,

Philippe Herreweghe

(direction).

Un programme taillé sur

mesure pour la formation

européenne de Philippe

Herreweghe. Et pour une

fois, un concert donné dans

une acoustique idéale.

Eglise des Blancs-Manteaux,

20 h 30. Location Free, Virgin

Megastore. De 90 F à 120 F.

Mozart

Adagio KV 281

Martini

Concerto pour violon

Brahms

Symphonie n° 1

Joseph Suk (violin),

Orchestre de Paris,

Rudolf Barshai (direction).

Les concerts donnés par

Rudolf Barshai et l'Orchestre

national n'ont pas tous

été des réussites. Tant s'en

fait. Va pour son Chostakov-

vitch, mais son Beethoven

n'apportait son seul

rien de neuf, mais, en plus,

ne se faisait pas remarquer

par une particulière qualité

de mise au point. Il passe à

l'Orchestre de Paris. Com-

ment dirigé-t-il Brahms ?

Nou, l'intérêt véritable de

ces concerts réside dans la

venue du violoniste tchèque

Josef Suk qui va jouer dans

le Concerto de Martin.

Un compositeur dont l'œuvre

raisonnée ne laisse pas

deviner qu'il est l'un des

compositeurs importants du

milieu du vingtième siècle.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le

28). Tél. : 45-53-59-73. De

48 F à 180 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

© Ambiance musicale • Orchestre - P.M.E. : prix moyen de repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS

JOHN JAMESON
10, rue des Capucines, 2°
40-15-00-30/40-15-08-08
T.L.J.

AU PETIT RICHE
47-70-68-68/47-70-46-50
25, rue La Fontaine, 9°
F. dim.

LEVEAS DISCOURS
6, place de la République, 11°
Ressortissements
47-00-44-10

YVONNE
13, rue de Basse, 16°
47-20-50-15
F. ven. soir et sam.

LE GOURMAND CANDIDE
6, pl. Marché-Haut, 17°
43-80-01-41
(pl. Pécquer)

RIVE DROITE

An 1° 61, le premier restaurant de Paris, 65, d'ailleurs, spécial, de saison (jamb et poisson d'été), menu déjeûner à 95 F net. Au rez-de-ch. **KITTY O'SHEAS** : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la fois st. américaine. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Jamb. 2 h du mat.

MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS
FORAÏT THÉÂTRE 200 F à 420 F. Service saumon jusqu'à 6 h 15
Décor 1880. Salons particuliers-Banc d'indes à fruits de mer. Parking Drouot

T.L.J. jusqu'à 1 heure du matin. Hôtres et fruits de mer toute l'année.
Poissons du marché. Chœuvres.

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Hôtres et Gâteaux en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club F. Montagn. OUVERT DIM.

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salons particuliers de 8 à 45 personnes. Tous les jours saut sauté midi et dimanche.

RIVE GAUCHE

YUGARAJ
14, rue Dauphine, 6°
43-26-44-61
F. lundi

LE SYRANTE
6, rue du Sabot, 6°
42-22-21-56
F. sam. midi et dim.

RESTAURANT THOUVENOT
79, rue Saint-Dominique, 7°
47-05-49-75

SPECIALITÉS INDIENNES.

« De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gaut. Millon.)

AU CŒUR DE ST-GERMAIN-DES-PRÉS. Maisons du XVI° à D6, d'ailleurs, d'ailleurs aux chaudières. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 165 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels - Vins à découvrir.
Décor : « Brasserie de Luxe »
JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille.
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillet : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à l'œuf grillées
43-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

MUSIQUES

Jeudi 26

Debussy
Symphonie pour piano,
pour orchestre et soprano

Mozart
Concerto pour piano
et orchestre n° 22 KV 482

Dvorak
Symphonie n° 8 op. 88

Yves Hara (soprano),
Rudolf Buchbinder (piano),
Orchestre national de France,
Wolfgang Dörner (direction).
Ca ne tourne plus rond à
Radio France. Que font les
coordonnateurs ? Comment
est-il possible que deux sym-
phonies de Dvorak soient
programmées la même
semaine par les deux forma-
tions symphoniques ? N'y a-
t-il vraiment pas d'autres
œuvres à présenter ? Des
symphonies de Sibelius, les
chef-d'œuvre qui attendent
vivement d'être réga-
lièrement joués en France
ne manquent pas. Pour se
rattraper, le responsable
artistique a inscrit une
œuvre de Dvořák au pro-
gramme d'un concert très
sacré. Puisqu'il est bien
connu qu'à Paris, le public
ne se déplace que pour écou-
ter des stars. Ce ne sont ni
Wolfgang Dörner, ni

Rudolf Buchbinder qui
l'attireront. La formation
prestigieuse de Radio France
ne présente pas une programmation
digne de ses prétentions.

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30. Tél. : 47-20-38-37.
De 70 F à 180 F.

Bach

Vivaldi

Œuvres pour orgue

Messiaen

Tableaux d'une exposition,
transcription de Jean Guillot
Jean Guillot (orgue).
Un programme comme les
affectionnés Jean Guillot :
des œuvres originellement
composées pour orgue, des
transcriptions. Là où le bat-
teuse d'orgue Jean Guillot
joue les Tableaux d'une
exposition. Le passage
à l'instrument à tuyaux
dénature une œuvre conçue
pour le piano et que même
Ravel n'a pu orchestrer sans
redondance. Une curiosité,
sans plus.

Eglise Saint-Eustache,
20 h 30. Location Fnac, Éli-
vel, Agences. De 70 F à 120 F.

Vendredi 27

Elgar

Concerto pour violoncelle et
orchestre, op. 85

Dvorak

Symphonie n° 8 op. 88

Misha Malin (violoncelle),
Orchestre philharmonique
de Radio France,
Franz Welser-Möst
(direction).

Décidément en très
grande forme, l'Orchestre
philharmonique de Radio
France accueille Franz
Welser-Möst, le nouveau
chef qui monte, pour un pro-
gramme qui, s'il ne brille
pas par son originalité, pou-
rera aux comparaisons. In-
évitablement comparaisons
avec le National, un orchestre
qui attend un chef à sa mesure,
un chef capable de motiver
des musiciens dont le poten-
tiel qui se manifeste encore
de temps en temps (les
concerts avec Lorin Ma-
azel) reste à exploiter de
façon structurée et souve-
nue. Pour le moment
l'Orchestre philharmonique
sort grand vainqueur de
cette confrontation. Six
années de travail assidu et
seront avec Mark Janowski
portent leurs fruits.

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30. Tél. : 47-20-38-37.
De 65 F à 180 F.

Beethoven

Les Créatures de Prométhée,
ouverture

Concerto pour piano et
orchestre n° 2

Symphonie n° 8

Nelson Freire (piano),
Ensemble orchestral de Paris,
Jerzy Sankowski (direction).

Il y a trois ans, Nelson
Freire avait fait pleurer
d'émotion les musiciens d'un
orchestre soviétique (du
coup, il en avait raté
quelques entrées) quand il
avait interprété le Qua-
trième concerto de Beetho-
ven au Festival de la Roque
d'Anthédon. Ce soir, il joue
le Deuxième concerto. Une
œuvre moins mystérieuse,
moins rare aussi, plus fri-
voles. Mais ce pianiste a plus
d'un tour dans son sac : il
excelle aussi dans la virtu-
osité malicieuse.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :
45-83-83-78. De 60 F à 170 F.

Dimanche 29

Beethoven

Sonate pour violoncelle
et piano n° 1 op. 78

Debussy

Sonate pour violoncelle
et piano en ré mineur

Misha Malin (violoncelle),
Ensemble orchestral de Paris,
Jerzy Sankowski (piano).

Inspiré, Misha Malin
Abouit par sa maîtrise et
son lyrisme. Bien entouré
(Martha Argerich, Nelson
Freire, le regretté Youri
Egorov), il fascine par la
beauté de sa sonorité et une
tension de chaque instant.
Mal entouré, il se laisse trop
souvent aller à des petits
effets de manche, des glis-
sades, une exhibition de son
rôle de soliste plutôt
gênant. Evgeny Korovin
saura-t-il le trider dans ses
enroulements ?

Théâtre des Champs-Élysées,
15 heures. Tél. : 45-83-83-78.
De 60 F à 180 F.

Moycha

Sonates Hob. 16 n° 48 et 16
n° 52

Catherine Collard (piano).

Catherine Collard est de
plus en plus souvent à l'af-
fiche. Qui s'en plaint ?
Sûrement pas Haydn dont
elle va jouer deux sonates à
15 h 30 et Mozart dont elle
jouera la Fantaisie KV 475
et la Sonate KV 332, une
heure et demie plus tard.

Ecouter. Châteaux, 15 h 30.
Tél. : 45-83-83-78. De 60 F à 180 F.

Lundi 30

Saint-Saëns

La Mésa

Tchaïkovski

Concerto pour violon et
orchestre

Dvorak

Symphonie n° 7

Vaclav Hudecek (violon),
Philharmonie tchèque,
Vaclav Neumann (direction).

Cette formation n'est plus
ce qu'elle a été lorsqu'elle
était dirigée par Vaclav
Talich et Karel Ancerl.
Jusqu'à la fin des années
soixante-dix, elle était l'une
des rares formations qui se
recommandaient immédiate-
ment tant sa sonorité était
typique : vents agrestes,
cordes râpeuses. Son inté-
gralité des symphonies de
Mahler et ses plus récents
concerts parisiens l'ont mon-
tré sous un mauvais jour.
Récemment reprise en
main, par Jiri Belohlavský,
l'orchestre serait en passe de
retrouver son lustre. Une
bonne occasion de le véri-
fier.

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30. Tél. : 47-20-38-37.
De 60 F à 180 F.

D'Alejo

Del Rio di Arles

Liszt

Méditation

Sonate en si mineur

Conrad

Rive d'amour

Jean-Claude Pencaudier,
Catherine Cornu (piano),
François Kiefer (soprano),
Armand Angster
(clarinette basse),
Friedrich Stoll
(contrebasse, récitant).

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30. Tél. : 47-20-38-37.
De 60 F à 180 F.

Lille

Beethoven

Quatuor à cordes op. 133
« Grande Fugue »

Xenakis

Épave pour piano

Œuvre pour trio à cordes

Œuvre pour quatuor à cordes

Œuvre pour quatuor à cordes

Œuvre pour quatuor à cordes

Œuvre pour quatuor à cordes

Œuvre pour quatuor à cordes

Œuvre pour quatuor à cordes

Œuvre pour quatuor à cordes

Œuvre pour quatuor à cordes



Vaclav Neumann a
pris la succession
de Karel Ancerl, à
la tête de l'Orches-
tre philharmonique
tchèque, en 1968.
Paris le connaît
pour ses interpré-
tations mahli-
ennes données
avec l'Orchestre
national. Il revient
cette fois-ci avec
l'illustre formation
tchèque.

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30. Tél. : 47-20-38-37.
De 60 F à 180 F.

Lyon

Fauré

Canonique de Jean Racine
pour chœur à 4 voix
et orgue avec orchestre
Mozart et Beethoven
Pavane pour orchestre
Requiem

Catherine Dubois (soprano),
François Le Roy (baryton),
Jean-Louis Gil (orgue),
Chœur et Orchestre
national de Lyon,
Emmanuel Krivine (direction).

Krivine et son orchestre
lyonnais se sont-ils donné
pour tâche de réhabiliter un
Français acclamé mal
aimé ? Programme parfaite-
ment agencé, en tout cas,
qui s'interdit d'enfermer
Fauré dans son sempiternel
Requiem, remplaçant la
messe des morts, composée
en 1887, entre le Canonique
que le compositeur acheva à
l'âge de 20 ans, et les Mas-
ques créés en 1919, cinq
années avant sa mort. La
Pavane fait le lien entre les
deux périodes, composée à
l'époque du Requiem, mais
créée à l'origine comme épi-
logue aux Masques, pour en
être dissociée ensuite.

Les 26 et 27. Auditorium Mau-
rice Ravel, 20 h 30. Tél. : 78-
60-57-13. De 90 F à 180 F.

Toulouse

Poulenc

Dialogues des carmélites

Brigitte Lafont,
Edwige Bourry (soprano),
Rita Gorr,
Nadine Denon
(mezzo-soprano),
Jean-Philippe Courty (basse),
Léonard Pazzano (ténor),
Orchestre national
du Capitole de Toulouse,
Michel Plasson (direction).

Encore toute une époque de
la musique française : le
Poulenc des années 50 ou la
Révolution française revisi-
tée par Bernanos et vue du
côté des « perdants ». Avec
l'Orchestre National,
Michel Plasson avait ar-
rêté ces Dialogues au risque

de la contagion saint-
simpicienne. Le voici dans
son territoire toulousain,
avec une distribution en par-
tie modifiée ; mais pour la
fidélité au style français, on
peut toujours compter sur
Plasson.

Le 26. Halle aux Grains,
20 h 30. Tél. : 61-22-80-22.
De 60 F à 210 F.

JAZZ

Ivan Lins

Carré, énergique, auteur à
succès avec son parolier Vi-
ctor Martins, ce Brésilien
joue du piano en bougeant
sans cesse, avec une ferveur
saccadée et contagieuse.
Après son album Love
Dance, très américanisé, le
voici en tournée, à la
compagne de l'Europe. Rem-
plir les salles de Rio ne lui
suffit plus. L'enthousiasme
du public doit déborder,
comme le sien.

Le 26 octobre, 21 h 30, New
Morning. Tél. : 45-23-51-41.

Rézo

Marc Perronne,
Bernard Lubat,
Jacques Di Donato

Marc Perronne ? L'un des
accordeonistes les plus origi-
naux, les plus poétiques et
les plus fins de l'instrument.
Il se confronte à des musi-
ciens qui n'ont pas l'expé-
rience de la musique tradi-
tionnelle, mais celle de la
foie : le percussionniste
Bernard Lubat et le clari-
nettiste classique Jacques
Di Donato. Curiosité et
divertissement.

Le 27 octobre, à Jazz sur
Seine, à Rézo. Tél. : 40-76-
44-88.

ROCK

The Residents

Les Residents, toujours
aussi anonymes, proposent
cette année leur interpré-
tation du mythe Presley. Les
chansons du King, de Mys-
tery Train à In the Ghetto,
sont passées à la moulinette,
histoire de faire réfléchir à
ce qu'est la substance du
rock. Sur scène, le spectacle
devrait valoir le détour.

Le 26. Elysée-Montmartre,
20 heures. 110 F.

The Sugarcubes

Les Islandais se sont
retrouvés propulsés au grade
d'avant du rock'n'roll à la
sortie de leur premier
album. Le second subit très
logiquement le choc en
retour. En fait les Suga-
cubes sont un groupe intelli-
gent, parfois lassant, et tou-
jours charmant.

Le 30. Olympia, 20 heures.
Tél. : 47-42-25-40. Location
Fnac, 110 F.

La sélection

« Musiques »

a été établie par :

Alain Lompech

et Anne Rey

« Jazz » :

Francis Marmontel

« Rock » :

Thomas Sotinel

BEDOS



20 REPRESENTATIONS
10 NOV AU 3 DEC 89 — 21 H
RENSEIGNEMENTS: 42 40 60 00
RESERVATIONS: 42 40 01 01

LE ZENITH — M^e PORTE DE PANTIN
MATINEE DIMANCHE 16 H — RELACHE LUNDI
LOCATIONS: SURPLAGE ET FNC — AGENCES — BILLETTEL —
VIRGIN — RECASTORE — 36-15 CODE LIBRE

Jeudi 26

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

David (1748-1825)
Voir photo légende.

Château de Versailles, Salle du marbre - appartement de Mme de Maitenon, Versailles, 78000. Tél : 30-84-74-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h à 17 h 30. Du 29 octobre au 12 février 1990. 25 F (prix d'entrée du musée).

Musée du Louvre, galerie et salle Mollien, Entrée par la pyramide, direction Denon, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45 (fermeture des caisses à 17 h 15). Du 29 octobre au 12 février 1990. 35 F (prix d'entrée du musée).

SÉLECTION

Arabesques et jardins de paradis

Une exposition d'art islamique, la première organisée dans l'enceinte du Louvre. Elle tourne autour des images de la nature et réunit des miniatures, des textiles, des reliures, des céramiques, du huitième au dix-huitième siècle appartenant aux collections publiques françaises.

Musée du Louvre, hall Napoléon, Entrée par la Pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h. Fermeture des caisses à 21 h 30. Jusqu'au 16 janvier 1990. 25 F (possibilité de billet couplé avec billet d'entrée du musée).

Corps sculptés, corps parés, corps masqués

La coopération culturelle ne verse pas toujours dans la rhétorique ou l'académisme. A preuve, cette belle exposition montée grâce aux efforts conjoints de la France et de la Côte d'Ivoire. Le musée d'Abidjan, bien qu'abondamment pillé, recèle plus de trésors qu'on ne le croit. Et l'apport ivoirien a été intelligemment complété par des pièces venant de musées français et de quelques collections privées.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris, 8^e. Tél : 42-88-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 16 décembre. 32 F.

Je suis le cocher : les carnets de Picasso

Les carnets de Picasso achèvent à Paris une tournée qui les a baladés à travers l'Europe et les Etats-Unis. Ils forment le journal de bord de l'artiste qui raconte ses recherches et ses trouvailles. D'une inventivité à effrayer le plus blasé des amateurs.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris, 1^{er}. Tél : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre. 20 F.

Le beau idéal

On les avatars d'un concept occidental illustrés par quatre-vingt dix dessins de Michel-Ange à Géricault et de Raphaël à Ingres.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaeger - côté jardin des Tuileries, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h (fermeture des caisses à 17 h 15). Jusqu'au 31 décembre. 25 F (ticket d'entrée au musée).

Les Amériques de Claude Lévi-Strauss

Jubilé pour Claude Lévi-Strauss. Le musée de l'homme organise une exposition autour de « l'homme des Indes ». La vie de l'ethnologue est en effet jalonnée de rencontres faites sur le continent américain, de la forêt amazonienne à la

côte nord-ouest du Pacifique. Les pièces présentées ont été collectées ou choisies par lui. L'occasion de suivre l'itinéraire d'un chercheur et de découvrir des œuvres d'art capitales.

Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris, 16^e. Tél : 46-59-70-50. Tous les jours sauf mardi et fêtes de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 24 avril 1990. 20 F. 25 F (comprendant la visite du musée).

Les architectes de la liberté

La Révolution a peu bâti mais beaucoup imaginé : des pyramides, des arcs de triomphe, des palais pour le peuple, des cénacles. Pourtant, les grands architectes auxquels elle se réfère, Boullée, Ledoux ou Wailly sont morts, trop âgés... ou en prison. C'est la génération suivante qui réalisera, en mineur, sous l'Empire, une partie des rêves échos sous la Révolution.

Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malesherbes, Paris, 8^e. Tél : 42-60-34-57. De 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 janvier.

L'invention d'un art

Développant, entre autres, la relation de la photographie avec les beaux-arts, l'exposition organisée par Alain Sayag reconstitue partiellement plusieurs grandes manifestations phares qui ont marqué l'histoire de la photographie au vingtième siècle. Elle présente aussi un vaste panorama de la création contemporaine. Et c'est la première fois que le cinquième étage du Centre Pompidou est consacré à l'image fixe.

Centre Georges-Pompidou, musée d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

L'invention d'un regard

De Nadar à Maybridge, de Camézon à Deggs et de For-Tabbot à Bonnard, le musée d'Orsay présente 280 tirages originaux. Pour une exploration, des origines à 1918, d'un art de la photographie qui invente immédiatement un langage neuf, et entretient avec ses grands « rivaux » des relations riches et ambiguës.

Musée d'Orsay, quai Anatole France, Paris, 7^e. Tél : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi de 9 h à 18 h, jeudi de 9 h 30 à 21 h 45, samedi, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 décembre. 20 F (billet jointé exposition musée : 32 F).

Bram Van Velde

Un classique du XX^e siècle. En organisant cette rétrospective, le Musée national d'art moderne fait plus que réparer un oubli et une injustice : il met Bram

MUSÉE DU LOUVRE/CABINET DES DESSEINS



Dessein de David pour son « Serment de Jeu de Paume » demeuré inachevé. Le format gigantesque de cette œuvre (et de quelques autres) n'a pas permis aux organisateurs de la rétrospective consacrée à cet artiste de la concentrer en un seul lieu. Après avoir parcouru les salles du Louvre, les visiteurs devront se rendre à Versailles.

Van Velde à son vrai rang, celui de peintre majeur de l'histoire de l'abstraction.

Centre Georges Pompidou, musée d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

GALERIES

Geneviève Asse

Toujours plus dévouée, la peintre de Geneviève Asse semble avoir trouvé, ces dernières années, son élément : le bleu, un bleu doux, essentiel, baigné d'air et de lumière vibrante mordant parfois une simple ligne à la verticale ou à l'horizontale.

Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris, 8^e. Tél : 42-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 10 novembre.

Duchamp, Man Ray, Picabia

Trois des pères fondateurs de l'avant-garde artistique du vingtième siècle parviennent cette nouvelle galerie qui vient d'ouvrir dans le huitième arrondissement.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris, 8^e. Tél : 47-23-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 novembre.

Robert Indiana

Robert Indiana est sans doute le moins connu des

artistes pop américains, à Paris tout au moins, où ses peintures n'ont jamais été présentées en grand nombre. Cette exposition nous le rappelle en une quinzaine d'œuvres des années 60 : signes, sigles, chiffres aux couleurs tourmentées pour des mots-clés tels *Est, Die, Love*.

Galerie Natalie Sérusé, 34, rue de Seine, Paris, 6^e. Tél : 46-35-09-37. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 novembre.

Paul Klee

Récemment ouverte, la galerie Giamma Sisti n'envisage de proposer que des choses un peu rares en deux ou trois expositions par an. Par exemple ce choix de dessins de Klee de 1913 à 1938.

Galerie Gianni Sisti, 29, rue de l'Université, Paris, 7^e. Tél : 42-22-41-53. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 21 décembre.

Twombly

Aujourd'hui Cy Twombly est célèbre, mais il a fallu du temps pour qu'il parvienne à la notoriété. Peut-être parce que le peintre avait quitté New-York pour Rome. Peut-être parce qu'il était insaisissable à travers sa culture très particulière d'une écriture tremblée, du griffonné et des graffiti relevés de quelques essences de couleurs rares dans la blancheur des tableaux.

Galerie Di Mo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris, 8^e. Tél : 42-

54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 23 décembre.

Warhol, Basquiat

En 1984 et 1985, à la Factory, le célèbre atelier new-yorkais de Warhol, la vedette américaine et le jeune Jean-Michel Basquiat ont réalisé ensemble de grandes peintures déconstruites qui mêlent allégoriquement les logos publicitaires de l'un et les graffiti et figures de l'autre.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Maignon, Paris, 8^e. Tél : 46-62-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h, lundi de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 25 novembre.

Galerie de la Présidence
90, fbg St-Honoré
75008 Paris - 42 65 49 60
GROMAIRE
50 années de dessins
du 13 oct. au 30 nov.

Galerie Beaubourg
Cesar
c/o
Marianne & Pierre Nahon
3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 42 71 20 60

RÉGIONS

Beauvais

Thomas Couture

Cela fait des décennies que l'on a pas organisé d'exposition autour de Thomas Couture, pompiériste peintre d'histoire, auteur des *Romans de la décadence*, qui trône au Musée d'Orsay. Le Bientenaire aidant, le musée de Beauvais exhibe une de ses œuvres majeures - 45 mètres carrés -, *L'Enlèvement des volontaires de 1792*, et quatre-vingts tableaux de la même veine, célébrant la Patrie en danger.

Musée de Beauvais. Ancien palais épiscopal. 60000. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 31 décembre.

Darnetal (Rouen)

Skulptur

Raschitz, Immendorf, Kirkeby, Lüpertz, Penck : cinq peintres allemands, qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Usine Fromage, Ecole d'architecture du Normandie, 27, rue Lucien-Fromage, 76180. Tél : 35-08-07-70. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Grenoble

Helmut Federle

Quelques grandes compositions fondées sur la droite, les horizontales, les verticales et les plans peints en jaune et gris de ce Suisse de quarante-cinq ans très fortement marqué par les découvertes des pionniers de l'abstraction. Un « néo-géo » ?

Musée des beaux-arts, place de Verdun. 38000. Tél : 78-64-09-82. Jusqu'au 20 novembre.

Labège-Innopole

Beuys et Hrdlicka

Dessins et aquarelles de Beuys réalisés entre 1945 et 1973, où les thèmes majeurs de l'artiste - fragilité de l'homme, blessures, besoin de chaleur - émergent dans la fragilité du graphisme et des papiers. Dessins et gravures d'Hrdlicka le Viennois, inspirés par la Révolution française, mais portés très loin de l'histoire événementielle, avec violence, ironie, causticité.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31328. Tél : 81-39-29-29. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 20 décembre.

Lyon

Anselmo, Larry Bell, Toni Grand

Anselmo est un Italien qui vient d'arte povera. Larry Bell est un Américain, minimaliste de souche. Toni Grand est français. Tous trois sont de la même génération, et c'est bien de les rapprocher. Pour voir à part les différences ils n'ont pas plus d'un point commun.

Musée d'art contemporain, 16, rue du Président Edouard-Herriot. 69001. Tél : 78-30-

50-86. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 novembre.

Marseille

Peinture cinéma peinture

De l'influence du septième art sur la peinture du vingtième siècle, ses thèmes, son espace. Un beau sujet curieusement inexploré jusqu'à, et que les Marseillais traitent en grand : quel que trois cents œuvres, de Léger, Richter et Duchamp à aujourd'hui, sont en effet réunies dans l'exposition, qui occupe tous les étages de la Vieille-Charité.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél : 91-58-28-38. De 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 janvier.

Orléans

Judit Reigl

Peintre, très bon peintre de la génération de Hansell, Degottier, Jean Mitchell. Judit Reigl n'a cessé d'aller au fil du temps couleurs et gestes déterminés, écriture automatique et matérialité des tableaux. Les grands formats ne lui ont jamais fait peur. Elle les affronte d'ailleurs très bien. A Orléans elle présente vingt-cinq peintures de 1986 à 1989.

Centre d'arts contemporains, carré Saint-Vincent, 45000. Tél : 38-62-45-63. Du mardi au samedi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

Saint-Etienne

Jochen Gerz

Bien que Jochen Gerz ne corresponde pas à l'image convenue du peintre d'expression germanique en vogue dans les années 80, son audience s'est beaucoup accrue ces dernières années. Cet artiste fixé à Paris est plutôt un conceptuel qui confronte froidement des images photographiques et des textes dont l'absence de rapport engendre inquiétude et insécurité.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél : 77-83-58-59. De 10 heures à 19 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 novembre.

Saint-Priest

Zen 49

On la renaissance de l'art abstrait allemand, dans le même temps que naissait la République fédérale. Cela, à travers un groupe d'artistes, Zen 49, dont faisaient parti, entre autres, Willi Baumeister, Fritz Winter et John Bissler.

Galerie municipale, centre d'art contemporain, place Ferdinand-Buisson, 69800. Tél : 78-20-02-50. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 novembre.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Brecette, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.

créteil
JUSQU'AU 20 DÉCEMBRE
PIERRE OLIVIER
"TRENTA ANS DE PEINTURE"
Avec le concours de la Maison de la Région Nord / Pas-de-Calais et de l'ORCEP.

art makondé
Tradition et modernité
MUSEE NATIONAL DES ARTS AFRICAINS ET OCEANIENS
293, avenue Daumesnil, 12, du 25 OCTOBRE AU 8 JANVIER
en semaine, sf mar. 10h/12h et 13h 30/17h 30 - sam. et dim. 10h à 18h
Ministère des Affaires Etrangères Secrétariat d'Etat aux Relations Culturelles Intern.
Association Française d'Action Artistique
43, rue Boileau - 16^e
Ministère de la Coopération et du Développement
20, rue Monsieur - 7^e

CINÉMA

LE RETOUR DE PRESTON STURGES

Maestro du crescendo

Preston Sturges, l'ami et l'égal d'Ernst Lubitsch, revient... Après la rétrospective intégrale que lui a consacrée le dernier Festival de Locarno, les *Voyages de Sullivan*, est repris à Paris. Et le mois prochain sortira aux États-Unis deux livres, l'autobiographie de Sturges, complétée par sa femme Sandy, et une monographie de Donald Spoto, auteur de l'ouvrage sur Hitchcock dont parle Jacques Siclier page 29.

L'ÉNERGIE électrisante du cinéma de Preston Sturges nous manquait. Auteur dans la vie d'inventions bizarres comme le rouge à lèvres qui ne laisse pas de traces et un modèle d'avion qui décolle à la verticale, Preston Sturges (arrivé au cinéma et au théâtre par la parfumerie) a inventé pour le cinéma des « divertissements » renversants, qui nous faisaient monter très haut au ciel de la satire et du comique pur. Un comique qui a l'élégance et la finesse ironique de Lubitsch, son maître et ami, la folie et la drôlerie « physique » des Marx Brothers, la charge subversive de Billy Wilder, son élève le plus doué. Et le rythme vertigineux, en « crescendo », de Gioacchino Rossini, un compositeur que l'on retrouve — ce n'est pas un hasard — dans plusieurs de ses films (la *Semiramide* et en leitmotiv dans *Infidèlement vôtre*).

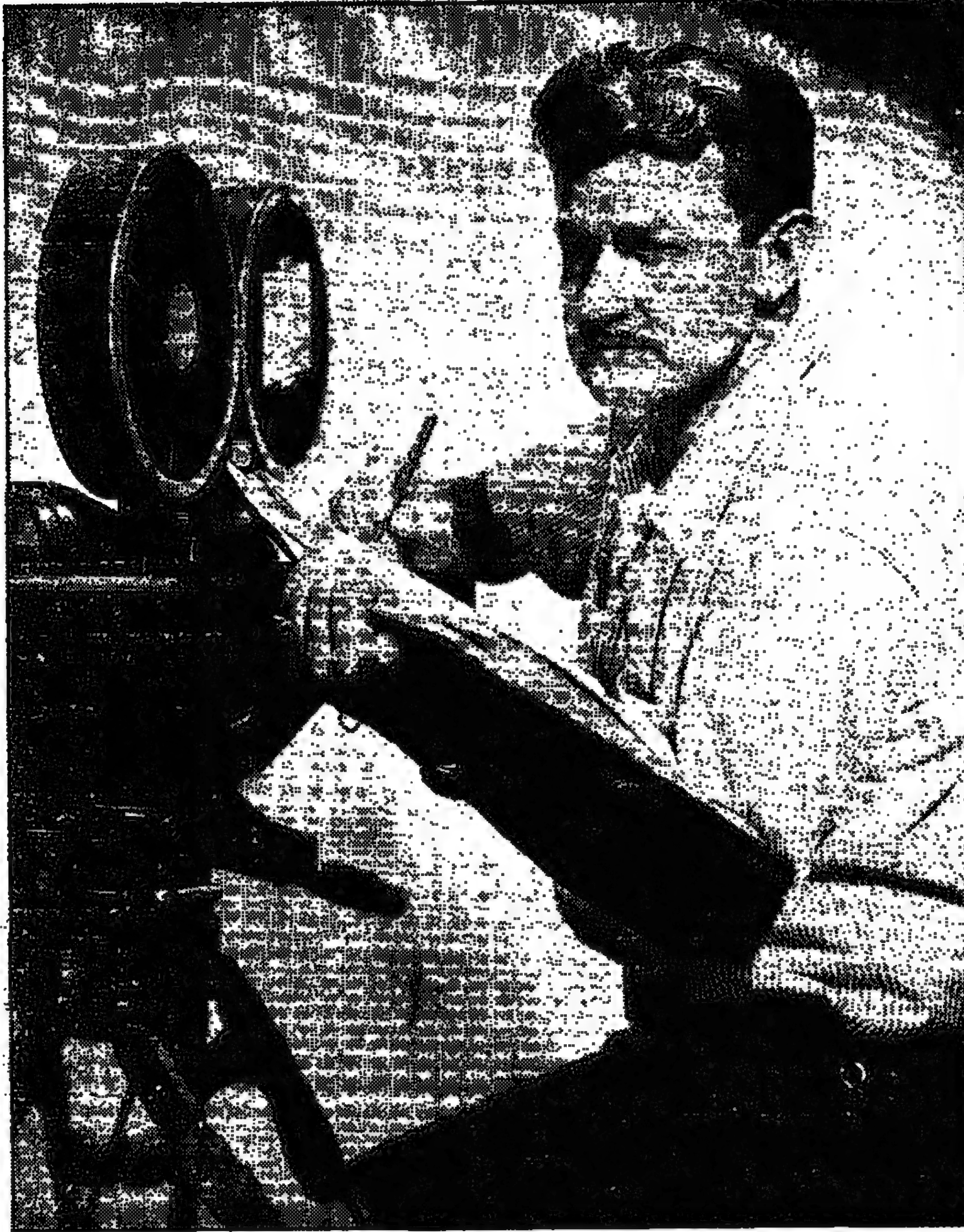
Qui est Preston Sturges ? Que signifie son retour ? Et pourquoi est-il tombé depuis les années 50 (il est mort en 1959) dans un étrange oubli ? Nous en avons parlé avec Sandy Sturges, quatrième femme du metteur en scène (quand ils se sont mariés en 1950, elle avait vingt ans, lui cinquante-deux), et Donald Spoto.

« L'éclipse de Preston Sturges », dit Donald Spoto, est celle qu'ont connue beaucoup de classiques du cinéma américain, de Stroheim à Griffith, de Keaton à Capra. Les grands humoristes, en particulier, ont une notoriété brève : leur génie consiste à être en concordance avec l'époque qu'ils représentent. Pour Preston et Capra, il s'agissait des années 30 et des années 40. L'après-guerre a tout balayé. Les producteurs avaient changé, mais aussi la société. Sturges n'y a plus trouvé sa place.

Mais son retour, aujourd'hui, est plus intéressant que son déclin, hier. Pourquoi suscite-t-il à nouveau l'intérêt ? Le rire est un besoin biologique, les gens ont de plus en plus de mal à rire au cinéma, ils se tournent donc naturellement vers la grande tradition. Après Lubitsch et les Marx, c'est le tour de Preston Sturges.

— Lorsqu'on revisite ses films, on est frappé par leur inépuisable modernité. A quel tient-elle ?

— Sandy Sturges : « Preston est parti très jeune pour la France avec sa mère, divorcée, il y a fait quelques études désordonnées. Moins lié que d'autres à la mentalité américaine, il a pu l'observer et la représenter avec plus de détachement et d'ironie. Preston a toujours reproché à Capra — que par ailleurs il estimait — de créer des personnages trop monolithiquement positifs, sans péché originel. Preston est plus réaliste, plus vrai que Capra. Son « cynisme » — un masque pour cacher sa tendresse, il suffit de voir com-



Le Rossini d'Hollywood

ment les enfants sont traités dans ses films — est une forme de refus du sentimentalisme, du manichéisme. L'homme comme il est, non comme il devrait être selon Roosevelt et Capra...

— Donald Spoto : Son humour est universel, dépasse le constat idéologique d'une époque. Juste avant la guerre, Roosevelt avait demandé aux cinéastes américains de traiter certains thèmes comme la responsabilité sociale et morale, la célébration de l'honnêteté comme antidote à la vénalité, au cynisme et au matérialisme. Capra s'est plié à ce mot d'ordre, ses films de cette époque sont un hymne à la bonté qui triomphe de tous les obstacles. Preston Sturges pour sa part préfère continuer à faire rire. Représentant ironiquement la corruption politique

(Mc Ginty), l'obsession de la richesse (*Christmas in July*) la stupidité de la vie des riches (*Lady Eve*, *Palm Beach*), mais sans moralisme facile, ni message. Curieusement, son film le plus porteur de message est un film... contre les films à message ! (Lire l'article de Louis Marcorelles).

— Plus réaliste et désenchanté que Capra, Preston Sturges est aussi plus frénétique et physique que Lubitsch, qui a été son maître.

— Donald Spoto : Oui, Lubitsch est plus élégant et sophistiqué. Mais ils avaient en commun une sympathie marquée pour les vaudevilles de Feydeau et de Labiche.

— Avant de devenir auteur de comédies (1927), scénariste (1933) et cinéaste (1940), Preston Sturges s'occupait de la parfumerie de sa mère...

— Sandy Sturges : Oui, et il avait d'ailleurs (provisoirement) gagné à la fréquentation de cette femme excentrique la haine de l'art et des artistes ! Entre deux escalas à Paris, elle parcourait en effet l'Europe entière, sautant d'un musée à une salle de concert, entraînant dans son sillage son fils et sa meilleure amie Isadora Duncan. A noter que ce fut elle qui offrit à la fantasque danseuse l'écharpe qui devait lui être fatale...

— Preston est arrivé à la mise en scène sans avoir été l'assistant de personne...

— Donald Spoto : Il a appris en rendant visite aux réalisateurs qui tournaient ses scénarios. Il est bien dommage que les dirigeants de la Paramount l'aient fait attendre sept ans avant de lui confier la mise en scène d'un film. Mais il ne faut pas oublier qu'à l'époque aucun scénariste n'osait rêver passer à la réalisation : Preston a été le premier dans l'histoire de Hollywood à le faire. Et a ouvert ainsi la route à Huston, Mankiewicz, Wilder, Daves, qui lui en ont été fort reconnaissants.

— A partir de 1946-1948, Sturges a commencé à avoir de sérieux problèmes avec ses producteurs. Peut-on parler de déclin ?

— Sandy Sturges : Les producteurs voulaient intervenir sur le montage de ses films (*The Great Moment*, *The Beautiful Blonde*). Sturges s'est défendu bec et ongles mais s'est bientôt retrouvé sur la liste noire. Les producteurs n'ont jamais aimé les originaux et les indépendants.

— Donald Spoto : Quand Sturges a quitté la Paramount, son ami Billy Wilder a commencé ironiquement : « Parfait, comme ça, il ne reste plus qu'un génie sur le terrain. »

— On sait que le script de *Citizen Kane* est inspiré du premier scénario écrit par Preston Sturges, *The Power and the Glory* (1933). Quelle a été la réaction de Preston quand il a vu le film d'Orson Welles en 1941 ?

— Sandy Sturges : A l'époque, je ne le connaissais pas encore, je ne peux donc pas répondre sur ce point. Dans les années 50, nous nous sommes trouvés dans un dîner à Paris, Preston et moi. Sturges les invités, Orson Welles. A un moment, quelqu'un a parlé de *The Power and the Glory*. Welles s'est levé, un verre à la main, et a dit, très cavalierement : « S'il vous plaît, ne parlons plus de ce petit incident. »

— Grand humoriste, bon vivant, propriétaire d'un restaurant, Sturges devait être très populaire à Hollywood ?

— Donald Spoto : Le seul qui le détestait était Cecil B. De Mille. A soixante ans, De Mille était le dictateur de la Paramount et la popularité croissante du jeune Preston lui faisait de l'ombre. Ses films solennels et ruineux demandaient des mois de prises de vues. Sturges, lui, tournait à toute vitesse des films à petit budget... Tous les visiteurs étaient les bienvenus sur ses plateaux. Et si quelqu'un lui suggérait une réplique, il acceptait immédiatement la proposition, exigeant seulement que l'auteur occasionnel reparte aussitôt un salaire symbolique : 50 cents !

Propos recueillis par ALDO TASSONNE

Reprise des « Voyages de Sullivan »



Joel McCrea et Veronica Lake

Les *Voyages de Sullivan* est une œuvre-clé dans le Hollywood triomphant, période qui s'étend des débuts du parlant à l'entrée en guerre des États-Unis. Avec l'arrivée du parlant, les studios font venir de la côte est les meilleurs talents du journalisme et de la littérature : Ben Hecht, les frères Mankiewicz. Les plus illustres ? Faulkner, Hemingway, Bertolt Brecht. Et Preston Sturges.

Très vite, Sturges impose sa marque aussi bien à la Fox et à Universal qu'à la Paramount dont il deviendra en peu de temps le scénariste le plus brillant, avant de passer à la réalisation début 1940. Il a connu une jeunesse d'enfant gâté, a été éduqué en Europe, a fréquenté le beau monde de l'émigration américaine au temps des années folles. Il gardera un souvenir assez amer de cette époque, le anachronisme décalé lui paraissant le comble du ridicule. Au pays de John Ford et de Frank Capra (fils ou petits-fils d'immigrants, conquérant de haute lutte le Hollywood des temps héroïques), des Louis B. Mayer et des William Fox (construisant leur empire à la force du poignet), Preston Sturges représente une sorte d'aristocratie de la culture et de l'argent. Pour lui, le rêve américain des années 30 n'est en effet qu'un rêve.

Tout comme Sturges, John Lloyd Sullivan, héros des *Voyages* qui portent son nom, triomphe dans la comédie américaine, le divertissement léger et inoffensif (éclatante *Lady Eve*, de la même année que *Sullivan*). Saisi par le débauché ou, plus précisément, par une prise de conscience des réalités de la société, il part à la découverte de l'Amérique pauvre, encore mal reléguée de la crise et de la dépression (Hollywood

avait frôlé le sujet avec *Ceux de la zone* et les *Roisins de la colline*).

Dès le coup d'envoi ou presque, Sturges abat ses cartes avec l'extraordinaire tirade du major-dome expliquant à Sullivan qu'on ne joue pas avec la misère. Le héros en apprendra la dure leçon au gré d'une véritable descente aux enfers parmi les clochards et les vagabonds de tout poil, pour finir au bagne. Comme le *Candide* de Voltaire, il croit que la nature humaine est toute bonne et découvre son erreur.

Le sommet du film voit Sullivan, enchaîné à d'autres forçats, rire dans une salle de patronage du Sud, parmi une communauté noire, aux aventures de Pluto. Notre naïf finira par regagner le soir et retrouver ce meilleur des mondes qui vient, sous nos yeux, d'exploser en morceaux.

La satire selon Sturges culminera en 1944 avec deux portraits au vitriol de l'Amérique en guerre, *Miracle au village* et *Héros d'occasion* interprétés par un merveilleux avarié, Eddie Bracken. Devenu ensuite l'ami du milliardaire Howard Hughes, Sturges, étrangement, quitte la Paramount malgré l'offre d'un nouveau contrat mirobolant, refuse une offre tout aussi fabuleuse de la MGM, s'acquitte avec Hughes qui vient de racheter la RKO, pour y laisser et ses rêves et ses talents.

Humoriste sans concession, « homme de la Renaissance », comme dira de lui son ami René Clair, Sturges aura été finalement bouffé par cette Amérique qu'il avait voulu tourner en dérision. Comédie noire, le *Voyage de Sullivan* constitue en ce sens son testament.

LOUIS MARCORELLES

Un entretien ministère

L. Rapon...
de dévotion...

« L'entretien ministériel » est un ouvrage de L. Rapon, paru chez... Il traite de la politique intérieure et internationale, des relations entre le gouvernement et le parlement, des questions de procédure parlementaire, etc. L'auteur analyse les différents aspects de la vie politique et administrative, en s'appuyant sur des exemples concrets et des données précises. L'ouvrage est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend intéressant pour un large public de lecteurs.

« L'entretien ministériel » est un ouvrage de L. Rapon, paru chez... Il traite de la politique intérieure et internationale, des relations entre le gouvernement et le parlement, des questions de procédure parlementaire, etc. L'auteur analyse les différents aspects de la vie politique et administrative, en s'appuyant sur des exemples concrets et des données précises. L'ouvrage est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend intéressant pour un large public de lecteurs.

« L'entretien ministériel » est un ouvrage de L. Rapon, paru chez... Il traite de la politique intérieure et internationale, des relations entre le gouvernement et le parlement, des questions de procédure parlementaire, etc. L'auteur analyse les différents aspects de la vie politique et administrative, en s'appuyant sur des exemples concrets et des données précises. L'ouvrage est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend intéressant pour un large public de lecteurs.

« L'entretien ministériel » est un ouvrage de L. Rapon, paru chez... Il traite de la politique intérieure et internationale, des relations entre le gouvernement et le parlement, des questions de procédure parlementaire, etc. L'auteur analyse les différents aspects de la vie politique et administrative, en s'appuyant sur des exemples concrets et des données précises. L'ouvrage est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend intéressant pour un large public de lecteurs.

« L'entretien ministériel » est un ouvrage de L. Rapon, paru chez... Il traite de la politique intérieure et internationale, des relations entre le gouvernement et le parlement, des questions de procédure parlementaire, etc. L'auteur analyse les différents aspects de la vie politique et administrative, en s'appuyant sur des exemples concrets et des données précises. L'ouvrage est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend intéressant pour un large public de lecteurs.

« L'entretien ministériel » est un ouvrage de L. Rapon, paru chez... Il traite de la politique intérieure et internationale, des relations entre le gouvernement et le parlement, des questions de procédure parlementaire, etc. L'auteur analyse les différents aspects de la vie politique et administrative, en s'appuyant sur des exemples concrets et des données précises. L'ouvrage est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend intéressant pour un large public de lecteurs.

38 La balance des paiements en Grande-Bretagne
39 Paris - Le défilé

44-45 Le visage de la dépression
dans les PTI latino-américains

46 Marchés financiers
47 La Bourse de Paris

BILLET

Le double langage américain

Aider l'autre Europe, celle de l'Est, tous les dirigeants occidentaux y travaillent. Du moins, affirment-ils. La réunion à Paris mercredi 25 et jeudi 26 octobre du COCOM (1), ce comité informel créé il y a quarante ans pour contrôler et empêcher les exportations de matériels susceptibles de renforcer la puissance militaire de l'Est, démontre qu'il n'y a pas d'unité sur les chemins à suivre. Malgré les beaux discours du président américain, les États-Unis ne souhaitent pas un véritable assouplissement dans la politique d'exportation de technologie vers l'Est. Ils s'opposent à ce sujet à l'ensemble des seize autres pays membres de ce groupe. L'administration américaine prêche des « intérêts stratégiques ».

« Rivalités commerciales » rétorquent les Européens, en particulier les Allemands de l'Ouest, principaux intéressés. Deux thèmes sont à l'ordre du jour de la réunion (secrète) du COCOM cette semaine à Paris : l'effacement des restrictions commerciales à l'égard des deux pays les plus engagés dans les voies de la réforme, la Pologne et la Hongrie d'une part, la réduction de la liste des produits interdits à la vente à l'Est d'autre part. Depuis plusieurs semaines maintenant, les Américains ont, semble-t-il, lancé une offensive contre ces projets. M. Georges Bush aurait envoyé, d'après le Herald Tribune de mercredi, une lettre personnelle aux dirigeants occidentaux leur demandant de ne pas assouplir la politique dans l'immédiat. Simultanément, les Américains ont révisé de nouvelles ventes illégales de certaines machines-outils à l'Union soviétique. Après avoir dénoncé la société japonaise Toshiba en 1987, ils ont engagé une vaste offensive contre la société italienne Olivetti. L'accusant d'avoir livré à Moscou des machines pour la fabrication de moteurs d'avions de combat, ils menacent la firme de M. De Benedetti de se voir interdire l'accès au marché américain.

Pour cette réunion, les Américains se retrouvent seuls contre tous. Les discussions de Paris pourraient s'achever sur un maintien du statu quo. Les Américains autorisent bien les Européens à vendre des Airbus à la RDA... dans l'espoir de pouvoir à leur tour écouler les Boeing à l'Est. Ils obtiennent pratiquement automatiquement les dérogations qu'ils demandent. 600 % des entreprises qui bénéficient de dérogations aux listes Cocom sont américaines. L'Europe peut-elle accepter longtemps ce double langage ?

(1) Le comité de coordination pour le contrôle multilatéral des échanges Est-Ouest réunit des représentants de l'ensemble des pays de l'OTAN moins l'Islande mais auxquels il faut ajouter le Japon, et depuis cette année l'Australie.

INSOLITE

Une taxe d'Allemand

Et le marché unique ? Le gouvernement ouest-allemand a adopté, le mardi 24 octobre, un projet de loi instituant, à partir du 1^{er} mai, une taxe sur tous les poids lourds empruntant le réseau routier de la RFA. Cette taxe, de 3400 F à 30600 F, selon le poids et le nombre des essieux du véhicule, sera aussi acquittée par les camions allemands... mais ceux-ci verront le coût de leur vignette diminuer d'un montant équivalent. Aux camionneurs néerlandais, belges ou espagnols qui craignent un protectionnisme, les Allemands répondent qu'ils ne peuvent se permettre de laisser circuler gratuitement sur leurs routes et autoroutes les camions des autres pays, alors que leurs poids lourds sont contraints de payer des taxes ou des péages autoroutiers chez les voisins. Le patronat ouest-allemand, qui redoute des mesures de rétorsion, déplore cette initiative. Le gouvernement néerlandais la dénonce. La Commission de Bruxelles s'apprête à trancher la RFA devant la Cour européenne de justice de Luxembourg. Bonn fait valoir à sa décharge que cette taxe pour seulement jusqu'à la fin de 1993. Ce sera toujours ça de gagné !

Un entretien avec M. Carlos Solchaga ministre de l'économie espagnol

« L'Espagne devra, durant les prochaines années, se développer plus rapidement que ses voisins »

« Notre objectif consiste aujourd'hui à imprimer à l'économie espagnole un rythme de croissance plus modéré. C'est le tout-puissant ministre espagnol de l'économie, M. Carlos Solchaga, qui l'affirme, dans l'entretien qu'il nous a accordé à quelques jours des élections législatives du dimanche 29 octobre. Des élections qui devraient permettre aux socialistes — les sondages sont unanimes sur ce point — d'entamer avec une confortable majorité leur troisième législature.

MADRID

de notre correspondant

Face à la surchauffe actuelle de l'économie espagnole et aux déséquilibres qui s'en suivent, les socialistes s'apprêtent-ils à mettre en œuvre, au lendemain du rendez-vous avec les urnes, un sévère plan de « refroidissement ».

« Le gouvernement a perdu le contrôle de l'économie », affirme le candidat de l'opposition, qui évoquent le redoutable précédent du plan de stabilisation implacablement mis en œuvre par les socialistes après leur arrivée au gouvernement en 1982.

Une comparaison que M. Solchaga s'empresse de rejeter. « La situation est tout à fait différente », souligne-t-il. En 1982, nous ne faisons pas face comme aujourd'hui à un problème d'excès de demande. Au contraire : avec la crise, la consommation et l'investissement étaient en dessous de la production (...). Notre première tâche en arrivant alors au gouvernement était donc de rétablir les équilibres afin d'assurer la compétitivité des entreprises et de réduire le déficit du budget de l'État, gonflé par les pertes des entreprises publiques. C'est aujourd'hui chose faite. »

La demande

« Tout cela n'a rien à voir avec la situation actuelle, poursuit notre interlocuteur. Désormais, nous créons des emplois au rythme même où nous en perdions en 1982. L'investissement croît depuis trois ans à un rythme annuel de 15 % alors que sa croissance était négative à l'époque de la crise. Notre problème, aujourd'hui, c'est que la demande se développe trop vite, d'environ 7 % par an, plus de deux points au-dessus de la croissance de la production. Et c'est ce déphasage là qui est réellement à la base de nos dés-

équilibres, bien davantage qu'un problème de compétitivité insuffisante. »

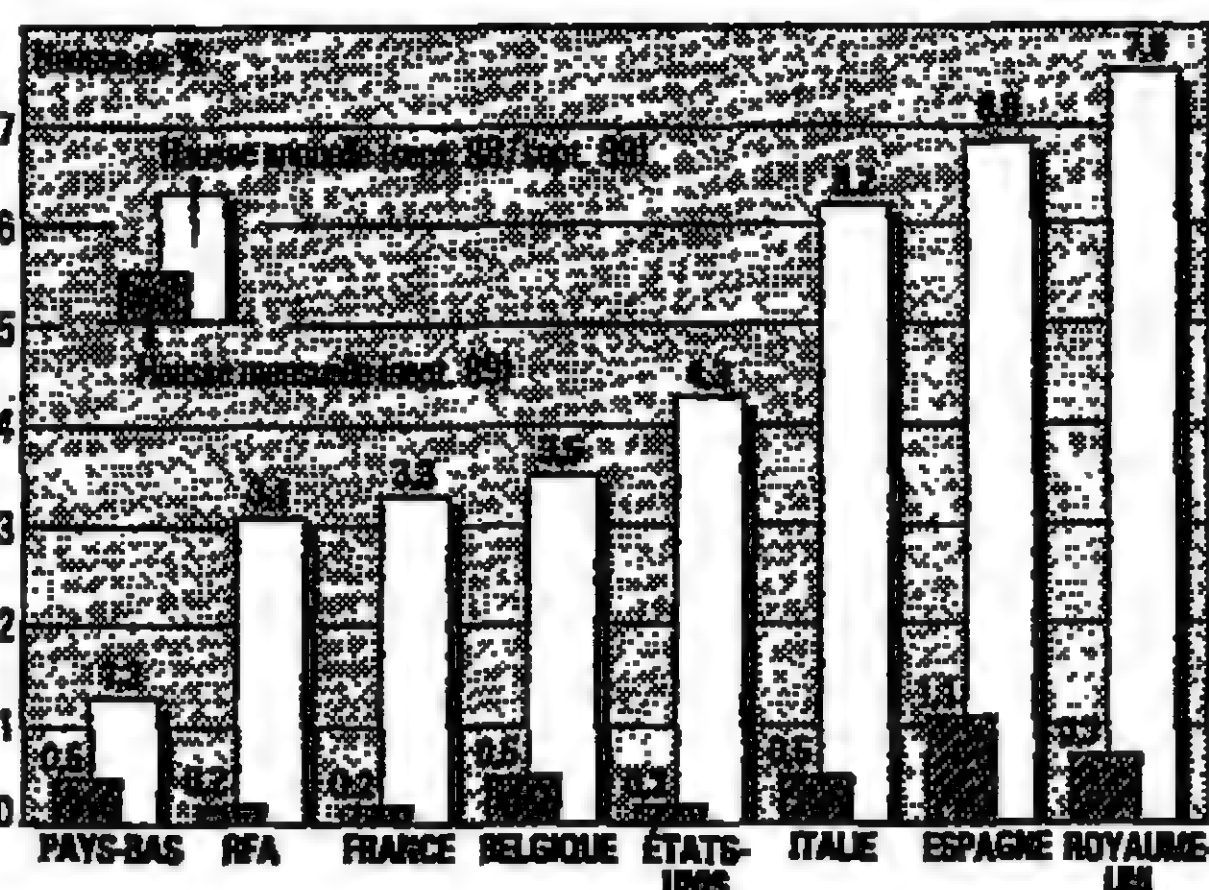
« A problème distinct, solution distincte », affirme M. Solchaga. En 1982, il fallait centrer notre action sur les conditions structurelles de l'offre : reconvertir l'industrie, rendre plus flexible le marché de l'emploi, réduire les salaires réels. Aujourd'hui, il s'agit au contraire de se concentrer sur la demande, ce que nous sommes en train de faire depuis le début de l'année. »

Cela sera-t-il suffisant ? L'économie espagnole ne tardera-t-elle pas à réagir à ces mesures ? M. Solchaga le reconnaît, mais ajoute : « Il faut attendre encore quelques mois avant de pouvoir réellement mesurer l'impact des mesures prises. Nous avons choisi une stratégie d'atterrissage en douceur de l'économie. Ce qui implique d'avoir la patience d'accepter un certain décalage dans le temps entre la mise en œuvre de ces mesures et leur effet pratique. »

L'Espagne peut-elle se permettre un tel décalage ? Le secteur extérieur ne risque-t-il pas de devenir, pour les socialistes espagnols, un dangereux goulet d'étranglement, comme il l'avait été en 1981 pour leurs camarades français ?

THÉRIEY MALINIAK
Lire la suite page 38

L'écart d'inflation avec la RFA à son plus bas niveau



En France, la hausse des prix aurait de nouveau été modérée en septembre (+ 0,2 % comme en juillet et en août). La hausse sur un an serait de 3,2 %, bien inférieure à un rythme annuel de 2,4 % (noté sur les trois derniers mois annuels). L'écart de hausse mensuelle avec la RFA descendrait à son plus bas niveau depuis fort longtemps, 0,2 point, la RFA enregistrant une augmentation de 3,1 % entre septembre 1988 et septembre 1989, conséquence étonnante de la poussée des prix en janvier 1989 (Bonn avait augmenté sensiblement un certain nombre de taxes indirectes pour réduire le déficit budgétaire). L'écart France-RFA se creusera donc brusquement en janvier 1990, mois à partir duquel « l'effet taxe » aura cessé de jouer en RFA. Pour éviter un mouvement trop brusque qui pourrait avoir des conséquences sur le franc, M. Bérégovoy pourrait avancer la hausse de certains tarifs (taxe d'EDF par exemple) comme il a retardé le relèvement de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) en février.

Timbres fiscaux, déblocages de fonds, vignette

Les effets de la grève des finances commencent à toucher des particuliers

L'interfédérale CGT-CFDT-FO-SNUI des finances a proposé, mardi 24 octobre, lors d'une conférence de presse, la réouverture des négociations et annoncé une manifestation, jeudi, autour de l'hôtel Matignon, ainsi qu'une « grande initiative nationale » la semaine prochaine. Quant à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, dont l'entourage discerne

Après les entreprises, les particuliers commencent à ressentir les effets de la grève des agents des finances. Pour certains d'entre eux, la gêne est réelle. Il s'agit en premier lieu des acquéreurs ou des vendeurs de biens immobiliers qui peuvent se trouver dans l'impossibilité de se procurer certains documents administratifs indispensables délivrés par les services de la Conservation des hypothèques et du cadastre, notamment. Il arrive ainsi, selon le Conseil supérieur du notariat, que le déblocage des fonds pour l'achat d'un appartement ou d'une maison ne puisse être effectué. Les représentants de la profession et les pouvoirs publics ont bien tenté de trouver des solutions mais, pour le moment, cette concertation n'a guère permis d'améliorer la

tendance à la reprise du travail — hormis dans l'administration des impôts, — il a reçu, le même jour, un soutien qu'il attendait depuis longtemps : celui des députés socialistes, dont le porte-parole, M. Jean Le Garrec, a souhaité que « le travail reprenne » dans la mesure où le gouvernement « a pris en compte les revendications ».

situation. Plusieurs dizaines de milliers de contrats concernant les achats de fonds de commerce ou les transactions immobilières (plus de soixante mille dans ce dernier cas, selon la Fédération nationale de l'immobilier) seraient actuellement suspendus. D'autre part, il devient difficile de se procurer les timbres fiscaux nécessaires pour obtenir un permis de séjour, une carte d'identité, faire valider son permis de conduire ou renouveler son passeport. Le ministère des finances envisage, en liaison avec celui de l'intérieur, de généraliser la procédure du « paiement sur état » (qui consiste à régler le prix du timbre, l'administration apposant ensuite un cachet certifiant que le paiement a bien eu lieu), mais, pour l'instant, aucune décision n'a été prise. De même, le versement

des droits de succession ne subira qu'un retard limité. Dans le cas contraire, les départements, auxquels ce prélevement rapporte quelque 10 milliards de francs chaque année, en pâtiraient.

Rafin, quelques menaces commencent à se dessiner autour de la perception des impôts locaux, dont les échéances s'étaient du 15 octobre au 15 décembre. La paralysie de nombreux centres informatiques des impôts risque fort de perturber le traitement des dossiers, ce qui pourrait générer financièrement les collectivités locales. Néanmoins de nombreux contribuables (y compris certains dirigeants syndicaux des finances) ont déjà reçu leur avis d'imposition pour la taxe d'habitation.

J.-M. N.

en dépit de ses récents déboires concrets par un effondrement de son cours boursier, la société persistait dans son intention de rester indépendante. Sans très bien expliquer comment...

Assistait la suspicion affectait à nouveau le titre UAL, et c'est l'ensemble des valeurs de transport qui plait l'échine, entraînant par mimétisme les actions en voie de restructuration par LBO (Leveraged Buy Out), c'est-à-dire par effet de levier financier. Naturellement, l'indice majeur du marché, le Dow Jones des valeurs industrielles, le Dow Jones des valeurs financières, le Dow Jones des valeurs technologiques, ont pris son grade, et tout au long de la séance, on a vu la courbe du Dow épouser fidèlement la dégringolade du cours d'UAL, puis sa reprise à l'approche de la clôture.

Enfin, après avoir perdu jusqu'à 88 points une heure après les premières cotations, le Dow Jones ramenait son recul final à 3,69 points, pour s'établir à 2.659,22 points, soit, grosso modo, son niveau avant le krach d'octobre 1987. Exit la hausse de ces deux dernières années.

A l'heure des comptes de cette journée un peu folle à Wall Street, où le volume des échanges a approché les 240 millions de titres, chacun sent bien que les cartes à jouer ne sont plus les mêmes. Quel que soit le sort réservé à UAL et à American Airlines, c'est l'ensemble du secteur qui apparaît fragilisé. La morosité de l'indicateur des valeurs de transport (il a perdu 25,96 points, à 1.210,70, mardi) en témoigne. De même que les baisses subies par d'autres compagnies

telles que PanAm, Delta ou encore US Air. « La réaction est normale », explique un spécialiste du secteur. « Ce type d'affaires reste très cyclique, et, dans l'ensemble, les compagnies sont très fortement endettées et les montages présentés à la communauté financière parfois à la limite de la fantaisie », ajoute-t-il.

« Dorénavant, on y regardera à deux fois », assure cet autre familier des opérations d'investissement (banques d'affaires). « Le marché va faire son tri : comme il a commencé à le faire sur les junk bonds ». De fait, la société IMCO, bien notée, n'a pas en trop de mal, lundi, à placer ses « obligations pourries ». Mais vingt-quatre heures plus tard, au cœur de la tourmente, deux autres firmes, TW Services et West Point, avaient des difficultés à trouver preneur. Déjà passablement chahuté depuis plusieurs semaines, ce marché a pâti, lui aussi, de l'effet UAL.

Et maintenant, que faire ? Jamais en panne d'imagination, certains conseillers en valeurs mobilières se sont empressés d'inciter leur clientèle à délaissier les valeurs vedettes, déséquilibrées, « sensibles » en ce moment, pour se reporter sur les actions de second rang. Mais, là aussi, la purge a été sévère, si l'on en juge par les cours du Nasdaq, un marché boursier traité uniquement sur écran et qui regroupe des milliers de ces sociétés de moindre importance à travers les États-Unis. De plus, réflexe bien connu, « quand ça tangue, on s'approche au mit, même s'il bouge beaucoup ». En l'occurrence les « blue chips », les chouchous de Wall Street, qui, en dépit de leurs accès de faiblesse à répétition, ont pour elles l'effet de taille. Et de volume.

Lâcher

un peu la bride

Pour nombre d'observateurs, la phase de consolidation du marché new-yorkais n'est pas achevée. « On va sans doute continuer jusqu'en Thanksgiving Day », assure un professionnel du marché à terme de Chicago, lui aussi perturbé par les soubresauts de Wall Street. En attendant cette journée d'actions de grâce célébrée le 23 novembre prochain, le « Big Board » prie pour que les prochains indicateurs économiques ne soient pas trop mauvais. Mardi 24 octobre, il a fait les frais d'une baisse de 0,1 % des commandes de biens durables en septembre (après une hausse de 3,8 % le mois précédent), confirmée en début de séance.

Une baisse de 0,1 %, d'un vague indicateur, c'est bien peu pour influencer un marché comme Wall Street. Sans doute, mais, dans un climat empreint de morosité après la tombée d'une série d'indices macro-économiques qui, exception faite de l'inflation, vont tous dans le même sens — une mini-récession susceptible de remplacer l'atterrissage ou doucement initiallement escompté, — les dépêches d'agence sont emmanchées à la loupe. Cette légère diminution des commandes de biens durables, pour les spécialistes, c'est le signe avant-coureur d'un malaise qui a maintenant atteint l'ensemble de l'industrie américaine. Déjà le mois dernier, les commandes de biens d'équipement professionnel — non militaire, toujours — avaient sensiblement chuté. Pour la première fois depuis deux ans. Dans ces circonstances, chacun attend avec un soupçon d'anxiété les statistiques préliminaires sur la croissance du PIB américain au troisième trimestre, prévues pour le 26 octobre. Le jour même où devraient être connus les chiffres de la masse monétaire. Deux indicateurs-clés pour M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, qui en est certainement à se demander s'il ne va pas devoir à nouveau lâcher un peu la bride sur le cou à l'économie américaine.

SERGE MARTI

ÉCONOMIE

Grande-Bretagne

Légère amélioration
des paiements courants en septembre

Le déficit de la balance des paiements courants britanniques s'est élevé, en septembre, à 1,64 milliard de livres soit une très légère amélioration par rapport au solde négatif de 2 milliards de livres en août.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le déficit atteint 15,6 milliards de livres, dépassant les 14,6 milliards prévus par le gouvernement pour l'année.

Les échanges de marchandises ont été particulièrement dynamiques en septembre. Les exportations se sont élevées à 8,34 milliards (+ 3 % par rapport à août) et les importations à 10,37 milliards (+ 6 %), portant le déficit commercial à 1,94 milliard.

Commentant ce chiffre, M. Nigel Lawson a fait part de son intention de maintenir des taux d'intérêt élevés.



« Essayez celles-ci teintées roses... » (The Independent, 25 octobre).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MISE EN PLACE DES ACCORDS AVENIR/HMR/MAI

Réunis sous la présidence de Philippe Santini, l'assemblée générale extraordinaire d'AVENIR, du 24 octobre, a approuvé les différentes dispositions permettant la concrétisation des accords signés entre HAVAS MEDIA REGIONS (HMR) et MILLS AND ALLEN INTERNATIONAL Pte (MAI) le 6 juillet dernier, à savoir :

- 1) les apports partiels d'actifs effectués par HMR constitués des participations qu'elle détient dans les sociétés HAVAS REGIONS (100 %), COMAREG (52 %), LIBERATION PRESSE (80 %) et SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PRESSE (80 %);
- 2) les apports partiels d'actifs effectués par MAI Pte, et sa filiale MAHFE (Mills and Allen Holdings Far East), constitués des participations qu'elle détient respectivement, dans les sociétés MILLS AND ALLEN GROUP LTD (100 %) et LION INTERNATIONAL FAR EAST LTD (100 %), sociétés regroupant toutes les activités médias de MAI Pte;
- 3) les apports partiels d'actifs effectués par la CAIXA ANDORRANA DE SEGUERAT SOCIAL constitués des participations qu'elle détient dans les sociétés LIBERATION PRESSE (20 %) et SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PRESSE (20 %).

À la suite de ces apports, préalablement approuvés par les assemblées générales d'HMR et de MAI Pte et conseil d'administration de la CAIXA ANDORRANA DE SEGUERAT SOCIAL, AVENIR créera 1 733 565 actions nouvelles et augmentera son capital de 86 178 250 F.

Le capital sera donc réparti de la façon suivante :

- HAVAS MEDIA REGIONS	50,42 %	avec	1 541 226 actions
- MAI Pte	40,20 %	avec	1 228 980 actions
- Public	9,38 %	avec	286 682 actions

L'assemblée générale a, ensuite, adopté le principe d'une augmentation de capital à hauteur de 50 000 000 F émis et donné au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour procéder à celle-ci en une ou plusieurs fois et selon les modalités qu'il déterminera.

Dans son premier tour, AVENIR procédera à une augmentation de capital en numéraire, avec maintien du droit préférentiel des actionnaires, pour un montant global de 500 000 000 F. Les modalités en seront définies par le conseil d'administration qui se tiendra le 13 novembre prochain.

En outre, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de procéder à la division de valeur de l'action qui de 50 F sera ramené à 10 F. La date de mise en application, qui interviendra en tout état de cause dans le courant de l'année 1990, sera déterminée par le conseil d'administration.

Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire a adopté un certain nombre de modifications statutaires desquelles il résulte, notamment, que le conseil d'administration ne sera composé que de quinze membres représentant les actionnaires.

Enfin, cette assemblée a décidé de changer le nom de la société qui devient :

AVENIR-HAVAS MEDIA

An cours de cette assemblée, Philippe Santini a déclaré : « AVENIR devient une véritable société médiatique publique, à côté de l'État, elle exerce désormais ses activités dans la région de la presse quotidienne, dans l'édition de Grubbe, de distribution publicitaire et dans l'édition de France ».

Elle est ainsi une véritable société internationale publique 48 % de ses résultats viendront de l'étranger.

Cette assemblée a été suivie d'une assemblée générale ordinaire qui a nommé administrateurs : la société HAVAS, sir Ian Morrow, M. Jean-Pierre Caillaud, M. Jean-Claude Carreau, M. Nicholas Cook, sir Graham Day, M. Paul Dint, M. Charles Grogan, les sociétés COMPAGNIES DES GRANDES MARQUES et SOCIÉTÉ COMMERCIALE INTERNATIONALE POUR LA COMMUNICATION, qui rejoindront les membres actuels du conseil : M. Philippe Santini, président, MM. de La Baume, Chadeau, Daniels et Hollick.

RÉSULTATS AU 30 JUIN 1989

Le conseil d'administration réuni le 24 octobre 1989 sous la présidence de Philippe Santini a arrêté les comptes consolidés du 1^{er} semestre 1989 dont les principaux éléments sont rappelés ci-dessous :

	30.6.89	30.6.88	Variation %	année 1988
Nombre d'actions composant le capital social	1 333 323	1 049 922		1 333 323
C.A. Net	654 449	565 573	15,71 %	1 099 317
Résultat d'exploitation	91 392	75 317	21,34 %	116 815
Marge %	13,96 %	13,31 %		10,62 %
Résultat net par action	69 447	48 879	58,27 %	79 751
Intégration globale	50 043	43 879	14,04 %	66 411
Intégration globale	19 404	0		13 340
Ratio de résultat	10,61 %	7,75 %		7,35 %
Résultat net par action	52,08	41,79		59,81

Les modifications de périmètre intervenues entre le 30 juin 1988 et le 30 juin 1989 :

- Prises de participations réciproques à hauteur de 21 % dans le capital de MILLS & ALLEN LTD.

- Création d'EUROPOSTER et prises de participations en ESPAGNE, au PORTUGAL, en BELGIQUE et en ITALIE.

se traduisant dans les comptes au 30 juin 1989 par la création d'une nouvelle rubrique en Hors-résultat part du Groupe pour les sociétés mises en équivalence, s'élevant à 19,4 MF sans contrepartie au 30 juin 1988.

Les éléments financiers et exceptionnels au 30 juin 1989 sont globalement insignifiants (- 2,5 MF) pour être mis en évidence et ne préfigurent en rien des chiffres annuels.

Tous les autres postes de comparaison sont homogènes d'une période à l'autre et dénotent la bonne progression du Groupe.

Le résultat net consolidé de l'exercice 1989 tient compte des opérations de fusion-absorption effectuées au 1^{er} juillet 1989 ainsi que de l'augmentation de capital, qui se déroulera entre le 27 novembre et le 18 décembre 1989. Il a été déterminé en ajoutant au résultat net consolidé du 1^{er} semestre 1989 du Groupe AVENIR (cf. tableau) la quote-part de résultat du 2^e semestre 1989 du périmètre de consolidation du nouveau Groupe AVENIR HAVAS MEDIA, et devrait se situer dans la fourchette des 150 à 160 millions de francs.

Les leçons du mini-krach

Suite de la première page

Le pronostic est difficile. Les économistes sont cette année beaucoup plus prudents dans leurs déclarations qu'ils ne l'étaient il y a deux ans. Des événements récents, trois leçons peuvent néanmoins déjà être tirées. Le mini-krach a confirmé l'emprise croissante du Japon sur la finance mondiale. L'issue a démontré que si le système financier mondial reste fragile, il n'est pas « hors du contrôle » des grands argentiers. Enfin, l'événement a été l'occasion de rappeler au monde occidental que ce dont il souffre, ce n'est pas tant d'un système financier inefficace mais d'un excès de dettes... ou d'une insuffisance d'épargne.

La première leçon porte sur le rôle joué par le Japon - ses investisseurs et ses banquiers - dans la tempête. Très tôt, les Américains ont accusé Tokyo d'avoir mené la danse. Ils en ont multiplié les preuves. On sait que le démonstrateur dans le mini-krach de Wall Street, le 13 octobre, ce fut l'échec dans la mise au point d'un financement destiné au rachat de la compagnie aérienne United Airlines. Or, si la Citicorp américaine n'a pas réussi ce montage financier, c'est que les banques japonaises initialement acquiescentes à l'opération ont, à la dernière minute, décidé de se retirer du tour de table. Ont-elles ainsi agi sur ordre du gouvernement, comme l'ont insinué les Américains ? M. Makoto Utsimi, vice-ministre des Finances, a catégoriquement démenti avoir « envoyé un signal quelconque ».

La main
de Tokyo

Quoi qu'il en soit, la Bourse de New-York a plongé - une chute de 7 % le vendredi en fin de séance. Lundi 16 octobre, le monde entier avait les yeux tournés vers... la Bourse de Tokyo. Le Kabuto-Cho a domné la la au reste des places boursières, avec une baisse de 1,8 % semblant signifier aux opérateurs américains qu'ils avaient peut-être été un peu trop loin. Dès lundi donc, Wall Street - où les investisseurs japonais occupent une place croissante - recroquait le tir et se redressait sensiblement. Dans le même temps, Tokyo obtenait, grâce au

mini-krach, un coup de frein à la hausse du dollar et le début d'un assouplissement de la politique monétaire américaine. Déterminés avec les six autres pays du G7 (les grands pays industriels) lors de la réunion de Washington, le 23 septembre dernier, ces objectifs n'avaient pu être atteints jusqu'alors.

Certes, il est quelque peu réducteur de voir sur tous les marchés et en toute occasion la « main de Tokyo », comme sont tentés de le faire certains analystes américains. Il n'en reste pas moins vrai que le Japon compte désormais sa suprématie dans la finance mondiale. La Bourse de Tokyo constitue, avec ses mystères (le niveau exceptionnellement élevé des cours en particulier), la première place financière mondiale par sa capitalisation. Les huit premières banques mondiales sont japonaises. Le pays dégage chaque année une épargne considérable qu'il investit dans toutes les formes d'actifs disponibles.

La seconde leçon concerne la fragilité du système financier. Une fois de plus, l'informatique a été mise en cause. A Wall Street, des programmes automatiques d'achat et de vente - quelque peu abandonnés après le krach d'octobre 1987 - avaient été remis en fonctionnement il y a peu. Ils ont, à n'en pas douter, contribué à accentuer la tendance à la baisse. En Europe, notamment à Paris mais aussi à Bruxelles, les cotations n'ont pas pu être réalisées pendant un certain temps, les systèmes informatiques n'étant pas capables de résister aux quantités d'ordres de vente reçues.

Au-delà, certains produits financiers ont de nouveau été mis en cause. Les junk bonds - ces obligations « pourries » à haut risque et à haut rendement, ont été jugées en partie responsables de la débâcle. Utilisées pour le financement d'achat d'entreprises (les LBO notamment, les leveraged buy out), ces junk bonds ont connu outre-Atlantique un succès foudroyant au cours des dernières années. Près de 200 milliards de dollars de titres de ce type ont déjà été émis. La qualité de ces titres inquiète, à juste raison, la communauté financière internationale. Après la dette du tiers-monde et les problèmes des

caisses d'épargne, ils constituent désormais une nouvelle bombe à retardement pour le système financier américain et, au-delà, international.

Gestion réussie
de la crise

Malgré cette fragilité, le système a réussi à surmonter la bourrasque. Les « grands argentiers » (les ministres des finances et les autorités monétaires des grands pays industriels) ont géré avec succès la crise. Tout au long du week-end qui a suivi la chute du vendredi 13, ils ont organisé un concert de déclarations rassurantes. Mais surtout, ils ont, les uns et les autres, fait preuve d'un grand pragmatisme.

Par rapport à leurs principes « libéraux » : à Tokyo comme à Paris par exemple, les investisseurs institutionnels - privés et publics pour la France - ont été « invités » par leur Trésor respectif à se porter acheteur pour éviter une trop rapide chute des cours.

Par rapport à leur politique monétaire, les gouvernements des banques centrales ont tous très rapidement compris la nécessité pour eux d'abandonner les principes auxquels ils étaient pourtant attachés. Alors qu'il avait confirmé, quelques jours auparavant et en direct de Moscou, son opposition à tout assouplissement de sa politique monétaire, M. Alan Greenspan, président de la Fed, a accepté d'injecter d'importantes quantités de liquidités dans l'économie américaine, là encore, pour éviter un effondrement de la Bourse. D'autres en firent autant, même la Bundesbank.

Ce pragmatisme des dirigeants financiers des sept grands pays industriels a permis d'éviter une véritable crise financière. Pour l'instant, néanmoins, les causes profondes de la tempête subsistent : elles résident dans la persistance des grands déséquilibres financiers et du premier d'entre eux, celui entre épargne et investissement. Le monde occidental continue à manquer d'épargne et à chercher à surmonter cette pénurie par la dette sous toutes ses formes (du junk bond des entreprises au crédit revolving du particulier...). Le système financier ne fait qu'imaginer des solutions pour faire face à ce déséquilibre. Ce n'est pas l'outil qui est en cause, mais les ingrédients utilisés.

ans de restrictions, nous sommes entrés, avec la récupération du pouvoir d'achat des salariés et la diminution du chômage, dans un cycle normal de renouvellement des biens durables : la vente d'automobiles, par exemple, a doublé par rapport à 1982.

Maintenant qu'elle a résolu le problème du train de la croissance, l'Espagne peut-elle aspirer à rejoindre bientôt le peloton de tête au sein de la Communauté ? Quel est au juste son créneau, entre les pays à la technologie la plus avancée, telle l'Allemagne, et ceux dont les faibles coûts salariaux constituent toujours le principal atout, comme la Grèce ou le Portugal ? « Notre ambition est bien sûr de devenir un pays de technologie avancée, assure M. Solchaga. Mais nous sommes réalistes : nous savons que nous partons d'un faible niveau de recherche et de développement technologique, et que notre dépendance, en la matière, à l'égard des multinationales est très élevée. Il nous faut donc réaliser désormais une véritable accumulation technologique. Mais, pendant cette période transitoire, nous sommes fiers de notre avantage comparatif actuel, qui est celui de nos moindres coûts salariaux ».

Et d'ajouter : « Cela dit, l'Espagne n'est bien sûr pas encore l'Allemagne, mais il est évident que ce n'est plus non plus Taiwan. Plus d'interpénétration des économies européennes se produira, et plus les coûts salariaux espagnols se rapprocheront inévitablement de la moyenne. Ce qui obligera nos entreprises, ne serait-ce que pour une raison de survie, à se préoccuper toujours davantage de recherche et d'innovation. C'est tout simplement une nécessité historique ».

THIERRY MALINIAK

Sous l'effet du *now nowism* (tout, tout de suite) - pour reprendre l'expression du directeur du budget américain, M. Richard Darman (*le Monde* du 11 août), tous les acteurs de la vie économique (les États, les entreprises et les ménages) s'endettent. Après les pays en développement (1 300 milliards de dollars de dettes), ce sont les États industrialisés qui accumulent les découvertes. La dette publique américaine approchera les 3 000 milliards de dollars à la fin de 1989. Les entreprises et les particuliers empruntent - les uns pour acheter tout de suite leur principal concurrent, les autres pour consommer immédiatement quelques loisirs.

Un appel
à l'épargne

Si le Japon a pu donner l'impression, au cours de la tempête récente, qu'il menait désormais la danse, c'est en grande partie grâce à sa capacité d'épargne. Son épargne nette représente encore 20,2 % de son PNB en moyenne (contre 25,6 % dans les années 70). Si le système financier américain est fragile, c'est qu'il se développe sur une épargne insuffisante : le taux d'épargne nette y est tombé à 3,9 % dans les années 1980 (pour 10,6 % dans les années 70). Le mini-krach du 13 octobre rappelle aux Occidentaux le risque d'une économie fondée sur l'endettement. Il devrait être un rappel aux vertus de l'épargne, mais n'est peut-être plus seulement là une question économique.

ÉRIK IZRAËLEWICZ

EN BREF

■ **Fonction publique** : prime de croissance et réforme de la grille. - Le conseil des ministres du mercredi 25 octobre devait examiner un projet de décret présenté par M. Michel Durafour, ministre de la Fonction Publique, sur l'attribution d'une prime de croissance de 1 200 F en novembre aux fonctionnaires de l'État. C'est ce même mercredi que le groupe de travail sur la catégorie B, présidé par M. Bernard Pêcheur, directeur général de l'administration et de la fonction publique, commence ses travaux en préambule à l'engagement en décembre de la négociation sur la rénovation de la grille unique. La CGT organise à Paris une manifestation de fonctionnaires.

■ **Agriculture européenne** : suppression de la taxe de correspondance. - Les ministres de l'Agriculture de la CEE ont accepté, le mardi 24 octobre, à Luxembourg, que les producteurs européens de céréales ne paient pas, cette année, de prélèvement supplémentaire de correspondance, c'est-à-dire la taxe imposée en cas de surproduction. Les Douanes ont demandé à la Commission « d'accélérer les travaux » pour que cet accord de principe soit transformé en décision formelle lors d'un prochain Conseil des ministres en novembre. La Commission avait suggéré, la semaine passée, d'exempter de taxe tous les producteurs de la CEE malgré le fait que son estimation de la récolte de céréales pour 1989-1990 (160,5 millions de tonnes) dépasse le plafond de production (garantie) fixé à 160 millions de tonnes. Selon la Commission, le prélèvement était assez faible pour justifier une exonération. La taxe aurait rapporté cette année près de 600 millions de francs, si l'on se base sur l'évaluation des récoltes faite par Bruxelles. - (AFP.)

■ **Beghin-Say se sépare de ses activités dans le papier et le négoce**. - Le conseil d'administration de cette société du groupe Ferruzzi a décidé, le mardi 24 octobre, de céder 50 % du capital de Papeterie Beghin Corbehem au groupe allemand Feldmühle AG et ses 50 % de Kayserberg à une société italienne contrôlée par Montedison Spa (groupe Ferruzzi). Le montant total de ces transactions, qui interviendront, sous réserve de l'accord des autorités françaises, avant le 31 janvier 1990, s'élève à environ 2 025 milliards de francs. Beghin-Say a aussi décidé de céder avant le 31 décembre 1989 les 25 % qu'il détient dans ATB (holding des sociétés de négoce international de Ferruzzi) à une société du groupe italien de M. Raul Gardini pour un montant de 258 millions de francs. Pour expliquer ces opérations, le groupe Beghin-Say a souligné qu'il poursuivait « sa stratégie de recentrage sur l'agro-industrie » et désirait réduire son endettement.

130 entreprises
se sont exposées

Les entreprises françaises ont participé à la manifestation internationale de l'agro-industrie à Paris. Les exposants ont présenté leurs produits et leurs services. Les visiteurs ont pu découvrir les dernières innovations technologiques. Les entreprises ont également pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des investisseurs. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles technologies. Les entreprises ont pu augmenter leur chiffre d'affaires. Les exposants ont pu améliorer leur rentabilité. Les visiteurs ont pu découvrir de nouvelles entreprises. Les exposants ont pu rencontrer des clients potentiels. Les exposants ont été très satisfaits de la manifestation. Les visiteurs ont été très intéressés par les exposés. Les entreprises ont pu augmenter leurs ventes. Les exposants ont pu améliorer leur image. Les visiteurs ont pu découvrir de

PARIS-ILE-DE-FRANCE

Une initiative du conseil régional

130 entreprises de la région se sont exposées à Madrid

Du 18 au 21 octobre, 130 entreprises de l'Ile-de-France — des PME pour la plupart, travaillant souvent dans les hautes technologies — ont participé à l'exposition organisée à Madrid sur l'initiative du conseil régional. Elles trouvaient ainsi l'occasion de présenter leurs productions sur le marché espagnol, de prendre contact avec d'éventuels acheteurs ou partenaires. Réciproquement, des entreprises madrillènes participaient à une manifestation similaire au cours du deuxième semestre 1990, au palais du CNIT à la Défense.

Cette exposition n'est qu'un des aspects de la coopération qui s'est instaurée entre

la région Ile-de-France et la communauté de Madrid et s'est concrétisée par un accord signé en septembre dernier. Les annexes concrètes de l'accord ont d'ailleurs été officiellement paraphées à Madrid le jour de l'ouverture de l'exposition par Pierre-Charles Krieg, président du conseil régional d'Ile-de-France, et Joaquim Leguina, président de la communauté de Madrid.

Le développement économique, la formation professionnelle, l'aménagement urbain au sens le plus large, l'éducation et la culture, sont les quatre grands axes des actions que les deux collectivités enten-

dent mener ensemble. Chaque année un programme précis sera élaboré et un premier contingent de stagiaires sera échangé dès 1990 entre Madrid et Paris.

L'Espagne est aujourd'hui, pour les investisseurs européens, un pays à la mode. Il était normal que l'Ile-de-France, qui trouvait dans la communauté de Madrid un partenaire à sa mesure, doté de compétences plus étendues mais comparables, décide, elle aussi, de franchir les Pyrénées. Ce n'est pourtant, comme l'explique ci-dessous Michel Elbel, qu'un premier pas dans sa démarche de désenclavement international.

Michel Elbel : « Les régions doivent apprendre à franchir les frontières »

Michel Elbel se défend d'être l'ambassadeur de l'Ile-de-France, d'en être le ministre des relations extérieures. Vice-président, UDF, de la région, ancien questeur, il fut, au départ, chargé à la fois de l'administration générale et des relations internationales mais cette dernière tâche, par goût et par nécessité, tend à l'occuper entièrement tant il devient important pour une collectivité de la taille et du poids de celle-ci d'entretenir avec ses homologues étrangères des relations fréquentes et suivies.

L'exposition organisée à Madrid est un bon exemple de ce qui peut et doit être fait dans ce sens. « La région joue un rôle d'appui et de sensibilisation en faveur des acteurs économiques de l'Ile-de-France », dit Michel Elbel. Nous n'avons qu'à nous en rendre compte, notre objectif est d'aider les petites et moyennes entreprises à se présenter sur le marché espagnol pour y rechercher des clients ou des partenaires. Par ailleurs, nous avons amené avec nous un certain nombre de grandes sociétés de services nationales — spécialistes dans le traitement des eaux, du câble, des ordures ménagères, etc., travaillant pour les collectivités locales — qui font connaître leur savoir-faire et, indirectement, les entreprises qui mettent en œuvre celui-ci.

Madrid, dans cet esprit, n'est pas une première. « Il y a eu, il y a deux ans, un jumelage entre la région Ile-de-France et la ville-région de Pékin ; l'année dernière, après l'exposition organisée à Osaka en 1987, un accord signé avec Tokyo prévoit l'échange régulier de missions entre les deux pays sur les questions d'urbanisme et d'environnement. Parmi les projets : à la fin de cette année un accord avec la région du Latium (celle de Rome), une reprise des relations avec Pékin lorsque la situation politique de la Chine sera éclaircie. Enfin, à la demande du président Krieg, des contacts sont pris ou vont l'être avec les pays de l'Est, des villes comme Prague, Budapest, Varsovie. Tout cela, bien entendu, sans aucun préjugé politique puisque ni la communauté de Madrid, par exemple, ni la région du Latium, ne sont du même bord que la région Ile-de-France. »

Trois questions

En fait ce que recherche, ce qu'a pour tâche de rechercher Michel Elbel, c'est à multiplier les contacts, à organiser, il insiste sur les termes, « l'action internationale de la région et non la politique internationale de la région », à travers trois canaux principaux.

Des actions économiques comme celle-ci menées en collaboration avec les chambres de commerce, les services des ambassades. Une action plus spécialisée dans le domaine de l'urbanisme qui transite par l'IAURIF, l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région, qui entretient depuis longtemps de nombreuses relations avec des villes ou des régions étrangères. Le Caire par exemple, ou Buenos-Aires, ou encore l'autorité portuaire de New-York. Une action, enfin, d'un ordre plus général par l'intermédiaire de Métropoles, association créée en 1985 et qui rassemble aujourd'hui quarante grandes métropoles internationales, dont la dernière en date, Moscou.

Une grande question qui en découle en réalité trois. Quelle peut être la vraie portée de l'action internationale d'une région comme l'Ile-de-France compte tenu des compétences limitées qui sont les siennes, de l'exécution en son sein d'une grande capitale comme Paris, de la susceptibilité comme et normale du Quai d'Orsay vis-à-vis d'initiatives risquant de remettre en cause ses responsabilités internationales.

« Nos compétences, reconnaît Michel Elbel, sont, bien entendu, limitées. Nous sommes une administration de mission dans les domaines en particulier du développement économique de l'urbanisme et de la formation. Cela nous ne pouvons empêcher certains de nos interlocuteurs étrangers qui ont des compétences plus étendues que les nôtres de nous solliciter pour des actions, par exemple culturelles, comme c'est le cas pour l'accord que nous venons de signer avec Madrid. Nous ne refusons pas de prendre leur message que nous renvoyons sur les autorités auxquelles ils s'adressent chez nous. Ainsi ce que les Madrillènes nous demandent de faire pour la culture nous demandons à la Ville de Paris de la faire. »

Paris notre chance

Paris. N'est-ce pas une gêne de se présenter comme la région de Paris ? A l'intérieur même des frontières nationales et à plus forte raison à l'extérieur, l'Ile-de-France n'est pas toujours bien identifiée. Pour beaucoup elle reste la région parisienne. « Paris, répond Michel Elbel, reste la grande chance de la France et donc de l'Ile-de-France. Dans le monde actuel, celui des Eurocités, il faut jouer sur les grandes métropoles et plus exactement sur les grandes agglomérations à l'intérieur desquelles se posent dans leur vraie dimension les problèmes d'urbanisme, de transport, de développement économique. Encore une fois nous avons une grande chance, que, par exemple, l'Allemagne nous envie, d'être la région où existe une grande métropole de taille internationale.

« Cela dit, il est vrai que notre action est d'autant mieux identifiée que nous nous adressons à des régions qui ont des tailles et des structures comparables à la nôtre, Madrid par exemple, ou Sao-Paulo. Notre force c'est de nous adresser à nos homologues étrangers. Reste, quoi qu'il en soit, que nous travaillons la main dans la main avec les responsables de la capitale. Un exemple : Pékin a d'abord pris contact directement avec Paris et ce sont les autorités parisiennes, lorsqu'elles ont vu les questions posées — questions d'urbanisme, d'environnement, — qui, spontanément, ont renvoyé leurs interlocuteurs sur nous. »

L'exposition de Madrid a été inaugurée très officiellement par les présidents de l'Ile-de-France et de la communauté de Madrid avec la présence tout aussi officielle de l'ambassadeur de France en Espagne. Et celui-ci se sentait tout à fait dans son rôle. Il est normal, explique-t-il, que les régions européennes nouent entre elles des contacts pour s'enrichir de leurs expériences réciproques et s'aider mutuellement dans les domaines qui sont de leurs compétences. Le tout est qu'elles n'empêchent pas

sur les pouvoirs régionaux qui, comme leur nom l'indique, relèvent de la compétence exclusive des Etats. Ce partage est d'autant plus évident dans le cas de l'Espagne que l'accord de coopération, conclu en 1985 entre les gouvernements français et espagnol, comporte un volet régional prévoyant expressément un développement de la coopération entre les régions des deux pays.

On a pu craindre, c'est vrai, un moment, que se multiplient dans le désordre les interventions de différentes collectivités territoriales françaises dans les pays étrangers. Non seulement ces initiatives locales tendent — ne serait-ce que pour être plus efficaces — à se coordonner mais le Quai d'Orsay lui-même, instruit par l'expérience, se montre beaucoup moins ombrageux. « Les choses se passent très bien, confirme Michel Elbel. Non

seulement le Quai est informé de nos interventions à l'étranger, mais nous travaillons le plus souvent avec l'appui de ses services. Dans la mesure où nous restons dans notre rôle, nous pouvons même parfois faciliter les missions des responsables de notre politique étrangère en leur apportant des éléments d'information, en nous des contacts dans les pays où ils souhaitent intervenir.

« Mais encore une fois à chacun sa tâche : nous devons toujours nous effacer derrière les intérêts d'Etat. Un exemple : en visite à Berlin-Ouest, je souhaitais prendre contact avec le maire de Berlin-Est. J'y ai tout de suite renoncé lorsqu'on m'a fait savoir que si le gouvernement français avait reconnu la RDA, il n'aurait pas pour autant reconnu Berlin comme capitale de cet Etat. »

JACQUES-FRANÇOIS SIMON

Un nouveau système plus sélectif

Le ravalement au coup par coup

De nouvelles dispositions vont être prises par la mairie de Paris pour simplifier et rendre plus efficace la politique engagée pour ravalement les immeubles de la capitale.

A partir du 1^{er} janvier 1990, les campagnes lancées à ce propos et les périmètres correspondants seront simplifiés. Leur est substitué un repérage systématique, exhaustif et permanent, de tous les bâtiments sales et dégradés. Les propriétaires ou syndics de copropriétés seront informés individuellement par courrier des obligations auxquelles ils devront satisfaire.

Selon M. Jacques Chirac, « ce système sera beaucoup plus simple, puisque propriétaires et syndics n'auront plus à se préoccuper de savoir si leur immeuble est inclus dans une campagne de ravalement, mais seulement de son état de propreté ».

En fait, il s'agit là d'une petite révolution dans la longue histoire de la propreté de la capitale. Louis-Napoléon Bonaparte signe le premier, en 1852, un décret enjoignant aux propriétaires d'immeubles parisiens de « gratter, repeindre, badigeonner au moins une fois tous les dix ans la façade des maisons ». En 1904, un arrêté préfectoral étend cette obligation aux cours et aux parties communes. Mais cette disposition tomba peu à peu en désuétude. Il faudra attendre 1959 et le passage d'André Malraux au ministère de la culture pour relancer vigoureusement la politique du ravalement des immeubles parisiens, qui est aussi une manière de protéger le patrimoine. Désormais, chaque année à Paris un arrêté munici-

pal fixe le périmètre à l'intérieur duquel les immeubles doivent être mis en état de propreté. Quatre mille façades environ sont annuellement nettoyées au jet de sable pour effacer la crasse des pierres, mais aussi les débris des mousses, pollens et autres cryptogames.

Plusieurs facteurs sont intervenus pour modifier un système qui, s'il fut performant en son temps, a mal vieilli. Les campagnes de ravalement sont en effet lancées tous les dix ans dans des zones dont l'état de propreté des bâtiments est de plus en plus hétérogène : retards anciens dans l'exécution des travaux sur certaines façades, aptitudes très différentes des immeubles à résister aux « salissures » diverses. Bref, selon les services de la ville : « Les bâtiments inscrits dans un même périmètre ont un degré de propreté différent à l'issue de la campagne de nettoyage. Le ravalement a perdu l'essentiel de ses vertus. »

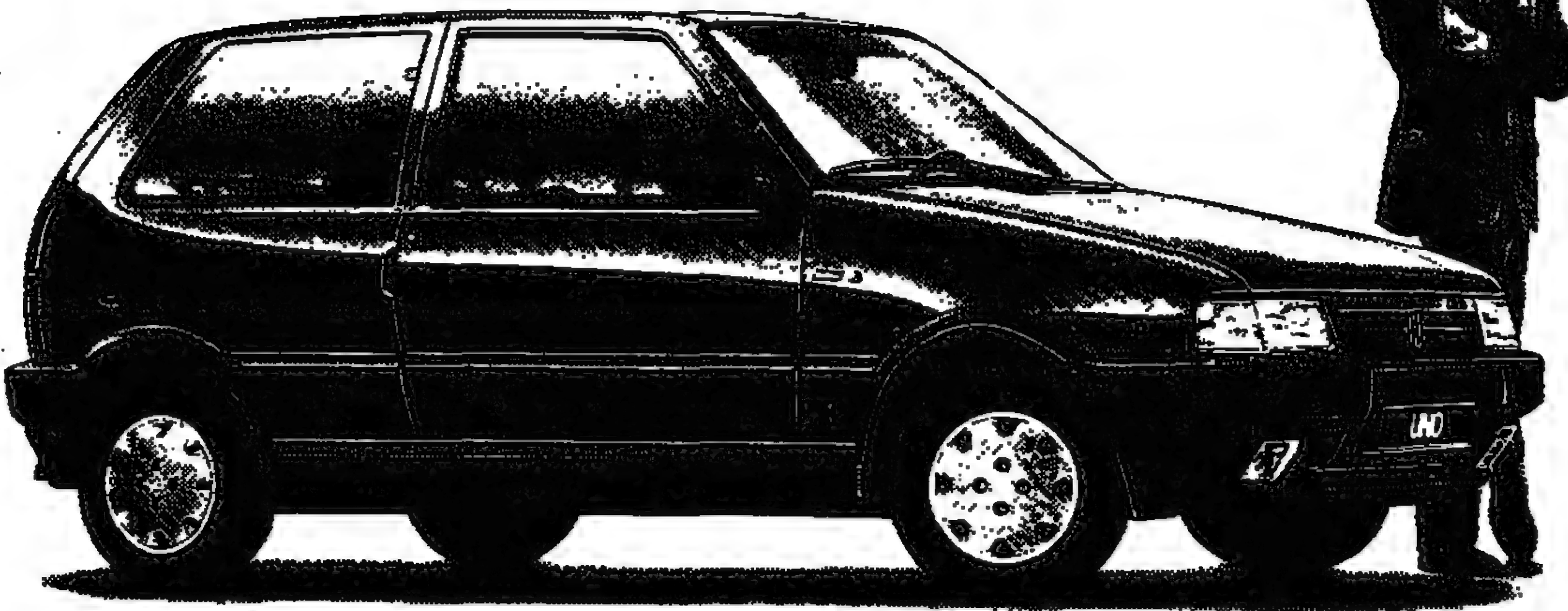
Enfin, il est évident que propriétaires et syndics étaient insuffisamment informés de leurs obligations : l'immeuble se trouvait-il dans le périmètre ? l'état du bâtiment justifiait-il des travaux de ravalement ? quelles techniques fallait-il employer ?

Les nouvelles dispositions prises par la mairie de Paris devaient corriger la tir et permettre d'ici à l'an 2000 de traiter un nombre plus élevé d'immeubles dans la capitale. A commencer par les bâtiments municipaux, puisque le budget de la ville pour 1990 présentera une forte hausse des crédits alloués au « nettoyage » du patrimoine municipal.

JEAN PERRIN

C'est nouveau, c'est beau c'est la Fiat Uno

Dire que j'ai un Cx fantastique et qu'il ne s'intéresse qu'à ma ligne !



Aujourd'hui chez votre concessionnaire Fiat: la Uno avec sa nouvelle ligne, ses nouveaux équipements, ses nouvelles motorisations. 15 modèles 3/5 portes. 4/7 CV, essence, Diesel, turbo injection, turbo Diesel, automatiques.

3615 + FIAT
FIAT

Fiat Uno, comment lui résister !

Grand Centre d'Essais à Paris Place Clichy.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			77 - SEINE-ET-MARNE			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
2^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
4 pièces 100 m ² , 4 ^e étage	8, rue d'Uzès CIGIMO - 46-24-50-00	8.390 + 1.060	4 pièces, parking 55 m ² , 5 ^e étage	Noliel 72, cours des Roches SGI/CNP - 80-06-75-30	4.034 + 914	4 pièces, park. 87 m ² , 1 ^{er} étage	Neuilly-sur-Seine 34/36, bd Victor-Hugo SAGGEL - 42-66-61-06	8.700 + 1.562
2 pièces 51 m ² , 6 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71	5.903 + 1.061	6 pièces, parking 118 m ² , 5 ^e étage	Noliel 18, av. P.-Mendès-France SGI/CNP - 80-06-75-30	4.723 + 1.272	6 pièces, parking 150 m ² , 3 ^e étage	Neuilly-sur-Seine 34/36, bd Victor-Hugo SAGGEL - 42-66-61-06	12.200 + 2.560
3^e ARRONDISSEMENT			94 - VAL-DE-MARNE			94 - VAL-DE-MARNE		
4 pièces 59 m ² , 2 ^e étage	9, rue des Arquebuses SAGGEL - 47-42-44-44	9.600 + 822	Studio 32 m ² , r.-de-jardin	Bailly 32, square des Maronniers SOLVEG - 40-67-06-99	1.440 + 330	2 pièces 57 m ² , 2 ^e étage	Crétail 5, passage Sallierfait GFI - 42-07-94-18	2.680 + 760
Studio, park. 27 m ² , 3 ^e étage	7-7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG - 43-21-63-21	4.670 CC	7 pièces, parking 129 m ² , 1 ^{er} étage	Bailly 34, square des Maronniers SOLVEG - 40-67-06-99	6.000 + 1.650	2 pièces, park. 47 m ² , r.-de-ch.	Fontenay-s/Bois 120, av. du Mar-Joffe SAGGEL - 42-66-61-06	2.215 + 541
2 pièces, park. 58 m ² , r.-de-ch.	7-7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG - 43-21-63-21	7.677 CC	4/5 pièces, parking 106 m ² , 5 ^e étage	Chatou 6, rue de la Liberté SAGGEL - 47-78-15-95	5.200 + 1.514	3 pièces, park. 71 m ² , 4 ^e étage	Fontenay-s/Bois 120, av. du Mar-Joffe SAGGEL - 42-66-61-06	3.580 + 982
4/5 pièces 101 m ² , 4 ^e étage	7-7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG - 43-21-63-21	15.548 CC	4 pièces, parking 89 m ² , 2 ^e étage	Guyencourt 3, av. de la Liberté SGI/CNP - 30-44-01-24	2.883 + 1.089	3 pièces, park. 84 m ² , 3 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-06	4.014 + 868
4^e ARRONDISSEMENT			2 pièces, parking 53 m ² , 3 ^e étage	St-Germain-en-Laye 40 bis, rue des Liraillies AGF - 39-73-09-34	4.093 + 450	4 pièces, park. 84 m ² , 1 ^{er} étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-06	5.200 + 782
6 pièces, parking 124 m ² , 2 ^e étage	2, rue Clitton LOCARE - 46-78-20-22	9.376 + 1.438	4 pièces, box sous terr., 87 m ²	Versailles 13, av. Général-Panhard COFIMEG - 39-54-21-98	4.817 + 1.113	5 pièces, park. 101 m ² , 3 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-06	5.733 + 971
10^e ARRONDISSEMENT			Studio, parking 47 m ² , r.-de-ch.	Versailles 22, prom. Mère-Lisa AGF - 39-50-91-04	2.500 + 570	3 pièces, 2 park. 71 m ² , 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne 68, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	6.500 + 870
1/2 pièces, park. 37 m ² , 7 ^e étage	41/43, quai de Valmy SAGGEL - 40-34-38-50	3.800 + 490	4 pièces, parking 102 m ² , 1 ^{er} étage	Versailles 20/22, prom. Mère-Lisa AGF - 39-50-91-04	5.810 + 1.350	4 pièces, 2 park. 87 m ² , 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne 68, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.070
5 pièces, parking 107 m ² , 7 ^e étage	1, place R.-Desnos SAGGEL - 40-34-38-50	7.828 + 1.056	4 pièces, parking 105 m ² , 4 ^e étage balcon	Viroflay 2, rue Joseph-Bernard CIGIMO - 48-24-50-00	8.500 + 1.050	Maison, 4/5 pièces 145 m ² , jardin garage	Ormesson 52, av. des Tournelles CIGIMO - 48-24-50-00	5.650 + 100
11^e ARRONDISSEMENT			91 - ESSONNE			Studio, park. 41 m ² , 6 ^e étage	Saint-Mandé 2, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	3.848 + 498
3 pièces 74 m ² , 1 ^{er} étage	12, imp. Camille-Mainquet SGI/CNP - 43-71-48-17	4.448 + 893	4 pièces, parking 76 m ² , 1 ^{er} étage	Gif-sur-Yvette Rég. Les Grandes-Coudraies GCI - 40-16-28-89	3.427 + 760	2 pièces, park. 50 m ² , 2 ^e étage	Saint-Mandé 31/33, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	4.546 + 579
Studio, meublé 28 m ² , r.-de-ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.150 CC/SEM.	Maison, 4 pièces 115 m ² , jardin 216 m ²	Longjumeau 3, rue des Nostalgies SGI/CNP - 60-11-77-40	5.284 + 388	4 pièces, park. 98 m ² , 6 ^e étage	Saint-Mandé 7, rue Feytaud LOC INTER - 47-45-19-97	8.841 + 985
Studio, meublé 38 m ² , r.-de-ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.675 CC/SEM.	Pavillon, 4 pièces 104 m ² , garage	Verrières-le-Buisson 4, allée des Tamaris SAGGEL - 46-08-30-36	5.200 + 165	4 pièces, park. 84 m ² , 2 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	7.582 + 940
2 pièces, meublé 46 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	6.300 CC/SEM.	92 - HAUTS-DE-SEINE			3 pièces, park. 70 m ² , 2 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	5.744 + 730
2 pièces, parking 53 m ² , 3 ^e étage	6/8, rue des Buis AGF - 43-38-74-46	4.335 + 430	2 pièces, parking 50 m ² , 2 ^e étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-06	3.508 + 589			
12^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, parking 68 m ² , 1 ^{er} étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-06	4.142 + 761			
2 pièces, park. 40 m ² , 1 ^{er} étage	7/15, rue Sidi-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	3.670 + 485	Studio, parking 40 m ² , 12 ^e étage	Courbevoie 2, av. du Parc, pl. Charras AGF - 43-34-96-98	3.220 + 230			
4 pièces, parking 74 m ² , 3 ^e étage	7/15, rue Sidi-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	5.860 + 784	2 pièces, parking 46 m ² , 1 ^{er} étage	Courbevoie 3, av. du Parc, pl. Charras AGF - 43-34-96-98	3.080 + 280			
2 pièces 55 m ² , 6 ^e étage	107, av. Michel-Stroz CIGIMO - 48-24-50-00	4.000 + 588	Studio, parking 42 m ² , r.-de-jardin	Courbevoie 28, rue de Bezons SAGGEL - 47-78-15-95	2.835 + 585			
3 pièces, parking 72 m ² , 2 ^e étage	32, rue de Picpus SOLVEG - 40-67-06-99	5.800 + 910	2 pièces 60 m ² , 14 ^e étage	Courbevoie 12, place des Dominicains SAGGEL - 47-78-15-95	3.200 + 1.075			
14^e ARRONDISSEMENT			5 pièces 106 m ² , 3 ^e étage	Garches 11 bis, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	8.155 + 800			
4 pièces, parking 57 m ² , 5 ^e étage	189, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	9.576 + 700	3 pièces, parking 73 m ² , r.-de-ch.	Neuilly-sur-Seine 34/36, bd Victor-Hugo SAGGEL - 42-66-61-06	7.300 + 1.188			
15^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces, parking 114 m ² , 1 ^{er} étage	69, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99	11.800 + 1.000						
16^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 73 m ² , 3 ^e étage	14, bd Ecolemans LOCARE - 46-78-20-22	8.200 + 854						
5 pièces, parking 128 m ² , 4 ^e étage	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99	18.000 + 1.500						
Studio, park. 38 m ² , 4 ^e étage	46 bis, rue Saint-Denis SEFINEG - 47-04-62-25	4.390 CC						
2 pièces 58 m ² , 2 ^e étage	128, bd Suchet SEFINEG - 46-45-00-95	5.543 + 1.116						
17^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 83 m ² , 3 ^e étage	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	8.285 + 1.382						
19^e ARRONDISSEMENT								
3/4 pièces, park. 85 m ² , 1 ^{er} étage	28, villa Curial SAGGEL - 40-34-38-50	4.200 + 1.330						

Les locations des institutionnels - Prochaine parution: jeudi 2 novembre daté 3.

Les réparations

Comme les charges, les réparations d'un logement sont réparties entre bailleur et locataire. Dans le secteur libre, le bail définit généralement la répartition entre les deux parties. Si le contrat de bail reste silencieux, le code civil s'applique. Pour le secteur réglementé, le décret du 26-08-1987 s'applique, celui de la loi du 6-07-1989 n'étant pas encore paru.

— Les réparations à la charge du propriétaire.
Secteur libre ou réglementé, les obligations du propriétaire sont sensiblement les mêmes : faire les réparations nécessaires à l'entretien normal du logement, soit les grosses réparations dues à la vétusté, les malfaçons, les vices de construction, la force majeure. Mais si les réparations dépassent l'entretien normal pour devenir une reconstruction (en cas d'incendie par exemple), le propriétaire n'est pas obligé de les faire.

Si les travaux durent plus de quarante jours, le locataire a le droit d'exiger une diminution du loyer, en fonction du trouble de jouissance qu'il subit.

— Les réparations à la charge du locataire.
Dans le secteur libre, les réparations locatives sont fixées par le bail ou le code civil : elles concernent les cheminées, les bas de murs (jusqu'à un mètre), les pavés, parquets, vitres et portes, etc.

Dans le cadre du secteur réglementé, les réparations à la charge du locataire sont définies très précisément par le décret du 26-08-1987. Bien entendu, si ces réparations entrent dans le cadre de

la vétusté, la force majeure, le cas fortuit, la malice ou le vice de construction, il appartient au propriétaire de les payer.

Elles concernent :
— les parties extérieures : portes et fenêtres (réparations des poignées, graissage des gonds...), vitres, stores, serrures, grilles, etc. ;
— les parties intérieures : les plafonds et murs (menus raccords, rebouchage de trous), les parquets et moquettes (pose de raccords, remplacement et remise en état), entretien des plinthes, baguettes et moulures, etc. ;
— la plomberie : remplacement de menues pièces de canalisation, vidange de la fosse septique ou du puisard ;
— l'électricité : remplacement des interrupteurs, des prises de courant, etc.

Hormis la liste des réparations locatives déterminées par le décret du 26-08-1987, peuvent également être à la charge du locataire des réparations mentionnées dans le contrat de location : entretien d'appareils électroménagers, d'antennes de télévision, de glaces...

Enfin, si le propriétaire omet de faire les réparations qui sont à sa charge, plutôt que de commencer vous-mêmes les travaux, écrivez-lui une lettre avec accusé de réception : vous éviterez ainsi des contestations de sa part sur l'urgence des travaux.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



AFFAIRES

La vague de déréglementation

Grande-Bretagne : la poste au public, le téléphone au privé

LONDRES

de notre correspondant

Partie au début des années 80 des Etats-Unis, la vague de déréglementation dans les PTT fait tâche d'huile. Premier pays européen à avoir emboîté le pas, la Grande-Bretagne est allée le plus loin et le plus vite. Mais un à un les pays s'y mettent... même la sage Allemagne qui vient d'adopter une réforme somme toute plus radicale que ce que l'on avait cru d'abord. Aujourd'hui, seuls le Danemark, le Luxembourg et... la France n'ont pas modifié leur organisation. Deux mois après la publication du rapport Prévot, le gouvernement français n'a pas encore fait connaître ses décisions, se donnant le temps de la concertation. Et il est peu probable qu'un texte soit déposé lors de la session d'automne devant le Parlement.

Les Britanniques se flattent d'avoir un service postal public depuis que le Parlement en a décidé ainsi en 1657, et d'avoir inventé le timbre. Poste et téléphone ont été séparés en 1981, la première restant dans le domaine public, le second étant privatisé en 1984. La poste royale décline toujours le monopole de la distribution de toutes les lettres dont l'affranchissement est inférieur à une livre (10,3 F).

Des économistes ultra-libéraux réclament périodiquement le démantèlement de cette institution plusieurs fois centenaire et l'instauration de la concurrence. C'est déjà le cas pour les plus urgents, dont l'expédition coûte plus d'une livre, généralement plus près de dix que d'une, et que se disputent les services de messageries privées. Les motocyclistes casqués porteurs de lettres et de colis, laissant en permanence branchés à tue-tête le talkie-walkie qui les relie au standard de leur entreprise, font partie de la vie quotidienne londonienne. A certaines heures de la journée on

ne voit et n'entend pratiquement qu'eux dans la City.

La privatisation du courrier général est une autre paire de manches. Mme Thatcher a refusé, comme prématuré, ce projet lors de la rédaction du programme de son parti pour les élections de juin 1987. Ses conseillers sont d'ailleurs partagés, leur rôle idéologique en faveur du moins d'Etat étant contrebalancé par la crainte de voir les compagnies privées concurrentes abandonner la desserte des zones rurales. Le *Financial Times* se posait d'autre part très sérieusement, il y a quelques mois, la question de savoir si l'effigie de la souveraine pourrait dans ce cas figurer sur des timbres émis par des sociétés privées. Dans l'expression « poste royale » l'adjectif n'a pas perdu toute sa signification. La souveraine elle-même, dont les initiales sont inscrites sur les camions postaux, comme celles de son aïeule Victoria restent gravées sur les célèbres boîtes aux lettres rouge vif, est, dit-on, hostile à la privatisation.

Les postiers sont des fonctionnaires qui remplissent d'autres tâches de service public que la simple distribution du courrier. Ce

sont eux, par exemple, qui délivrent certains documents officiels tels que les passeports, les vignettes automobiles, et les attestations de paiement de la redevance audiovisuelle. Mais les 21 000 bureaux de poste britanniques ont souvent de quoi dérouter un Français : dans les zones rurales et les petites villes, mais aussi parfois à Londres, il ne s'agit que d'un guichet installé au fond d'une épicerie ou de tout autre magasin.

Les avatars de British Telecom

Les syndicats, très puissants et hostiles à la privatisation, font valoir que la poste royale, qui ne bénéficie d'aucune subvention, dégage un bénéfice depuis douze années consécutives, ce qui n'est le cas d'aucune de ses homologues des pays industrialisés. Celui-ci a été de 212 millions de livres, en 1988, sur un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de livres. L'affranchissement du courrier de première classe, à 19 pence (environ 2 F), est plutôt moins cher que dans les autres pays européens.

La privatisation du téléphone, en 1984, n'est pas, de toute façon, un

précédent enthousiasmant. L'opération a été un succès politique pour Mme Thatcher, qui peut se targuer des 1,3 million d'actionnaires actuels de British Telecom. Mais le bénéfice pour l'usager est moins évident. La société qui est passée en bloc, avec ses 230 000 salariés, du secteur public au privé a conservé beaucoup des réflexes bureaucratiques et des lenteurs de jadis. Il faut prendre rendez-vous plusieurs semaines à l'avance avec l'employé chargé d'une quelconque modification, et celui-ci a tôt fait de déclarer que le problème relève d'un autre service...

La mauvaise humeur des usagers avait été à son comble au cours de l'été 1988 au point de provoquer un débat national. On s'était alors aperçu qu'une cabine téléphonique sur quatre était hors d'usage, et que la pose d'une ligne demandait parfois six mois. Les responsables de British Telecom s'avaient d'autre part incapables, face à la montée des réclamations, de fournir des factures détaillées.

La situation s'est nettement améliorée depuis. Des centraux modernes informatisés sont livrés à un rythme accéléré et British Telecom promet que 60 % des factures

porteront, en 1990, mention du numéro appelé, du jour et de l'heure de la communication, et de sa durée. Le plus important peut-être a été l'abandon de la brutale politique de dégraisage des effectifs menée depuis la privatisation. 5000 emplois par an avaient été supprimés depuis 1984. 1500 ont été créés en 1988.

British Telecom n'a plus le monopole du téléphone, et le ministère du commerce et de l'industrie s'efforce d'instaurer une situation de concurrence. La société rivale Mercury commence ainsi à s'implanter dans l'ensemble du pays à partir de sa base, située en Ecosse et dans le nord de l'Angleterre.

Très combatif, le principal syndicat de British Telecom continue de réclamer, comme le Parti travailliste, le retour de l'entreprise dans le giron de l'Etat. Le climat reste tendu dans cette entreprise où s'affrontent, parfois de façon caricaturale, des dirigeants partisans du capitalisme sauvage, et des salariés fagotés par des décennies de pouvoir syndical et de monopole public.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'élève turbulent de la classe

La Grande-Bretagne est le pays européen qui a la position la plus originale en matière de télécommunications. Avant sa privatisation, British Telecom offrait un service de médiocre qualité qui alimentait les thèses des partisans de sa dénationalisation. En 1984, la Grande-Bretagne opta, dans les télécommunications, pour un duopole entre British Telecom, privatisé (mais dans lequel les intérêts publics demeurent importants), et Mercury, département de Cable and Wireless, ancien opérateur du Commonwealth. Mercury focalise son action sur les gros clients de la City et les grandes villes. Il bâtit un réseau tout à fait neuf, équipé en fibres optiques et en commutateurs numériques (achetés à l'étranger).

Parallèlement, le gouvernement — tout en confiant le pouvoir réglementaire au DTI (Department of Trade and Industry) — institua pour l'assister un organisme, l'OfTel, qui, d'une part, lui fait des propositions en matière de règlements et de tarifs et, d'autre part, joue un rôle de gendarme (*watchdog*) pour s'assurer que la concurrence est bien respectée.

Accusé de privilégier son image boursière ainsi que sa diversification et de négliger la modernisation du réseau britannique, British Telecom fut sévèrement critiqué à y a deux ans, ce qui amena la chute de son président. Depuis, la barre a été redressée, l'entreprise réajustant à l'occasion ses tarifs : elle augmente le prix des communications locales (de loin les plus onéreuses pour un exploitant), abaissement à l'inverse ses tarifs urbains et internationaux..., ce qui pose des problèmes à ses concurrents européens, fréquemment irrités des « détournements de trafics » auxquels se livrent de grosses entreprises qui font transiter par Londres leurs communications transatlantiques, par exemple. En règle générale, British Telecom (comme d'ailleurs Cable and Wireless) se signale par une politique internationale très agressive, soucieux de rester parmi les grands opérateurs mondiaux de téléphone qui demeureront en lice dans les prochaines décennies.

F. V.

1 + 1 = 1

1 LE CRÉDIT NATIONAL : Un spécialiste confirmé des financements à long terme, en toutes monnaies, pour tous projets, en toute confiance.

+ 1 LE CRÉDIT NATIONAL : Un promoteur d'initiatives nouvelles dans les métiers financiers modernes : fonds propres, crédit bail, gestion de trésorerie, assurances globales, opérations de marché.

= 1 LE CRÉDIT NATIONAL : Un acteur majeur de l'Europe de 1992 au service des entreprises.

Crédit National
LES MOYENS DE VOTRE RÉUSSITE

مكتبة من الكتب

AFFAIRES

dans les postes et télécommunications

Etats-Unis : les enfants de « Ma Bell »

WASHINGTON
correspondance

Des millions d'Américains continuent d'évoquer avec un certain regret le bon vieux temps où, pour leur service téléphonique, ils s'adressaient à ce qu'ils appelaient familièrement « Ma Bell ». C'est-à-dire les vingt-deux compagnies du système Bell, propriété de l'American Telephone and Telegraph Company (ATT). Pour l'installation, la réparation des appareils ou pour vérifier leurs notes mensuelles, les usagers avaient un seul interlocuteur. Aujourd'hui, plus de cinq ans après la rupture du monopole d'ATT, ils ont affaire à des compagnies différentes. D'une manière générale, sollicités par diverses sociétés leur offrant des services variés, ils sont amenés à faire des choix difficiles.

Cet inconvénient est compensé par les nombreux avantages découlant de la fin du monopole, acceptée en 1982 par ATT à la suite d'un long procès anti-trust. L'ère de la concurrence s'est ouverte pour les télécommunications le 1^{er} janvier 1984, avec, pour conséquence, une restructuration complexe de l'ensemble du système des télécommunications : les vingt-deux compagnies Bell ont été regroupées dans sept nouvelles entités indépendantes (1). ATT garde ses activités de longue distance et est autorisée à s'engager dans de nouveaux secteurs, comme l'informatique.

La rupture du monopole n'a affecté ni le développement de l'usage du téléphone, ni celui de l'industrie des télécommunications : 93 % des foyers américains (contre 91 % en 1983) ont le téléphone et le secteur des télécommunications représente 185 milliards de dollars, soit une augmentation de 60 % par rapport à 1983. Et cela bien que les usagers non commerciaux — la très grande majorité (80 % du total) — ont dû subir une augmentation d'environ 35 % des tarifs des services locaux (installation, communications). En effet, pendant la période du monopole, les tarifs élevés des liaisons longue distance pratiqués par ATT subventionnaient en quelque sorte les tarifs plus bas des services locaux. Mais le prix des communications longue distance a diminué de 38 % (certaines compagnies ont pu ainsi réduire de plus de moitié leurs frais de téléphone) avec pour effet d'augmenter la demande générale des appels longue distance et internationaux.

Cette réduction est la conséquence directe de l'âpre lutte que livrent à ATT des sociétés concurrentes pour le marché des longues distances. ATT a reculé, certes, mais contrôle encore plus de 70 % de ce marché (au lieu de 90 % avant 1984) devantant les plus importantes compagnies comme MCI Communication (11 %) et US Sprint (7 %), elles-mêmes aux prises avec 500 nouvelles compagnies offrant à leurs clients potentiels d'innombrables services répondant à leurs besoins spécifiques.

Le résultat le plus positif de la compétition est d'avoir favorisé la modernisation de l'équipement et l'introduction de nouvelles technologies, ce qui a eu pour effet d'améliorer sensiblement la qualité des services. Ainsi, le réseau d'US Sprint repose entièrement sur des câbles à fibres optiques assurant une meilleure qualité que les câbles conventionnels. ATT a été ainsi obligé de convertir son réseau en fibres optiques beaucoup plus rapidement qu'il l'avait envisagé. Des tarifs préférentiels accordés à certaines heures ont été assurés aux entreprises clientes mais aussi aux particuliers soumis, d'autre part, à une intense campagne de publicité pour les amener à augmenter leurs appels longue distance et internationaux.

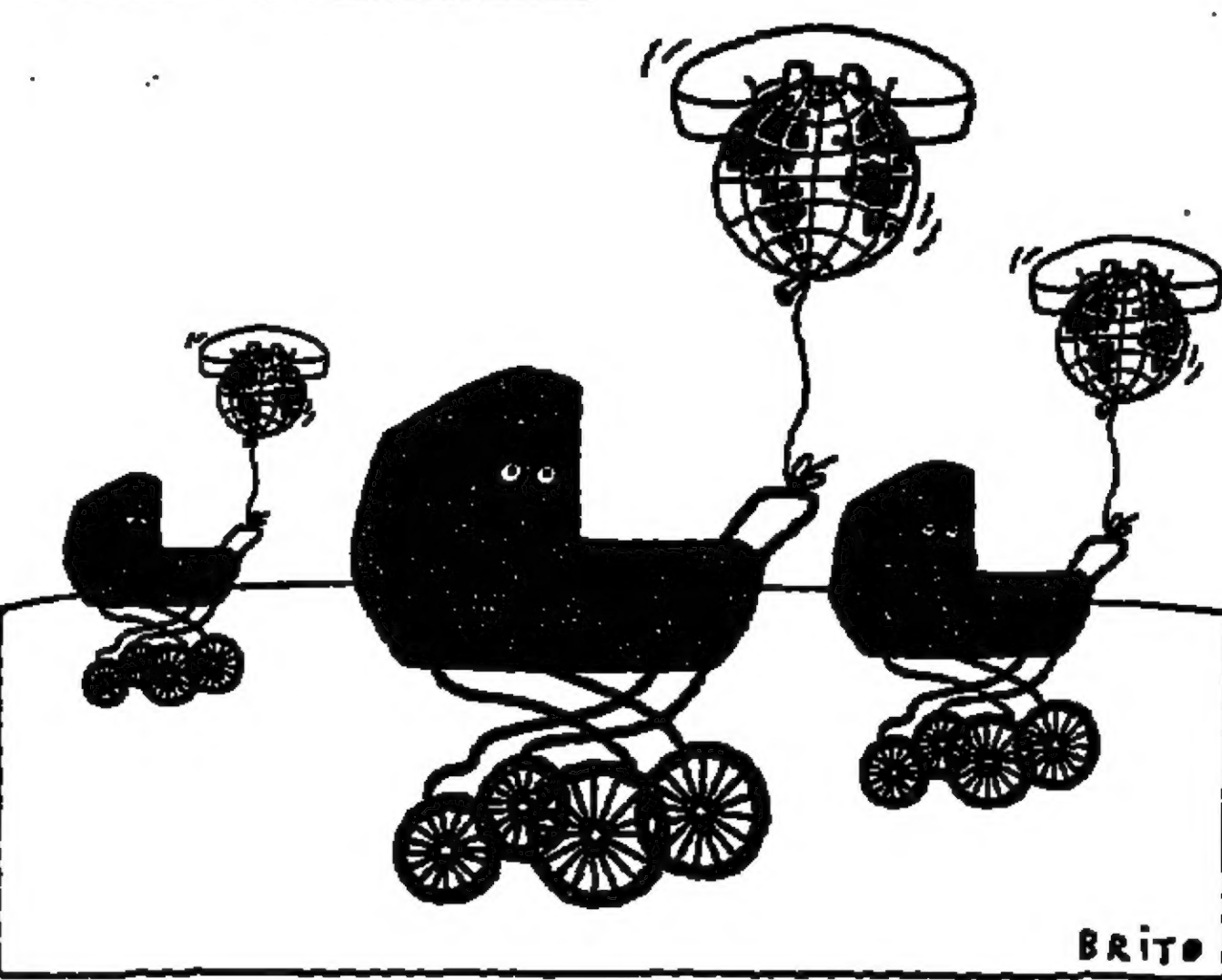
Les sept compagnies Bell, les « baby Bell » comme on les appelle familièrement, dont on craignait qu'elles ne survivent pas à la rupture avec ATT, ont au contraire prospéré. Elles ont investi des millions de dollars dans la modernisation de leurs équipements et même ont diversifié leurs investissements

dans d'autres secteurs, avec plus ou moins de succès. Elles ont demandé à la FCC (Federal Communication Commission), l'organisme fédéral supervisant l'ensemble du système téléphonique (notamment en matière de tarifs), de pouvoir assurer les communications longue distance, des services d'informations sur ordinateur et de fabrication de l'équipement. Elles ont hérité de l'ATT un monopole sur les communications locales. Les « baby Bell » voudraient maintenant se débarrasser des restrictions qui leur sont imposées. Mais, jusqu'à nouvel ordre, le juge Green, qui supervise l'application de sa décision anti-trust de 1982, ne veut pas lever ces restrictions tant, a-t-il dit, qu'elles jouiront de leur monopole local susceptible de fausser la concurrence.

Etant donné sa position prédominante dans le domaine des longues distances, l'ATT continue d'être soumis au contrôle de la FCC. En revanche, ses concurrents sont libres de fixer leurs tarifs. ATT voudrait maintenant plus de liberté pour maintenir sa position dans un marché très compétitif. Mais ATT, MCI et Sprint sont unis pour demander le maintien des restrictions empêchant les « baby Bell » de les concurrencer sur le marché des longues distances.

HENRI PIERRE

(1) Bell South, Nynex, Bell Atlantic, Ameritech, Pacific Telesys, US West, Southwestern Bell.



BRIT

RFA : trois sociétés mais pas de privatisation

FRANCKFORT
correspondance

La réforme des PTT allemandes qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier a permis la création de trois entités indépendantes : Deutsche Bundespost Postbank, Deutsche Bundespost Telekom, Deutsche Postbank Telekom. En choisissant de nommer, à la mi-septembre, trois managers pour diriger ces nouvelles sociétés, les autorités allemandes montrent qu'elles sont déterminées à lutter contre la concurrence du secteur privé.

Le ministre de tutelle, M. Christian Schwarz-Schilling, n'a pas caché sa satisfaction, le jeudi 14 septembre, en dévoilant les noms des trois nouveaux présidents du directeur des PTT allemandes. Le secret avait été bien gardé pendant tout l'été, alimentant les spéculations sur tel ou tel candidat. Coupant court aux rumeurs portant notamment sur le montant des rémunérations que Bonn avait dû consentir pour attirer des prétendants valables, le ministre s'est ouvertement réjoui de la qualité de ses recrues, « tous trois des gestionnaires aguerris dont la réputation n'est plus à faire ».

La tâche qui attend M. Günter Schneider, ancien porte-parole de la banque KKB, à la tête des services bancaires postaux, M. Klaus Zumbach, jusqu'alors président de la firme de vente par correspondance Quelle, à celle des services postaux, et M. Holmut Rieke, directeur de la compagnie Loewe Opta, qui prend la tête des télécommunications, n'est pas facile. Scindées en trois entreprises indépendantes au niveau de la gestion, les nouvelles entités continueront toutefois d'appartenir au secteur public. Mais leur structure doit être complètement refondue. Or M. Schwarz-Schilling a été tout à fait clair : elles doivent être pleinement opérationnelles à partir du 1^{er} janvier 1990. Ce qui leur laisse peu de temps pour mener les réformes destinées à les rendre plus performantes, notamment dans les télécommunications.

Certes l'abandon du monopole en vigueur jusqu'ici dans le radiotéléphone, les services à valeur ajoutée, les communications par satellite, le marché des équipements terminaux ne s'est pas traduit, pour l'instant, par l'entrée en force de concurrents privés. Ceux-ci préfèrent sans doute dans un premier temps se réserver pour tel ou tel segment du marché plus porteur. Ainsi BMW propose-t-il à ses clients un système de transfert de données par satellite. Son concu-

rent, Daimler-Benz, va même plus loin : s'appuyant sur sa filiale spatiale Dornier, il a décidé de mettre sur pied un système de distribution reliant directement une entreprise avec ses clients. De son côté, le réseau privé Megnet — qui appartient à Deutsch-Atlantische Telegraphen et au consortium d'assurances réunissant Colonia et Magdeburger — joue la carte de la qualité en doublant les liaisons techniques entre ses abonnés pour réduire les risques de pannes.

En RFA, comme ailleurs, les énormes besoins en informations des entreprises (notamment les banques) poussent au développement d'un système de communications mondial collant mieux au marché. Jusqu'à présent, les PTT allemandes avaient assuré les investissements nécessaires au transport de l'information, négligeant les services à valeur ajoutée comme la gestion de trésorerie ou l'échange de documents. Avec un chiffre d'affaires annuel d'environ 37 milliards de deutschemarks (126 milliards de francs) et quelque 200 000 employés, les nouvelles Telekom conservent une confortable avance dans le secteur des télécommunications. Mais l'étalement du marché allemand ainsi que son extrême complexité rendent le développement de nouveaux services très onéreux, même pour la puissance publique.

Le développement du radio-téléphone

Le téléphone cellulaire est sans doute le meilleur exemple. Alors que la mise en place d'un réseau digital va permettre de réduire drastiquement le coût moyen d'un radiotéléphone (de 6 000 deutschemarks aujourd'hui à 1 000 deutschemarks), le système implanté actuellement en RFA (C-Netz) est saturé avec des interruptions fréquentes dans les grandes villes en raison d'une trop forte utilisation. L'ouverture des frontières avec l'installation en 1991 d'un nouveau réseau européen (D-Netz) devrait permettre de résoudre le problème de l'engorgement. D'ores et déjà une dizaine de consortiums internationaux, parmi lesquels des géants allemands comme Daimler-Benz ou BMW, se sont formés pour obtenir le contrôle du réseau privé (D2-Netz) du téléphone mobile. Les Telekom allemandes, qui se réservent la moitié de ce marché (D1-Netz), doivent faire connaître leur décision le 12 décembre en ce qui concerne l'octroi de la licence nécessaire à l'exploitation du réseau privé.

Un seul consortium sera autorisé et les spéculations vont bon train pour savoir qui sera choisi dans la mesure où ce marché potentiel représente un chiffre d'affaires global de 4 milliards de deutschemarks d'ici à 1998 quand deux millions de téléphones cellulaires auront été installés. Mais la rareté des fréquences en RFA, dont la plus grande partie est réservée aux troupes de l'OTAN stationnées sur le territoire ouest-allemand, et les coûts de revient beaucoup plus élevés qui en résultent, notamment par rapport aux concurrents japonais, américains ou américains, risquent toutefois de réduire d'autant les possibilités de gains.

Dans un secteur plus traditionnel, celui de l'expédition, la poste a adopté une double stratégie pour lutter contre la concurrence du secteur privé tout en relâchant son monopole sur la distribution du courrier. Les taux de croissance (de 20 % à 30 % par an) des expéditeurs privés, malgré une concurrence féroce dans certaines grandes villes où leur nombre peut atteindre plus d'un million, expliquent sans doute que les PTT allemandes cherchent à récupérer une partie de ce pactole. A cette fin, elles ont créé, depuis le 1^{er} septembre, un service express qui existait déjà depuis 1983 dans sept grandes villes.

Les coûts prohibitifs pratiqués par les PTT allemandes pour ce service — 35 deutschemarks (120 francs) pour la livraison d'un paquet par porteur dans un rayon de 12 kilomètres contre 13 deutschemarks en moyenne ailleurs — ont provoqué l'indignité des expéditeurs privés qui ne se sentent pas outre mesure menacés par cette nouvelle initiative.

En revanche, certaines entreprises ont très mal réagi à la décision de la poste d'autoriser ses concurrents à livrer du courrier à des fins professionnelles. C'est le cas, notamment, des OFS (Overnight Parcel Services) à Düsseldorf, qui s'étaient spécialisés dans le transport de paquets et de lettres après les heures de bureau. UPS (United Parcel Service) dont le siège allemand est à Neuss, a décidé, pour sa part, de saisir cette opportunité. La compagnie a annoncé, au début du mois, qu'elle allait étendre ses services à l'ensemble du territoire, y compris Berlin-Ouest, à des prix que la poste est incapable de battre. Et, maintenant que le monopole a commencé à se relâcher, il est à parier que la pression du secteur privé ne va pas s'arrêter là.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

Pays-Bas : les PTT à l'aise dans leurs nouveaux habits

AMSTERDAM
de notre correspondant

Devenues société anonyme, le 1^{er} janvier 1989, les PTT néerlandaises se portent bien. Le président de la nouvelle société dont l'Etat détient toujours 100 % des actions, M. Willem Dik, s'est montré optimiste en présentant ses premiers résultats semestriels.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 19,4 milliards de francs dont 67 % à l'actif des PTT-Telecom et 31 % à l'actif des PTT-Post. Les PTT, dans leur ensemble, ont dégagé un bénéfice avant impôt de 3,7 milliards de francs.

C'est la première fois, changement de statut oblige, que les PTT publient des résultats intermédiaires... qu'il est donc impossible de comparer. Mais M. Dik a pris les devants en extrapolant les chiffres de janvier à juin à l'ensemble de l'année. Au terme de leur premier exercice en tant que sociétés gérées comme une entreprise privée et intervenant sur un marché partiellement libéralisé (le Monde du 3 janvier), les PTT enregistreraient un chiffre d'affaires annuel de 39 milliards de francs et dégageraient un bénéfice net de 4,35 milliards.

Par rapport à 1988, le chiffre d'affaires progresserait ainsi de quelque 5 % et le bénéfice net ferait un bond de 14 %.

La comptabilité des PTT ayant changé d'une année sur l'autre, ces prévisions montrent avant tout que la société a bien négocié le virage du changement de statut et de culture. De 1987 à 1988, le « chiffre d'affaires » de ce qui était alors une administration d'Etat avait progressé de 6,3 %, le « résultat d'exploitation » chutant en revanche de plus de 40 %.

Ces premiers résultats constituent une heureuse surprise pour M. Dik qui, au début de l'année, ne prévoyait qu'une croissance assez faible, sinon nulle, compte tenu « du développement de la concurrence ». Or, a-t-il constaté, « les PTT ont mieux réussi que prévu à préserver leurs marchés ».

C'est la seule explication qu'il ait donnée à la bonne santé de l'entreprise. Celle-ci a aussi bénéficié de l'ambellie des ventes entravées par la dérégulation d'une partie du marché des télécommunications. M. Dik n'a cité aucun chiffre précis, mais, dans les milieux spécialisés, on estime que les PTT-Telecom ont conservé 70 % du marché des centraux téléphoniques d'entre-

prises (150 lignes au moins) et ont perdu encore moins de terrain dans le secteur des petits équipements (téléphones, télécopieurs, séminaphones). M. Dik a par ailleurs réitéré les accusations de « dumping » portées à l'encontre de sa société.

Recours au marché financier

Selon lui, c'est dans le secteur des télécommunications que se situent les meilleures opportunités de croissance et notamment sur le marché des transmissions de données et de la télématique (qui est aux Pays-Bas à ses balbutiements). Les PTT ne détiennent actuellement que 6 % de ce marché. Elles ambitionnent de passer à 20 % en se lançant notamment dans le rachat d'entreprises. Une nouveauté liée à la liberté de mouvement acquise par les PTT qui entendent visiblement en profiter.

Autre nouveauté : pour la première fois de leur histoire, les PTT vont avoir recours au marché financier. Elles lanceront dans les prochains semaines plusieurs types de « papiers » pour un montant de 4,5 milliards de francs. Cette politique d'emprunts, appelée à prendre un caractère permanent, est

destinée à financer les investissements. Cette année, les PTT envisagent d'investir 14 milliards de francs. Jusqu'au 1^{er} août, elles ont déjà investi près de 5 milliards dont 89 % dans le secteur des télécommunications.

Dans le secteur des postes proprement dites, l'heure serait plutôt au désinvestissement. La fermeture de plusieurs centaines d'agences postales rurales (sur un total de 2 600 bureaux de poste) est sérieusement étudiée. Aucune décision n'a encore été prise mais l'analyse de M. Dik ne laisse planer aucun doute. Ces bureaux de poste travaillent encore à 70 % pour la Postbank, la banque postale qui a été dissolue des PTT en 1986. Mais, celle-ci développait un réseau de distributeurs, la rémunération que tirait les PTT-Post de la location de leurs services à la Postbank est appelée à diminuer, déséquilibrant les conditions de gestion de nombreuses agences postales. « Nous devons trouver le juste équilibre entre une fourniture optimale de services et une gestion économiquement responsable de l'entreprise », a affirmé M. Dik qui n'a apparemment rien oublié de son passage par la multinationale Unilever.

CHRISTIAN CHARTIER.

Vienne vous fait une scène d'hiver

A présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique, et théâtre, comédie musicale et exposition, shopping et cafés. Retirez le journal de Vienne auprès d'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme: 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (1) 47427857. Vienne ne laissera cet hiver personne indifférent. Servus, Bienvenue en Autriche!

Vienne
Wien · Viena · Viena



BOURSE DU 24 OCTOBRE

Règlement mensuel										VALEURS									
Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-		
3700	C.N.E. 2% *	5871	5700	5700	+ 0.70	1080	R.M.P. 2% *	1024	1020	1020	- 0.53	980	Bayer	980	983	984	+ 0.81		
1080	R.M.P. 2% *	1024	1020	1020	- 0.53	1225	C.F.P. T.P.	1270	1280	1280	+ 0.78	1225	Bullfinch	75	70	70	- 0.64		
1225	C.F.P. T.P.	1270	1280	1280	+ 0.78	1080	C.L. Lys. T.P.	1093	1101	1101	+ 0.73	1225	De Beers	251	249	249	- 0.80		
1080	C.L. Lys. T.P.	1093	1101	1101	+ 0.73	1185	De Beers T.P.	1185	1194	1194	+ 0.76	1080	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1185	De Beers T.P.	1185	1194	1194	+ 0.76	2100	Shore-Pet. T.P.	2000	2100	2100	+ 0.50	980	De Beers	89	89	89	- 1.33		
2100	Shore-Pet. T.P.	2000	2100	2100	+ 0.50	1225	Shore-Pet. T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Shore-Pet. T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	Thomson T.P.	1225	1226	1226	+ 0.08	1225	De Beers	89	89	89	- 1.33		
1225																			

Comptant (selection)

SICAV (selection)

24/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Enlèvement Frais int.	Rachet net	VALEURS	Enlèvement Frais int.	Rachet net	VALEURS	Enlèvement Frais int.	Rachet net
Obligations						Étrangers														
Emp. 8,20 % 77	121 25	3 713	Champion Fil.	155	158 90	Magnat Indrie	158	158	Vie	158 d	158 d	A.A.A.	1128 72	1039 24	France-Spanie	288 52	287 95	...	88 98	88 98
9,50 % 79/80	100 30	2 782	C.I.C. France	212 10	212 10	Magnum S.A.	85 20	85 20	Vie	85 20	85 20	Action	242 96	238 26	France-Inde	113 40	113 63	Payenne Reale	177 15	173 98
10,20 % 79/84	102 50	3 181	C.I.C. Europe	776	776	Martini	391	391	Vie	391	391	Action France	585 44	584 28	France-Inde	486 12	483 76	Prover	685 68	676 42
13,25 % 79/80	101 93	1 478	C.I.C. Europe	1250	1250	Midi D'Europe	51	51	Vie	51	51	Action internationale	677 94	653 15	France-Oligarchie	450	455 45	Pharm. Pharmacie	255 48	254 08
16,20 % 82/89	101 25	12 856	C.I.C. Europe	1480	1480	Nord, Belg. Ind.	225	225	Vie	225	225	Autocredit	658 48	644 30	France	489 68	485 14	Pharm. Industrie	785 49	767 47
19 15 juin 82	103 48	8 058	C.I.C. Europe	750	750	Orsay	434	434	A.E.G.	781	781	A.E.G. Action (ex-CP)	1238 97	1238 24	France-Perte	121 70	118 18	Pharm. A	1188 40	1175 45
14,60 % 82 85	105 90	9 800	C.I.C. Europe	530	530	Orsay-Durand	202	202	Alcan	369	369	A.E.G. 5000	685 08	678 14	France-Haute	1313 17	1274 82	Pharm. C	7105 51	7181 85
13,40 % d'ic. 83	113 78	11 221	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. D	3308 12	3307 89
12,20 % ex. 84	107 63	9 036	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. E	3308 12	3307 89
10,25 % ex. 85	112 15	7 384	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. F	3308 12	3307 89
11,25 % ex. 86	106 35	6 383	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. G	3308 12	3307 89
ORT 12,75 % 83	107 40	4 110	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. H	3308 12	3307 89
ORT 10 % 2000	107 40	4 110	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. I	3308 12	3307 89
ORT 9,50 % 1987	103 95	8 544	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. J	3308 12	3307 89
ORT 9,50 % 1996	103 95	8 544	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. K	3308 12	3307 89
Ch. France 3 %	100 05	2 753	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. L	3308 12	3307 89
CRB Basse. 82	101 05	2 753	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. M	3308 12	3307 89
CRB Pénins. 82	100 05	2 753	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. N	3308 12	3307 89
CRB Suez	101 05	2 753	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. O	3308 12	3307 89
CRB 82	100 05	2 753	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. P	3308 12	3307 89
PTT 11,25 % 85	107 40	4 110	C.I.C. Europe	1780	1780	Orsay-Durand	1020	1020	Alcan	140	135	A.E.G. 1000	684 88	678 14	France-Haute	28 28	28 28	Pharm. Q	3308 12	3307 89
CP 10,20 % 85	103 20	7 035	C.I.C. Europe	104 40	104 40	Europe Paris	90	90	St. Louis	701	701	AL.T.O.	175 05	175 05	France-Inde	31 88	31 20	Pharm. R	664 08	660 56
CRF 5,50 % 86	107 40	4 110	C.I.C. Europe	104 40	104 40	Europe Paris	90	90	St. Louis	701	701	AL.T.O.	175 05	175 05	France-Inde	31 88	31 20	Pharm. S	664 08	660 56
CRF 5,50 % 86	107 40	4 110	C.I.C. Europe	104 40	104 40	Europe Paris	90	90	St. Louis	701	701	AL.T.O.	175 05	175 05	France-Inde	31 88	31 20	Pharm. T	664 08	660 56
CRF 10,50 % d'ic. 86	107 40	4 110	C.I.C. Europe	104 40	104 40	Europe Paris	90	90	St. Louis	701	701	AL.T.O.	175 05	175 05	France-Inde	31 88	31 20	Pharm. U	664 08	660 56
C.I.C.E. T.P.	117		C.I.C. Europe	104 40	104 40	Europe Paris	90	90	St. Louis	701	701	AL.T.O.	175 05	175 05	France-Inde	31 88	31 20	Pharm. V	664 08	660 56
C.E.E. 65 % ex. 86	46		C.I.C. Europe	104 40	104 40	Europe Paris	90	90	St. Louis	701	701	AL.T.O.	175 05	175 05	France-Inde	31 88	31 20	Pharm. W	664 08	660 56
Demot. Ann. Ch. com.			C.I.C. Europe	104 40	104 40	Europe Paris	90	90	St. Louis	701	701	AL.T.O.	175 05	175 05	France-Inde	31 88	31 20	Pharm. X	664 08	660 56
Micrologie 1 05 % 87	8 400		C.I.C. Europe	104 40	104 40	Europe Paris	90	90	St. Louis	701	701	AL.T.O.	175 05	175 05	France-Inde	31 88	31 20	Pharm. Y	664 08	660 56
Actions						Hors-cote														
Agache (Ind. Fin.)	1020		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
A.G.F. (St. Cont.)	1070		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Alcatel	1000		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Apple. Hydrat.	1000		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Atel	1000		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Autos	1000		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Autos Publicité	1000		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Aut. Mid. Américain	1000		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545		France Lyonnais	480 50	480 50	SCAC	100	100	SCAC	100	100	SCAC	100	100	France Lyonnais	480 50	480 50	France Lyonnais	480 50	480 50
Ban. C. Monaco	545	</																		

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements

c : coupon détaché - o : offert - v : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - * : marché continu

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Démocratie : « Après l'Est, le Sud », par Moncef Marzouki ; Europe : « Qui pose la question allemande ? », par Reinut Duvé ... 2

Le Liban après l'accord de Taëf

Malgré le soutien populaire dont il bénéficie, le général Aoun est politiquement isolé dans le camp chrétien ... 4

La coopération avec l'Afrique

Un budget en augmentation, mais le ministère ne contribue pas à la mobilisation ... 5

La contestation en Roumanie

Un front de salut national demande aux délégués, au prochain congrès du PCR, de renouer M. Ceausescu ... 6

La discussion budgétaire

Recherche et technologie. Collectivités locales. Coopération ... 10

La crise du communisme

Les points de vue de Michel Naudy et d'Anicet Le Pors ... 12

La mort d'Eugène Claudius-Petit

De la Résistance à l'idéal européen ... 12

SECTION B

Le foulard islamique en classe

Le ministre de l'éducation nationale affirme que le port du foulard islamique ne doit pas interdire l'accès en classe ... 14

Le « suicide social » de Roger Knobelspiess

Porte-drapeau de la lutte contre l'erreur judiciaire et du combat pour l'humanisation des prisons, Roger Knobelspiess compare, pour la cinquième fois, en cour d'assises. Il répond d'une attaque à main armée. Selon les experts psychiatres, son comportement peut être assimilé à un « suicide social » ... 15

Epargne et création

Indispensables au financement du cinéma et de l'audiovisuel, les SOFICA, sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel, demandent à l'Etat des garanties pour leurs souscripteurs ... 16

Football : une nouvelle affaire Cantona

Suite à une bagarre avec un coéquipier, Eric Cantona, l'enfant terrible du football français, devrait être renvoyé du club de Montpellier ... 16

CAMPUS

L'enseignement de l'architecture en perpétuel chantier • La valorisation

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

tion des carrières universitaires • Les stages de la semaine ... 17 à 20

Scénariste anglais pour « la Révolution française »

« Les Années Lumière », premier volet de la Révolution française, réalisé par Robert Enrico, arrive sur les écrans. Un entretien avec David Ambrose, le scénariste anglais ... 28

« O Serafina ! » au Festival d'Automne

Invitée dans le cadre de l'année des Droits de l'homme, une troupe survoit de l'homme, une troupe survoit d'écoliers de Johannesburg noire, entre tanks et barbelés, un épisode sanglant de l'apartheid ... 31

Le Festival de jazz de Paris

De Wynton Marsalis à Miles Davis en passant par Ray Charles, Keith Jarrett et l'écure ECM, tout le monde est au rendez-vous du dixième Festival de jazz de Paris ... 33

SECTION D

Le conflit des finances

M. Bérégovoy reçoit le soutien des députés socialistes ... 37

Un entretien avec le ministre espagnol de l'économie

« L'Espagne devra se développer plus rapidement que ses voisins » ... 37

Affaires

La vague de déréglément dans les postes et télécommunications en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en RFA ... 44 et 45

Francfort : le retour des Rothschild

Après quatre-vingt ans, la célèbre famille revient dans la ville où elle naquit ... 46

Services

Abonnements ... 8
Annonces classées ... 40 à 43
Automobile ... 22
Carnet ... 22
Marchés financiers ... 46 et 47
Météorologie ... 23
Mots croisés ... 23
Radio-Télévision ... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 octobre 1989 a été tiré à 528 275 exemplaires

Au conseil des ministres

Amnistie totale en Nouvelle-Calédonie

Le conseil des ministres, réuni mercredi matin 25 octobre, a adopté un projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion des événements de Nouvelle-Calédonie. La loi rétroactive du 6 novembre 1988 ne comportait qu'une amnistie partielle. Le seul et unique article de ce projet de loi étend le bénéfice de celle-ci aux auteurs de crimes de sang. Elle concerne quarante personnes inculpées d'assassinat, au nombre desquelles figurent les trente-deux inculpés de l'attaque de la brigade de Faysoué à Nouméa.

« L'examen des faits démontre que tous ne pouvaient avoir été auteurs directs d'assassinat », a précisé M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, qui a également affirmé que les « auteurs directs » de l'assassinat des quatre gendarmes de la brigade de Faysoué sont morts dans les opérations d'Ouvéa du mois de mai 1988.

M. Le Pen a également précisé qu'une telle loi d'amnistie n'est pas sans précédent puisque des dispositions analogues avaient été prises en janvier 1959 pour des événements liés à l'insurrection du Maroc, et en mars 1962 pour les événements d'Algérie. Il a ajouté : « Clore par le pardon le passé de violence et d'affrontement, représentatif, avec le retour au débat démocratique et le partage des responsabilités et des fruits du développement, l'une des trois nécessités exprimées lors des accords de Matignon de l'été 1988. »

Démission de M. Pierre-Yves Ligen président du Grand Louvre

M. Pierre-Yves Ligen, président du conseil d'administration de l'établissement public Grand Louvre — organisme responsable de la construction du nouveau musée et de ses aménagements annexes — a démissionné, mercredi 25 octobre, sa démission. Elle est due à des divergences avec le ministère du budget et le secrétariat d'Etat aux grands travaux — portant notamment sur la galerie commerciale et le parking souterrain, — et prendra effet à la fin du mois d'octobre.

M. Ligen — âgé de cinquante et un ans — avait été nommé en conseil des ministres le 29 juillet 1987, au temps de la « cohabitation », en remplacement de M. Emile Biassini, atteint par l'âge de la retraite et devenu depuis secrétaire d'Etat aux grands travaux.

EN BREF

POLOGNE : visite du ministre soviétique des affaires étrangères. — M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, est arrivé, mardi 24 octobre, à Varsovie pour une « visite de travail » de quarante-huit heures à l'invitation de son homologue polonais, M. Krzysztof Skubiszewski. Le chef de la diplomatie soviétique doit ensuite participer à la réunion des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie, jeudi et vendredi, dans la capitale polonaise. Pendant son séjour, M. Chevardnadze doit avoir des entretiens avec le chef de l'Etat, le général Jaruzelski, ainsi que le premier ministre, M. Mazowiecki, et le premier secrétaire du Parti communiste.

Nouvel essai nucléaire français en Polynésie. — La France a procédé, mardi 24 octobre, à un essai nucléaire sur l'atoll de Mururoa, selon les autorités néo-zélandaises, qui évaluent la puissance de cette explosion à environ 25 kilotonnes (soit une puissance presque double de celle de la bombe sur Hiroshima). De même source, on précise que c'est le cent huitième tir nucléaire français depuis 1975, date à laquelle la France a décidé de passer à des expériences souterraines en Polynésie. — (AFP.)

Un marin tué en Méditerranée. — Le remorqueur le Fort de la marine nationale a été touché par le tir d'une roquette, depuis un avion Alizé du porte-avions Foch en exercice, mardi 24 octobre, au large de l'île du Levant en Méditerranée. Le le Fort remorquait, à 9 kilomètres de distance, un vieux bâtiment de la marine, qui servait de cible lors d'un exercice de tir réel de douze Super-Étendard et d'un Alizé. Le maître-mannequinier Gérard Legrand, 36 ans, a été tué et trois autres marins blessés. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cette erreur de tir, selon la préfecture maritime de Toulon.

M. Jean-Louis Giral (CNPF) veut réexaminer la retraite à 60 ans. — Dans une interview publiée par le Figaro du mercredi 25 octobre, M. Giral le président de la commission sociale du CNPF, estime que « compte tenu de l'allongement de la durée de vie et de celle des études, et donc du raccourcissement de la durée de vie active, nous aurons du mal à financer la retraite à 60 ans sans que cela devienne insupportable ». D'autant que les actifs continuent « d'accepter éternellement des hausses de cotisations ». M. Giral considère « qu'il faudra à tout le moins imposer une durée d'activité supérieure aux 150 trimestres actuels demandés par le régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale ».

PÉROU
Le Sentier lumineux accentue sa pression pour le boycottage des municipales

LIMA

de notre correspondant

Quatre provinces du département de Lima ont été déclarées, mardi 24 octobre, en état d'urgence et seront donc, désormais, contrôlées par l'armée. Cette décision a été prise trois semaines avant les élections municipales du 12 novembre. Le mouvement de guérilla Sendero Luminoso, qui a décidé de saboter cette consultation, ne cesse, en effet, d'accroître son emprise sur les vallées qui relèvent les contreforts des Andes à la capitale. Lima vient d'ailleurs de connaître une nouvelle vague d'attentats : une dizaine d'ambos ont été dynamités ou incendiés par les terroristes. Il s'agit là d'un premier geste d'intimidation envers la population de la capitale, afin qu'elle s'abstienne de participer au scrutin.

Un peu plus du tiers du pays vit actuellement sous l'état d'urgence. L'armée, cependant, ne parvient pas à contrôler ce vaste territoire. Deux attaques du Sendero Luminoso, dans les départements andins d'Ayacucho et de Huancavelica, ont provoqué, lundi, la mort de vingt-huit personnes : treize militaires ont été tués lors d'une embuscade tendue par une centaine d'insurgés ; six senderistas seraient également tombés au cours de ce combat ; enfin, neuf paysans membres du Groupe d'auto-défense de la communauté de Sallal (Ayacucho) ont été exécutés sur la place du village après une période de justice populaire au cours de laquelle ils ont été accusés de « soutenir le régime ».

Face à cette escalade de violence, qui menace le processus électoral, le procureur général de la nation a convoqué ministres, parlementaires, autorités politiques, chefs militaires et représentants de l'Eglise catholique à coordonner « une stratégie efficace, mobilisant toute la nation contre ceux qui prétendent saper le régime ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 octobre

Indécision

Après la secousse de Wall Street, mardi, l'heure était à la prudence sur le Vieux-Paris. L'indice CAC 40, qui avait perdu 1,75 % la veille, se maintenait à +0,01 % en fin de matinée. Il avait ouvert la journée sur un recul de 0,13 %. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Fichtel Bouteille (+7,8 %), Laboratoires Roger Bellon (+5,8 %), TRT (+4 %) et SAT (+3,8 %). En baisse, on notait Institut Mérieux (-4,8 %), CGP (-4,2 %) et Marine Wendel (-3,8 %).

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES PRODUITS DE BEAUTÉ
PARFUMS, ACCESSOIRES
TOUTES LES GRANDES MARQUES
16, rue de la Paix (Paris 75002) 2^e étage esc.
TEL : 42.61.61.71

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Humain, trop humain

Ça y est, c'est reparti ! Ils sont en train de se payer une nouvelle affaire Rushdie, les British. Avec menaces de mort et tout ce qui s'ensuit contre un prof d'université d'origine indienne, lui aussi. Bhikhu Parekh, il s'appelle. Retenez bien ce nom, vous n'avez pas fini d'en entendre parler. Qu'est-ce qu'il a fait ? Un bouquin sur Gandhi où il aborde, sans mâcher ses mots, le chapitre délicat de sa vie sexuelle, au Mahatma.

Vous pensez qu'il en avait pas ? Qu'il avait fait vœu de célibat ? Exact. Il trouvait que l'éjaculation nuisait à la concentration et il estimait, calcul très précis, qu'en répandant sa semence une fois par jour on se vidait la cervelle pour vingt-quatre heures. Seulement voilà, au bout de trente ans d'abstinence, il s'est réveillé un beau matin, mort de honte, dans un lit trempé. Pollution nocturne. Alors, il a décidé de surmonter ces désirs incontrôlés en dormant à poil avec les plus jolies femmes de son entourage, ses deux petites-nièces en particulier. Il n'en faisait pas mystère, remarquez. C'était un secret de polichinelle.

Ils en prennent vraiment pour leur grade, en ce moment, les dieux et leurs prophètes. Après Jésus, Allah et puis, là, Vishnou et Krishna. Ah oui, parce que, aux yeux des intègres hindous, il les réincarnerait, ces deux-là, Gandhi. Vous imaginez le tollé quand des extraits de ces révélations sathaniques sont sortis dans un hebdomadaire londonien. La communauté s'est enflammée. Appel au meurtre et demande d'autodéfense. La vie privée du Mahatma, c'est sacré. On a pas le droit d'y toucher dans le seul but de faire scandale et d'assurer la promo d'un best-seller. Le précédent Rushdie aurait dû le faire réfléchir, Parekh.

Entre nous, je crois que c'est très exactement ce qui s'est passé. D'ailleurs, il ne s'en cache pas. Il enfonce le clou en établissant lui-même des parallèles entre leurs ouvrages, consacrés l'un et l'autre à la naissance d'une religion ou d'une nation. Maintenant, suffit d'attendre qu'un juif anglais nous apprenne que Yahvé s'est tapé Moïse sur les tables de la Loi, pour avoir fait le tour de la question. Ah non, pardon, j'oubliais les fratriques du Bouddha sous son arbre à Bodhi-Gaya !

zones du pays, les élections présidentielles d'avril pourraient elles-mêmes être remises en cause.

NICOLE BONNET

Duriez super favori

Dans la course d'obstacles que se livrent les distributeurs en bureaux et informatique pour offrir les meilleurs produits et services à leur clientèle, les aspirants de l'écurie DURIEZ sont devenus gagnants d'une course à l'usage ! Par leur simplicité d'utilisation, leur prix compétitif, elles ne souffrent d'aucun handicap. Il faut dire que les conseillers DURIEZ savent les bichonner et cravacher dur pour « mener le train ». Alors, vous aussi, pariez sur le bon cheval et venez chez DURIEZ ! EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

3, RUE LA BOÉTIE (8^e)
TEL : 47.42.91.49
112, BD St-GERMAIN (6^e)
TEL : 46.33.20.43
132, BD St-GERMAIN (6^e)
TEL : 43.29.05.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

LETTERS FROM THE HIGHLANDS

Aboussen M50
Triez cher Jeanne
Notre fils après avoir
partagé une bouteille de
Glengoyne avec son ami
Pichon, a osé déclarer
que le mélange de pain d'épice
qu'il se délectait plus de
richesse et d'esprit que
dans l'enseignement de ses
maîtres.
Un tel égardement
mérite sanction.

GLENGROYNE
12 YEARS OLD
SINGLE HIGHLAND MALT SCOTCH WHISKY

LETTERS FROM THE HIGHLANDS
Glengoyne 125
Madame,
Laissez-moi vous dire
en tant que fils des Highlands
et du Glengoyne.
Je vous aime
M. L. IOT

GLENGROYNE
12 YEARS OLD
SINGLE HIGHLAND MALT SCOTCH WHISKY

هذا هو الأصل